

Parti communiste international

(*«le prolétaire», «programme communiste»*)

Le marxisme et la Chine (1)

**Particularités de l'évolution
historique chinoise**

**Le mouvement social
en Chine**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale du parti !
Souscrivez !**

« le prolétaire »

Journal bimestriel

Le numéro: 1,5 €, 3 CHF, £ 1,5, 700 CFA, 3 DT, 150 DA, 10 DH, USA and CA: \$ 1,5. Abonnement annuel (5 n^{os}): 7,5 €, 15 FS, £ 7,5, 3500 CFA. Abonnement de soutien: 15 €, 30 FS, £ 15

« programme communiste »

Revue théorique

Le numéro: 4 €, 8 CHF, £ 3, 1500 CFA, 300 DA, 6 DT, 25 DH, USA and CA: \$ 4, Am. Latine US £ 1.5

« il comunista »

Journal bimestriel en italien

Le numéro: 2 €, 6 CHF, £ 2

« Quaderni » de «il comunista»

Rivista - La copia: 8 €, 10 CHF, £ 7

« el programa comunista »

Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 CHF, £ 2, 20 Krs. / America latina: US \$ 1,5 / USA et CA: US \$ 3

Suplemento Venezuela

a « el programa comunista »

Precio del ejemplar: Europa: 1 € / América Latina: US \$ 0,5 / USA and CA: US \$ 1

« el proletario »

Journal en espagnol

Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CA: US\$ 2.

« Proletarian »

Supplément en anglais à « le prolétaire »

Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US \$ 1,5

« Communist Program »

Revue théorique en anglais

Le numéro: Europe: 3 €, 2 £, 8 CHF / USA and CA: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1.5

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter à notre adresse :

leproletaire@pcint.org

CORRESPONDANCE

France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas

Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Italie : Ed. Int., Via Comasina 81, 20161 Milano

Espagne : Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

E-MAIL

leproletaire@pcint.org

ilcomunista@pcint.org

proletarian@pcint.org

elprogramacomunista@pcint.org



**Site Internet du Parti
Communiste
International:**

**https://
www.pcint.org**

REPRODUCTION LIBRE

Nous ne revendiquons aucune «propriété intellectuelle», nous n'avons aucun «droit d'auteur» à défendre et encore moins une «propriété commerciale» à faire valoir. Les textes et les articles qui sont publiés sur ce site peuvent être reproduits librement sous forme électronique ou papier, à la condition que rien ne soit modifié, que la source – site web <https://www.pcint.org>, journal ou revue – soit citée et clairement indiquée.

Supplément à « programme communiste » n°107, revue théorique du parti communiste international / ISSN-0033-037 X / Imprimé par nos soins en octobre 2024

— Table des matières —

- **Introduction** 3
- **Particularités de l'évolution historique chinoise** 7
(« *programme communiste* », n° 7, avril-juin 1959)
(Continuité ethnique de l'Etat - Précocité du féodalisme - Passage du féodalisme - aristocratique au féodalisme d'Etat - L'aube de l'Europe moderne - La merveilleuse renaissance de l'Asie - Repli du capitalisme asiatique)
- **Le mouvement social en Chine** 18
 - **Partie 1** (« *programme communiste* », n°27, avril-juin 1964) 18
 - **I. Théorie et principes** 19
(L'invariance du marxisme contre le « socialisme national » - Perspectives d'une révolution double - Sur la « nature » de la bourgeoisie coloniale - La théorie du « féodalisme » chinois)
 - **II. Révolution et contre-révolution : 1924 – 1927** 22
(L'alliance avec le Kouo-Min-Tang : victoire du menchevisme - L'écrasement du prolétariat - Le mouvement paysan)
 - **Partie 2** (« *programme communiste* », n°28, juillet-septembre 1964) 25
 - **III. La question agraire : genèse du « socialisme » chinois** 26
(Les données de la question agraire en Chine - Deux types d'évolution bourgeoise - La politique agraire du PCC de 1927 à 1945 - Confiscation et partage (1927 – 1937) - La baisse des fermages (1937 – 1945) - Les deux phases classiques du développement capitaliste dans l'agriculture)
 - **Partie 3** (« *programme communiste* », n° 30, janvier-mars 1965) 32
 - **IV. La question nationale** 33
(Marxisme et État national - Deux époques du capitalisme - La « répétition générale » : Russie (1905), Chine (1911) - La guerre impérialiste : perspectives de la révolution prolétarienne en Asie - La théorie des « étapes » de la révolution anticoloniale - L'héritage de Sun Yat-sen : la « démocratie nouvelle »)
 - **Partie 4** (« *programme communiste* », n° 31, avril-juin 1965) 41
 - **V. Le développement du capitalisme chinois et la domination impérialiste** 41
(Ce qu'on appelle « l'accumulation primitive » - « L'ouverture » de la Chine : commerce et opium - Marx et la Chine - L'impérialisme et la bourgeoisie compradore)
 - **Partie 5** (« *programme communiste* », n° 33, octobre-décembre 1965) 52
(Petit historique du réformisme anti-impérialiste - Aux sources de « l'ultra-impérialisme » : J. A. Hobson et la Chine - Sun Yat-sen « réfute » Marx... - Mao Tsé-toung contre Togliatti ? - Un capitalisme « désirable »...)
 - **Partie 6** (« *programme communiste* », n°35, avril-juin 1966) 58
(Vers la conquête du pouvoir - La période de « reconstruction » : 1949 – 1952 - La réforme agraire : 1947 – 1952 - La « collectivisation » : 1953 – 1958 - Des coopératives aux communes populaires)
 - **Partie 7** (« *programme communiste* », n°37, octobre-décembre 1966) 71
(Le mythe des plans quinquennaux - La compétition Chine-Inde - Entre le monopole russe et l'embargo américain : faillite du « système socialiste mondial » - La loi du marché mondial : affamer la Chine - Le prix de « l'indépendance » économique - « L'homme, le capital le plus précieux »)

Le marxisme et la Chine

Introduction

Comme le rappelle notre étude sur *les particularités de l'évolution historique chinoise*, la Chine est sans conteste le pays qui a connu le plus grand nombre de révoltes, d'insurrections et de révolutions. L'avant dernière de celles-ci a été contemporaine de Marx et Engels : c'était la révolte des Taiping qui enflamma le sud et le centre de la Chine de 1851 à 1864. Elle éclata dans une situation historique particulière marquée par les poussées du capitalisme occidental (principalement mais pas uniquement britannique) pour l'ouverture du marché chinois à ses marchandises, ces poussées se traduisant par des escarmouches militaires et de véritables guerres.

Marx écrivait à ce sujet :

« Il peut paraître très étrange et paradoxal d'affirmer que le prochain soulèvement des peuples européens en faveur de la liberté républicaine et d'un gouvernement bon marché dépendra probablement plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire – au pôle opposé de l'Europe – que de toute autre cause politique actuelle. » (1)

Marx expliquait dans cet article qu'une révolution imminente en Chine, provoquée par l'affaiblissement de la dynastie mandchoue et l'ébranlement de l'ordre établi sous les coups brutaux des armées et des marchandises britanniques (2), entraînerait la fermeture du lucratif marché chinois – ce qui pourrait être le facteur déclenchant la crise économique générale mûrissant en Europe.

Or sachant que *« depuis le début du XVIII^e siècle, il n'y a pas eu en Europe de révolution sérieuse qui ne fût pas précédée d'une crise commerciale et financière »*, continuait Marx,

« Point n'est besoin d'insister sur les conséquences politiques qu'une telle crise pourrait produire de nos jours – avec la vertigineuse expansion des fabriques en Angleterre et la décomposition totale de ses partis officiels, avec l'énorme machinerie de l'État français transformée en une seule et immense agence de spéculation et d'escroquerie des fonds publics, avec l'Autriche à la veille de la banqueroute, avec les méfaits accumulés partout qui crient vengeance au peuple, avec les intérêts en conflit au sein des puissances réactionnaires elles-mêmes, avec les rêves russes de conquête qui apparaissent une fois de plus au grand jour. » (3)

L'analyse marxiste prend en compte l'ensemble des relations internationales : sous le capitalisme, créateur du marché mondial, elles déterminent à un degré inconnu auparavant l'évolution y compris des situations sociales et des rapports entre les classes dans les pays

« dominants » comme dans les pays « dominés ». *« A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations »* dit le Manifeste du Parti Communiste (4).

La Chine, poursuivait Marx, pourrait *« exporter le désordre dans le monde occidental, au moment même où les puissances occidentales, avec la flotte de guerre britannique, française et américaine, rivalisent de zèle pour instaurer l'ordre à Shanghai, Nankin et l'embouchure du Grand Canal »*.

Quelques années auparavant il avait déjà noté que la Chine *« se trouve maintenant au bord de l'abîme, et même sous la menace d'une révolution violente. Bien plus. Au sein de la plèbe insurgée, certains dé-*

(1) Marx, « La révolution en Chine et en Europe », 14/6/1853, article paru dans le *New York Daily Tribune*. Cf Marx Engels, *La Chine*, Ed. 10/18, 1973, p. 199. La future vague révolutionnaire annoncée en Europe est présentée ici sous les traits d'une révolution antimonarchique, comme ce fut le cas lors de la vague de 1848, la France seule ayant connu une tentative de révolution prolétarienne.

(2) Les « guerres de l'opium » furent livrées à la Chine par la Grande Bretagne de 1839 à 1860 pour lui imposer le commerce de l'opium et l'ouverture aux marchandises britanniques. La France participa à la deuxième guerre de l'opium (1856-1860) en alliance avec la Grande Bretagne, avec le soutien des Etats-Unis et de la Russie.

(3) « La révolution en Chine et en Europe », cit., p. 211. La crise économique ne sera pas déclenchée par une victoire de la révolution chinoise; elle éclata néanmoins, en 1857 sous la forme d'un krach bancaire aux Etats Unis avant de se propager aux autres pays, mais ses premiers symptômes s'étaient fait jour dès 1852. Elle est considérée comme la première crise économique mondiale.

(4) Il dit aussi : *« Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale »*. Aujourd'hui comme en 1848 les réactionnaires sont toujours aussi désespérés de cet état de fait; la seule chose qui a changé, c'est que maintenant ils s'appellent « souverainistes », de droite ou de gauche...

nonçaient la misère des uns et la richesse des autres, en exigeant une nouvelle répartition des biens, voire la suppression totale de la propriété privée – et ils continuent aujourd'hui encore de formuler ces revendications. Après vingt ans d'absence, lorsque Mr. Gutzlaff revint parmi les civilisés et les Européens, et qu'il entendit parler du socialisme, il s'écria horrifié : "Je ne pourrais donc nulle part échapper à cette pernicieuse doctrine ? C'est exactement là ce que prêchent depuis quelque temps beaucoup de gens de la populace en Chine !".

Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'europpéen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'Empire le plus ancien et le plus solide du monde ait été entraîné en huit ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation. Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croiront s'ouvrir sur la citadelle de la réaction et du conservatisme – qui sait s'ils n'y liront pas : **République chinoise. Liberté, égalité, fraternité.** (5) »

Le programme social des révoltés Taiping décrété après la prise de l'ancienne capitale Nankin, comprenait notamment l'abolition de la propriété privée de la terre, des récoltes et des moyens de culture, la mise en commun de la nourriture, des vêtements et des produits de consommation courante, l'exploitation de la terre redistribuée à titre temporaire à tout individu, homme ou femme de plus de 15 ans, l'égalité entre les sexes, l'interdiction de la prostitution, des mariages forcés et des dots, de la polygamie, de l'esclavage, ainsi que la prohibition de la consommation d'opium, d'alcool, etc. Les examens pour devenir fonctionnaire furent ouverts aux femmes et il se constitua une armée féminine qui atteignit plusieurs dizaines de milliers de combattantes répandant la terreur parmi les troupes impériales en raison de leur réputation de cruauté.

L'idéologie Taiping de type religieux inspirée du christianisme (leur fondateur prétendait être le frère cadet de Jésus Christ) se traduisait par des préceptes moraux rigides : séparation rigoureuse des sexes, interdiction de l'homosexualité sous peine de mort.

Il s'agissait en fait d'une gigantesque révolte paysanne comme le pays en avait régulièrement connu, aux accents millénaristes qui évoquent les partisans de Thomas Münzer lors des guerres paysannes en Allemagne avec leurs exaltations inspirées du christianisme et leurs « résonances communistes » (Engels).

Les masses insurgées essentiellement paysannes, formées en une armée de masse s'accroissant au fur et à mesure de ses victoires, s'emparèrent de villes de plus en plus importantes, massacrant au passage les propriétaires fonciers, les mandarins et les fonctionnaires impériaux qui ne s'étaient pas enfuis, jusqu'à arriver à Nankin.

Mais après ses succès fulgurants la révolte fut finalement battue ; non pas à cause d'erreurs militaires ou autres, mais parce que ses dirigeants s'occupèrent à fonder une nouvelle dynastie – le « Céleste Royaume » – dans l'ancienne capitale en abandonnant dans

les faits le programme radical qu'ils avaient proclamé en écho aux aspirations des couches les plus défavorisées de la population : les liens renouvelés avec les notables et les propriétaires terriens firent que la réforme agraire ne fut pas appliquée, une bureaucratie traditionnelle se reconstitua avec tous ses abus, les mariages forcés et le concubinage au profit des élites urbaines réapparurent (entraînant une vague de suicides féminins), les chefs Taiping s'installant dans une vie de luxe copiant celle de l'empereur et de ses dignitaires. L'élan révolutionnaire qui animait les masses déshéritées paysannes et les poussait au combat fut peu à peu étouffé.

Mais un autre facteur de la défaite de la révolte fut l'intervention des troupes occidentales franco-anglaises dotées d'un armement moderne aux côtés des troupes impériales, avec son cortège de destructions, de massacres et de pillages – alors que les Taiping avaient cru à leur neutralité proclamée.

L'échec final de la révolte avec les millions de victimes (10 à 30 millions de morts selon les estimations) qui en résulta, fut en définitive une nouvelle démonstration de l'impuissance de la paysannerie à lutter pour un mode de production révolutionnaires qui lui soit propre : la possibilité d'un « socialisme paysan » n'existe pas. La paysannerie est objectivement condamnée de par sa nature de classe à reproduire le mode de production dominant si elle ne trouve pas une direction dans des classes révolutionnaires nouvelles comme la bourgeoisie ou la classe ouvrière, qui n'étaient pas alors présentes.

La défaite des Taiping donna un supplément de vie d'une cinquantaine d'années à la dynastie mandchoue, cinquante années de pénétration progressive des différentes puissances impérialistes en Chine malgré les résistances impériales : c'est en 1912 que sera proclamée la République de Chine ; elle ouvrit une période convulsive de luttes des classes à un niveau supérieur à celui des révoltes traditionnelles puisqu'il s'agissait de l'établissement d'un nouveau mode de production – le capitalisme – avec l'apparition sur la scène de nouvelles classes sociales – la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat moderne – chacune porteuse de sa perspective historique, dans la période révolutionnaire qui battit son plein de 1924 à 1927.

Le jeune prolétariat chinois, successeur des « proto-prolétaires » (mineurs, charbonniers, transporteurs...) qui avaient joué un rôle très important dans la révolte paysanne Taiping, était encore peu nombreux ; mais très combatif, déclenchant de puissantes grèves, il tenta de prendre la tête de la révolution pour l'orienter dans un sens socialiste international comme 10 ans avant lui l'avait fait le prolétariat russe : il fut égaré et livré en pâture à ses bourreaux par le parti qui devait le conduire à la victoire. Son écrasement signa la défaite de la révolution en Chine et la victoire de la contre-révolution en Russie et dans le monde.

Il faudra encore une vingtaine d'années pour que

(5) *Nouvelle Gazette Rhénane* – revue n° 2, février 1850. Cf *La Chine*, op. cit., p. 196-197.

s'effondre la vieille Chine : 1949 proclamation de la République Populaire, 1950 fin des combats avec les partisans de Tchang Kai-chek qui se réfugièrent à Formose. En 1945 l'URSS de Staline avait signé avec ce dernier un « traité d'alliance et d'amitié » d'une durée de trente ans qui reconnaissait son gouvernement et cessait tout soutien aux armées de Mao en contrepartie de la reconnaissance de l'indépendance de la Mongolie extérieure et de l'occupation de Port-Arthur par des troupes soviétiques (6) : après avoir fait échouer la révolution en 1927, le régime stalinien soutenait ainsi les contre-révolutionnaires après la fin de la guerre, poussant à un accord des « communistes » avec Tchang Kai-chek...

Alors que la guerre se terminait l'URSS avait attaqué le Japon et occupé divers territoires dont les îles Kouriles et la Mandchourie dont elle pilla les infrastructures industrielles (la province étant alors la région la plus industrialisée de la Chine) avant de la rendre à la République Populaire. Par la suite la coopération économique entre les deux « pays frères » n'arriva pas à faire disparaître les frictions entre eux ; les désaccords croissants se manifestèrent au grand jour à partir de 1960 quand les chinois contestèrent la primauté des soviétiques, dénoncés comme des « révisionnistes modernes » et des chauvins, avant de déboucher sur des affrontements militaires sur la rivière Oussouri en 1969 ; à cette époque les autorités chinoises soulevaient des revendications sur les territoires conquis par le tsarisme tandis que les Russes brandissaient la menace du recours à des armes nucléaires tactiques... Ce n'est qu'en 1991 que le contentieux territorial fut résolu par un traité entre la Russie et la Chine.

Après nombre de vicissitudes le capitalisme chinois se dirige aujourd'hui à vive allure vers la place d'impérialisme numéro un mondial qu'occupent depuis près de 80 ans les Etats Unis ; la confrontation entre ces deux colosses impérialistes aura des conséquences majeures sur le destin de l'humanité.

Mais, comme dit aussi le *Manifeste*, la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Le développement accéléré du capitalisme en Chine a produit un prolétariat très nombreux et concentré qui ne pourra être toujours abusé par la propagande pseudo socialiste du régime. Lorsque la crise économique frappera au cœur le capitalisme chinois, il sera poussé à la lutte générale ; le déploiement de la lutte de classe en Chine sera alors un facteur décisif pour les perspectives de lutte contre le capitalisme au niveau mondial.

* * *

Le parti a consacré de nombreuses études à la Chine. Dans les années soixante et soixante-dix du siècle dernier il fallait répondre aux prétentions maoïstes de représenter une alternative vraiment marxiste aux soviétiques et pour cela il fallait revenir aux luttes

des années vingt au moment où se joua le sort de la révolution chinoise et montrer la *sinistre genèse du maoïsme* (7) ; il fallait démontrer que la « querelle idéologique » entre Moscou et Pékin n'était que la couverture d'un conflit d'intérêts entre deux Etats capitalistes, aussi étrangers au socialisme l'un que l'autre – et pour cela il fallait rappeler les principes cardinaux du marxisme, comme le parti l'avait fait et le faisait pour la Russie.

La crédibilité du socialisme en Chine a certes bien pâli aujourd'hui, où il est facile de constater que le pays compte parmi les plus inégalitaires de la planète ; mais il existe toujours dans le monde des organisations qui considèrent qu'il n'est pas capitaliste, et c'est au nom du socialisme que les dirigeants chinois justifient les conditions de vie et de travail bestiales de leurs prolétaires et leur domination totalitaire. Demain c'est en mettant sur le compte du socialisme les méfaits du capitalisme qu'on présentera à ces derniers la démocratie bourgeoise comme la seule solution à leur misère et à leur exploitation.

En prévision des inévitables mais complexes futurs combats prolétariens, nous allons republier dans une série de brochures les principaux textes qui illustrent et défendent le programme invariant du communisme révolutionnaire dans la situation chinoise. La première de ces brochures contient un texte sur les particularités de l'évolution historique de la Chine, écrit pour jeter les bases organiques de l'étude de la question chinoise ; il est suivi d'une étude fouillée du mouvement social en Chine : il couvre la période extrêmement riche en enseignements qui va des luttes révolutionnaires et de la défaite de la révolution dans les années vingt, jusqu'à l'établissement de la République Populaire après la fin de la guerre mondiale et le début de la **construction du capitalisme** sous l'égide de l'Etat.

Ces textes permettront déjà au lecteur de se faire une idée claire des événements qui se sont alors déroulés et qui conditionnent encore la situation actuelle.

(6) L'URSS restitua Port Arthur à la République Populaire en 1950. La Russie tsariste, dans le cadre d'un « traité inégal » avalisant ses appétits sur la Mandchourie avait obtenu entre autres choses en 1898 la concession de ce port stratégique ; elle le fortifia après avoir envahi la Mandchourie en 1900 et arraché à la Chine un protectorat commercial sur le territoire. Le Japon qui convoitait cette région riche en matières premières attaqua et vainquit les armées russes en 1905. Il y constitua en 1931 un Etat fantoche sous sa coupe, le Mandchoukouo.

(7) *Le prolétaire* n° 67, juillet-août 1969.

Particularités de l'évolution historique chinoise

Afin de jeter les bases organiques d'une étude du "phénomène chinois", nous croyons utile de fournir un ensemble de données historiques fondamentales sur les particularités de l'évolution chinoise qui ont un poids direct et immédiat sur les problèmes actuels.

Continuité ethnique de l'Etat

En Europe, l'Etat n'a conservé, au travers du bouleversement révolutionnaire de ses formes, qu'une même base raciale. Depuis la préhistoire, le continent a appartenu au même rameau indo-européen, dont la prépondérance ne fut jamais entamée par les incursions dévastatrices d'hommes appartenant à des races extra-européennes, comme les Mongols, les Arabes, les Turcs. Mais la continuité raciale de l'Etat ne s'y accompagne pas d'une continuité nationale. En fait, nous voyons alterner diverses nations dans les mêmes lieux géographiques. Des peuples nomades chassent les populations autochtones de leurs territoires, ou bien encore les absorbent ; par la suite, d'autres nations conquérantes envahissent les anciens envahisseurs et un nouvel Etat s'élève sur les ruines de l'Etat vaincu. C'est dire que l'Etat change à la fois de forme politique et de contenu ethnique, quand ce ne sont pas les rapports de production eux-mêmes qui changent. La défaite et la destruction physique de la nation — qui disparaît en cédant son territoire aux vainqueurs — se produit alternativement dans chaque secteur géographique du continent ; mais, malgré la superposition des différentes dominations, l'élément racial reste le même. Les nations naissent et périssent, la race demeure.

L'histoire des Amériques est encore plus violente. Sur ce continent, la continuité raciale de l'Etat fut violemment brisée par l'invasion des "conquistadors" espagnols, qui abattirent définitivement les monarchies théocratiques précolombiennes. Depuis lors le pouvoir politique est passé aux mains de la race conquérante. La défaite de la nation coïncidait avec la défaite, totale et irrémédiable, de la race. L'Afrique et même l'Asie — si l'on excepte l'Extrême-Orient — représentent un cas intermédiaire. A l'époque des invasions barbares et à l'époque plus récente de la colonisation européenne, nous assistons à l'écroulement des bases nationales et raciales de l'Etat. On sait qu'en Afrique (et non pas seulement sur sa façade méditerranéenne) l'Etat, en tant que fruit de la division de la société en classes,

existait depuis l'Antiquité classique. Mais, contrairement à ce qui se produisit pour les races autochtones des deux Amériques, l'Asie et l'Afrique sont en train d'être reconquises par les races que la domination coloniale chassa de l'Etat.

La Chine est le seul cas historique où la zone géographique, la race, la nation et l'Etat ont coïncidés de la préhistoire à nos jours, pendant plusieurs millénaires. Il n'existe pas, en fait, d'autre exemple d'un édifice étatique qui, malgré de profonds bouleversements internes et des invasions de peuples étrangers, ait conservé la base territoriale, nationale et raciale sur laquelle il s'était élevé à l'origine. La nation chinoise n'a jamais changé de demeure au cours de son existence plurimillénaire ; les dynasties étrangères — mongoles et mandchoues — ne réussirent qu'à s'emparer d'une manière transitoire des sommets de l'Etat. Chaque fois, l'immense océan physiologique de la nation a englouti ses hôtes gênants, qui disparurent sans réussir à altérer les traits distinctifs — physiques et culturels — du peuple envahi.

La stabilité ininterrompue de la nation chinoise s'explique sans que l'on ait recours le moins du monde à la mythologie héroïque des souverains et des demi-dieux qui dicteraient leur foi au peuple qui les adore. Les facteurs essentiels de la sédentarité extraordinaire de la nation chinoise sont au nombre de deux. Le premier est d'ordre géologique : c'est l'extrême fertilité de la plaine chinoise. Comme pour la Mésopotamie ou le bassin du Gange, la puissante civilisation agraire chinoise plante ses racines dans les formations géologiques du continent asiatique. Les Chinois, peuple d'heureux cultivateurs, purent sortir de la Barbarie et donner naissance à une civilisation millénaire grâce au loess jaune avec lequel le Hoang-Ho (Fleuve Jaune) construisit la "Grande Plaine" qui va du Hou-Nan au Ho-Pé.

Aujourd'hui qu'il est prouvé, contrairement à ce que l'on croyait auparavant, que les Chinois n'entrèrent pas en conquérants dans le bassin inférieur du Fleuve Jaune, mais qu'ils y habitaient depuis la préhistoire, on peut dire que l'histoire nationale des Chinois est le prolongement de l'histoire géologique de l'Extrême-Orient. On est vraiment impressionné par l'extraordinaire vitalité d'une nation qui, en se tournant vers son passé, peut voir ses origines se confondre avec celles du territoire qu'elle habite depuis des millénaires. Mais, ce qui compte plus, l'histoire passée démontre qu'il existe un gigantesque potentiel créateur au sein de la nation chinoise, que la révolution industrielle devra transformer en puis-

santes réalisations historiques.

Le second facteur auquel nous avons fait allusion est, lui aussi, d'ordre matériel ; c'est la position géographique de l'Extrême-Orient. D'autres peuples furent contraints d'abandonner leur territoire parce qu'ils manquaient de frontières sûres pouvant arrêter les envahisseurs. Au contraire, la grande plaine chinoise eut pour frontières naturelles des barrières infranchissables : le semi-désert de sable du bassin du Tarim, qui forme le Turkestan chinois actuel : l'immense "désert" de l'océan Pacifique à l'est. La forteresse chinoise était encore complétée par le plateau du Thibet, délimité au Sud par la formidable chaîne de l'Himalaya et au Nord par les chaînes du Kouen-Loun et de l'Altyn-Tagh ; en pleine Asie Centrale par les Thian-Chan, l'Altaï. Seule la frontière septentrionale était "découverte" ; et c'est là que se pressaient des populations nomades que l'extrême pauvreté du sol contraignait à se nourrir des produits de l'élevage, mais qui, lorsque la sécheresse ou le gel décimaient leurs troupeaux, étaient poussées par la faim à tenter l'aventure de la guerre de rapine contre les bonnes terres des agriculteurs chinois.

Précocité du féodalisme

Le féodalisme accomplit entièrement son cycle historique en Chine alors que l'esclavagisme dominait encore le reste du monde civilisé. Avec l'avènement de la dynastie des Ts'in, au III^e siècle av. J.C., se produit déjà le passage violent du féodalisme aristocratique primitif (organisé dans les formes qui réapparaîtront en Europe occidentale plusieurs siècles plus tard) à une forme que l'on peut définir comme un "féodalisme d'Etat", c'est-à-dire qui ne s'appuie plus sur le pouvoir périphérique d'une aristocratie terrienne, mais sur un appareil bureaucratique d'Etat, centralisé.

Depuis le siècle dernier on s'est tellement habitué, en Europe, à considérer la Chine comme un pays arriéré — et, certes, il l'est vraiment si l'on se place au point de vue du capitalisme — que l'on ne sait pas toujours qu'il fut un temps où le développement historique s'accomplit en Chine sur un rythme plus rapide que dans les splendides civilisations de la Méditerranée et de l'Asie occidentale. La mise au pas des princes féodaux en guerres continuelles les uns contre les autres ; la réduction de l'aristocratie terrienne au rang de pur instrument — sinon de pur ornement — de la Cour Impériale ; la suppression de l'éparpillement du pouvoir politique et la formation de l'Etat unitaire — en somme, les conditions historiques qui permirent la naissance des Etats capitalistes modernes — ne furent réalisées, en Europe, qu'à la fin du moyen âge. Dans les autres Etats d'Asie et d'Afrique, surtout ceux qui se sont formés récemment, le processus est encore en cours : voyez l'Inde qui, dix ans environ après avoir obtenu son indépendance, est encore aux prises avec les tendances centrifuges des diverses nationalités. En Chine, au contraire, lorsque la dernière dynastie — celle des Tsing — fut détrônée par la révolution de 1911, l'Etat unitaire était vieux de plusieurs siècles et il n'existait plus l'ombre d'une aristocratie terrienne indépendante.

On ne doit pas croire que le passage anticipé au

féodalisme, alors que le reste du monde restait plongé dans l'esclavagisme, soit dû au fait que la civilisation chinoise était plus ancienne.

Des empires puissants, destinés à laisser une trace profonde dans l'histoire, avaient déjà atteint leur apogée alors que les Chinois vivaient encore le long du cours inférieur de l'Hoang-Ho et n'avaient pas encore osé entreprendre la conquête du bassin du Yang-Tsé. Les premières dynasties royales chinoises furent celles des Hia et des Chang, ou Yin, qui régnèrent du XXII^e au XI^e siècle av. J.C. Il ne s'agit pas, évidemment, des monarchies les plus anciennes de l'histoire. C'est en 3200 av. J.C. que Menès unifia l'Egypte, jusqu'alors divisée en deux règnes, et fonda l'Etat pharaonique ; et c'est 5000 ans av. J.C. que surgit, dans l'île de Crète, une surprenante civilisation qui fut détruite par une invasion de "barbares" venus de la péninsule hellénique.

La civilisation chinoise naquit plus tard que les civilisations méditerranéennes, mais elle parvint avant elles à l'étape historique du féodalisme, alors que des dizaines de siècles furent encore nécessaires pour l'Occident. L'avance ainsi prise par la Chine a été rendue possible par l'absence de la phase esclavagiste dans son développement historique. On ne sait rien, en effet, d'un esclavagisme chinois. Il est exact qu'il existait en Chine une forme d'esclavage, mais elle était plutôt liée au mode de vie des familles riches qu'au mode de production social. C'est au III^e siècle ap. J.C. que les Empereurs permirent aux familles pauvres de vendre leurs enfants qui, habituellement, étaient achetés par de riches seigneurs, des fonctionnaires impériaux, de gros commerçants, pour leur faire effectuer les travaux domestiques. Cet usage était en harmonie avec la coutume familiale qui admettait le concubinage : la famille des couches supérieures de la société comprenait donc un grand nombre de membres et l'administration de la maison en était compliquée. Il est clair que cette forme d'esclavage domestique différait complètement de l'esclavage pharaonique ou de celui des Empereurs romains.

Dans l'Antiquité gréco-romaine, les esclaves étaient des prisonniers de guerre que le vainqueur emmenait dans les métropoles pour les céder à l'aristocratie terrienne, ou bien à l'Etat qui les employait dans son organisation civile et militaire. Ces esclaves constituaient donc une classe sociale et un secteur important des forces productives, sur lequel s'appuyaient la société et l'Etat. L'esclave chinois est un domestique à vie, un serviteur que le patron se procure en l'achetant dès son plus jeune âge et en l'élevant dans sa propre maison. De plus, le droit de possession sur l'esclave n'était pas illimité, comme dans les Etats esclavagistes d'Occident : en fait, le patron ne pouvait exercer le droit de vie et de mort sur son esclave, et la loi et la coutume intervenaient pour en adoucir la condition. Par exemple, les esclaves domestiques du sexe féminin passaient, après leur mariage, sous l'autorité du mari et devenaient libres si celui-ci l'était. Les fils et petits-fils d'esclaves n'étaient pas libres, mais les générations ultérieures acquéraient la liberté, et ainsi de suite.

La civilisation occidentale naît et se développe dans les formes esclavagistes parce que les conditions phy-

siques et historiques dans lesquelles elle se déroule imposent la pratique généralisée de la guerre de conquête et la soumission des peuples voisins. Au fond, l'impérialisme esclavagiste et l'impérialisme capitaliste — qui, pourtant, se différencient fondamentalement par de nombreux aspects — ont en commun l'organisation de "razzias" de force de travail. Le conquérant antique qui annexait des terres outre-mer et y prélevait son butin d'esclaves, et l'Etat impérialiste moderne qui s'assujettit les peuples des "zones arrières" et les englobe dans sa propre sphère économique, poursuivent un but analogue : procurer aux métropoles des masses gigantesques de force de travail à exploiter. La guerre impérialiste entre les grands Etats antiques est une guerre entre aristocraties terriennes propriétaires d'esclaves, à leur tour formées des chefs militaires de peuples que des exigences absolues poussent à la guerre de conquête et à la soumission d'autres nations plus riches.

La société chinoise, dès sa sortie de la Barbarie, peut "sauter" l'esclavagisme, parce qu'elle peut libérer son propre potentiel productif et s'organiser dans les formes de la civilisation sans devoir recourir à la guerre et à l'impérialisme, et sans devoir les subir de la part de nations ennemies. Nous devons recourir à nouveau, pour comprendre les lois du développement de la société chinoise, aux deux grands facteurs de la composition géologique du sol — excessivement favorable au progrès d'une société agraire sédentaire — et de la position géographique. Bien à l'abri des agressions extérieures, exemptée de la cruelle nécessité de se forger une tradition guerrière, la nation chinoise est en mesure de vivre quasi isolée du reste du monde, — la terre, presque sans engrais et avec le précieux auxiliaire d'ingénieux ouvrages hydrauliques, produisant des denrées en proportion du nombre, pourtant élevé, des habitants. Et, malgré son caractère sédentaire et agraire, la civilisation chinoise donne des fruits merveilleux.

C'est peut-être en Chine, plus que dans les autres pays civilisés, que le féodalisme peut réaliser toutes ses possibilités de développement. En Occident, après l'épanouissement de la civilisation méditerranéenne, — et en particulier du monde gréco-romain où la technique productive, la science et l'art atteignent les plus hauts sommets, — le féodalisme médiéval représente une phase de repli de l'activité humaine. Il faudra attendre la Renaissance pour que les forces créatrices du travail humain s'ouvrent à une nouvelle vie. Eh bien, ce qui se produit en Chine semble démentir les idées courantes sur le féodalisme, étant donné que si la structure sur laquelle se modèle la vie sociale est entièrement féodale, ceci n'empêche pas, mais au contraire favorise, le progrès intellectuel, comme peut en témoigner la splendide période artistique qui coïncide avec le règne de la dynastie des Ming (1368-1643). Ceci se produit parce que l'Etat atteint très rapidement un haut degré de puissance et réussit à supprimer le pouvoir de l'aristocratie terrienne, en lui substituant un appareil administratif et bureaucratique très fortement centralisé dans les mains de l'Empereur. La destruction des nombreuses frontières internes, propres aux pays divisés en domaines féodaux, permet un commerce intérieur

intense qui se développe surtout par la voie fluviale — et donc un entrelacement fécond de relations sociales. A l'inverse, les siècles du haut moyen-âge européen sont stériles, précisément parce que les hommes vivent enfermés dans le fief, dont les frontières sont gardées par l'opiniâtre cupidité du seigneur en armes, toujours prêt à prélever des droits de péage au détriment de la Couronne.

Passage du féodalisme aristocratique au féodalisme d'Etat

Nous avons déjà dit que le bassin inférieur du Fleuve Jaune fut le berceau de la nation chinoise. Mais ce peuple de pacifiques agriculteurs dut se lancer, pour survivre, dans la conquête armée. Ceci se produisit lorsque l'amélioration de la technique agricole et l'augmentation des forces productives qui s'ensuivit, provoquèrent l'augmentation de la population en rendant trop étroites les limites traditionnelles.

Vers le XV^e siècle av. J.C. des groupes de colons se mirent en mouvement vers l'Occident en suivant le cours de deux affluents du Fleuve Jaune — le Wei-Hoet, le Fen —, occupèrent l'actuel Chan-si et, poussant plus loin vers la mer, le Chan-toung. La conquête des nouvelles terres, occupées par des tribus guerrières, prit nécessairement la forme d'une expédition militaire. C'est probablement dans cette période que prit naissance l'aristocratie militaire qui, par la suite, se transforma en aristocratie foncière. Durant le XI^e siècle av. J.C. la dynastie des Tchéou monte sur le trône ; ses attributions et prérogatives nous montrent bien qu'en cette période la monarchie n'exerce le pouvoir que d'une manière indirecte, comme c'est le cas lorsque l'Etat est organisé dans les formes du féodalisme aristocratique. En fait, l'Empereur ne concentre le pouvoir politique entre ses mains que d'une manière formelle. Il assume la haute charge de grand sacerdote de la religion d'Etat — d'où son titre de "Fils du Ciel", d'intermédiaire entre l'ordre céleste et l'ordre terrestre —, mais il exerce le pouvoir par l'intermédiaire d'une puissante aristocratie foncière. De telle sorte que la pyramide sociale se divise en trois couches nettement distinctes : en bas, les classes inférieures exploitées, c'est-à-dire les serfs de la glèbe, les petits cultivateurs, les colons, les couches urbaines ; au sommet, la Cour, qui dispose d'un appareil bureaucratique rudimentaire et dépend de ses vassaux pour ce qui concerne l'alimentation des caisses de l'Etat et l'équipement des troupes ; entre les deux, la caste des nobles qui, d'aristocratie militaire s'est transformée en aristocratie foncière. Elle reçoit ses fiefs du souverain mais, comme elle reçoit directement les tributs féodaux des paysans et constitue les cadres de l'armée impériale, c'est elle qui détient le pouvoir politique effectif. En pratique, l'Empereur a plus de pouvoir — parce qu'il dispose d'une armée dont la puissance dépasse celles de ses vassaux prises isolément — que les rois qui se répartissent le gouvernement du pays. Mais, chaque seigneur féodal

étant le roi absolu de son fief, l'Empereur n'est que le roi des rois.

Dans une telle organisation sociale, la monarchie ne gouverne pas par sa force propre, mais grâce aux rivalités et aux luttes incessantes qui éclatent continuellement entre les vassaux de la Couronne. En bref, la société chinoise de cette époque, par son mode de production, par les classes sociales qui la composent et par son organisation sociale est entièrement féodale ; mais, pour ce qui concerne l'organisation du pouvoir, elle en est encore à un stade qu'on pourrait qualifier de "féodalisme inférieur" ou féodalisme aristocratique. L'évolution historique successive montrera comment — la base économique et sociale restant à peu près inchangée — le pouvoir politique échappera peu à peu à l'aristocratie pour se concentrer entre les mains de l'Etat, qui exercera le pouvoir au moyen d'une bureaucratie stipendiée et d'une armée royale. On passera ainsi à la phase du féodalisme supérieur, que nous convenons d'appeler "féodalisme d'Etat".

La crise de la dynastie Tchéou commença à la fin du XI^e siècle, lorsqu'échoua la tentative de réaliser le grand projet de conquête du bassin du Yang-Tsé-Kiang. L'expédition militaire, se heurtant à la fière résistance des tribus autochtones, subit de graves revers pour, finalement, échouer misérablement. L'ennemi passa même à la contre-offensive et, dans la première moitié du VII^e siècle av. J.C., le territoire chinois fut envahi par les "barbares" du Sud. La capitale elle-même fut envahie et l'Empereur contraint de transporter sa résidence plus à l'intérieur à Lo-i (actuellement Honan-fu). Une grave crise sortit de cette défaite militaire et de la destitution politique de la dynastie qui en résulta : le pouvoir échappa à l'Empereur pour se concentrer entre les mains de l'aristocratie. Les vassaux les plus puissants s'approprièrent les terres de la Couronne pour les incorporer à leur propre fief. Usurpant les prérogatives royales, eux qui, auparavant, recevaient leur fief des mains de l'Empereur, s'attribuent maintenant le droit de nommer des vassaux en les choisissant dans les files de la petite noblesse ou parmi les aventuriers qui prospèrent dans le désordre général. Ils se mirent ainsi à attribuer des terres pour en recevoir des tributs. Très souvent les nouveaux seigneurs, que l'on pourrait désigner par un terme tiré de l'histoire du féodalisme occidental : les "vavasseurs", imposaient la vassalité à leurs semblables, aggravant ainsi les conditions de vie des paysans sur lesquels pesait un joug toujours plus lourd. Le nombre des cours princières ayant augmenté, les frais d'entretien de la caste aristocratique ne pouvaient qu'augmenter à leur tour. D'autre part, les continuelles contestations entre les princes à propos de terres ou de vassaux, imposaient un alourdissement inouï des charges fiscales dont souffrait profondément le village chinois. Les classes urbaines elles-mêmes — artisans, marchands, praticiens — ne pouvaient se soustraire aux exactions des feudataires et de leurs lieutenants, car le pays était continuellement déchiré par des guerres intestines ; quant à l'Empereur, il ne disposait plus d'aucun pouvoir pour mettre un frein à l'arbitraire et au brigandage de ses ex-vassaux transformés en souverains absolus dans les limites de leur domaine.

Dans les premières années du V^e siècle, une dizaine de princes puissants naissent de la guerre permanente des féodaux. La dynastie des Tchéou est désormais descendue à leur niveau et ne dispose plus de la suprématie militaire relative. La courbe du féodalisme aristocratique atteint son sommet dans la période de 335-320 av. J.C., lorsque la majeure partie des princes, bien que la dynastie Tchéou continue de représenter la monarchie légitime, prennent officiellement le titre de rois (wang).

Nous avons dit plus haut que le féodalisme chinois se caractérisait par sa précocité. Si l'on considère que le féodalisme — en employant ce terme avec rigueur — apparaît en Europe à la fin de l'Empire Carolingien (887), on doit conclure que le féodalisme surgit en Chine avec une avance d'au moins treize siècles. Au moment de la décadence de la monarchie impériale chinoise, lorsque l'aristocratie foncière se rend maîtresse de tout le pays, en Occident Alexandre le Grand part à la conquête de l'immense Empire Perse. Tout le reste du monde civilisé est enlisé dans le féodalisme. Rome, organisée en république, est encore occupée dans les deux guerres de conquête de la péninsule italienne.

Si le féodalisme est une phase de la société de classe qui se situe au-dessus de l'esclavagisme, il en résulte que l'histoire, à ce moment-là, se développe plus rapidement dans l'Extrême-Orient chinois que dans les autres lieux civilisés du monde. Et le rythme ne se ralentit pas par la suite. La répartition du territoire entre les princes puissants n'apporte pas la stabilité politique, étant donné que chacun d'eux est en lutte perpétuelle avec ses voisins. Il s'ouvre ainsi une époque de sanglantes tyrannies, de massacres de populations, de guerres dévastatrices : la sombre époque du Chian Kuo (Règnes Combattants). Elle dure plus de deux siècles, de 403 à 221 avant J.-C., tout au long desquels l'aristocratie féodale s'entredéchire dans des guerres intestines, faisant couler le sang et semant la ruine économique. Enfin, de cette lutte furieuse surgit une grande principauté, celles des Ts'in — la future dynastie qui donnera son nom à la Chine.

Les Ts'in avaient fondé leur puissance au détriment de la dynastie régnante des Tchéou, en s'emparant d'une grande partie des territoires personnels de la Couronne — le Chan-Si actuel — lorsque celle-ci les avait abandonnés devant la poussée de l'invasion barbare. Avec le temps, les Ts'in avaient continuellement élargi la sphère de leur pouvoir, mettant en péril les princes rivaux. Très vite, "Etat des Ts'in eut contre lui tous les autres Etats coalisés, et ce fut la guerre générale. La lutte, au terme de laquelle la Chine devait sortir profondément transformée dura de 312 à 256 av. J.-C. Lorsqu'elle prit fin, la Chine était à nouveau réunifiée. C'est la montée sur le trône de la dynastie Ts'in qui marque le passage du féodalisme aristocratique au féodalisme d'Etat. La nouvelle monarchie résout radicalement la contradiction entre le pouvoir central et les seigneuries féodales. L'aristocratie qui s'interposait entre la Couronne et le reste de la nation est pratiquement abolie, les princes sont détrônés ou réduits au rang de fonctionnaires royaux. Le territoire qui, autrefois, était divisé en fiefs, est divisé maintenant en provinces et en districts qui sont placés sous la juri-

diction de fonctionnaires nommés par l'Empereur. La nouvelle bureaucratie impériale se divise en deux branches, civile et militaire, dirigées respectivement par un Premier Ministre et un Maréchal d'Empire (commandant en chef de l'armée royale). L'Empereur est au sommet du pouvoir, les deux branches de l'administration confluent entre ses mains. Sur tout cet appareil veille un corps d'inspecteurs qui sont responsables directement devant l'Empereur et qui sont chargés de surveiller tant l'administration centrale que celle des provinces. En d'autres termes, on assiste à l'apparition d'une monarchie absolue, c'est-à-dire d'une forme d'Etat caractérisée par une rigoureuse concentration du pouvoir, mais qui, toutefois, reste la superstructure d'une base économique féodale.

La dynastie Ts'in tombera rapidement, mais la structure d'Etat qu'elle a fondée durera plus de 2000 ans, restant substantiellement inchangée sous la succession des dynasties et malgré la domination des Mongols et des Mandchous. Elle cessera officiellement d'exister en 1911, à la révolution antimonarchique, mais il est clair que les traditions de centralisation de cet édifice cyclopéen se sont perpétuées dans les régimes post-révolutionnaires venus au pouvoir en Chine.

Il existe, entre le féodalisme d'Etat chinois et le féodalisme d'Etat russe — dont nous aurons l'occasion de parler en détails — de substantielles affinités que nous chercherons à illustrer par la suite. Pour l'instant, il nous importe d'insister sur la précocité de développement du féodalisme et, en général, de tout le cours historique chinois, d'autant plus remarquable qu'à un certain point de développement de l'histoire mondiale — lorsque la révolution bourgeoise commencera à fermenter dans le sein de la société féodale d'Europe — la Chine se mettra à marquer le pas, **se laissant énormément distancer.**

Une dernière comparaison. Les monarchies bureaucratiques qui surgirent en Europe à la fin du Moyen Age peuvent être considérées comme une phase intermédiaire entre le féodalisme aristocratique et le féodalisme d'Etat. En fait, si nous prenons pour exemple la monarchie française, qui atteint l'apogée de l'absolutisme sous Louis XIV, nous constatons que la concentration du pouvoir d'Etat n'a pas du tout brisé l'aristocratie foncière. En outre, nous savons que les monarchies absolues, en contrebalançant le pouvoir de la noblesse terrienne, facilitèrent le développement de la bourgeoisie et conditionnèrent finalement la révolution démocratique. Pour quelles causes historiques, ce phénomène fut-il absent de l'histoire chinoise ? Pourtant, la monarchie bureaucratique instaurée par les Ts'in, dont l'œuvre d'unification ne se limita pas au seul terrain politique, mais s'étendit à tous les domaines de la vie sociale (unification de la langue, des poids et mesures, des usages et coutumes, etc.), favorisa le développement du commerce intérieur et la naissance d'une classe de commerçants et d'affairistes. Il faut tenir compte de ce phénomène si l'on veut comprendre les événements de ces quarante dernières années et — ce qui nous importe — l'attitude de la bourgeoisie chinoise au cours de cette période, qui a permis aux révisionnistes du P.C. chinois de perpétrer, en prenant prétexte de l'anti-impérialisme des "bourgeois natio-

naux", la énième escroquerie interclassiste.

Le lecteur a pu s'apercevoir dès le début qu'il n'entrait pas dans nos intentions de décrire la très longue histoire de la Chine. Un tel travail présuppose un puissant effort collectif, à moins qu'on veuille se limiter à traduire dans un langage différent les résultats habituels de l'historiographie traditionnelle.

Pour reconstituer l'histoire de la Chine suivant des critères marxistes, c'est-à-dire pour décrire l'histoire réelle de la Chine, il faudrait se livrer — comme, du reste, pour une grande partie de l'histoire universelle — à un grand travail d'archéologie économique. Les historiens traditionnels négligent — par suite de leur formation intellectuelle ou par nécessité polémique — l'examen des structures économiques qui subissent des mutations déterminant la forme politique de l'évolution historique. Il en va, pour les "repères" économiques, comme pour les ruines des monuments du passé : ils sont enfouis sous un oubli pluriséculaire. L'historien marxiste est donc contraint de reparcourir son chemin à reculons, en partant du résultat final de l'évolution historique pour retrouver les causes économiques qu'il faut découvrir au travers d'une lutte continue contre les préjugés idéalistes.

Les historiens confuciens, que plagient les historiens occidentaux modernes, réduisaient toute l'histoire chinoise à une lutte de dynasties à l'intérieur et à la guerre des Chinois de nationalité Han contre les barbares du Sud et du Nord. Nous savons, au contraire, que tout changement dynastique était le résultat d'une guerre civile qui bouleversait la société chinoise. Ce fut une gigantesque guerre civile qui provoqua, en 209 av. J.-C., l'écroulement de la dynastie Ts'in, dont l'avènement avait été lui-même le point d'aboutissement d'une longue et dramatique période de bouleversements sociaux qui mirent fin au féodalisme aristocratique.

La révolution des Ts'in débouche, comme nous le savons, sur la fondation de l'Etat national chinois, absolu et héréditaire, qui — tout en restant l'organisation du pouvoir des classes féodales — introduisit une limitation substantielle du pouvoir périphérique et centrifuge des seigneurs féodaux. L'absolutisme est une forme d'Etat qui apparaît à diverses époques historiques. Mais l'absolutisme bureaucratique chinois ne peut être comparé à l'absolutisme des Etats classiques de l'Antiquité — à l'Empire romain, par exemple, qui fut contemporain de la dynastie des Han. Ceci devient clair si l'on pense aux fondements économiques différents de ces sociétés : esclavagistes à Rome, féodaux en Chine. L'Etat bureaucratique chinois n'annonce pas le césarisme romain, mais bien plutôt la monarchie absolue des XV^e et XVI^e siècles.

La révolte sociale est un catalyseur du processus historique. L'histoire chinoise, riche en révoltes et guerres civiles, progresse pour cela plus rapidement que celle des autres pays. Ce fut une autre gigantesque révolution sociale qui, plusieurs siècles plus tard, en 1368, mit fin à la domination mongole. Mais la guerre paysanne manquait une fois encore sa cible, représentée par les classes propriétaires du sol, et réussissait seulement à porter à son terme la lutte pour la libération nationale qui se terminait par l'avènement sur le trône impérial de la dynastie nationale des Ming. Celle-ci, à

son tour, n'échappa point au destin des familles régnautes chinoises. La grande révolte paysanne, la guerre civile qui la suivit — et qui provoquèrent son éroulement — sont restées mémorables. Le mouvement fut guidé par un héros révolutionnaire, Li Tze Ceng. Mais, comme cela s'était déjà produit dans le passé, le mouvement, tout en détruisant l'empire des Ming, ne put empêcher que le pouvoir restât entre les mains des classes dominantes. Celles-ci, pour se protéger de la subversion sociale, appelèrent à l'aide la dynastie étrangère des mandchous.

Mais, tout au long de l'histoire millénaire de la nation chinoise, des centaines de révoltes et de guerres paysannes de moindre importance s'intercalent entre deux grandes révoltes. Suivant Mao Tsé Toung, dans une période de plus de deux mille ans, on compte au moins 18 grandes révoltes. Aucun autre peuple ne peut exhiber une tradition révolutionnaire aussi riche ; et il ne s'agissait point de réactions élémentaires de masses furieuses. La lutte physique s'accompagne souvent d'une cinglante critique de l'idéologie de la classe dominante. On se souvient de la manière dont s'exprimait le communisme agraire des Taipings : « Toute la terre qui est sous le ciel devrait être cultivée par tout le peuple qui est sous le ciel. Qu'ils la cultivent tous ensemble et, lorsqu'ils récolteront le riz, qu'ils le mangent ensemble. » Il n'est pas facile de trouver dans la littérature du communisme mondial une formule qui, comme celle-ci, donne une interprétation matérialiste des aspirations révolutionnaires, dans laquelle la rigueur scientifique s'allie à la passion poétique.

L'enseignement irréfutable que l'on retire de l'histoire chinoise, quoi qu'en pensent les historiens idéalistes, c'est que le levier du progrès social est la guerre civile, la lutte des classes. C'est précisément la fréquence exceptionnelle des bouleversements sociaux qui explique la précocité du développement historique chinois vis-à-vis de l'Occident. Pour pouvoir écrire l'histoire de la lutte des classes en Chine, il faudra, comme nous le disions, reconstituer avant tout, par une méthode archéologique, les bouleversements des vieilles formes économiques et des organisations sociales qui se sont succédées dans ce vaste pays. Mais, pour notre modeste travail, les résultats de l'historiographie traditionnelle, considérés d'un point de vue critique, ont suffi jusqu'ici. Ils nous seront encore utiles pour conclure.

Jusqu'à présent nous avons insisté sur cette particularité de l'histoire chinoise que constitue la précocité de développement du féodalisme par rapport à l'Occident. Il est certain que le féodalisme chinois naît avec de nombreux siècles d'avance sur le féodalisme occidental. Alors que la littérature traditionnelle exalte l'Occident capitaliste comme source exclusive de l'Histoire — affirmer que la prédominance de l'Europe sur l'Asie est tout à fait récente peut sembler n'être qu'un paradoxe. Il est pourtant vrai qu'à un moment crucial de l'histoire des continents l'Europe et l'Asie se sont trouvées au même niveau du point de vue du développement économique et social. A ce tournant dramatique de l'histoire universelle, l'Europe et l'Asie peuvent être comparées, en regardant les événements rétrospectivement, aux deux plateaux d'une balance en équilibre. Ensuite l'équilibre se rompt. L'Europe com-

mence à progresser plus rapidement, toujours plus rapidement, tandis que l'Asie reste immobile, ou même régresse.

Nous devons essayer d'expliquer les raisons de ce phénomène historique très important pour compléter notre travail. En fait, c'est de ce moment que date la décadence de la Chine, qui partage le tragique destin de tout le continent.

L'Europe et l'Asie, en partant d'époques différentes, arrivent à un même stade : la monarchie absolue fondée sur le féodalisme. Puis leurs évolutions divergent et s'opposent. L'Asie, représentée par la Chine, sort de la préhistoire ; elle traverse rapidement l'esclavagisme, qui ne laisse que de rares vestiges ; elle entre dans le féodalisme et en parcourt tout le cycle pour parvenir à l'Etat bureaucratique, c'est-à-dire à la monarchie absolue. L'Europe progresse lentement : elle s'attarde de longs siècles durant dans l'esclavagisme, par suite des conditions naturelles qui favorisent les guerres de conquête, les invasions, l'impérialisme ; puis elle accomplit la révolution chrétienne anti-esclavagiste et entre dans le féodalisme ; elle atteint enfin le stade de la monarchie absolue au cours des XV^e et XVI^e siècles. C'est à cette époque que l'équilibre s'établit entre l'Europe et l'Asie. Mais la monarchie absolue à base féodale est une forme d'Etat qui suppose une phase de transition dans le domaine économique. Et, de fait, l'Europe réalise ce bouleversement : de féodale, elle devient bourgeoise. Par un bond prodigieux, elle dépasse tous les autres pays du monde et se place à la tête de l'humanité. Elle y parviendra au moyen d'horribles carnages, en assujettissant le monde à des formes d'exploitation inouïes — mais elle y parviendra. L'Asie, au contraire, reste noyée dans le pré-capitalisme. Pourquoi cela ? Comment s'explique-t-il que des nations européennes comme l'Espagne, la France, l'Angleterre, pauvres et faibles, deviennent riches et puissantes — tandis que d'antiques nations comme la Chine perdent leur position dominante ?

L'aube de l'Europe moderne

Finalement, nous voulons expliquer pourquoi la révolution capitaliste qui fermentait dans plusieurs grands Etats d'Asie et d'Europe, n'exploda que dans certains d'entre eux, tandis que la perspective s'en éloignait chez les autres. Nous voulons savoir, donc, la raison du retard capitaliste en Asie, en Chine plus particulièrement.

L'Europe moderne est née depuis peu, si l'on considère le long cheminement de l'espèce humaine. Jusqu'à la moitié du XV^e siècle, rien ne laissait présager le vertigineux développement des pays bordant l'Océan Atlantique. Les seuls centres d'activité économique et intellectuelle étaient les glorieuses républiques maritimes et les seigneureries de l'Italie de la Renaissance : Venise, Gênes, Florence. Le reste du continent était encore immergé dans le chaos féodal, tandis que les Turcs-Ottomans démolissaient les restes de l'Empire byzantin. L'Espagne, la France, l'Angleterre, la Hollande qui, sous peu, domineraient le monde, n'étaient pas

encore parvenues à se constituer en nations. Leur économie était essentiellement médiévale. C'est pourtant là que surgira le capitalisme. Essayons de définir, nécessairement d'une manière très synthétique, les conditions de chaque pays.

L'Espagne, la future grande puissance coloniale, ne détruisit qu'en 1492 — l'année même de la découverte de l'Amérique — le règne musulman de Grenade, menant ainsi à terme la "reconquête" chrétienne de la péninsule ibérique, qui avait duré plus de huit siècles. L'Espagne, qui avait été carthaginoise, romaine, visigothe et arabe, prenait alors seulement les caractéristiques nationales que nous lui connaissons. La monarchie s'organisa immédiatement dans les formes de l'absolutisme. Jouant de sa force militaire et du prestige acquis dans la longue lutte, elle s'oppose efficacement aux prétentions des seigneurs féodaux, dont elle limite énergiquement l'autorité. C'est dans ces années (1481) qu'est instituée l'Inquisition, formidable instrument de gouvernement qui, sous la forme d'un tribunal religieux, servira efficacement les intérêts de la monarchie, en aidant ses efforts de centralisation. Il est bon de noter que la monarchie absolue — malgré les répugnances que son appareil répressif peut inspirer à des esprits libertaires — se présente comme un fait révolutionnaire face au désordre et à l'impuissance féodales. C'est à elle que revient le mérite d'avoir organisé l'expédition de Christophe Colomb ; le pouvoir local des féodaux n'était pas capable de telles initiatives.

La monarchie française se forme dans la même période. Les dynasties capétiennes et celle des Valois qui leur succède ont deux ennemis mortels à éliminer : l'Angleterre qui, par suite de droits féodaux, occupe une partie du territoire français, et la récalcitrante noblesse indigène qui travaille avec obstination à diminuer l'autorité royale. Pour aboutir, la monarchie doit traverser la terrible crise qui a pris le nom de Guerre de Cent Ans. Comme on le sait, il ne s'agit pas seulement d'une guerre entre Etats, mais d'une profonde crise sociale qui bouleversa la France. La monarchie dut manœuvrer avec adresse non seulement sur le front des armées, mais aussi dans la guerre des classes, prenant parti pour la bourgeoisie naissante dont elle reçut un précieux appui financier. C'est l'époque troublée de l'épuisante guerre anglo-française, de la révolte des paysans que les seigneurs féodaux appellent dédaigneusement Jacques Bonhomme ; de la lutte entre les factions féodales des Bourbons et des Armagnacs, des défaites françaises de Crécy et d'Azincourt, des entreprises de Jeanne d'Arc. La longue crise, qui éclate en 1337, se termine en 1453. C'est à cette époque que se réalise l'unité territoriale française, à l'exception de Calais qui reste aux mains des Anglais. Comme l'avait déjà fait avec succès la maison d'Aragon en Espagne, la dynastie des Valois profite de la puissance ainsi acquise pour régler ses comptes avec l'autre grand ennemi de la monarchie : la noblesse féodale.

La monarchie absolue française est fondée par Charles VII, le roi couronné en 1429 à Reims, libérée la même année par l'armée de Jeanne d'Arc. Mais l'unification politique du pays, c'est-à-dire la constitution de la France dans les formes modernes de la nation, n'est acquise que sous le règne de Louis XI,

mort en 1483. C'est à ce grand esprit politique que revient le mérite d'avoir jeté les bases de l'alliance politique entre la monarchie et la grande bourgeoisie contre les féodaux, alliance qui devait amorcer le développement de la France. A sa mort, les grands féodaux de Bourgogne, de Provence, de Bretagne n'ont pratiquement plus de pouvoir. C'est donc seulement à la fin du XV^e siècle — il nous faut insister sur les dates pour mener à bien notre comparaison Europe-Asie — que se termine la grande crise sociale française. Le féodalisme aristocratique est définitivement battu, l'absolutisme monarchique solidement installé. Le grand appareil étatique est désormais en place : sous peu, la découverte de nouveaux mondes, ouverts aux entreprises et à la piraterie des marchands européens, lui ouvriront des possibilités insoupçonnables.

Toujours à la fin du XV^e siècle, une autre grande monarchie européenne émerge de l'enfer d'une grande crise sociale. Et en pareil cas les termes ne sauraient paraître exagérés : la guerre civile qui déchire l'Angleterre, vaincue dans la Guerre de Cent Ans, est vraiment terrible. C'est la guerre des Deux Roses, qui durera trente ans, de 1455 à 1485. Une lutte féroce se déchaîne entre les nobles qui se disputent le trône. Elle se termine, après d'innombrables massacres, par l'avènement de la maison des Tudor.

La fondation de la monarchie absolue, en Angleterre également, coïncidera avec l'apparition de la bourgeoisie. Le chapitre XXVIII (Livre I, Section VIII) du **Capital**, que Marx intitule : « Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de fin du XV^e siècle », en fait foi. Il y décrit les châtiments cruels que la dynastie des Tudor, dignement continuée par les Stuart, inflige aux familles paysannes que les Landlords chassent des communautés agricoles pour s'emparer des terres et les transformer en pâturages. Tout le monde sait que c'est avec la laine comme principal article de commerce que la bourgeoisie britannique se présenta alors sur les marchés extérieurs. Ceci signifie précisément que le capitalisme britannique naît sous la monarchie absolue, à peu près en même temps qu'elle.

Voilà donc dans quelle situation se trouvait le continent à la veille de la découverte de l'Amérique. On peut dire qu'à cette époque l'Europe est à l'état fluide : une grande révolution économique et sociale est en marche. De nouvelles forces sociales, libérées par l'écroulement des vieux rapports de production, tendent à se cristalliser autour d'un centre qui ne peut être autre que la monarchie. Le féodalisme entre dans la crise qui le conduira à sa mort. Il est clair que la révolution antiféodale ne peut être circonscrite aux événements, pourtant déterminants, de la révolution de Cromwell en Angleterre ou de la révolution jacobine en France. Ces explosions de la lutte des classes furent les points culminants d'un processus révolutionnaire qui se développait depuis longtemps dans le sous-sol social. En effet, la lutte contre les formes féodales de production et d'organisation sociale commence bien avant, c'est-à-dire à la fin du XV^e siècle, et précisément à l'époque des découvertes géographiques et de la formation du marché mondial. Or ce gigantesque bouleversement, cette incessante accumulation de la "quantité" capitaliste dans les entrailles

de la société féodale, qui transformera finalement la "qualité" du mode de production elle-même, **n'intéresse pas seulement une partie du monde. L'Asie, comme l'Europe, participe à ce grand mouvement de rénovation.**

Tandis que les audacieux navigateurs de l'Occident explorent les océans jusqu'alors inconnus, que l'Espagne et le Portugal font la conquête d'immenses empires coloniaux en Amérique, dans deux parties vitales du continent asiatique — la Perse et l'Inde — surgissent de puissants empires. Nous assistons au déroulement d'un phénomène d'une énorme portée, qui s'est déjà produit en Chine. A côté de l'empire des Ming, nous voyons se former la grande monarchie persane des Sofis et l'empire indo-musulman du Grand Mogol. Nous avons donc là trois Etats colosses qui peuvent aisément disputer la primauté à l'Europe. L'histoire écrite n'enregistre certainement pas de heurts entre l'Asie et l'Europe, mais si l'on pense que toute collision entre Etats se produit sur le terrain économique bien avant de se transformer en conflit politique et militaire, on comprendra qu'une colossale partie fut jouée entre les principaux Etats d'Europe et d'Asie. Les Etats qui réussiront à monopoliser les routes océaniques ouvertes au commerce mondial, qui seront en mesure d'aligner de puissantes flottes commerciales et de guerre pour éliminer leurs concurrents — ce sont ces Etats qui resteront les vainqueurs.

Les voies maritimes commencent à prévaloir sur les routes terrestres, le commerce sur l'agriculture. C'est pourquoi les grands empires territoriaux qui existaient déjà depuis des siècles en Asie, comme c'est le cas pour la Chine, ou qui surgissent maintenant, comme c'est le cas de la Perse et de l'Inde, devront succomber, bien qu'ils puissent se vanter d'antiques et glorieuses traditions maritimes.

La merveilleuse renaissance de l'Asie

A partir de 1501 un grand bouleversement commence en Perse. L'immense pays, depuis l'Antiquité, a fonctionné comme un pont entre l'Orient et l'Occident. Ce n'est donc point par hasard qu'il est parcouru par la grande vague de renouveau qui est en train de secouer le monde civilisé. L'indépendance perse avait été détruite, au VII^e siècle, par la conquête arabe, suivie des dominations turque et mongole. La grande dynastie des Sofis monte sur le trône, unifie le pays et lui rend son indépendance. Et il ne s'agit pas d'un simple changement dans la façade politique, mais d'un profond bouleversement social.

La dynastie des Sofis accomplit sa tâche avec succès : elle limite le pouvoir local de l'aristocratie terrienne, elle contrôle la classe turbulente des khans, les fameux Kizilbachi — les nobles au fez rouge. En un mot, le mouvement accomplit la transformation de la monarchie féodale en monarchie absolue, exactement comme cela s'était produit dans les principaux Etats européens, fondés depuis peu. Les fiefs des khans cessent d'être héréditaires, et eux-mêmes sont réduits au rang de fonctionnaires du pouvoir royal. Le Schah

soustrait des territoires toujours plus vastes à la juridiction des seigneurs féodaux, en créant les cités royales, en organisant une classe de fonctionnaires d'Etat, choisis non plus parmi les Kizilbachi hautains, mais dans les classes inférieures de la population. Toujours dans un but antiféodal, le nouveau régime supprime la vieille armée formée par les hommes et les armes fournis par l'aristocratie et crée, sur le modèle européen, une armée permanente.

A la même époque, de grands bouleversements secouent la grande péninsule gangétique, l'Inde fabuleuse.

Cet immense pays, par suite de circonstances historiques complexes — dont la principale est l'invasion fréquente de conquérants étrangers qui se superposent à l'élément hindou — est un cas limite de la fragmentation féodale. Lorsque, il y a quelques années, l'Empire britannique cessa de dominer les Indes, le nombre de princes hindous et musulmans vassaux de la Couronne britannique s'élevait à 562. Cela peut sembler excessif, mais ce n'est certainement pas le nombre maximum, si l'on pense qu'au XIV^e siècle l'Inde était divisée en 1.350 Etats. Et ce n'est pas tout : à la fin du siècle suivant, le fractionnement devait encore s'approfondir, le règne brahmanique du Dekkan s'était divisé en de nombreux petits Etats provinciaux.

L'empire mongol, fondé par un descendant de Tamerlan, Bâber, remédie au chaos féodal et réalise l'unité politique. L'empire naquit de la bataille de Panipat qui se déroula le 20 août 1526 et fut gagnée par l'armée de Bâber ; mais l'empire atteint son apogée sous Akbar, qui régna de 1556 à 1605. L'empire s'étend alors jusqu'à ses limites historiques, comprenant, outre l'exsultanat de Delhi soumis par Bâber, le Gujarat, le Bengale et une partie du Dekkan : un empire immense qui atteint les 4 millions de km² pour une population de 100 millions d'habitants.

Akbar, qui fut non seulement un conquérant mais un grand homme d'Etat, prit pour modèle, dans la grande œuvre de reconstruction entreprise, la monarchie des Sofis même si les résultats furent bien inférieurs au modèle. Naturellement, si l'Inde des Grands Mongols naît à une nouvelle vie, cela n'est pas dû aux qualités personnelles, même si elles sont exceptionnelles, de Bâber ou d'Akbar. Au contraire, ici également, on assiste à un bouleversement des vieux rapports sociaux. Akbar, comme les Schahs de Perse, comme les monarques chrétiens de l'Europe, est l'expression d'un mouvement social qui tend à mettre fin, ou du moins à limiter sensiblement, le pouvoir de la noblesse féodale qui s'était renforcé à la suite de la conquête musulmane et pesait lourdement sur les villages. Lui aussi tente d'opposer une bureaucratie d'Etat, responsable seulement devant le pouvoir royal, à l'anarchie du pouvoir féodal local ; il remplace également la vieille armée féodale par une armée permanente. La dialectique de la lutte sociale lui impose, comme cela s'était déjà vérifié pour les monarchies absolues européennes, d'appuyer la paysannerie qui peine depuis des siècles sous le joug écrasant de l'aristocratie militaire. En conséquence, il poursuit le grand objectif d'une réforme agraire qui réintègre l'Etat dans ses propriétés et le village dans ses droits, mettant fin aux usurpations traditionnelles de la noblesse et de ses hommes de main.

Mais les grandes réformes d'Akbar se heurtent à la résistance fanatique du clergé musulman qui, comme d'habitude, dissimule derrière l'intransigeance dogmatique sa défense invouable des intérêts de l'aristocratie, et n'hésite pas à prêcher la haine raciale entre musulmans et hindous. Ce seront effectivement la division raciale la péninsule indienne, par suite des invasions successives est un véritable kaléidoscope de races et de langues — et la vitalité des traditions féodales qui limiteront les résultats de la réforme. Toutefois, au moment du débarquement des Portugais dans les ports de la péninsule, l'Inde n'est pas ce pays pauvre et affamé que laissera le passage de l'impérialisme. L'industrie est en plein développement, le commerce plus encore. La péninsule indienne est un maillon de commerce mondial. Des navires de petit cabotage y font escale, venant de tous les points de l'Asie : de la péninsule arabe, des ports persans, de la Chine, de l'Insulinde. La richesse de la marine indienne surprend les visiteurs étrangers. Il se développe une importante classe de marchands, appelés Baniyas, qui, au XII^e siècle, opèrent dans toutes les régions côtières de l'Inde, à Goa, dans le Coromandel, au Bengale. Ils s'occupent du trafic commercial et d'opérations financières ; leurs dépôts et leurs offices de change se rencontrent même en dehors de l'Inde : dans les ports persans, en Arabie, dans toute l'Afrique orientale depuis Aden jusqu'au Cap de Bonne Espérance. Ils exportent les cotonnades fabriquées au Bengale et dans le Coromandel. Grâce à eux, les produits des filateurs indiens arrivent jusqu'aux îles de la Sonde. La monoculture meurtrière, typique de la domination coloniale, est inconnue : agriculture, manufacture et commerce s'équilibrent et se compensent réciproquement. L'Inde n'exporte pas seulement des tissus, mais également des produits industriels. En somme, c'est l'exact opposé de l'Inde douloureuse, engluée dans le paupérisme que le féroce colonialisme occidental nous a habitués à imaginer. C'est un pays dans sa phase d'ascension.

Tous ces faits parlent clairement. Ils nous montrent que la révolution antiféodale n'est pas un fait exclusivement européen : elle franchit les océans et met en branle les continents. L'Asie aussi est en lice, les peuples de couleur aussi — sans même s'apercevoir qu'ils possèdent cette tendance à l'inertie et à la contemplation que leur attribuent les philosophes occidentaux — agissent activement. Puis, sur tout ce fourmillement d'activité, une mortelle paralysie va s'étendre. Ceci se produira alors que l'Asie qui, depuis des millénaires, a été la matrice inépuisable de peuples conquérants envahissant l'Europe, deviendra à son tour l'objet de l'invasion, de la conquête brutale. Mais ces envahisseurs sans pitié ne viendront pas, comme dans l'Antiquité, à dos de cheval, mais sur les ponts armés de navires océaniques. Et c'est en vain que les agressés tenteront d'échapper à cet étau en s'enfermant dans un strict isolationnisme, comme le feront la Chine et le Japon.

Le cas du Japon est suffisamment éloquent pour que nous y fassions allusion rapidement. L'archipel nippon participait lui aussi au bouleversement mondial. A travers de dures luttes, le pouvoir impérial, représenté par les Shogouns, une sorte de dynastie héréditaire de premiers ministres, abat le pouvoir de l'aris-

toçratie féodale. Le Japon est un pays très arriéré : il suffit de dire que c'est seulement au XVI^e siècle que le fer et l'acier y font leur apparition. L'unification politique du pays comporte la renaissance de l'économie agricole que la domination des seigneurs féodaux les "Daïmio" — maintient à un niveau très bas. Les réformes antiféodales sont menées à bien sous les shogounats de Nobunaga (1534-1582), de Hideyoschi (1536-1598), de Yeyasu (1542-1616). Sous leur règne, celui de Yeyasu spécialement, le pouvoir impérial se transforme en assumant la forme de la monarchie absolue, tandis que les "Daïmio" querelleurs sont ramenés au rang de courtisans.

La religion catholique importée par les missionnaires se révèle comme une arme idéologique d'une efficacité insoupçonnable entre les mains des réformateurs antiféodaux luttant contre le clergé bouddhiste qui s'acharne à défendre l'"ancien régime". Il arrive même un moment où les nombreuses conversions, favorisées par les Shogouns, semblent devoir transformer le Japon en une nation chrétienne. Mais l'invasion des Portugais, pour qui la prédication des missionnaires sert uniquement à faciliter la conquête du pays, contraint le gouvernement nippon à changer radicalement de politique. En 1638, les successeurs de Yeyasu ferment le Japon aux étrangers et bannissent le catholicisme. Il faudra, deux siècles plus tard, le bombardement des navires de guerre du commodore américain Percy pour détruire la barrière élevée contre la piraterie des impérialistes européens. Mais tous les Etats asiatiques ne jouissent pas du privilège qu'apporte au Japon sa nature insulaire. Non seulement les Etats de formation récente, mais l'Empire chinois lui-même, sont incapables de s'opposer à l'invasion européenne.

Repli du capitalisme asiatique

Il pourra sembler que nous avons donné une importance excessive à l'examen des événements qui se déroulent dans le monde à l'époque que nous examinons, alors que le présent travail est dédié à l'étude des particularités du cours historique chinois. Mais il est clair que nous ne pouvions absolument pas employer une méthode différente. Tout événement historique important, même s'il se déroule loin des pays où le rythme de développement est le plus rapide, est conditionné par le développement de l'histoire mondiale. Ceci vaut d'autant mieux pour la Chine. Nous avons vu comment l'origine de la nation chinoise et son développement furent strictement déterminés par les caractéristiques du continent, par la position géographique du territoire, par sa géologie. Nous savons également qu'il existe de strictes relations entre l'évolution historique de la Chine et celle du reste du monde civilisé. En fait, la Chine antique eut une part très importante, même si elle n'était pas directe, dans les invasions barbares qui détruisirent l'Europe romaine, car elle contraignit les populations mongoles nomades à dévier sur l'Occident où elles firent pression à leur tour sur les barbares germaniques.

Il faut penser aux conséquences historiques qu'entraînèrent les invasions des Huns dans l'Antiquité et celles des Turcs dans le bas Moyen Age ; toute l'histoire du féodalisme européen et de l'époque de transition au capitalisme leur est liée ; ces peuples nomades étaient originaires de la Mongolie, dont ils tentèrent maintes fois de sortir pour s'aventurer à l'intérieur de la place forte chinoise où ils furent invariablement arrêtés et rejetés vers l'Occident. En gardant tout cela présent à l'esprit, on comprendra que l'on ne peut faire un travail historique sérieux sur ce sujet sans considérer globalement les événements mondiaux et sans tenter de découvrir leurs relations intimes.

Ainsi, on ne peut comprendre les raisons de l'énorme retard de la révolution bourgeoise chinoise, sans se rendre compte de la stagnation et de l'involution qui frappèrent la Chine au moment même où les Etats atlantiques de l'Europe se lancèrent dans la voie du capitalisme, sortant définitivement du Moyen Age. Nous devons comprendre comment il se fait que la Chine, qui avait devancé de plusieurs siècles toutes les nations du monde sur la voie du féodalisme et de la monarchie absolue, se laissa ensuite dépasser, sombrant dans cette irrémédiable décadence dont elle ne se relève qu'aujourd'hui. Et nous ne pouvions le faire sans jeter un coup d'œil sur les conditions, non pas de la seule Chine ou même de l'Asie, mais de tout le monde connu à l'époque des découvertes géographiques. C'est pourquoi nous avons rapidement passé en revue les bouleversements qui se produisent en Europe dans cette période, ainsi que ceux — substantiellement identiques — que l'histoire enregistre pour les principales nations de l'Asie, comme la Perse, l'Inde, le Japon. Il resterait à examiner les conditions propres à la Chine : nous y avons déjà fait allusion en évoquant l'ère des Ming, qui est la dynastie régnante au moment de l'arrivée des Occidentaux. Il convient maintenant de compléter ce que nous avons déjà dit, en tenant compte, toutefois, du peu d'espace dont nous disposons.

Marco Polo fut un magnifique témoin de la grandeur de la Chine, qu'il visita de 1275 à 1291, au moment où régnait la dynastie mongole des Yuan. Faut-il répéter ce que tout le monde sait ? Marco Polo trouva un pays très avancé dans le domaine de l'industrie, du commerce, de l'administration. Deux siècles et demi avant l'installation des Portugais à Macao, gracieusement concédée aux "barbares" d'Occident par l'Empereur, la Chine est un pays où existe déjà une classe d'industriels qui emploient une main-d'œuvre salariée dans leurs manufactures — ce qui prouve que l'industrie est gérée dans des formes capitalistes. La classe des commerçants est plus importante encore ; elle dispose de flottes maritimes et fluviales importantes. « *Sur le seul Yang-Tsé-Kiang* — écrit Marco Polo émerveillé — *navigent, en vérité, plus de navires chargés de marchandises de grande valeur que sur tous les fleuves et toutes les mers du monde chrétien.* » Le pays jouit d'une métallurgie très avancée et consomme une grande, quantité de charbon. Le commerce extérieur est développé et reçoit une nouvelle impulsion sous les Ming. La Chine importe les épices des îles de la Sonde et les revend aux Portugais ; elle maintient des relations commerciales avec la Perse, l'Arabie, l'Inde, le Japon.

Sous le troisième Empereur Ming, Young-Lo (1403-1424), elle entreprend l'exploration de la Malaisie et de Ceylan et conquiert l'Annam. Avant lui, l'Empereur Qubilai avait tenté de conquérir Java. Les marins et les commerçants chinois se rencontrent dans tous les principaux ports de l'Océan Indien, et poussent jusque sur les côtes de l'Afrique orientale. Les banquiers chinois — comme l'avait déjà remarqué Marco Polo avec stupeur — usent largement du papier monnaie, tout à fait inconnu en Occident.

Pour récapituler, à l'aube du XVI^e siècle, les conditions historiques de l'Europe et de l'Asie, en considérant, naturellement, les Etats principaux, sont sensiblement comparables. En mettant de côté la diversité des voies suivies, les accidents présentés par le développement de chaque pays et les différences des organismes politiques, une tendance est commune à tous : la tendance au renouvellement des moyens de production, à la recherche de nouveaux modes de vie sociale. En un mot, la tendance au dépassement du féodalisme. Mais la dialectique historique permettra seulement à un groupe d'Etats de parcourir jusqu'au bout le chemin emprunté — ce seront les Etats qui réussiront à imprimer un rythme jusqu'alors inconnu à l'accumulation primitive, à l'édification de ces grandes fortunes marchandes et financières qui, par la suite, permettront la révolution industrielle. La grande lutte entre l'Asie et l'Europe se décidera sur les mers, sur les routes océaniques qui ouvriront la voie au marché mondial moderne.

Les Perses, les Arabes, les Indiens, les Japonais, les Malais, les Chinois — tous ces peuples ont derrière eux d'antiques et glorieuses traditions de navigation. Le commerce maritime a, chez eux, de lointaines origines. Pourtant, les faits montreront que leur technique des constructions navales et de la navigation n'est pas adaptée à l'immense effort requis par la navigation océanique. Ils ont l'audace de se déplacer d'un bout à l'autre de l'Océan Indien, mais ils ne parviendront pas à accomplir la grande entreprise de relier les océans entre eux. La réalité de l'époque, c'est que le commerce a pris une importance qui dépasse les nations et les continents : il s'est fait mondial. Ses voies restent pourtant encore terrestres. Il existe, c'est vrai, les grandes flottes de Venise et de Gênes qui s'occupent du commerce Europe-Asie, mais leur tâche s'arrête dans le port d'Alexandrie ou dans les ports moins importants de la Syrie. Les marchandises en provenance de l'Asie, lorsqu'elles ne suivent pas la très longue "route de la soie" par le Turkestan chinois, sont transportées par les flottes arabes à Suez et de là, à dos de chameau, elles poursuivent leur route vers la métropole égyptienne. En conséquence, les frais de transport, sur lesquels pèsent, entre autres, les lourds impôts prélevés par les Turcs qui contrôlent les voies d'accès à l'Europe, deviennent insupportables. Il devient nécessaire de trouver une liaison directe entre les deux continents, entre les deux marchés. L'Asie ne participe pas à cette entreprise seuls y prennent part les nouveaux Etats atlantiques, les nouvelles monarchies chrétiennes qui viennent de surgir d'une lutte victorieuse et tendent irrésistiblement à s'agrandir.

Si les princes féodaux dispersés acceptaient avec résignation le monopole commercial des républiques

maritimes italiennes, les superbes monarchies de Madrid, de Lisbonne, de Paris, de Londres, ne sont plus disposés à le tolérer — précisément parce qu'elles possèdent les moyens financiers nécessaires aux expéditions océaniques. La lutte pour la découverte et le monopole des routes inter-océaniques commence. La découverte de l'Amérique octroie d'immenses empires coloniaux à l'Espagne et au Portugal, mais elle n'aura pas d'influences immédiates sur l'histoire mondiale, à l'inverse de la circumnavigation de l'Afrique par Vasco de Gama. Le formidable raid Lisbonne-Calicut, de 1497 à 1498, va ébranler le monde : il marque la "démobilisation" de la Méditerranée, la décadence irrémédiable de l'Italie, l'explosion de la puissance coloniale portugaise. Mais il marque surtout la défaite de l'Asie. Le monde sait maintenant quels seront ses maîtres. Et lorsqu'une autre héroïque expédition, conduite par Ferdinand Magellan, pousse jusqu'à l'Atlantique austral, réussit à trouver le passage du Sud-Ouest et débouche dans le Pacifique pour remonter jusqu'aux Philippines, la victoire de l'Europe est complète, sans appel : l'encerclement de l'Asie est achevé.

La circumnavigation du globe, dans les années 1519-1522, sanctionne la primauté mondiale de l'Occident — peu importe si elle passera des mains des Ibériques à celles des Hollandais et des Anglais. Les exploiters qui la tortureront et la spolieront sans pitié pourront changer, le sort de l'Asie, lui, ne changera plus ses flottes disparaîtront des mers, ses campagnes seront dévorées par la sécheresse, ses merveilleuses villes se dépeupleront. Et ses peuples seront jetés dans la galère infernale du colonialisme capitaliste, le plus féroce et le plus inhumain qui ait jamais existé. Les causes du repli et de la décadence de l'Asie, et donc de la Chine, ne se trouvent pas ailleurs.

Mais, dans le domaine de l'histoire comme dans celui de la nature, rien ne survient par hasard. La supériorité navale de l'Occident ne fut pas l'effet d'un coup de fortune. La préparation scientifique, le cou-

rage et la discipline des amiraux et des chiourmes, eurent, certes, leur part dans la réussite des expéditions. Mais la vérité est que la technique des constructions navales et l'art de la navigation devaient avoir le plus grand développement en Occident, car la civilisation européenne surgit sur les rives de la Méditerranée, mer interne facilement navigable. Précisément parce que cette mer était d'accès facile pour tous les peuples qui habitaient ses côtes, toute grande puissance qui aspirait à la suprématie impériale devait, avant tout, s'imposer comme puissance navale. La circumnavigation de l'Afrique accomplie par les navires du pharaon Nino, l'impérialisme commercial des Phéniciens, le colonialisme des républiques helléniques, le grand conflit entre Rome et Carthage, les compétitions des républiques maritimes italiennes tous ces faits démontrent bien que la lutte entre les puissances méditerranéennes fut avant tout une lutte entre puissances navales.

Au contraire, les nations asiatiques n'eurent jamais une marine de guerre capable de rivaliser avec celles de l'Occident. La Chine elle-même ne réussit jamais à se débarrasser de la piraterie japonaise. Cela s'explique par le fait que les grands Etats asiatiques furent contraints de dépenser la plus grande partie de leur énergie contre les invasions des barbares déferlant depuis la partie septentrionale du continent, alors qu'ils n'eurent pas à affronter le péril d'invasions venant de la mer. L'Océan avait été, pour eux comme pour les anciens peuples d'Occident, un rempart infranchissable. Mais lorsque l'Océan fut violé, ils se retrouvèrent sans défense.

Depuis lors, l'impérialisme blanc a réussi à dominer l'Asie en dominant les océans. Ce n'est donc point par hasard que, sitôt ses maîtres traditionnels, britanniques, français, hollandais chassés au cours de la seconde guerre mondiale, les nations asiatiques se sont éveillées à une nouvelle vie.

(«programme communiste», n° 7, avril-juin 1959)

Le mouvement social en Chine

Partie 1

(Parue dans «programme communiste» n°27, avril-juin 1964)

Dans les décennies qui ont suivi la révolution d'Octobre, le mouvement social en Chine a connu une ampleur et une acuité qu'expliquent seules l'aggravation des conflits inter-impérialistes pour le partage du continent et l'active participation du prolétariat chinois aux luttes politiques. La période précédente, qui a son point culminant dans la révolte des Taiping, avait vu la première vague de ce mouvement se briser contre la puissance expansionniste du capitalisme européen remis de ses crises de 1848 et de 1870. Mais ce mouvement, en Asie était encore politiquement informe.

Au contraire, sous l'influence de la révolution russe, les luttes de classes prirent vite une forme politique. En 1918, Sun Yat-sen, fondait à Canton un gouvernement nationaliste bourgeois. Peu après se constituait le parti communiste de Chine. L'Asie entra ainsi dans l'histoire moderne. Mais le ferait-elle par la petite porte de la **démocratie bourgeoise**, déjà condamnée dans le reste du monde, ou bien marquerait-elle la fin de son isolement par la victoire de la **révolution prolétarienne** ?

La dégénérescence de la révolution d'Octobre a liquidé toutes les chances du prolétariat chinois de voir s'abrèger ses souffrances et sa marche vers le pouvoir. Mais le stalinisme n'a pas aidé pour autant le mouvement nationaliste bourgeois, puisqu'il a fallu trente ans pour que soient tenues les promesses de Sun Yat-sen : la « démocratie populaire ». Ce n'est d'ailleurs pas tout d'avoir inscrit en lettres d'or dans la constitution maoïste les principes politiques du Capital. La « question chinoise » demeure. Certes, il ne s'agit plus de savoir si le prolétariat chinois pourra l'emporter dans les luttes politiques et sociales de la révolution bourgeoise et sur l'arène mondiale des conflits de classes. Ce ne sont plus ses intérêts propres qui apparaissent aujourd'hui au premier plan dans la « question chinoise », mais ceux de l'Etat bourgeois cherchant à gagner sa place dans le concert des nations. Ainsi, Pékin montre bien sur quoi devait déboucher le mouvement de « démocratie populaire » : non pas l'**émancipation sociale** des opprimés, mais l'**émancipation nationale** du capitalisme chinois.

Au moment où les exécuteurs testamentaires de Sun Yat-sen ont dû rompre l'alliance que la bourgeois-

sie chinoise avait conclue avec Moscou en 1924, sacrifiant pour longtemps l'indépendance politique du parti du prolétariat, le rôle réactionnaire de l'URSS apparaît même à ses plus fidèles acolytes. Mais pour nous, la rupture sino-soviétique ne révèle pas seulement l'opposition d'un capitalisme déjà mûr à la rivalité d'un jeune concurrent, comme jadis celle de l'Angleterre bourgeoise à la France de la Révolution et de l'Empire. Par-delà ce **conflit d'intérêts entre l'Etat russe et l'Etat chinois**, les communistes doivent retrouver les termes du grand débat sur le sort de la révolution prolétarienne en Asie que les actuels dirigeants chinois ont tout aussi bien sabotée que Staline. Ce Staline auquel ils font appel contre Khrouchtchev !

Aussi grande qu'ait été la responsabilité de l'URSS dans la défaite du prolétariat chinois, dans son ralliement au programme et au pouvoir bourgeois, la polémique avec Khrouchtchev, le faux « extrémisme » de Pékin, n'ont pour but que de prolonger la confusion et la sujétion des prolétaires chinois en les invitant à faire bloc autour de « leur » gouvernement pour construire le « vrai socialisme ». Or, s'il réussit jamais à redresser les torts causés par Moscou à la Chine, le « socialisme chinois » ne peut prétendre redresser ceux qui ont été faits au communisme révolutionnaire. Car l'histoire du mouvement prolétarien en Chine s'est soldée par l'échec des prolétaires à constituer un **parti de classe** qui pose et résolve de façon **internationaliste** les problèmes théoriques et tactiques de la révolution chinoise.

L'étude qui suit est consacrée au rappel de ces problèmes qui n'ont rien d'académique, mais représentent la chair et le sang des générations passées. En même temps que croîtront les antagonismes sociaux engendrés par l'accumulation capitaliste et les difficultés qu'elle rencontre en Chine du fait de l'impérialisme russo-américain, la prise de conscience par le prolétariat chinois des tares qui ont lié son sort à celui de la bourgeoisie nationale sera l'élément décisif d'une reprise de classe. Alors, à la Commune de Canton qui s'est dressée aux cris de « À bas le Kouo-Min-Tang ! » fera écho un mouvement plus puissant encore contre la « démocratie populaire » fondée par les héritiers politiques du Kouo-Min-Tang.

I. Théorie et principes

L'invariance du marxisme contre le « socialisme national »

Le marxisme s'est définitivement constitué en doctrine du prolétariat révolutionnaire dans les conditions historiques et sociales créées par l'essor du capitalisme industriel en Europe occidentale. Mais il ne fut ni allemand, ni anglais, ni français. La lutte qu'ont menée ses représentants contre Proudhon, Lassalle et, plus tard, les socialistes-révolutionnaires russes, fut une lutte contre les conceptions petites bourgeoises du « socialisme national ». Dès le début, Marx et Engels ont su dégager des lois économiques du capital et des formes politiques de sa domination, les principes fondamentaux du parti de classe **valables pour tous les temps et pour tous les pays**. C'est pourquoi, depuis lors, la tâche des communistes n'est pas « d'adapter » le marxisme aux circonstances locales et provisoires de la lutte des classes, mais simplement de le porter au sein du prolétariat, d'en faire son arme, de réaliser la **jonction du mouvement ouvrier et de sa théorie révolutionnaire**.

Les falsificateurs staliniens ont présenté l'œuvre de Lénine comme une géniale « adaptation » du marxisme à la Russie arriérée et les Chinois ont affublé leur « socialisme » des mêmes attributs nationaux et populaires. Il est pourtant assez clair que la question nationale et coloniale n'impose au marxisme aucune espèce « d'enrichissement » et ne justifie aucune révision. C'est au cœur même de la révolution bourgeoise allemande que Marx a lancé le Manifeste des Communistes et défini les tâches du parti de classe. Quant à Lénine, sa grandeur est d'avoir pu mener jusqu'à la dictature du prolétariat la révolution antiféodale russe. Mais l'un et l'autre faisaient dépendre le succès définitif des prolétaires allemands ou russes du sort de la révolution mondiale, des luttes de classes dans les pays capitalistes plus avancés, et non d'un « enrichissement » du marxisme par la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Parce que l'Octobre rouge a dégénéré, entraînant avec lui la faillite de la III^e Internationale, la **conjonction historique du mouvement national des peuples opprimés et du mouvement communiste international** n'a pu se produire. La Chine en a été la première victime. Lorsqu'éclatait à Canton le « bloc des quatre classes », lorsque Tchang Kai-shek s'appropriait à jouer le rôle de Kérénski, Moscou interdit au parti chinois de lancer le mot d'ordre d'Octobre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». Moscou, du reste, avait déjà réglé le sort du PCC en imposant son alliance avec le parti bourgeois du Kouo-Min-Tang. Mais Staline fit mieux : il put couper tous les ponts entre la révolution chinoise et les luttes de classes en Europe. La grève générale anglaise coïncidait avec l'assaut des prolétaires chinois. Staline la sabota en créant avec les Trade-Unions corrompus le fameux

« Comité anglo-russe » qui liquida le plus puissant mouvement des ouvriers britanniques de l'après-guerre. On peut le dire, l'acte de naissance du « socialisme chinois » a été signé à Moscou, par Staline, avec le sang de la contre-révolution.

Du même coup, le rapport entre le mouvement prolétarien des pays avancés et les mouvements nationaux des colonies se trouva renversé. On n'attendait plus, comme Lénine, le salut des révolutions russe et chinoise des succès du mouvement communiste en Europe. La lumière viendrait de l'Est et les prolétaires d'Occident ne devraient espérer leur libération que de la « construction du socialisme » en URSS ou de l'indépendance nationale des pays d'Afrique et d'Asie, ce qui affaiblirait les « monopoles » impérialistes et renforcerait la « démocratie ». Ainsi, **les révolutions nationales se faisaient passer abusivement pour « socialistes » et le prolétariat devait épouser les intérêts de la nation et de la démocratie**. Dans les pays capitalistes avancés où l'ère des révolutions bourgeoises était close depuis 1870, le « socialisme national » invita le prolétariat à faire cause commune avec la petite bourgeoisie contre les « monopoles étrangers », contre le « fascisme » et pour la « rénovation de la démocratie ». Dans les pays arriérés, il le poussa au bloc avec la bourgeoisie « patriote » pour accomplir la « révolution nationale » ou même (c'est le cas de la Chine), il imposa au prolétariat les tâches de la bourgeoisie défailante, historiquement condamnée, et lui fit réaliser non pas son programme de classe, mais celui du Capital.

À l'époque de l'impérialisme, il n'est pas d'Etat bourgeois arriéré qui ne mette sa boutique à l'enseigne du « socialisme ». **Mais ce « socialisme national » a une histoire internationale : celle de la contre-révolution**. En Chine notamment, il représente l'idéologie qui l'a emporté sur les ruines du parti de classe.

Perspectives d'une révolution double

La question fondamentale de tout le mouvement social en Russie avait été de savoir si ce pays arriéré devrait rattraper son retard sur l'Occident en empruntant aussi la voie bourgeoise de l'Europe, ou s'il lui serait possible d'**éviter le capitalisme**. Contre les libéraux occidentalistes qui rejetaient tout bond historique par-dessus la société bourgeoise, slavophiles et populistes croyaient en découvrir le secret dans le passé réactionnaire de la Russie. Pour eux, le communisme de village, le mir, présentait toutes les promesses d'un passage direct au communisme supérieur. Mais ils fermaient les yeux à la fois sur l'existence d'un puissant féodalisme russe et sur les premiers germes du développement capitaliste dans l'Empire des tsars.

A cette conception **nationale** et **idéaliste** du bond par-dessus la phase bourgeoise, le marxisme a opposé sa conception **scientifique** et **internationaliste** du développement combiné. Il mit d'abord l'accent sur la décomposition des communautés villageoises et montra que la lutte des paysans n'avait pas pour objet la

défense de la propriété collective, mais le partage du sol, le droit à la propriété privée. Ces luttes de classes ne pouvaient donc déboucher que sur une révolution bourgeoise. Pourtant celle-ci se produirait dans des conditions historiques telles que la bourgeoisie, non seulement russe mais mondiale, aurait déjà engendré son fossoyeur : le prolétariat. Ainsi, dans la révolution russe, il y avait des chances pour abrégé les misères de l'accumulation capitaliste si le prolétariat russe réussissait à s'organiser en détachement d'avant-garde du prolétariat international et si son action donnait le signal à la révolution socialiste en Europe.

Devant un retard encore plus grand des campagnes chinoises et une concentration plus gigantesque du capital étranger dans les villes comme Shanghai, Hong Kong et Canton, la même question se posait à la Chine. Réussirait-elle ce bond par-dessus les siècles et les modes de production qui la conduirait des formes encore primitives de la société de classes aux confins historiques de la société sans classe ? La présence en Russie d'un pouvoir prolétarien renforçait ces chances en mettant à l'ordre du jour de la politique mondiale la lutte directe contre la domination du capital.

Comme dans la Russie prérévolutionnaire, il s'est trouvé en Chine un courant nationaliste idéalisant les structures, communautaires d'un passé révolu dans lesquelles il voyait la solution de l'avenir. On en a un écho dans le bréviaire politique de Tchang Kaï-chek : « Destin de la Chine ». Mais la crise sociale ne pouvait plus être résolue à la manière des vieux réformateurs, par un repartage des terres et un changement de dynastie.

Quant au « populisme » chinois illustré par Sun Yat-sen, le fondateur du Kouo-Min-Tang, il se distinguait du populisme russe par une moins grande hardiesse théorique puisqu'il n'envisageait pas aussi ingénument d'éviter le capitalisme, mais plaçait le « socialisme » au bout de la révolution nationale et démocratique. A la différence du populisme russe il n'est pas non plus « allé au peuple » ; il se contenta d'y envoyer... le parti communiste. Même sous sa forme la plus organisée et déjà réactionnaire (le Kouo-Min-Tang), il n'est jamais arrivé à pénétrer et à représenter vraiment la paysannerie chinoise. Voilà ce qu'un parti de classe du prolétariat aurait dû dénoncer au lieu d'apporter sa caution politique au Kouo-Min-Tang et d'enfermer le mouvement social dans les limites étroites de la « démocratie populaire ».

Le critère appliqué par les bolcheviks à la Russie était donc également valable pour la Chine. Tenaillée par un prolétariat grandissant, la bourgeoisie « nationale » hésiterait à mener à terme sa révolution. Cela n'était pas une raison pour que le prolétariat abandonne son drapeau, bien au contraire ! Comme en Russie, l'apparition des Soviets en Chine marquerait le caractère double de cette révolution en la rattachant au mouvement communiste du prolétariat international. Les communistes de Chine devaient donc se préparer à lancer dans la lutte des classes le mot d'ordre de la **révolution permanente**. Il était la seule ligne politique qu'imposait à la Chine la **loi du développement combiné** d'un mouvement national bourgeois coïnci-

dant avec l'action des ouvriers organisés. La force de cette loi n'a d'ailleurs pas été démentie par l'échec du prolétariat. Car la classe qui devait avoir l'initiative historique l'a, en un sens, gardée, réalisant non pas sa propre révolution, mais les basses œuvres de la bourgeoisie défaillante. Tant il est vrai que le capital ne vit que des erreurs et des défaites des prolétaires !

Sur la « nature » de la bourgeoisie coloniale

Le stalinisme a tout fait pour opposer à la conception dialectique du développement combiné une conception gradualiste excluant tout bond par-dessus « l'étape » bourgeoise. Il ne l'a pas fait par goût de la théorie, mais pour justifier en Chine une autre tactique que celle de l'Octobre russe : la tactique mencheviste de la « révolution par étapes ». La « science » stalinienne s'est alors ingénée à creuser un fossé infranchissable entre la Chine et la Russie.

Pour rendre plus acceptable la « construction du socialisme » en URSS, l'historiographie soviétique s'était déjà empressée de combler le retard historique de la Russie sur l'Europe en établissant un faux parallélisme dans leur développement capitaliste. Trotsky l'a dénoncé en son temps dans ses polémiques contre l'historien Pokrovski. Pour la Chine, on élaborera une théorie qui prétendait l'opposer à la Russie tsariste par deux traits essentiels : le joug colonial et un féodalisme encore plus puissant et plus arriéré dans les campagnes. Selon cette théorie, la pression de l'impérialisme devait rendre la bourgeoisie anticoloniale chinoise plus révolutionnaire que la bourgeoisie anti-tsariste russe. Il s'ensuivait, bien sûr, que pendant toute une période cette bourgeoisie devrait avoir les mains libres et l'appui du prolétariat pour abattre la domination étrangère. Voici ce que répondait Trotsky dans sa brochure « La révolution chinoise et les thèses de Staline » :

*« Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive. Mais non moins fautive la politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, **sans connaître sa réfraction dans les classes** [souligné par nous – N.D.L.R.] [...] Le rôle énorme que joue le capital étranger dans la vie de ce pays est cause que des catégories très importantes de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste militaire ont lié leur destinée avec celle de l'impérialisme. Sans cela on ne pourrait comprendre le rôle colossal des militaristes dans la Chine moderne. Ce sera encore une profonde naïveté de croire qu'entre la bourgeoisie des compradores, c'est-à-dire des agents économiques et politiques du capital étranger en Chine, et la bourgeoisie "nationale" il y aurait un abîme. Au contraire, ces deux catégories sont incomparablement plus près l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur en jetant continuellement un regard hostile aux ouvriers et aux paysans, toujours prête à un compromis avec l'impérialisme. »*

Parce que la révolution chinoise de 1924-1927 a coïncidé avec les dernières flambées révolutionnaires du prolétariat occidental, à une époque où le fascisme et les fronts populaires n'avaient pas encore cristallisé les blocs de la deuxième guerre mondiale, la « question chinoise » a servi de tremplin au réformisme dans les mouvements nationaux et coloniaux. Mais la position défendue alors par Trotsky s'est vérifiée dans tous les autres cas. Loin d'être plus « révolutionnaires », les bourgeoisies nationales sont toujours plus lâches et plus opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Les leçons de l'Octobre russe étaient aussi valables pour les pays coloniaux d'Afrique et d'Asie. Comme le montra Trotsky, en tirant du joug colonial le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise, on renouvelait l'erreur (et la tactique) des mencheviks qui faisaient découler de l'exploitation féodale une prétendue « nature » révolutionnaire de la bourgeoisie russe. S'il était permis d'élever **les révolutions anticoloniales au niveau des révolutions nationales bourgeoises**, il n'était pas possible pour le marxisme de **les placer au-dessus des révolutions bourgeoises classiques**. Bien au contraire, plus qu'une révolution bourgeoise classique, une révolution anticoloniale met en cause les intérêts du capitalisme mondial et pousse donc forcément à l'avant-scène les vrais protagonistes de la lutte des classes à l'époque impérialiste : bourgeoisie et prolétariat.

La théorie du « féodalisme » chinois

La théorie stalinienne du « féodalisme chinois » n'était guère plus heureuse que celle sur la « nature révolutionnaire » de la bourgeoisie anticoloniale. Elle avait également pour but d'embellir le rôle de la bourgeoisie « nationale » en la présentant comme l'émancipatrice du serf. Or, moins encore qu'en Russie, la bourgeoisie chinoise avait intérêt à prendre la tête de la révolution agraire et moins encore qu'en Russie elle avait une « mission antiféodale » à accomplir.

En effet, le retard de la Chine, comme celui de la Russie, était dû entre autres causes à l'incapacité de sa bourgeoisie à se constituer en classe dominante, autonome. Elle ne s'était pas développée, comme la bourgeoisie européenne, en opposition aux autres classes de la vieille société, mais en simple appendice de celle-ci. Car elle s'était tout naturellement greffée à la caste des mandarins à travers le commerce du sol qui était resté libre pendant près de deux millénaires. A la différence du serf, le paysan chinois a toujours pu vendre, acheter ou louer sa terre. Les propriétaires fonciers n'étaient pas une classe privilégiée par rapport au « tiers état », comme dans l'Europe féodale, mais ils étaient toujours étroitement liés à la classe des marchands et des usuriers. Il n'existait donc pas de propriété féodale, de même qu'il n'existait pas de servage proprement féodal. Les servitudes du paysan chinois ne venaient pas de l'attachement à la glèbe d'une main-d'œuvre dont le seigneur pouvait libre-

ment disposer. Il s'agissait presque toujours d'une dette contractée pour l'affermage d'un lopin de terre rare et précieux. La diffusion d'une rente en nature ou en travail n'avait rien à voir avec une rente féodale ; elle était une conséquence extrême de la dégénérescence du mode asiatique de production et d'un développement exclusivement usuraire de la rente capitaliste. C'est pourquoi une révolution agraire menée par la bourgeoisie contre les « féodaux » était une chose impossible en Chine. Point de « tiers état » libérant le paysan de la glèbe ; car, ce faisant, la bourgeoisie irait contre son propre intérêt de classe qui dispose du capital marchand et usuraire. Ainsi vole en éclats la théorie du « féodalisme chinois ».

En fait, Marx distinguait du féodalisme et de l'esclavage antique un « mode asiatique de production » dont la Chine était resté le seul exemple historique vivant après la décadence de l'Égypte ancienne et de la Mésopotamie. Certes, ce mode de production avait dégénéré, mais il n'était pas possible d'en faire abstraction pour comprendre le caractère particulier, « l'originalité » de la révolution chinoise. Le retard de la Russie face à l'Europe s'expliquait déjà partiellement par quelques traits « asiatiques ». C'était notamment l'union de l'agriculture et de l'artisanat domestique qui empêchait le développement des villes et de la bourgeoisie. Mais, à l'aube des révolutions bourgeoises en Europe occidentale, la Russie remédia à cet inconvénient par l'instauration tardive du servage, par un féodalisme d'Etat répondant aux besoins du commerce, du prestige et de la guerre devant l'Occident. Tel fut le fil conducteur de la politique tsariste, d'Ivan le Terrible à Catherine II.

En Chine, la prédominance du mode asiatique de production s'expliquait par la nécessité d'une régulation sociale des eaux des grands fleuves pour rendre possible une agriculture. C'est là que l'Empereur « Fils du Ciel » puisa le principe de son despotisme tenace ; c'est là que les paysans libres, unis par les travaux communs d'irrigation, trouvèrent le moyen de résister victorieusement à la féodalité. Pour les mêmes raisons, l'esclavage n'avait connu en Chine qu'une forme domestique et ne s'était pas institué en mode de production spécifique, comme dans l'Antiquité grecque ou romaine. Aucun bouleversement de l'histoire n'avait réussi à « féodaliser » la Chine : ni les invasions mongoles, ni la dynastie mandchoue, ni enfin l'appui donné par l'impérialisme mondial aux « seigneurs de la guerre » pour mieux réaliser sa politique de partage du pays en sphères d'influence.

Mais une telle conception du développement historique qui offrait la perspective saisissante d'un bond de deux millénaires par-dessus les formes les plus barbares des sociétés de classes, aurait rejeté la bourgeoisie chinoise, l'allié du « bloc des quatre classes » comme un élément de parasitisme et de réaction. Or, c'est ce bond révolutionnaire de la Chine et avec elle du prolétariat mondial que Staline entendait rejeter. Pour cela il inventa une conception gradualiste du développement historique qui établissait en Chine cette succession : esclavagisme, féodalisme, capitalisme. Après cette ultime « étape », on parlerait de révolution prolétarienne !

II. Révolution et contre-révolution : 1924 – 1927

L'alliance avec le Kouo-Min-Tang : victoire du menchevisme

Les théories sur le caractère « antiféodal » de la révolution chinoise et sur la « nature révolutionnaire » de la bourgeoisie coloniale n'avaient qu'un but : rallier le parti du prolétariat aux objectifs nationaux du Kouo-Min-Tang. Ce fut chose faite en 1924. Au Premier Congrès du Kouo-Min-Tang réunifié, le parti communiste chinois apporta son adhésion au parti de Sun Yat-sen.

Aucune des justifications qui furent données à cette alliance ne résiste à une sérieuse critique marxiste. Ni l'argument de la faiblesse numérique du PC : en aucun cas, et surtout dans sa phase embryonnaire, le parti ne doit altérer **sa physionomie de classe** et compromettre **son indépendance**. Ni l'argument selon lequel le Kouo-Min-Tang n'était pas un parti bourgeois mais représentait seulement un « **bloc de quatre classes** », voire un **parlement révolutionnaire** dans lequel le parti du prolétariat avait le devoir d'entrer pour y accomplir sa tâche pendant la révolution bourgeoise. En effet, si le Kouo-Min-Tang avait vraiment représenté un tel parlement et non un **parti politique**, pourquoi aurait-il imposé aux communistes l'**adhésion individuelle** qui leur interdisait de se comporter en parti défendant ses propres objectifs et ses propres méthodes au sein de cette prétendue assemblée ? Dernier argument qui, lui, reconnaissait au Kouo-Min-Tang le caractère d'un parti bourgeois : on déclara que l'alliance relevait de la tactique des **accords partiels et temporaires** avec d'autres partis révolutionnaires que Marx et Lénine n'excluaient pas dans la révolution nationale bourgeoise. Cet argument du « **front anti-impérialiste** » l'emporta, mais Trotsky eut le mérite de montrer que ces **accords n'avaient rien à voir avec la tactique**. Il les dénonça comme une **alliance de principe**, comme le ralliement du PCC au programme de la bourgeoisie.

Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter au communiqué signé par Joffé et Sun Yat-sen, le 26 janvier 1923, à la suite des pourparlers préliminaires entre Russes et Chinois :

« Le Dr Sun Yat-sen estime que ni l'organisation communiste, ni même le système des soviets ne peuvent être actuellement introduits en Chine, parce que les conditions nécessaires au succès de l'établissement du communisme ou du soviétisme n'y existent pas. Cette opinion est entièrement partagée par M. Joffé qui est d'avis que le problème le plus important et le plus pressant de la Chine est d'achever son indépendance nationale. »

Ainsi, le révolutionnaire bourgeois Sun Yat-sen déniait comme les mencheviks russes la possibilité d'une révolution prolétarienne en Chine. Quant au représentant de la république des Soviets, il « partageait » son opinion. La diplomatie russe avait semé le menchevisme en Chine. Que pensaient en effet les mencheviks ? Que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme, ce qui était vrai sur le plan économique, mais faux quand on en tirait la conclusion politique que dans la révolution bourgeoise le prolétariat organisé ne devrait jouer qu'un rôle d'appoint en revendiquant tout au plus certaines réformes sociales tendant à « mener jusqu'au bout » le mouvement antiféodal. Un parti de classe ne peut se bâtir sur ces principes. Pourtant, comme on sait, la position mencheviste se manifesta dans le Parti bolchevik lui-même entre février et avril 1917. Staline était alors de ceux qui préconisaient la convocation de l'Assemblée Constituante pour mettre un terme « démocratique » à la dualité des pouvoirs bourgeois et prolétarien. Il fallut toute l'énergie lucide de Lénine pour substituer au mot d'ordre du menchevisme celui du parti de classe : « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». Mais cela ne fut possible que parce que les bolcheviks avaient derrière eux une **longue tradition de lutte contre le menchevisme**, parce qu'ils avaient su se différencier de tous les partis bourgeois et petits bourgeois dans la préparation révolutionnaire. En Chine, cette offensive de classe fut immédiatement réprimée parce que, depuis longtemps, le parti communiste avait pieds et poings liés avec le Kouo-Min-Tang.

Le point de vue du Kouo-Min-Tang sur le déroulement de la révolution chinoise se résume dans les « Trois principes du peuple » formulés par Sun Yat-sen : nationalisme, démocratie et socialisme. Le principe du « nationalisme » concernait la lutte pour l'indépendance nationale et l'unification du pays. Par « démocratie », Sun Yat-sen entendait l'instauration d'un régime parlementaire bourgeois. Beaucoup plus vague était la notion de « socialisme » qui recouvrait simplement quelques réformes « sociales ». Le Kouo-Min-Tang considérait la réalisation de chacun de ces principes comme une « étape » indispensable avant de pousser plus avant la révolution chinoise. D'abord, l'unité nationale ; puis l'Assemblée Constituante ; enfin, les réformes sociales. Cette tactique de la bourgeoisie visait à lui laisser l'entière initiative et la direction du mouvement révolutionnaire. Elle était pourtant incapable de donner le moindre résultat : l'indépendance nationale ne pouvait être réalisée que par l'insurrection paysanne et la révolution agraire ne pouvait être vraiment radicale que sous l'impulsion du prolétariat.

Au lieu d'affirmer dans la pratique le **rôle dirigeant du prolétariat** dans la révolution chinoise, Staline se contenta de reprendre les thèses menchevistes de Sun Yat-sen sur la « révolution par étapes » qui devinrent doctrine officielle de l'Internationale. À « l'étape anti-impérialiste », il ne fallait pas « effrayer » la bourgeoisie nationale par d'excessives revendications agraires. À « l'étape de la révolution agraire », il ne faudrait pas aller au-delà des aspirations forcément bourgeoises de la paysannerie. Quant à « l'étape socialiste », même après la conquête du pouvoir par Mao Tsé-toung, Moscou s'est refusé à en reconnaître l'avènement. Staline rappelait volontiers que la révolution chinoise

avait surtout un caractère « antiféodal » et ne saurait donc avoir les prétentions de la Sainte Russie à « construire le socialisme ». Ce que l'URSS refusait par là à la Chine, on le voit mieux aujourd'hui, ce n'était pas le socialisme dont l'avenir fut à jamais compromis par l'alliance avec le Kouo-Min-Tang, mais tout simplement un puissant développement capitaliste.

L'alliance avec le Kouo-Min-Tang, du reste, n'a pas été fatale au seul prolétariat, elle a même constitué un frein au mouvement d'indépendance nationale. Lorsque la répression de Tchang deviendra trop évidente, en 1926, le PCC lancera le mot d'ordre d'alliance avec la seule « gauche » du Kouo-Min-Tang pour lutter contre la « droite ». Et il enverra des ministres « communistes » dans le gouvernement de gauche de Wuhan en novembre 1926. Cette alliance dura le temps de compromettre définitivement le PCC dans la répression du mouvement paysan. Aussi fut-elle dénoncée par Mao Tsé-toung, lors de la création des premières « républiques soviétiques » dans la Chine du Sud. Pourtant, dès le début de la guerre sino-japonaise, Mao renoua avec un « front uni anti-impérialiste » d'abord hostile à Tchang, mais qui bientôt l'accueillit dans ses rangs. En 1940, la rupture était imminente lorsque la guerre « antifasciste » rapprocha encore les deux partis. Nouvelle alliance en 1945, imposée par Staline, et dont Mao ne put se tirer qu'en s'emparant du pouvoir.

On le voit, cette alliance PCC – Kouo-Min-Tang fut un puissant obstacle au mouvement national. Mais chaque fois que le PCC la rompit ce ne fut pas pour se placer sur un terrain de classe abandonné dès 1924, mais pour mieux réaliser la politique du Kouo-Min-Tang. **Le Parti communiste chinois était devenu le « véritable » Kouo-Min-Tang**, le champion interclassiste des intérêts du capitalisme chinois. À la fin des années 20, il rompit avec le parti de Tchang pour conquérir la paysannerie aux objectifs nationaux bourgeois, ce que Tchang n'avait pu faire. À la fin des années 40, ce fut pour liquider le passif de la guerre impérialiste et réaliser l'unité du pays.

L'écrasement du prolétariat

Une simple chronologie du mouvement ouvrier chinois ferait apparaître sa rapide croissance et une brusque répression dans les dix années qui suivirent la première guerre mondiale. Ce fut bien peu de temps pour qu'une avant-garde communiste puisse se forger, si on le compare aux décennies prérévolutionnaires pendant lesquelles le parti bolchevik s'est aguerri. Mais l'on pouvait espérer qu'avec une bonne direction de l'Internationale, sans parler des conditions objectives de la lutte des classes, le parti chinois aurait réussi lui-même à brûler les étapes et à être au rendez-vous de la révolution. Or, c'est le contraire qui s'est produit : le parti a été dépassé par le mouvement des masses et les mesures de l'Internationale l'ont rendu incapable d'accomplir sa tâche au moment voulu. Aussi, le prolétariat chinois a-t-il dû tirer de ses propres défaites tous les enseignements de la révolution et jusqu'à sa ligne politique. Il l'a fait **héroïquement** et **d'une manière irréversible**, si bien que par-delà son silence actuel il retrouvera dans cette expérience passée l'es-

sentiel de ses traditions de classe.

Totalement absent dans la révolution de 1911, le prolétariat chinois ne participa que sous la forme d'une grève de coolies au **Mouvement du 4 mai 1919** par lequel la bourgeoisie « nationale » entendait manifester son mécontentement à l'égard des accords de Versailles qui remettaient aux impérialistes vainqueurs les biens de l'Allemagne en Chine. En juillet 1921 eut lieu le congrès de fondation du parti communiste. On y prononça d'abord l'exclusion des anarchistes et de certains représentants bourgeois que l'on verra plus tard à la tête du Kouo-Min-Tang. L'accent était mis sur les luttes économiques et sur la création de syndicats ouvriers. Dès lors, le parti prend la direction d'un certain nombre de grèves où il revendique le droit d'organisation. Les deux plus puissantes sont celle des marins de Hong Kong en janvier 1922 et celle des cheminots de la ligne Pékin – Hankéou en février 1923. Cette dernière grève se termina par une répression sanglante qui marqua un arrêt dans l'essor du mouvement ouvrier. Mais dès ces premiers pas de graves divergences apparurent entre le PCC et le Kouo-Min-Tang sur la question syndicale.

« Les éléments prolétariens et semi-prolétariens – déclarait Safarov au Premier Congrès des Travailleurs de l'Extrême-Orient en janvier 1922 – doivent s'organiser d'une façon indépendante dans leurs syndicats de classe. Les syndicats que l'on forme actuellement comme guildes et organisations corporatives directement liées au Kouo-Min-Tang ne peuvent être reconnus par nous comme des syndicats de classe. »

Au lieu de résoudre ces problèmes, l'alliance avec le Kouo-Min-Tang les compliquera.

Le « Mouvement du 30 mai 1925 » donne le signal d'une nouvelle vague de luttes sociales. Ce fut d'abord une grève des ouvriers du textile de Tsingtao contre leurs patrons anglais et japonais. Après une fusillade à Shanghai, le mouvement se transforma en grève générale des ouvriers, des étudiants et de la bourgeoisie qui se mit à boycotter les marchandises étrangères. La grève dura de juin à novembre 1925, ruinant le commerce britannique au moment même où les mineurs anglais entraient en lutte dans la métropole. C'est alors que les premières frictions entre la bourgeoisie « anti-impérialiste » et le prolétariat chinois se firent jour. La bourgeoisie déserta bientôt le comité de grève qu'elle avait soutenu. Le Kouo-Min-Tang fut effrayé par l'afflux à Canton des prolétaires de Hong Kong qui abandonnèrent le port anglais et exercèrent une pression révolutionnaire sur les ouvriers moins avancés de Canton. À la fin de 1925 une tendance se dessinait à l'intérieur du Kouo-Min-Tang contre la collaboration avec le PCC.

Le **20 mars 1926**, Tchang Kaï-chek faisait arrêter les communistes de l'École Militaire de Ouampou et des dirigeants de « gauche » du Kouo-Min-Tang. Staline fit le silence le plus complet sur ce coup de main et l'alliance fut préservée moyennant l'appui du PCC pour la campagne contre les militaristes du Nord et un frein sérieux aux revendications économiques dans les territoires « libérés ». Bientôt, le principe de l'arbitrage gouvernemental fut établi et les grèves interdites dans le secteur public. Une résolution prise par le CE du PCC, le 13 décembre 1926, décrit fort bien la situation

découlant du maintien de l'alliance à tout prix :

« Le plus grand danger consiste en ceci : que le mouvement des masses progresse vers la gauche, tandis que les autorités politiques et militaires, en voyant la croissance rapide du mouvement des masses, sont prises de peur et commencent à pencher à droite. »

Si des tendances extrêmes continuent à se développer dans l'avenir, l'abîme entre les masses et le gouvernement se creusera de plus en plus largement, le front rouge uni finira par être détruit, et l'ensemble du mouvement national apparaîtra comme étant en danger. [...]

Dans la pratique de la lutte des ouvriers et les paysans, nous devons éviter les illusions (revendications trop grandes des artisans et des ouvriers, participation des piquets ouvriers dans les affaires administratives, prise par les paysans de la propriété de la terre, etc.). Et ceci afin de nous guérir de la maladie infantile de gauche. »

Au printemps 1926 débute la campagne des armées nationalistes contre les « seigneurs de la guerre ». En novembre, le gouvernement quitte Canton pour Wuhan, une des trois villes formant l'agglomération de Hankéou. Le gouvernement de Wuhan donne trois portefeuilles ministériels au PCC et entre autres ceux de l'Agriculture et du Travail. Pendant ce temps Tchang Kaï-chek marche sur Shanghai dont la conquête sera décisive pour le sort de la révolution.

Le **21 mars 1927**, éclate à Shanghai une insurrection armée du prolétariat qui devance l'entrée des troupes nationalistes. La ville est aux mains des ouvriers. Mais le PCC refusera de poursuivre la lutte et fera remettre les armes de ses sections aux hommes de Tchang Kaï-chek qui fêtera son entrée dans la ville par l'exécution de milliers de prolétaires, le 12 avril 1927.

Le Kouo-Min-Tang de « gauche » suit le même cours. En mai, la garnison de Changsha attaque les communistes et exécute leurs leaders. En juin, ce sont des raids armés contre les Bourses du Travail. Le 15 juillet, le conseil politique du Kouo-Min-Tang exclut tous les communistes du parti ; dans les jours qui suivent on arrête et exécute nombre d'entre eux.

Vient enfin la **commune de Canton** qui dura du 11 au 14 décembre. Née sur l'instigation de l'Internationale, mais aussi du désespoir et de la colère des ouvriers chinois, elle lança les vrais mots d'ordre de la révolution **en mettant hors la loi toutes les tendances du Kouo-Min-Tang**. Pourtant c'était déjà le reflux et la situation objective ne laissait plus d'autre issue que la défaite finale. Les rangs du prolétariat étaient complètement décimés.

Le mouvement paysan

Le mouvement agraire des années 1925-1928 connut le même sort que le mouvement ouvrier, avec cette différence que la défaite de la paysannerie chinoise ne fut pas aussi radicale que celle du prolétariat. Le caractère chronique de la crise agraire laissait prévoir à court terme une nouvelle vague révolutionnaire. Pourtant, le prolétariat battu, cela signifiait que la paysannerie basculerait toute entière du côté de la bourgeoisie.

Dès la formation à Canton du second gouvernement

Sun Yat-sen, en avril 1921, des divergences surgirent entre le Kouo-Min-Tang et le parti communiste sur la question agraire. Le parti nationaliste entendait renvoyer à plus tard la nationalisation des terres et en vint à une simple limitation du taux de fermage. Par là il restait fidèle à son programme : le « socialisme » après l'unification du pays, après « l'étape démocratique ». Avec les débuts de la Campagne du Nord la situation s'aggrava du fait des impôts extraordinaires prélevés pour l'équipement de l'armée, du fait aussi d'une lutte ouverte opposant milices contre-révolutionnaires (les Mintouans) et paysans pauvres. Au cours de cette lutte se formèrent des « unions paysannes » dont les premières apparurent dans le Kouang-Tong vers 1924. Ayant pour but de combattre les Mintouans et de réaliser les réformes promises par le gouvernement nationaliste, elles formulèrent des revendications qui, tout en étant modestes, dépassaient le cadre des mesures gouvernementales. Les « unions » demandaient une baisse des fermages, l'abolition des impôts extraordinaires avec introduction d'un impôt progressif sur le revenu, l'autogouvernement rural, la liberté d'organisation et l'armement des paysans.

Le Kouo-Min-Tang ne pouvait satisfaire ces revendications. Le PCC se contenta de les freiner. À la date du 20 mars 1926 qui vit la fin du pouvoir de « l'aile gauche » à Canton (5 membres du PCC se trouvaient dans le Comité Central du Kouo-Min-Tang), le pouvoir nationaliste n'avait pris que trois mesures en faveur de la paysannerie :

1. décret sur la liquidation du banditisme ;
2. création d'organisations paysannes ;
3. défense contre les Mintouans.

Rien sur la réforme agraire. Le PCC opposait à la demande d'armement des paysans celui du désarmement des Mintouans. Lorsque les « unions paysannes » deviendront assez fortes et prendront en main le partage des terres, le PCC essaiera simplement de les coiffer pour en faire des organes gouvernementaux, au lieu de lutter en leur sein pour en faire de véritables Soviets. En avril 1927, Staline préconisa bien l'armement des paysans et le déclenchement de la « révolution agraire », mais il refusait toujours le mot d'ordre des Soviets.

Le résultat de cette politique fut que le mouvement paysan, au lieu de grandir et de passer à une forme supérieure d'organisation, retomba au niveau traditionnel des sociétés secrètes à caractère politico-religieux provoquant des insurrections armées contre les usuriers et les propriétaires, comme celles du Chantoung et du Kiang-Sou au printemps 1929, du Hunan et du Sichuan à la fin de la même année. Dans bien des régions la « révolution agraire » s'en tint à cette forme embryonnaire. Devant l'Internationale, le « ministre » communiste du gouvernement de Wuhan fera cet aveu :

« Nous avons pratiquement sacrifié les intérêts des ouvriers et des paysans... Le gouvernement n'a pas accepté les revendications paysannes que nous lui présentions au nom des diverses organisations publiques. Dans les conflits éclatant entre gros propriétaires et paysans pauvres, le gouvernement a toujours pris le parti des premiers. » (Cité par Trotsky dans « La révo-

lution chinoise et les thèses de Staline »).

Pour condamner cette politique une Conférence extraordinaire du PCC s'est tenue à Hankéou en août 1927 ; une nouvelle ligne, que Mao Tsé-toung jugera plus tard comme « gauchiste », fut alors adoptée : elle préconisait la confiscation et même la nationalisation du sol. En novembre 1927, Mao fut même limogé pour opportunisme lors de « l'insurrection à la moisson d'automne ». Ce n'est qu'au VI^e Congrès du parti, tenu à Moscou en septembre 1928, que Mao put définitivement l'emporter en définissant une tactique modérée dans la confiscation des terres. Elle limitait le partage aux propriétaires fonciers et précisait :

« L'aggravation de la lutte contre le koulak est une erreur au stade actuel, car elle efface la contradiction fondamentale entre la paysannerie et la classe des propriétaires fonciers ».

C'est cette ligne qui inspirera la loi agraire de novembre 1931.

L'historiographie officielle présente Mao Tsé-toung comme l'homme qui a su redresser le parti et donner une juste appréciation du mouvement paysan. Pour ce qui est de la question agraire, nous pouvons voir que la nouvelle tactique n'avait rien qui puisse modifier radicalement la situation en pleine phase, d'ailleurs, de repli révolutionnaire. Quant au parti lui-même, Mao en a été plutôt le fossoyeur que le sauveur. Selon son école, l'opportunisme du PCC dans la révolution de 1927 n'était imputable ni à l'orientation de l'Internationale, ni à la théorie mencheviste de la révolution « par étapes ». On reprocha seulement aux dirigeants détrô-

nés d'avoir « sous-estimé » le mouvement des masses et en particulier celui de la paysannerie. L'Internationale moscovite renouvela à l'encontre du parti chinois les mêmes condamnations sommaires qu'elle avait prononcées en 1923 contre le parti allemand. Et comme en 1923, elle lança une de ses sections dans l'obscur aventure dont Mao Tsé-toung sortit vainqueur : la « révolution agraire » et la création de « bases révolutionnaires » qui prendront bientôt le nom pompeux de « républiques soviétiques ».

Pourtant, aux yeux du marxisme, la politique du PCC dans la question agraire a eu un certain nombre de conséquences durables qu'aucun « redressement » et qu'aucune reprise n'ont pu entraver. D'abord, au cœur même de la révolution chinoise, le menchevisme a rendu impossible **la liaison du mouvement paysan avec la cause du prolétariat**, en refusant le mot d'ordre des Soviets et l'armement des paysans. Par son adhésion à la politique bourgeoise de réduction des fermages et de distribution des terres, le PCC s'est prononcé pour des **mesures purement réformistes**, désamorçant pour un temps la charge explosive accumulée dans les campagnes. Ainsi, se dessinait **le caractère petit-bourgeois de la prochaine poussée agraire** dont la direction bourgeoise était désormais assurée. Enfin, dans la confusion idéologique qui accompagna la défaite du prolétariat, le PCC se préparait à renaître, à la première reprise, non plus comme parti de classe du prolétariat, mais comme le **parti petit-bourgeois de la « révolution agraire »**, en somme un **équivalent chinois du parti socialiste-révolutionnaire russe**.

Partie 2

(Parue dans «programme communiste», n°28, juillet-septembre 1964)

Dans cette seconde partie nous allons montrer les caractères généraux de la révolution chinoise de 1924 – 1927 et les causes de son échec. Coïncidant avec la phase la plus aigüe de la contre-révolution stalinienne, le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois a été détourné par l'Internationale des perspectives politiques et sociales d'un Octobre asiatique et coupé de l'appui du prolétariat mondial.

Au moment crucial de la révolution, lors de la grève générale de 16 mois qui paralysa Hong Kong et tout le commerce britannique en Orient, Moscou vola au secours de l'impérialisme anglais en créant avec les Trade Unions le Comité syndical anglo-russe qui sabota la grève parallèle du prolétariat métropolitain. De la même manière en Chine, l'Internationale s'opposa à toute action indépendante du parti communiste et fit désarmer les ouvriers de Shanghai pour ne pas rompre l'alliance conclue avec Tchang Kaï-chek. Ainsi, le seul mouvement national bourgeois où s'est vérifiée une intervention massive et tant soit peu organisée du prolétariat depuis la révolution russe a justifié les perspectives de **double révolution** que lui assignait le II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Si cet assaut a échoué en Chine, c'est devant le refus de trans-

former le mouvement ouvrier et paysan en une lutte pour les Soviets et pour la dictature du parti de classe. Dans son issue la révolution de 1924 – 1927 a donc été **déterminée non par la lutte entre la bourgeoisie « nationale » et l'impérialisme, mais par l'affrontement de classe entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat international**. Après les défaites successives du prolétariat européen, la défaite de la révolution chinoise est le dernier épisode avant le triomphe en URSS du « socialisme dans un seul pays » et de la contre-révolution stalinienne.

L'historiographie maoïste voit dans la révolution de 1924 – 1927 une simple « étape » dans le mouvement national bourgeois qui devait conduire en 1949 à la fondation de la « démocratie populaire ». Pour nous, ces événements ont une importance beaucoup plus grande. Staline et Tchang Kaï-chek ont liquidé en Chine tous les efforts du prolétariat pour faire prévaloir sa conception et la pratique de la lutte sociale en Orient. **La Chine fut le banc d'essai des principes et des tactiques de collaboration de classe dans les mouvements nationaux et coloniaux**. Négation du rôle autonome et des objectifs spécifiques du prolétariat, alliance « anti-impérialiste » avec les partis bour-

geois, adhésion à la théorie mencheviste de la nécessité d'une « étape démocratique » : tels sont les principes que Moscou a imposés en Chine et que le PCC a faits siens à tout jamais. Tournant le dos aux enseignements du « Manifeste Communiste », aux leçons des révolutions de 1848 et de 1871 en Europe, ainsi qu'à la ligne suivie par les bolcheviks en Octobre 1917, ces positions n'ont pas seulement conduit le prolétariat chinois à une défaite irréparable, **elles l'ont emporté dans toutes les révolutions anticoloniales d'Afrique et d'Asie.**

Ce n'est pas un hasard si le parti chinois, fidèle à Moscou tant qu'il s'agissait de réprimer les luttes de classe d'un prolétariat internationaliste, s'est opposé à ses directives lorsqu'il est devenu l'organisateur du mouvement national et paysan. Le prolétariat battu, il fallait encore donner une réponse à la question sociale et un cadre politique à l'accumulation du Capital. C'est l'urgence de cette réponse, la gravité des antagonismes qui avaient mis en branle toutes les classes de la vieille société, qui ont poussé le parti de Mao à jouer le rôle du « véritable Kouo-Min-Tang ». Ayant refusé d'armer les ouvriers chinois, il arma la paysannerie petite-bourgeoise. Ayant nié la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, il en assuma les responsabilités pour fonder la « démocratie populaire ». Ayant condamné en Chine les perspectives du socialisme, il en est venu aujourd'hui à brandir contre Moscou le drapeau du « socialisme chinois ». Mais sur ce terrain des luttes paysannes, démocratiques et nationales, il n'a pas renoué avec une ligne de classe et il ne peut pas plus prétendre redresser le cours suivi par l'Internationale moscovite. Il a simplement traduit dans les faits les conséquences politiques et sociales de la défaite prolétarienne : **la victoire de la « solution » bourgeoise.** L'objet de cette partie est de montrer comment a été préparée cette « victoire » du Capital dans la période tourmentée qui va de 1927 à 1949.

III. La question agraire : genèse du « socialisme » chinois

Nous avons déjà signalé l'interprétation que l'école de Mao donna de l'écrasement du prolétariat en 1924 – 1927. Les positions fondamentales que l'Internationale avait imposées au parti chinois ne furent pas remises en cause, comme le demandait Trotsky. On continua à affirmer la nécessité d'une « étape démocratique » pendant laquelle le prolétariat ne devait lutter que pour des objectifs nationaux bourgeois. On ne repoussa pas, en principe, l'alliance avec le Kouo-Min-Tang. On reprocha seulement aux dirigeants détrônés l'application qu'ils avaient faite de cette politique mencheviste. Ainsi, au lieu d'avouer que l'on avait complètement ignoré les intérêts et l'action autonome du prolétariat dans cette révolution manquée, on se contenta de dénoncer la « sous-estimation » du mouve-

ment paysan. C'est ce que fit Mao Tsé-toung.

Abandonnée à ses propres forces, décapitée de son avant-garde prolétarienne, la révolution chinoise s'enfonça dans les campagnes. Mais rien n'est plus faux que la prétention du PCC de s'y être rebâti sur les bases de classe, loin des grands centres urbains où sévissait la contre-révolution, la découverte de la « question agraire » n'a pas redressé le cours du parti. En effet, pour un parti de classe, il n'est pas de programme agraire qui ne soit lié aux perspectives de la conquête du pouvoir et de la dictature prolétarienne. L'opposition trotskyste essaiera bien pendant quelques années d'établir une liaison entre le mouvement ouvrier et les révoltes paysannes : elle préconisait la formation de détachements paysans non pour mener la guérilla dans les campagnes, mais pour appuyer les dernières vagues de luttes prolétariennes dans les villes. Devant le reflux général, cette tactique fit rapidement faillite. Mao Tsé-toung vint alors consacrer la rupture de classe : l'organisation et l'armement de la paysannerie ne devaient pas avoir d'autre but que l'unification du pays et l'indépendance nationale. Ainsi, le PCC se fixait pour tâche d'accomplir ce que le Kouo-Min-Tang n'avait pas osé faire lorsque le prolétariat était encore menaçant : le soulèvement des campagnes contre les « seigneurs de la guerre » et la domination impérialiste.

Si le Kouo-Min-Tang réapparut sous les traits du parti « communiste », ce fut avec toutes les contradictions et les demi-mesures d'un parti petit-bourgeois dans la solution des problèmes sociaux de la révolution. Le parti de Mao prétendit bien être le champion d'une « révolution agraire radicale », mais ses programmes successifs comme les réalisations qu'il en a données sont le meilleur démenti à ces illusions. Il tremblait, tout comme le Kouo-Min-Tang, devant les « excès » paysans et, au besoin, entreprendra de les réprimer. De 1937 jusqu'à la fin de la guerre mondiale, il sacrifiera les plus insignifiantes réformes aux intérêts du front national antijaponais et d'une nouvelle alliance avec le Kouo-Min-Tang. Enfin et surtout, il développera au sein de la paysannerie l'idée chimérique que la question agraire pouvait être résolue à l'échelle nationale et bourgeoise à travers le partage « équitable » des terres et une ultérieure collectivisation. Soulever la paysannerie pour accomplir la révolution bourgeoise et limiter la révolution agraire à de simples réformes bourgeoises : tels furent les objectifs avoués du PCC pendant cette période de gestation de la « démocratie populaire ».

Les données de la question agraire en Chine

En quels termes se posait en Chine la question agraire ? Quelles étaient les chances d'une solution bourgeoise ? Quels furent les différents programmes des partis « démocratiques », le Kouo-Min-Tang et le PCC ? Voilà ce qu'il nous faut considérer pour bien comprendre les difficultés et les échecs d'une « révolution agraire » privée des perspectives communistes et internationalistes du prolétariat chinois.

L'école de Mao a insisté sur le caractère « anti-

féodal » de la révolution chinoise afin d'élever le partage des terres au niveau d'une mesure nécessaire et suffisante pour le bouleversement des rapports sociaux à la campagne. Mais quel était le poids de la propriété féodale dans la Chine du début du siècle ? Comparée aux terres appartenant à la couronne et à l'Église en Russie, la propriété de l'Etat et des temples était fort réduite en Chine. Pour la Russie de 1905, Lénine nous donne les chiffres suivants (en millions de déciatines) :

- propriété privée	101,5
- tenures paysannes	138,8
- terres de la couronne et de l'Église	154,7

Certes, il convient de soustraire à ce dernier chiffre les étendues désertiques de l'extrême Nord, ce qui ne donne plus, selon Lénine, que 39,5 millions de déciatines. Mais ce total est encore élevé par rapport à la Chine pour laquelle nous avons les pourcentages suivants :

Tableau I

Source : « Histoire du développement économique de la Chine » 1840 – 1948, Pékin, 1955 (Tableau n° 172).

Périodes	Propriétés de l'État et des temples	Propriété privée
Fin XVI ^e siècle	50,0	50,0
1877	18,8	81,2
1929 – 1933	6,7	93,3

Cette différence reflète une plus grande dilapidation des biens d'Etat en Chine par les mandarins et la bourgeoisie compradore, un affaiblissement considérable du pouvoir central pendant la première période de l'accumulation capitaliste menée conjointement par l'impérialisme européen et par l'usurier de village. En Chine donc, les paysans sans terre ne pouvaient sérieusement attendre leur salut du partage des domaines « féodaux » et la bourgeoisie ne pouvait pas plus détourner, comme ce fut le cas en Russie, le fer de lance de la révolution paysanne sur un fonds agraire de réserve pratiquement inexistant.

En fait, la bourgeoisie n'attendait pas de la révolution qu'elle lui donne libre accès à la propriété du sol. Nous l'avons déjà dit, dans l'ancienne Chine, l'achat et la vente de la terre étaient libres et la bourgeoisie avait établi depuis longtemps son monopole sur le commerce du sol. Dans un pays où moins du dixième de la superficie totale était cultivée, où le manque de terre dans les zones fertiles d'agriculture intensive se faisait terriblement sentir, le fermage était la forme prédominante de la propriété paysanne. L'ampleur qu'il a prise depuis le début du siècle est un des éléments de la crise chronique de l'agriculture. Les chiffres ci-dessous donnent une idée de ce processus d'expropriation dans les campagnes :

Tableau II

Source : Ibid. (Tableau n° 174).

Années	Propriétaires (%)	Semi-fermiers (%)	Fermiers (%)
1912	49	23	28
1931	46	23	31
1936	46	24	30
1947	42	25	33

Cette situation, particulièrement difficile dans les grands bassins fluviaux de la Chine centrale et du Sud, explique les formes prises dans ces régions par l'exploitation de la paysannerie : rente en nature et parfois même en corvées, taux fort élevés allant parfois jusqu'à 70 % de la récolte. Mais il faut bien voir que cette rente était prélevée non par une classe de féodaux, mais par la bourgeoisie elle-même qui trouvait plus de profit à investir ses capitaux dans la terre que dans l'industrie et qui contribuait avec les notables à maintenir dans les campagnes le vieil ordre des choses. Une très large fraction de la bourgeoisie chinoise a ainsi vécu du retard de l'industrialisation et du morcellement de la propriété foncière qu'elle favorisait en louant par petits lopins la terre qu'elle avait accaparée.

On jugera de la gravité de cette lutte pour la terre d'après les statistiques publiées par le gouvernement de « gauche » de Wuhan à la suite d'une enquête de sa Commission agraire, réalisée dans le Centre et le Sud du pays en 1927 :

Tableau III

Source : Rapport de la Commission Agraire du gouvernement de Wuhan au CC du Kuomintang. Cité d'après A.V. Bakoulin « Zapiski ob oukhanskom periode kitaïskoï revolioutsii », Moscou, 1930.

Superficie des exploitations en mous (1 mou = 0,06 ha)	Nombre d'exploitations (%)	Population agricole (%)	Surface cultivée (%)
1 – 10	44	20	6
10 – 30	24	12	13
30 – 50	16	7	17
50 – 100	11	4	21
100 et plus	5	2	43
Total	100	45	100

Ce tableau confirme donc que 55 % de la population agricole représente des paysans sans terre obligés de louer un misérable lopin aux propriétaires de plus de 30 mous qui détiennent 80 % de la surface cultivée. En mars 1950, Liu Shao-chi citera des chiffres comparables dans son discours sur la réforme agraire, à la Conférence consultative du peuple chinois :

« Les propriétaires fonciers et les paysans riches, qui constituent moins de 10 % de la population rurale possédaient approximativement, avant la guerre contre le Japon, de 70 à 80 % des terres, ce qui leur permettait d'exploiter brutalement les paysans. Les paysans pauvres, les travailleurs agricoles, les paysans moyens, qui

constituaient 90 % de la population rurale, possédaient en tout 20 à 30 % des terres. »

Cependant un tel tableau ne signifie rien si l'on ne tient pas compte de l'exiguïté des exploitations et de l'extrême morcellement de la propriété foncière qui ne laissent aucune chance de succès à la solution petite-bourgeoise du partage. En 1946, le ministère de l'Agriculture donnait pour l'ensemble de la Chine 94 millions d'hectares cultivés par 329 millions de paysans répartis entre 63 200 000 exploitations, ce qui représente une superficie cultivable de 0,28 ha par tête ou de 1,48 ha par exploitation. Encore plus caractéristiques sont les indications du « China Handbook 1937 – 1943 » pour l'année 1934. Nous y trouvons des chiffres sur l'étendue des exploitations dans le Sud (14 provinces productrices de riz) et dans le Nord (12 provinces productrices de blé) avec une moyenne nationale établie sur la base de 22 provinces :

Tableau IV

Source : « China Handbook 1937 – 1943 », p. 609.
The size of Farm Area in China, 1934.

Surface en mous		1 – 5	6 – 10	11 – 15	16 – 20	21 – 30	31 – 40	41 – 50	51 – 100	+100
Exploitations (%)	Sud	27,7	23,8	17,6	13,4	10,0	6,1		3,4	
	Nord	27,1		21,5		16,8	13,1	10,0	7,2	4,3
Moyenne nationale		35,8		25,2		14,2	16,5		8,3	

La différence entre le Nord et le Sud, marquée par un morcellement plus fort et donc par une acuité plus grande du problème agraire dans les terres à riz, illustre l'histoire des révoltes paysannes la plupart du temps d'origine sudiste. Mais ajoutons encore cette remarque : la « Longue Marche » vers le Nord des troupes de Mao et de Chu Teh, loin d'être une glorieuse épopée de la révolution agraire, ne figure que la fuite devant elle, devant son échec. C'est dans le Sud, en luttant contre le gouvernement nationaliste de Canton, puis contre celui de Wuhan, que le PCC aurait dû conquérir à la révolution la masse révoltée de la paysannerie. Après la défaite du prolétariat, puis du mouvement paysan dans le Hunan et le Kiang-Si, la marche vers le Nord ne contribuera pas à la relance de la question agraire, mais permettra au contraire au PCC de l'éluider et de préparer une nouvelle alliance avec le Kouo-Min-Tang pour faire face à la guerre sino-japonaise.

Deux types d'évolution bourgeoise

Le PCC, comme le Kouo-Min-Tang, n'a vu dans la paysannerie révoltée que l'instrument qui réaliserait l'unité du pays et la domination politique du Capital. C'est pourquoi il n'a pas hésité à sacrifier les intérêts du mouvement paysan dans diverses circonstances, telle la campagne contre les militaristes du Nord ou le conflit avec le Japon. Tout autre était l'enjeu des luttes de classes. Pour le prolétariat des grands centres urbains, il s'agissait de savoir si la révolution chinoise

pourrait lui donner le pouvoir politique et abrèger en Chine les souffrances de l'accumulation capitaliste avec l'aide ultérieure des prolétaires d'Occident. Pour la paysannerie, il s'agissait de faire table rase de toutes les entraves mises au développement du capitalisme. Privée des perspectives politiques de la dictature prolétarienne, la « révolution agraire » ne pouvait plus décider que des formes que prendrait dans une Chine bourgeoise l'accumulation du Capital. Si dans leur lutte pour la terre les paysans chinois réussissaient à couper le cordon ombilical qui rattachait le capitalisme national à l'usurier, au mandarin, au comprador et aux impérialistes étrangers, le développement de ce jeune capitalisme serait rapide et puissant. Si, par contre, la rupture était moins radicale, la Chine resterait pendant une longue période sinon une colonie, du moins un pays arriéré. Il importe donc de déterminer, comme le fit Lénine pour la Russie, **la voie réformiste et la voie révolutionnaire** d'un développement bourgeois, et quelle est celle qui l'a finalement emporté.

Dans la Russie tsariste, l'objet de la lutte était la suppression des latifundia et de la propriété féodale.

C'est à cela que conduisait le développement de l'économie marchande et du capitalisme. Sous ce rapport, disait Lénine, la « révolution agraire » ne peut ouvrir qu'**une seule voie : la voie capitaliste**. Et les bolcheviks ont dû plus d'une fois rappeler cette thèse contre le « socialisme » petit-bourgeois des populistes qui voyaient dans la paysannerie le porte-drapeau du communisme et dans ses revendications égalitaires une tendance « anticapitaliste ». Cependant cette évolution bourgeoise inévitable pouvait se faire sous deux formes différentes soit par la transformation de la propriété féodale (inaugurée en 1861 et continuée par les réformes de Stolypine), soit par sa destruction révolutionnaire. Les bolcheviks ne se prononçaient pas seulement pour cette dernière méthode, ils ont aussi défendu contre l'idée du partage égalitaire le mot d'ordre de la nationalisation qui donna aux revendications démocratiques de la paysannerie leur contenu le plus radical.

En Chine, l'absence de latifundia, l'importance du fermage et le morcellement de la propriété faisaient du partage petit-bourgeois ou de la baisse du loyer des terres la mesure réformiste par excellence, et de la nationalisation – du transfert de la rente foncière à l'Etat – la seule voie révolutionnaire qu'imposaient les conditions économique-sociales. En 1928, le VI^e Congrès du PCC reconnaissait « *l'impossibilité de résoudre la question agraire par la voie réformiste bourgeoise, par de petites concessions à la paysannerie aisée et aux fermiers à cause de la prédominance de la petite propriété foncière qui ne peut même pas supporter une baisse des taux de fermage, à cause également d'un manque de fonds agraires, de*

manœuvre ». Le transfert à l'Etat de la rente foncière n'était donc pas seulement l'unique voie révolutionnaire, il apparaissait encore comme la seule issue à la crise agraire. L'histoire avait conféré à l'Etat central un rôle déterminant dans la régulation des eaux indispensable à l'agriculture chinoise. Mais les intérêts étroits de la propriété privée avaient entraîné l'abandon de ces travaux gigantesques et, avec cela, le cycle douloureux des calamités dites naturelles et des famines. De ce point de vue, la Chine était donc aussi mieux préparée que la Russie à une concentration efficace de la terre entre les mains de l'Etat.

C'est pourquoi, à la différence de la Russie, les partis bourgeois et petits-bourgeois ont reconnu en Chine la nécessité de nationaliser le sol. Mais aucun parti ne transforma ses paroles en actes. Pas plus le PCC que le Kouo-Min-Tang. Et cette attitude est entièrement conforme et identique à celle des partis bourgeois que les bolcheviks ont successivement démasqués au cours de la révolution russe.

Dans un article que nous avons déjà cité (1), Lénine commentait en ces termes la pensée de Sun Yat-sen sur la question agraire :

« Faire en sorte que "l'accroissement de la valeur" de la terre soit "propriété du peuple", cela signifie transférer la rente, c'est-à-dire la propriété de la terre, à l'Etat ; en d'autres termes, nationaliser la terre. »

Dans l'esprit du révolutionnaire bourgeois, ce projet de nationalisation devait préparer la campagne chinoise aux investissements de capitaux étrangers. Il faisait partie intégrante d'un plan de coopération économique internationale qui devait, après la première guerre mondiale, transformer la Chine en une grande puissance industrielle.

« Je propose, disait Sun dans son livre "Mémoires d'un révolutionnaire chinois", un plan pour l'organisation d'un nouveau marché en Chine qui, suffisamment étendu, développera les forces productives chinoises et absorbera les possibilités industrielles des puissances étrangères. »

Et de présenter tout un programme grandiose de travaux d'irrigation du sous-sol, de développement des voies de communication ! Sun Yat-sen se plaçait ainsi dans la perspective d'un progrès harmonieux et rationnel du capitalisme mondial, ce que l'histoire a démenti. L'impérialisme a en effet fermé toutes les portes à la jeune Chine bourgeoise. D'autre part, le parti fondé par Sun Yat-sen pour atteindre ces objectifs, le Kouo-Min-Tang, tout comme son héritier politique, le parti de Mao Tsé-toung, a été incapable d'inscrire dans la révolution chinoise le programme d'un bouleversement radical des vieilles structures agraires.

On le voit pour la nationalisation. Dès 1922, au 1^{er} Congrès des travailleurs de l'Extrême-Orient, le représentant du parti bolchevik dénonçait les hésitations du gouvernement Sun Yat-sen établi à Canton et soulignait la nécessité pour les communistes chinois de mener une lutte indépendante dans les campagnes.

« D'après ce qu'a dit le délégué du Kouo-Min-Tang, explique Safarov, le gouvernement du Sud envisageait la nationalisation des terres, mais ce projet ne fut pas exécuté seulement parce que cette mesure révolutionnaire demande l'uniformité et doit être réa-

lisée dans toute la République chinoise. Il est donc d'abord nécessaire, selon le Kouo-Min-Tang, de nettoyer le territoire chinois des impérialistes et des seigneurs, et d'instaurer la démocratie en Chine. Ce n'est pas une façon correcte de considérer la question. [...] Pour les paysans de la Chine du Sud la question de la nationalisation des terres n'est pas une question qui peut être réglée par en haut, par des mesures administratives ; pour eux, c'est une nécessité vitale. Nous devons donc réaliser cette mesure révolutionnaire même dans une petite partie du pays afin de montrer aux paysans chinois vivant en territoire occupé par les forces ennemies que là où le régime démocratique a été établi les paysans vivent mille fois mieux. Sans une claire compréhension de cela, sans une attitude correcte dans la question agraire, les grandes masses ne peuvent être entraînées de notre côté dans la lutte. »

En fait, c'est la stratégie bourgeoise de la « révolution par étapes » qui vouait tout le mouvement paysan à l'impuissance et à la contre-révolution. Et Sun Yat-sen lui-même l'avait formulée ainsi : d'abord, l'indépendance et l'unification du pays ; ensuite, l'instauration d'un pouvoir démocratique ; en dernier lieu, les « réformes sociales ». Pour avoir adopté, dès 1924, cette ligne stratégique, le PCC subit le même sort que le Kouo-Min-Tang. Lui aussi adhéra en parole au programme de nationalisation et ne réalisa en pratique que des mesures purement réformistes. Les thèses votées par le CC du PCC à sa conférence d'août 1927, qui marquèrent pourtant un « tournant à gauche », déclaraient en substance :

« Tout en reconnaissant que le parti communiste chinois doit placer au centre du programme agraire du prolétariat la revendication de la nationalisation de la terre, il est nécessaire actuellement de différencier notre tactique agraire et de l'adapter aux particularités économiques et politiques des différentes régions du territoire. »

Cette « adaptation » n'avait d'autre but que de faire prévaloir dans les zones libérées par l'armée nationaliste les mesures « concrètes » les plus réformistes afin de ne pas compromettre le « front uni » avec le Kouo-Min-Tang. Au nombre de ces mesures la Conférence d'août faisait figurer la baisse des fermages, l'introduction d'un impôt unique, la confiscation des seules terres appartenant aux temples et aux « réactionnaires », une politique de crédit agricole, etc.

Ainsi, même dans la question agraire, le PCC apparaît comme l'exécuteur testamentaire du Kouo-Min-Tang.

La politique agraire du PCC de 1927 à 1945

On distingue en général deux périodes bien délimitées dans l'histoire politique et sociale de la Chine depuis la défaite du prolétariat cantonnais jusqu'à la fin

(1) « Démocratisme et populisme en Chine », Lénine, Œuvres complètes, T. XVIII, in *Révolution et contre-révolution en Chine*, Programme communiste nos 20 et 21.

de la guerre sino-japonaise et le triomphe de la « démocratie populaire » :

- Entre 1927 et 1937, c'est la période dite des « républiques soviétiques » entrecoupées, d'Octobre 1934 à Octobre 1935, par la « Longue Marche » qui transporte les opérations de la Chine méridionale au Shensi Nord où se produit une trêve entre le PCC et le Kouo-Min-Tang.

- À partir de 1937, sous le coup de la guerre sino-japonaise, le PCC dissout son propre gouvernement, se rallie à la défense nationale et signe avec le Kouo-Min-Tang un nouvel accord de collaboration qui durera jusqu'à la fin des hostilités, en 1945.

L'historiographie officielle distingue aussi deux phases dans la politique agraire du PCC pendant toute cette période. On est passé en 1937 d'une politique de confiscation des terres à une politique de simple réduction des fermages et « d'aide » aux paysans. Comme nous l'avons déjà dit, l'une et l'autre ne représentent que deux variantes d'une même politique réformatrice. La seconde cependant manifeste avec encore plus de clarté que la première **le caractère national bourgeois qui domine toute l'attitude du PCC dans la question agraire**. Dans sa postface à l'édition de 1941 de ses « Matériaux d'enquête à la campagne », Mao Tsé-toung définit en ces termes ce qu'il y a de commun et de différent dans la politique pratiquée lors de ces deux phases :

« L'expérience des dix années de guerre civile représente pour nous le soutien le plus immédiatement utile dans la période de guerre contre les envahisseurs japonais. Toutefois, cela n'est valable que pour la manière de conserver la liaison avec les masses et de les mobiliser dans la lutte contre l'ennemi, et non pour les problèmes de la ligne tactique à suivre. Celle-ci est aujourd'hui fondamentalement différente de la ligne du Parti dans le passé. Nous luttons alors contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie contre-révolutionnaire ; tandis qu'actuellement nous nous allions à tous les propriétaires fonciers et représentants de la bourgeoisie qui ne sont pas opposés à la guerre contre les envahisseurs japonais. » (Œuvres choisies, T. IV, p. 13).

Qu'est-ce que cela signifie ? Que le PCC a mis la « révolution agraire » au service de la défense nationale ; que sa liaison avec les masses, sa mobilisation de la paysannerie, il les a offertes sur un plateau aux propriétaires fonciers, à la bourgeoisie antijaponaise et à la stratégie belliciste de l'impérialisme mondial. Voyons maintenant plus en détail ce que fut la politique agraire du PCC dans ces deux périodes.

Confiscation et partage (1927 – 1937)

Le résultat le plus clair de cette période fut de préparer, derrière le bluff des « républiques soviétiques », la victoire de la politique agraire la plus « droitrière », en l'occurrence, celle de Mao Tsé-toung. Trois « étapes » marquent cette évolution :

- lors de « l'insurrection à la moisson d'automne »

et dans les monts Tsingking, Mao Tsé-toung préconisa les mesures limitant la confiscation des terres aux propriétaires fonciers, ménageant les paysans riches et reconnaissant à tous un droit égal dans la répartition des lopins de terre : cette politique lui valut les plus sévères critiques de la direction du parti ; on sait que Mao fut pour cela relevé de son poste au Bureau politique en novembre 1927 ;

- en novembre 1931, le Congrès panchinois des Soviets, tenu à Juitzin, capitale de la première république « soviétique » de Chine, adopta une loi agraire qui restera la plus « radicale » de toutes celles que le PCC a jamais proposées : confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers qui n'auront droit à aucun lot (art. 1) ; confiscation également des terres des paysans riches qui n'obtiendront qu'un lot de terre de moins bonne qualité à cultiver eux-mêmes (art. 3) ; le partage sera strictement égalitaire et non pas, comme le demandent les paysans aisés, « proportionnel aux moyens de production » (art. 7) ; les ouvriers agricoles recevront aussi un lopin et ne seront pas groupés en sovkhozes ; la loi proclame enfin la liberté complète de louer, vendre ou léguer les terres ainsi reçues ;

- Mao Tsé-toung, président de la République de Juitzin, plus tard critiqua cette loi agraire : il fallait que les grands propriétaires reçoivent aussi un lopin et que les paysans riches obtiennent de bonnes terres ; pour réprimer les « excès », il élaborait en octobre 1933 un document sur « l'appartenance de classe à la campagne » et fit triompher sa conception à la conférence de Zunyi en Janvier 1935.

Ainsi, à la fin de cette première période, la politique de confiscation et de partage était devenue l'équivalent pur et simple d'une politique de limitation des fermages. C'est donc tout naturellement que le PCC s'y ralliera.

La baisse des fermages (1937 – 1945)

Le 22 Septembre 1937, le PCC déclara solennellement abandonner sa politique de renversement du Kouo-Min-Tang et de confiscation des terres afin de faciliter la formation d'un « front uni » contre le Japon. Mao Tsé-toung précisera plus tard ce que devint alors la « politique agraire » du parti.

« Dans le domaine agraire, cette politique à double aspect, d'une part, exige du propriétaire foncier qu'il abaisse le montant des fermages et le taux des prêts, et, d'autre part, oblige le paysan à payer ce fermage réduit et à verser l'intérêt des sommes qu'il a empruntées. » (Œuvres, T. IV, p. 14).

L'essentiel de cette politique se ramena à une réduction du taux de fermage à un maximum de 37,5 % et à une limitation de l'intérêt de l'argent aux environs de 10 – 15 %. En fait, ces mesures qu'il appliquait dans les régions libérées, le PCC les avait trouvées dans le code pénal du gouvernement Tchang Kaï-chek. Le 30 Janvier 1930, le Kouo-Min-Tang avait promulgué une « loi agraire » interdisant d'exiger un fermage supérieur à 37,5 % du revenu d'une exploitation. Le PCC dénonça alors cette loi avec violence.

En 1937, il la reprenait à son compte et s'en faisait même le garant, le Kouo-Min-Tang n'ayant jamais été capable de l'appliquer.

Ainsi, au nom de la patrie en danger, le parti de la « révolution agraire » en venait à défendre les « féodaux ». Le 28 Janvier 1942, dans une décision sur la ligne à suivre, le Comité Central du PCC s'exprimait en ces termes :

« La politique du Parti consiste à aider les paysans en réduisant l'exploitation féodale sans toutefois l'éliminer complètement. Nous devons garantir aux propriétaires leurs libertés civiles, leurs droits de propriété, leurs droits politiques et économiques, pour rallier leur classe tout entière à notre lutte contre les Japonais. Seuls les traîtres absolument incorrigibles et impénitents seront soumis à la politique d'élimination de l'exploitation féodale. »

De même qu'il avait sacrifié **les intérêts politiques du prolétariat** dans la révolution de 1924 – 1927, le PCC a sacrifié **les intérêts sociaux de la paysannerie** dans la période d'incubation de la « démocratie populaire ». Mais alors que dans la première période il n'avait pas osé affirmer devant le prolétariat révolutionnaire l'identité complète de ses buts finaux avec ceux du Kouo-Min-Tang, il en viendra, dans la seconde, à jouer le rôle du « véritable Kouo-Min-Tang ». C'est ainsi que dans sa brochure de 1945 « Sur le gouvernement de coalition », Mao Tsé-toung se vantait d'avoir été le seul à appliquer la politique du Kouo-Min-Tang de réduction des fermages et précisera pour l'avenir :

« S'il n'y a pas d'obstacles particuliers, nous sommes prêts à poursuivre cette politique également après la guerre : nous lutterons d'abord pour la réduction des fermages et du taux d'intérêt dans l'ensemble du pays, puis, par l'application de mesures adéquates, nous obtiendrons progressivement que chaque laboureur ait son champ. » (Œuvres, T. IV, p. 348).

Les « obstacles » ne manqueront pas. Et cette politique ne pourra finalement être réalisée qu'à... Formose, avec « l'aide » de l'impérialisme américain : en 1949, Tchang Kaï-chek y a repris sa loi de 1930 sur le métayage ; en 1953, il fut décrété qu'un cultivateur ne pourrait posséder plus de 3 ha de rizières et l'Etat acheta les surplus pour les revendre aux ouvriers agricoles ; en deux ans 470 000 familles seraient devenues propriétaires d'un petit lopin et l'on affirme que le métayage a disparu dans l'île.

Tout autres étaient les difficultés de la Chine continentale. Mais si Mao a dû suivre une autre voie, c'est d'abord malgré lui, sous la pression des contradictions économiques et sociales de l'après-guerre ; enfin, c'est dans une direction qui n'en est pas moins réformiste et bourgeoise. Elle s'est précisément imposée sur la lancée du mouvement paysan des années 1927 – 1945.

Les deux phases classiques du développement capitaliste dans l'agriculture

Si, dans la révolution de 1924 – 1927, le PCC a fait

prévaloir au sein du prolétariat la théorie mencheviste de la nécessité d'une « étape démocratique », l'expérience de la « révolution agraire » lui aura fait tirer les conséquences sociales de cette ligne politique en enfermant le mouvement paysan dans le gradualisme des réformes bourgeoises : **d'abord, le partage (ou la réduction des fermages), ensuite, la coopération**. Ce sont là les deux phases classiques et successives que traverse toute agriculture capitaliste. La première phase est celle de la destruction des vieux rapports et de l'instauration de rapports bourgeois (vente des « biens nationaux », partage, etc.). La deuxième phase représente un long processus de concentration et d'expropriation du petit paysan qui vise la plus large application de la technique et du Capital à l'agriculture. La rapidité de ce développement dépend, entre autres, de l'ampleur plus ou moins grande des bouleversements provoqués par la révolution bourgeoise dans les structures agraires précapitalistes. C'est pourquoi le parti du prolétariat doit se prononcer pour les solutions démocratiques les plus radicales dans cette révolution. Mais en agissant ainsi, il ne manifeste pas purement et simplement sa préférence pour un développement capitaliste impétueux de tel ou tel Etat bourgeois pris isolément, **il anticipe sur les conséquences politiques et sociales de ce développement**. L'existence d'autres pays capitalistes avancés, le degré d'organisation du prolétariat mondial, non seulement l'autorisent à prévoir ce bond, mais encore lui font un devoir de le tenter.

En 1850, dans « l'Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes », Marx définissait en ces termes les perspectives du prolétariat dans la question agraire :

« Le premier point sur lequel les démocrates entrent en conflit avec les ouvriers, ce sera l'abolition du régime féodal. Comme à la première révolution française, les petits bourgeois voudront remettre aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement où le paysan français se débat encore à l'heure actuelle.

Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent s'opposer à ce plan. Ils doivent exiger que la propriété confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural associé exploite avec tous les avantages de la grande culture, grâce à quoi le principe de la propriété commune acquiert tout de suite une base solide au milieu des conditions chancelantes de la propriété bourgeoise. » (cf. « Programme communiste » n° 14, p. 43)

Qu'est-ce que cela signifie ? Que dès l'abolition du régime féodal les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie sont radicalement différents ; que le parti communiste doit poursuivre dans la révolution l'ébranlement de tous les rapports de propriété et s'opposer au plan de la bourgeoisie qui n'envisage la concentration de la propriété et la socialisation des produits qu'au bout du processus faisant du petit paysan un prolétaire et de tout travail, un travail salarié. Au mot d'ordre de la révolution permanente correspond donc pour Marx l'espoir et la tentation d'abrèger ou de

sauter « l'étape » de l'accumulation capitaliste et ses deux phases successives à la campagne : la consécration de la propriété petite-bourgeoise puis son démantèlement par l'expropriation ou, ce qui revient au même, par la coopération.

La critique que nous ferons par la suite de la collectivisation chinoise et des « communes populaires » ne s'inspire pas, on le voit, de la simple considération de leurs résultats et de leurs méthodes. Ces coopératives n'ont rien à voir avec les « colonies ouvrières » dont parlait Marx, pas plus que le kolkhoze russe ne dérive des idées de Lénine sur la coopération dans l'agriculture. Mais le seul fait que Mao ait placé son plan de coopération dans le prolongement d'une politique de réforme petites-bourgeoises qui avaient pour but de donner « à chaque travailleur son champ », suffit à en déterminer le caractère et à l'opposer aux perspectives socialistes dont il prétend relever.

Pendant la période qui va de 1927 à 1945, tous les efforts de Mao ont tendu à canaliser le mouvement paysan vers ces « solutions » gradualistes et à bien séparer les « étapes nécessaires » d'une réforme bourgeoise. Parmi les « excès » que Mao combattit dans l'application de la loi de 1931, à Juitzin, on cite le refus des paysans de permettre un libre commerce du sol, l'opposition de certains militants à la politique de dotation en terres des ouvriers agricoles, seul appui du prolétariat à la campagne. Enfin, dans cette première phase, Mao insista pour qu'on s'en tienne au mot d'ordre : « la terre à ceux qui la travaillent ! » et repoussa tous les projets de collectivisation. « Il ne faut pas actuellement soulever la question de la création de fermes d'Etat et de fermes collectives », disait-il en 1934 (Œuvres, T. I, p. 169). À la fin de cette période, il formulera dans toute sa clarté cette conception typiquement petite-bourgeoise des deux phases de la « révolution agraire ». Citons, de son rapport « Sur le gouvernement de coalition », ce passage qui s'oppose mot pour mot au texte de Marx :

« Dès que l'on aura procédé à certaines transformations du système agraire, même s'il ne s'agit que de transformations mineures, comme la réduction des fermages et du taux de l'intérêt, l'intérêt qu'ont les paysans à accroître la production augmentera. Si, par la suite, on aide les paysans à s'organiser, progressi-

vement, de leur plein gré, en coopératives de production agricole ou autres, cela entraînera l'accroissement des forces de production. Pour l'instant, ces coopératives de production agricole ne peuvent se présenter que sous forme d'organisations de travail collectif et d'aide mutuelle, fondées sur les exploitations paysannes individuelles (sur la base de la propriété privée des paysans), telles que, par exemple, les équipes d'aide mutuelle dans le travail, les groupes d'aide mutuelle, les coopératives de travail. » (Œuvres, T. IV, p. 351).

Citons encore un extrait du même document (p. 350), où la fameuse « révolution agraire » apparaît sous son vrai jour bourgeois, où le paysan est désigné comme le représentant de rapports bourgeois, le client de l'industrie capitaliste, le contribuable de l'Etat démocratique, le soldat de la patrie et le futur... prolétaire ! Après avoir déclaré que « dans la question des rapports agraires, le Parti communiste chinois a fait de grandes choses qui répondent réellement aux intérêts de la nation », Mao explique :

« Les paysans constituent le milieu dont sont issus les ouvriers chinois. Dans l'avenir, des dizaines de millions de paysans viendront encore à la ville et entreront dans les usines. Dans la mesure même où la Chine a besoin de créer une puissante industrie nationale, de construire de nombreuses cités, grandes et modernes, il y aura un long processus de transformation de la population rurale en population urbaine. »

Et vive l'accumulation du Capital avec, au bout, de nouveaux millions de prolétaires !

« Le paysan est une figure importante sur le marché de l'industrie chinoise ; lui seul peut lui fournir en abondance des produits alimentaires et des matières premières, et absorber des quantités énormes de produits industriels. »

Aussi, paysans, enrichissez-vous ! L'avenir de l'industrie chinoise est dans votre bas de laine.

« Les paysans constituent la source à laquelle puise l'armée chinoise. Les soldats sont des paysans qui portent l'uniforme ; ce sont les ennemis mortels des envahisseurs nippons. »

Donc, avant tout, aux armes ! pour le triomphe de la démocratie et de la paix, aux côtés de l'URSS et des USA dans la guerre impérialiste.

Partie 3

(Parue dans «programme communiste», n° 30, janvier-mars 1965)

Dans la partie précédente, nous avons étudié la question agraire et la tactique du PCC jusqu'en 1945. Les réformes promulguées depuis l'avènement de la République « populaire » seront analysées ultérieurement. Rappelons cependant les conclusions auxquelles nous sommes arrivés :

- une « révolution agraire » ne peut être par elle-même qu'une révolution bourgeoise dont le résultat sera de libérer les forces productives des entraves

d'une économie naturelle et de développer à l'échelle nationale l'échange des marchandises et l'accumulation du capital ;

- au lieu de critiquer les illusions petites bourgeoises sur le caractère « anticapitaliste » de cette révolution, le parti de Mao les a reprises à son propre compte et, s'inspirant du stalinisme russe, les a développées en théorie de la « construction socialiste » en Chine ;

- loin de mener une révolution agraire « radicale »,

le PCC a toujours opté pour la voie réformiste (baisse du loyer des terres ou partage) et non pour la voie révolutionnaire : la nationalisation et les soviets de paysans ;

- ainsi, le PCC a renouvelé les erreurs, les hésitations et les compromis des partis petits bourgeois qui se sont inspirés en Russie du « populisme » et en Chine du sunyatsenisme ; mais alors que sur la lancée de la révolution d'octobre les bolcheviks les ont démasqués et battus, leur victoire en Chine est à la mesure de la contre-révolution mondiale.

L'objet de cette partie sera précisément de montrer comment, **malgré les prétentions « anti-impérialistes » de Pékin**, les faux communistes chinois ont fait entrer la poussée révolutionnaire des masses dans **la stratégie nationale et internationale de la bourgeoisie**. Que représentent « l'extrémisme » chinois, la revendication d'un strapontin à l'ONU et quelques bulletins de victoires dans la construction économique, à côté des catastrophiques « chocs en retour », des secousses révolutionnaires, que Marx et Lénine attendaient pour l'Europe et l'Amérique de l'irruption d'une Chine moderne, sortant de son isolement et de son arriération séculaires ? Il faut bien l'avouer, le mouvement des paysans chinois n'a pas été comparable pour le capitalisme mondial à cette menace de mort que lui lança la révolution d'octobre. N'en déplaise à tous les démocrates, ce ne sont pas des considérations de masse ni d'étendue territoriale qui ont joué, mais des questions de doctrine et de programme révolutionnaire !

IV. La question nationale

Le lecteur trouvera dans « Les leçons de la polémique russo-chinoise » (2) la critique des positions prises par Pékin sur la question nationale et coloniale depuis la fondation de la « démocratie populaire ». Nous envisagerons moins ici l'idéologie officielle de l'Etat chinois que la praxis historique et sociale, la tactique du PCC dans la période révolutionnaire qui s'est ouverte pour tout l'Orient avec la révolution de 1905 en Russie.

Marxisme et État national

Résumant dans sa brochure « Sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », l'attitude de Marx à l'égard des mouvements nationaux d'Europe occidentale au siècle dernier, Lénine souligne en ces termes **le caractère circonstanciel** de la question nationale et la manière dialectique de l'aborder pour les marxistes :

« La classe ouvrière est la moins susceptible de faire un fétiche de la question nationale, car le développement du capitalisme n'éveille pas forcément **toutes** les nations à une vie indépendante. Mais, une fois que sont apparus des mouvements nationaux de masse, les répudier, refuser de soutenir ce qu'ils ont de pro-

gressif, c'est en fait céder aux préjugés nationalistes : c'est reconnaître "sa" nation comme la "nation modèle" ou, ajouterons-nous pour notre part, comme la nation détenant le privilège exclusif d'édifier un État. »

Il n'est pas de marxiste pour qui ce passage ne puisse évoquer la double lutte menée par les fondateurs du socialisme scientifique, d'une part, contre les libéraux bourgeois de type mazzinien qui se faisaient un fétiche de l'indépendance nationale et de l'Etat bourgeois ; d'autre part, contre les militants ouvriers (chartistes anglais et proudhoniens français) qui refusaient leur appui aux mouvements nationaux révolutionnaires d'Irlande et de Pologne. Dès cette époque, se sont cristallisées sous ces deux formes élémentaires toutes les nuances de l'opportunisme dans la question nationale et coloniale. Là non plus le stalinisme n'a pas innové.

Jamais l'anti-impérialisme stalinien n'a dépassé la revendication « légitime » des principes abstraits de « liberté, égalité, fraternité » pour tous les « peuples ». Jamais il n'a vu dans les mouvements nationaux d'Orient autre chose que le drapeau d'un bloc de classes qu'il s'agissait de planter sur l'édifice d'un Etat bourgeois indépendant. En même temps, ces phrases ronflantes se sont traduites dans la pratique par la trahison la plus honteuse des révolutions anticoloniales qui ont demandé un bon demi-siècle de guerres civiles et de révoltes manquées avant d'arriver à terme. Comme le prévoient Marx et Lénine, le prolétariat des métropoles, battu dans son assaut au pouvoir bourgeois, a finalement cédé aux préjugés nationalistes, avec toute l'Internationale moscovite. Cette trahison a trouvé sa forme classique dans l'attitude du PCF devant la révolution algérienne et dans celle du Kremlin à l'égard de la révolution chinoise. Staline en 1927, comme Thorez en 1936, n'a-t-il pas présenté aux peuples opprimés sa propre nation comme la « nation modèle » se réservant le droit exclusif d'édifier par priorité son... socialisme ?

Mais le marxisme ne se contente pas de dénoncer cette duplicité de la bourgeoisie et de ses laquais. Il ne s'arrête pas à cette contradiction criante entre les principes qu'ils proclament et leur comportement effectif. Car son but n'est pas de réaliser leur rêve petit-bourgeois : une mosaïque universelle d'Etats « vraiment indépendants » et représentés à la proportionnelle au super-parlement de l'ONU. Le marxisme place comme clef de voûte de tout le développement historique **l'établissement d'une société dans laquelle auront disparu les classes et avec elles les différences entre États et les nations elles-mêmes**. Il pose donc la question nationale en partant de tout autres prémisses.

« Dans le monde entier, dit encore Lénine, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. La base économique de ces mouvements, c'est que pour une victoire complète de la production marchande, il fallait que la bourgeoisie fasse la conquête du marché intérieur, que s'unissent en Etat les

(2) Programme communiste, Les Leçons de la polémique russo-chinoise, nos 28, 29 et 30.

territoires dont la population parle la même langue, et que soit écarté tout obstacle au développement de cette langue. [...] La formation d'États nationaux qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et pour toute l'Europe occidentale – bien mieux, pour le monde civilisé tout entier –, ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national. »

Il est difficile d'être plus clair. L'Etat n'est pas éternel ; les langues ne sont pas immuables, comme le prétendait la linguistique stalinienne. Mais il y a plus : la revendication de l'Etat national, d'une langue, d'une culture nationales sont « typiques » pour le capitalisme. Tel est donc le **contenu réel** de la « question nationale », le secret de ce fétiche qui n'a d'égal, pour le nombre de ses adorateurs, que le fétiche de l'argent : la destruction de l'économie naturelle, le développement de l'échange de marchandises et l'accumulation du capital ne sont possibles que sur la base d'un Etat national centralisé avec son appareil administratif et policier, sa concentration économique et sa culture nationale. Et nous voici ramené du ciel des principes abstraits sur le terrain des intérêts matériels d'une révolution bourgeoise.

« Nous ignorons, dit encore Lénine, si l'Asie parviendra, avant la faillite du capitalisme, à se constituer en un système d'Etats nationaux indépendants à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité là aussi des mouvements nationaux ; que ces mouvements nationaux tendent à constituer des Etats nationaux en Asie ; que précisément de tels Etats assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. »

Nous avons donc déjà établi plusieurs points :

1. la revendication de l'Etat national est « typique et normale » pour le capitalisme, car cette forme étatique lui assure les « meilleures conditions de développement » ;

2. le prolétariat ne peut se faire un fétiche de l'Etat national au moins pour deux raisons :

- il a pour tâche historique de le détruire ;
- « le développement du capitalisme n'éveille pas forcément toutes les nations à une vie indépendante ».

C'est ainsi que Lénine posait en 1914 la question de savoir si l'Asie se constituera en Etats nationaux « avant la faillite du capitalisme ». Nous verrons dans cette perspective comment l'Internationale Communiste envisageait, à travers la révolution prolétarienne mondiale, la possibilité de réduire considérablement pour tout l'Orient la phase douloureuse de l'accumulation capitaliste et de la constitution d'Etats nationaux bourgeois.

Deux époques du capitalisme

Il nous reste un point à préciser : dans quelles limites historiques et selon quels critères la « question nationale » peut-elle se poser au prolétariat comme la

question de sa participation et de son soutien à un mouvement national de masse ?

Citons encore Lénine, dans ses « Notes critiques sur la question nationale » de 1913 :

« Le capitalisme en développement connaît deux tendances historique dans la question nationale. La première : le réveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde : le développement et la fréquence de toutes relations entre les nations, la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital et, en général, d'une vie économique, d'une politique, d'une science internationales. »

Ces deux tendances sont une loi universelle du capitalisme. La première domine au début de son développement ; la seconde caractérise le capitalisme déjà mûr et qui marche vers sa transformation en une société socialiste. »

La tendance naturelle du capitalisme, montre Lénine, est de détruire les entités nationales aussi bien que les rapports de propriété qu'il a créés. Contre les régimes pré-bourgeois, il revendique l'égalité entre les nations et le droit « égal » à la propriété privée. Mais le mouvement même de la concentration capitaliste élimine les petits propriétaires et constitue à l'échelle internationale des ententes économiques et des trusts qui dictent leur loi aux Etats les plus puissants.

Ainsi, dans la première phase du développement capitaliste, les marxistes lutteront pour l'indépendance d'une nation opprimée, pour son unification politique sur une base démocratique, car ces conditions sont celles d'un essor rapide du capitalisme transformant les vieilles structures économique-sociales dans un sens bourgeois et donnant sa forme la plus pure à l'opposition du travail salarié et du capital. Mais dans la deuxième phase, celle du capitalisme déjà mûr, où la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir d'Etat, où les réformes démocratiques ont donné tout ce qu'elles pouvaient donner, développant considérablement les antagonismes de classes, tout appel à « l'unité nationale », tout « programme national » d'un parti ouvrier ne représentent plus que la trahison des intérêts de classe du prolétariat et la défense de la patrie bourgeoise.

Après une longue dégénérescence la IIe Internationale en est arrivée à cette trahison suprême. Et l'Internationale de Moscou n'a pas connu d'autre fin. Ce fut en vain que Lénine rappela en 1914 les limites historiques et géographiques des mouvements nationaux révolutionnaires : la contre-révolution, comme la révolution, est devenue mondiale. Quels étaient ces critères ?

« Dans l'Europe occidentale, continentale, dit Lénine, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis qui va à peu près de 1789 à 1871. C'est cette époque qui fut celle des mouvements nationaux et de la création d'Etats nationaux. Au terme de cette période, l'Europe occidentale s'était transformée en un système constitué d'Etats bourgeois, d'Etats nationaux homogènes en règle générale. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre disposition dans les

programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne pas savoir l'abc du marxisme.

En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres dans les Balkans, telle est la chaîne des événements mondiaux de notre époque, dans notre "Orient". Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de toute une série de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'Etats nationaux, homogènes et indépendants. »

Nous pouvons dire aujourd'hui qu'avec la fin de la seconde guerre mondiale, **la période des révolutions démocratiques bourgeoises s'est close également pour l'Afrique et pour l'Asie.** Partout les mouvements nationaux révolutionnaires ont abouti à la constitution d'Etats bourgeois plus ou moins « indépendants », plus ou moins « populaires ». Cela signifie que dans ces pays, comme dans les vieilles métropoles, le prolétariat n'a plus à répondre aux appels l'invitant à parfaire l'indépendance politique ou économique de sa bourgeoisie, à parachever la révolution démocratique. Il ne lui reste plus qu'à s'organiser en classe et à lutter contre sa bourgeoisie. Devant cette situation, le « socialisme » chinois n'apparaît nullement comme le champion des mouvements nationaux révolutionnaires qui sont en réalité arrivés à leur terme bourgeois. Ses mots d'ordre sont ceux de la collaboration de classe en Orient où s'affirme la domination du Capital.

Ainsi, le « développement » historique dont les progressistes bourgeois attendent tout a créé (avec quelles difficultés et quelles souffrances !) les **conditions matérielles** pour que le prolétariat des pays arriérés entre à son tour en lutte contre sa bourgeoisie. C'est le moment que choisit Pékin pour annoncer au monde la bonne parole de la « construction du socialisme » en Chine. Sans même considérer le contenu objectif de ce mot d'ordre, nous pouvons affirmer que Lénine et l'Internationale Communiste envisageaient une autre issue aux mouvements nationaux révolutionnaires d'Orient et avaient préparé et créé les **conditions subjectives** d'un bond par-dessus l'évolution bourgeoise et la phase de la constitution d'Etats nationaux en Asie.

La « répétition générale » : Russie (1905), Chine (1911)

Toute la Deuxième Internationale a vécu dans l'idée que la démocratie bourgeoise, son élargissement et ses « progrès » représentaient la condition à la fois nécessaire et suffisante du « passage » au socialisme. Elle n'a pas reçu de meilleur démenti que dans la victoire de la dictature prolétarienne en Russie, pays ne connaissant ni les « avantages » d'un régime parlementaire, ni un puissant « développement » capitaliste. La position officielle des socialistes de la Deuxième Internationale et des mencheviks russes fut toujours de nier la possibilité d'une conquête du pouvoir en Russie et d'affirmer la nécessité

d'une période constitutionnelle bourgeoise. Cette position a été constamment celle du parti de Mao dans la révolution chinoise. « C'est seulement par la démocratie qu'on peut arriver au socialisme », déclarait Mao Tsé-toung dans son rapport « Sur le gouvernement de coalition » présenté au VIIe Congrès du PCC en 1945. Ce seul point marque la rupture complète de tout l'Orient avec la tradition du bolchevisme et les perspectives de l'Internationale Communiste.

Nous ne reviendrons pas ici aux « Thèses sur la question nationale et coloniale » où Lénine étendit à tout l'Orient l'enseignement des trois révolutions russes. Le lecteur en trouvera d'abondants extraits dans l'article « Révolution et contre-révolution en Chine » (Programme communiste nos 20 et 21). Rappelons seulement deux des trois points qui constituaient selon Lénine la clef de voûte de ces thèses :

1. la notion claire des circonstances historiques et économiques ;
2. la dissociation des intérêts des classes opprimées et des intérêts « nationaux » des classes dominantes.

C'est par cette méthode que le bolchevisme s'est frayé le chemin du pouvoir. Appliquée à la Chine, aurait-elle donné des résultats différents ? aurait-elle infirmé les prévisions des marxistes ? Nous le nions.

Par l'exigence d'une claire notion des circonstances historiques et économiques, Lénine entendait s'opposer à la revendication formelle des principes abstraits de la démocratie bourgeoise et déterminer de la façon la plus rigoureuse **le rôle des classes sociales** dans les révolutions d'Orient. En Russie, avait-il souligné, la bourgeoisie est une classe mort-née et l'on ne peut attendre qu'elle vienne d'elle-même à bout de ses tâches politiques et sociales. L'expérience de la réforme de 1861, des révolutions de 1905 et de février 1917 ont suffisamment montré son impuissance et son empressement à se jeter dans les bras du tsarisme au premier danger. « La révolution bourgeoise, disait Lénine, est impossible comme révolution de la bourgeoisie. » On sait que Staline ne fut pas de ce point de vue entre février et avril 1917, lorsqu'il milita pour la convocation de l'Assemblée constituante et la liquidation des Soviets. On sait surtout que de 1924 à 1927, il mit à la base de la tactique du PC chinois cette idée que la bourgeoisie anticoloniale pourrait être plus révolutionnaire que la bourgeoisie anti-tsariste russe, et que les enseignements de la révolution russe ne pouvaient être appliqués à la Chine. Non seulement le cours de la révolution chinoise, mais même les prévisions de Lénine vont à l'encontre de cette « théorie » dont nous avons relevé par ailleurs les traits typiquement mencheviks (cf. la première partie de la présente étude).

Parce qu'elle hésitait à armer la paysannerie pour réaliser l'unité nationale et rompre de façon radicale avec l'impérialisme étranger, la bourgeoisie chinoise a dû laisser la place et le pouvoir à son exécutif testamentaire, le parti de Mao. Mais sa faiblesse congénitale et ses contradictions apparurent dès 1911,

lors de la première révolution chinoise. Le mouvement qui avait renversé la dynastie mandchoue venait à peine de donner le pouvoir à Sun Yat-sen, que celui-ci l'abandonna en faveur d'un militariste douteux, Yuan Ché-kaï, qu'il jugeait mieux à même « *d'unifier le pays et de garantir la stabilité de la République par la confiance dont il jouissait auprès des puissances étrangères* ». Dans une lettre à Tchitchérine (28 août 1921), Sun Yat-sen avouera : « *Ma retraite fut une grosse faute politique dont les conséquences furent comparables à un remplacement de Lénine par Koltchak, Youdénitch ou Wrangel* ».

Dans un article peu connu de 1912, Lénine analysait en ces termes les circonstances politiques et sociales de la première révolution chinoise :

« *Déjà, le droit de suffrage (ni universel, ni direct) indique l'alliance de la paysannerie aisée avec la bourgeoisie, en l'absence ou dans l'impuissance complète du prolétariat.*

Cette même circonstance se révèle dans le caractère des partis politiques de Chine. Il y a trois partis principaux :

1. Le parti "radical-socialiste" dans lequel il n'y a absolument **aucun socialisme**, comme chez nos "socialistes populaires" et les 9/10e des "socialistes-révolutionnaires". C'est le parti de la **démocratie petite bourgeoise**. Ses revendications principales sont l'unification politique de la Chine, le développement du commerce et de l'industrie "dans un sens social" (phrase aussi nébuleuse que "le principe du travail" et "l'égalitarisme" de nos populistes et s.-r.), le maintien de la paix.

2. Les libéraux. Ils sont alliés avec le parti "radical-socialiste" et constituent ensemble le "**parti national**". Selon toute vraisemblance, ce parti aura la majorité au premier parlement chinois. Son chef est le Docteur Sun Yat-sen. Il s'occupe actuellement d'élaborer le plan d'un réseau ferré (à l'intention des populistes russes : Sun Yat-sen fait cela dans l'idée que la Chine "évitera" le capitalisme !).

3. Le troisième parti s'appelle "Union des républicains" : exemple du caractère trompeur des enseignes politiques ! En réalité, c'est un parti **conservateur** s'appuyant surtout sur les fonctionnaires, les propriétaires fonciers et les bourgeois du Nord de la Chine, plus arriéré, alors que le parti "national" est surtout le parti du **Sud**, plus industriel, plus avancé, plus développé.

Le soutien principal du "parti national" est la masse paysanne. Ses chefs sont des intellectuels formés à l'étranger.

La liberté de la Chine a été conquise par l'alliance de la démocratie paysanne et de la bourgeoisie libérale. Les paysans réussiront-ils, sans la direction du parti du prolétariat, à conserver leur position démocratique contre les libéraux qui n'attendent que le moment opportun pour se jeter à droite ? C'est ce que montrera un proche avenir. » (« La Chine renouée », Pravda, 7 novembre 1912).

Les preuves de lâcheté de la bourgeoisie chinoise ne se firent pas attendre : Yuan Ché-kaï livra rapidement le pays la réaction ; et Lénine pouvait déclarer quelques mois plus tard :

« *Les révolutions de l'Asie ont montré la même*

absence de caractère, et la même bassesse du libéralisme, la même importance exclusive d'une indépendance des masses démocratiques, la même délimitation précise entre le prolétariat et toute la bourgeoisie. » (« Les destinées historiques de la doctrine de K. Marx », 1913).

La guerre impérialiste : perspectives de la révolution prolétarienne en Asie

Il fallut la première guerre mondiale pour mettre fin à la bonne entente entre la bourgeoisie russe et le tsarisme et pour libérer le mouvement social en Russie. Ses conséquences, plus tardives, devaient être aussi importantes pour l'Orient, objet de toutes les convoitises impérialistes. L'après-guerre plaça en effet le prolétariat chinois au premier plan de la scène politique et justifia les perspectives de l'Internationale Communiste : lutte directe pour le pouvoir des soviets dans toute l'Asie.

La rupture prolongée des relations économiques avec les métropoles en guerre entraîna un développement notable du capitalisme indigène qui voyait d'un mauvais œil la restauration des anciens monopoles commerciaux. D'autre part, l'apparition de nouveaux concurrents aggrava les conflits impérialistes en Orient. Contre leurs rivaux européens, les USA, suivis par le Japon, lancèrent la politique dite de « porte ouverte » dont Wilson avait défini les principes : « liberté des mers », « société des nations », « internationalisation des colonies ».

Cette situation accentua les contradictions de la bourgeoisie chinoise. Elle avait participé à la guerre impérialiste dans l'espoir de récupérer après la « victoire » les possessions de l'Allemagne en Chine. Le traité de Versailles les transféra purement et simplement au Japon. Le mécontentement et la déception qui s'ensuivirent provoquèrent le mouvement du 4 mai 1919. Il n'était plus possible désormais de s'en tenir à la politique consistant à s'appuyer sur un impérialisme pour grignoter l'autre. La Conférence de Washington fit triompher la politique de « porte ouverte » ; mais ses perspectives entraînaient toujours plus en contradiction avec le rêve de Sun Yat-sen : créer un consortium de grandes puissances pour le développement économique de la Chine.

La position du gouvernement nationaliste de Canton n'était pas plus brillante. Aucune mesure n'avait été prise en faveur des ouvriers et des paysans qui désertaient l'armée. La campagne contre les militaristes du Nord et pour l'unification de la Chine était compromise. Le pouvoir de Sun Yat-sen fut lui-même plusieurs fois menacé. Il fallut l'arrivée de Borodine et de la réorganisation du Kouo-Min-Tang avec l'aide des communistes pour redresser la situation. Borodine rédigea le manifeste du Kouo-Min-Tang réunifié de façon à en faire un parti « populaire » et les prolétaires chinois sacrifièrent à ces belles phrases leur indépendance de classe. Il était difficile de prendre plus ouvertement le contre-pied des thèses du

Ive Congrès de Moscou sur la question d'Orient qui déclaraient :

« *Le jeune mouvement ouvrier oriental est un produit du développement du capitalisme indigène de ces derniers temps. [...] Bien souvent, comme l'a indiqué le IIe Congrès de l'Internationale Communiste, les représentants du nationalisme bourgeois, exploitant l'autorité politique et morale de la Russie des Soviets et s'adaptant à l'instinct de classe des ouvriers, drapent leurs aspirations démocratiques bourgeoises dans du "socialisme" et du "communisme" pour détourner ainsi, parfois sans s'en rendre compte, les premiers organes embryonnaires du prolétariat de leurs devoirs d'organisation de classe. Tels sont le parti Behill Ardou en Turquie, qui a repeint le panturquisme en rouge, et le "socialisme d'Etat" préconisé par certains représentants du parti Kouo-Min-Tang.* »

Loin d'interpréter cette politique de la bourgeoisie chinoise comme une faillite de sa direction de classe du mouvement national, Moscou voulut y voir le signe particulier de sa « nature » révolutionnaire. Ceci était en contradiction non seulement avec les prévisions de l'Internationale, mais encore avec la masse des faits accumulés depuis ses premiers congrès.

« *Nous devons mettre fin, disait Lénine dans ses thèses de 1920, aux illusions nationales de la petite bourgeoisie et à sa croyance à la possibilité d'une coexistence pacifique et d'une égalité entre les nations en régime capitaliste.* »

C'est ce qu'avaient prouvé à toute l'Asie le traité de Versailles et la Conférence de Washington.

« *Sans victoire sur le capitalisme, ni l'oppression des patrons, ni les oppressions nationales, ni l'inégalité sociale ne peuvent être abolies.* »

C'est ce qu'avait prouvé aux ouvriers et aux paysans le gouvernement du Kouo-Min-Tang à Canton.

Enfin, en opposition au plan économique de Sun Yat-sen et à son caractère utopique sous le régime capitaliste, Lénine avait répondu par avance que seule une fédération des républiques soviétiques pourrait « **réaliser un plan économique universel dont l'application régulière serait contrôlée par le prolétariat de tous les pays** ».

Ainsi, ce n'est pas en 1964 que toutes les « solutions » de rechange de la bourgeoisie « nationale » et de l'impérialisme mondial ont été condamnées, mais dès 1924, aux tout premiers débuts de la révolution chinoise. La guerre impérialiste avait montré que **l'ensemble de l'économie mondiale était mûr pour la réorganisation socialiste**. La victoire du prolétariat en Russie avait placé **tous les pays devant l'alternative : révolution communiste ou contre-révolution bourgeoise**.

« *À partir du moment, disait Zinoviev au Congrès de Bakou, où un pays (fût-il seul) s'est arraché aux chaînes du capitalisme, comme l'a fait la Russie, à partir du moment où les ouvriers ont mis à l'ordre du jour la question de la révolution prolétarienne, nous pouvons dire que la Chine, l'Inde, la Turquie, la Perse, l'Arménie peuvent et doivent engager directement la lutte pour le régime des Soviets.* »

Tel fut le sens de tous les textes de l'Internationale Communiste sur la question coloniale : « Manifeste »

du Premier Congrès (1919) ; « Thèses » de Lénine au IIe Congrès (1920) avec les additifs de Roy consacrés plus spécialement à la Chine et à l'Inde ; thèses du Congrès de Bakou (septembre 1920), les unes sur la « Question agraire » (Radek), les autres sur « Le pouvoir des Soviets en Orient » (Bela Kun) ; thèses, enfin, du IVe Congrès de Moscou sur « La question d'Orient », présentées par Safarov.

Nous devons donc compléter comme suit le tableau des différentes périodes révolutionnaires :

- 1789 – 1871, révolutions bourgeoises en Europe occidentale (ainsi qu'en Amérique du Nord et au Japon) ;

- 1905 – 1950 (environ), mouvements nationaux révolutionnaires dans toute l'aire afro-asiatique et en Europe orientale avec **une seule victoire prolétarienne** : en Russie ;

- 1917 – 1927, stratégie unitaire de la « révolution permanente » dans les pays capitalistes avancés comme dans les colonies : défaites successives en Europe et en Chine servant de cadre à la contre-révolution stalinienne en Russie.

La théorie des « étapes » de la révolution anticoloniale

En entrant dans le Kouo-Min-Tang sur les injonctions de Moscou, les communistes chinois ne commettaient pas seulement une faute tactique que les bolcheviks n'avaient jamais faite, s'étant au contraire différenciés par tous les moyens des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Ils ne commettaient pas non plus qu'une simple erreur d'appréciation sur la vitesse avec laquelle se déroulerait la révolution chinoise. Ils réalisaient surtout un compromis de principe et tournaient le dos aux perspectives de lutte pour lesquelles l'Internationale avait été créée **en se soumettant à la stratégie nationale de la bourgeoisie chinoise**. C'est ce qui donna aux discussions sur la révolution chinoise et à la défaite devant les troupes de Tchang Kaï-chek une si grande importance pour le triomphe de la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ».

Dans les conférences qu'il prononça à Canton entre janvier et août 1924 sur les « trois principes du peuple », Sun Yat-sen élaborait le premier une théorie des stades que devrait franchir la révolution chinoise avant d'arriver à son propre terme bourgeois.

Le principe du **nationalisme** demanderait pour sa réalisation toute une **période d'actions purement militaires** ayant essentiellement pour but de battre les « seigneurs de la guerre » et de chasser du pays les impérialistes étrangers.

Cet objectif atteint, on pourrait passer à une **seconde période**, « **éducative** », qui devait réaliser à travers l'instauration d'un régime parlementaire le principe de la **démocratie**.

Dernière période, enfin, celle du « socialisme » que Sun Yat-sen appelait, dans sa version primitive de 1907, le « **bien-être du peuple** ». Il s'agissait là de mettre en pratique le « **démisme économique** » en

organisant une juste répartition des richesses.

Le PCC adhéra à cette théorie typique du libéralisme bourgeois. Il ne se demanda même pas si l'on pourrait chasser les impérialistes sans soulever la paysannerie, ni si la paysannerie tiendrait ses promesses révolutionnaires sans la direction politique du prolétariat. L'exercice de « style » du stalinisme dans la question chinoise fut de déterminer à quel « stade » l'on se trouvait. Lorsque la contre-révolution bourgeoise commença à sévir, Staline la « justifia » au nom de la « première étape ». Lorsque l'aggravation des luttes de classes, la pression des communistes chinois et les critiques de Trotsky posèrent à l'Internationale la question urgente de sortir du Kouo-Min-Tang et de créer des Soviets, Staline prit alors entièrement à son compte la théorie des « étapes » de Sun Yat-sen et lui donna la forme achevée et « classique » qui s'imposera par la suite aux communistes de tous les pays coloniaux.

Ses thèses sur « Les problèmes de la révolution chinoise » publiées par la « Pravda » du 21 avril 1927 méritent bien quelques citations :

« Pendant la première période de la révolution chinoise, celle de la Campagne du Nord, où l'armée nationale s'approchant du Yang-Tsé remportait victoire sur victoire et où le mouvement des ouvriers et des paysans ne s'était pas encore développé, la bourgeoisie nationale (sauf les compradores) marchait avec la révolution. C'était la révolution du front nationale unifié. [...] »

Le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek signifie que la révolution est entrée dans sa deuxième étape, qu'a commencé le tournant de la révolution du front nationale unifié à la révolution des masses d'ouvriers et de paysans, à la révolution agraire [...]. »

Les « thèses » de Staline ne comprenaient pas de troisième « étape », mais quelques mois plus tard, au Plénum de juillet-août 1927 du CC du PCR, il nommera cette dernière étape « qui n'existe pas encore, mais qui viendra » : la révolution soviétique. Dans le discours prononcé à ce même plénum, Staline s'efforce de justifier sa théorie en falsifiant toute l'expérience de la révolution russe :

« Lénine, déclare-t-il, reconnaissait deux étapes dans notre révolution : la première était la révolution démocratique bourgeoise avec le mouvement agraire comme axe principal ; la seconde fut la révolution d'Octobre avec, comme axe principal, la prise du pouvoir par le prolétariat. »

On ne pouvait mieux déformer le sens des « Thèses » d'avril 1917 que ne l'a fait Staline dans ses thèses d'avril 1927. Si Lénine a pu parler de deux étapes de la révolution russe, ce ne fut pas pour s'opposer au pouvoir des Soviets, mais pour en lancer le mot d'ordre ; ce ne fut pas pour attendre le « terme » constitutionnel de « l'étape » bourgeoise, mais pour l'éviter ; ce fut pour faire comprendre aux têtes de bois, dont Staline était, qu'il fallait mettre fin aux dernières illusions menchevistes des derniers « vieux bolcheviks ». En réalité, pour Lénine, la révolution de 1905 avait si peu de rapport avec une « étape démocratique bourgeoise » qu'il la désignait souvent comme une « répétition générale » de la révolution de 1917. Pourquoi « répétition générale » ? Parce que le

1905 russe contenait en germe tous les caractères politiques et sociaux des révolutions de 1917 et de toute l'Asie ; parce qu'il en incluait dialectiquement toutes les phases et, si l'on veut, toutes les « étapes », ayant suffisamment prouvé la nécessité du pouvoir des Soviets et de la dictature prolétarienne.

La révolution chinoise n'a pas démenti cet enseignement. Elle en a donné la preuve par l'absurde. Un an après le premier coup de force de Tchang Kaï-chek, Staline s'opposait obstinément à sortir du Kouo-Min-Tang et à lancer le mot d'ordre des Soviets. Voici comment il apprécie dans ses « thèses » les événements les plus significatifs de la révolution et de la contre-révolution en Chine :

« La tentative de Tchang Kaï-chek, en mars 1926, de chasser les communistes du Kouo-Min-Tang fut la première tentative sérieuse de la bourgeoisie nationale pour museler la révolution. On sait que le CC du PC (b) considérait déjà à l'époque qu'il est nécessaire de "mener une ligne de maintien du PC dans le Kouo-Min-Tang" et "d'éloigner ou d'exclure la droite du Kouo-Min-Tang" (avril 1926). [...] »

Le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek [il s'agit du massacre des communistes de Shanghai et Nankin et de la constitution dans cette ville d'un gouvernement de la seule "droite" du Kouo-Min-Tang, N.D.L.R.] signifie que dans la Chine du Sud il y aura désormais deux camps, deux gouvernements, deux armées, deux centres : le centre de la révolution à Wuhan et le centre de la contre-révolution à Nankin. [...] Il s'ensuit que la politique de maintien de l'unité du Kouo-Min-Tang, d'isolement de la droite à l'intérieur du Kouo-Min-Tang et de son utilisation [sic !] ne correspond plus aux tâches de la révolution. Cette politique doit être remplacée par une politique d'exclusion de la droite, de lutte contre la droite jusqu'à sa complète liquidation politique, et de concentration de tout le pouvoir entre les mains du Kouo-Min-Tang comme bloc de la gauche et des Communistes. »

Quelques mois plus tard, le gouvernement de « gauche » chassera à son tour les communistes et les ouvriers de Canton essaieront d'imposer leur dictature contre toutes les tendances du Kouo-Min-Tang. Leur juste mot d'ordre et leur inévitable défaite résument tous les enseignements de la révolution chinoise : l'enjeu et le terme de la révolution n'étaient pas la victoire ou la défaite du « bloc des quatre classes », mais la victoire ou la défaite de la bourgeoisie nationale ou du prolétariat. L'historiographie stalinienne présente le mouvement révolutionnaire de 1924 – 1927 comme une simple « étape » de la révolution bourgeoise en Chine. Ainsi, dans une « Conversation avec les étudiants de l'université Sun Yat-sen » en mai 1927, Staline disait :

« Certes, le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek ne pouvait pas se passer d'une défaite partielle des ouvriers dans une série de régions. Mais ce n'est qu'une défaite partielle et provisoire. En effet, avec le coup de Tchang Kaï-chek, la révolution dans son ensemble est entrée dans une phase supérieure de son développement, la phase du mouvement agraire. »

Comment peut-il y avoir « défaite partielle » quand il y a lutte armée pour la conquête du pou-

voir ? Moscou s'est refusé à préparer cette lutte, mais elle s'est tout de même produite et elle s'est achevée par l'écrasement du prolétariat chinois. Que cette défaite fut nécessaire pour que la révolution nationale « dans son ensemble » entre dans sa « phase agraire », nous l'admettons volontiers. Mais alors il faut dire avec Trotsky qu'en Chine la révolution bourgeoise n'a été possible que comme contre-révolution bourgeoise ; et que s'est close, **dès 1927**, la période où les révolutions bourgeoises de l'Orient pourraient marcher sur les traces prolétariennes et internationalistes de l'Octobre russe.

L'héritage de Sun Yat-sen : la « démocratie nouvelle »

Les leçons que nous tirons de la défaite de 1927 sont donc radicalement différentes de celles qu'en a tiré le stalinisme russe ou chinois. Il n'y a pas eu de défaite du mouvement national par abandon de la bourgeoisie chinoise, mais écrasement du prolétariat internationaliste par abandon de ses positions de classe. C'est le reflux du mouvement national qui fut « partiel » et « provisoire », mais la défaite du prolétariat, elle, fut complète et définitive.

Voici comment Mao Tsé-toung a interprété cette période historique dans son discours d'avril 1945 « Sur le gouvernement de coalition » :

« En 1924, sur proposition du Parti communiste chinois, Sun Yat-sen avait convoqué le Premier Congrès panchinois du Kouo-Min-Tang, auquel participèrent également les communistes, il avait élaboré les trois thèses politiques fondamentales (alliance avec la Russie, alliance avec le parti communiste et appui aux ouvriers et aux paysans), organisé l'Académie militaire de Ouampou, créé un front national uni groupant le Kouo-Min-Tang, le Parti communiste chinois et toutes les couches de la population. Le résultat, c'est qu'en 1924-1925 les forces réactionnaires furent liquidées dans le Kouo-Min-Tang ; en 1926-1927 se déroula avec succès la Campagne du Nord. »

Mao ne dit pas que le « résultat », le « succès » de cette politique fut le massacre du prolétariat chinois. Il ne la juge que d'un point de vue national. Et de ce point de vue il se contente de gémir sur la contre-révolution parce que « l'union céda le pas à la guerre civile, la démocratie à la dictature, la lumière aux ténèbres ». En foi de quoi, « les trois principes du peuple de Sun Yat-sen, jetés par-dessus bord par les réactionnaires du Kouo-Min-Tang, furent repris par le peuple chinois, le Parti communiste chinois et les autres démocrates » (Œuvres choisies, T. IV, pp. 299-300).

Une fois plus, l'axiome de Lénine s'est avéré juste : la révolution bourgeoise était impossible comme révolution de la bourgeoisie. Cette dernière fut incapable de tirer profit de sa victoire sur le prolétariat. Mais en faisant sien le programme de Sun Yat-sen, le parti de Mao ne l'a pas rendu plus « révolutionnaire ». Nous l'avons vu dans la question agraire. Il en va de même dans les questions de la démocratie

politique et de la lutte contre l'impérialisme étranger. Le parti de Mao a tout fait pour que la réalisation de ce programme ne dépasse pas le cadre des intérêts nationaux bourgeois et n'enfreigne pas la bonne entente entre les classes.

« Certains expriment les doutes suivants : dès qu'ils l'auront emporté, les communistes n'instaureront-ils pas la dictature du prolétariat, un système à parti unique, comme en Russie ? Nous répondrons à cela qu'entre l'Etat de la nouvelle démocratie, fondé sur l'alliance de plusieurs classes démocratiques et l'Etat socialiste fondé sur la dictature du prolétariat, il existe une différence de principe. Bien sûr, le régime de la nouvelle démocratie que nous défendons est créé sous la direction du prolétariat, sous la direction du parti communiste [le prolétariat communiste peut-il créer un pouvoir qui ne soit pas celui de sa dictature ? - N.D.L.R.] Toutefois, pendant toute la période de la nouvelle démocratie, on ne pourra pas et, par conséquent, on ne devra pas avoir en Chine un régime de dictature exercé par une seule classe. » (Ibid., pp. 329-330).

Ces affirmations « de principe » sont pour le moins piquantes quand on pense aux leçons de « marxisme-léninisme » que Pékin prétend donner aujourd'hui à Moscou. Hier, Moscou déclarait incarner la dictature du prolétariat. On nous dit à présent que celle-ci s'est transformée en « État du peuple tout entier », c'est-à-dire en démocratie bourgeoise. Et nous pouvons comprendre ce « changement », l'interpréter comme le résultat juridique de la contre-révolution stalinienne. Mais par quel miracle l'Etat chinois, fondé sur les « trois principes du peuple », se serait-il transformé en Etat socialiste, en dictature du prolétariat ?

Mao n'a plus la « naïveté virginale » du populiste Sun Yat-sen, dont parlait Lénine. Il ne peut plus s'imaginer que les « trois principes du peuple » et l'avènement de la démocratie bourgeoise sont la clef de l'émancipation humaine. Et c'est pourquoi le **révolutionnaire petit-bourgeois porte les stigmates de la contre-révolution bourgeoise : Sun Yat-sen + Staline = Mao Tsé-toung**. Le même argument qui lui servait en 1945 à repousser la dictature prolétarienne en Chine lui sert vingt ans plus tard rebaptiser la « démocratie nouvelle » en « Etat socialiste » :

« Le système qui s'est créé en Russie était conditionné par le développement historique de la Russie. On y a détruit le système social fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et on y a créé un système politique, économique et une culture du type démocratique le plus avancé, c'est-à-dire socialiste. » (Ibid., p. 330).

Avait-on détruit, en octobre 1917, « l'exploitation de l'homme par l'homme » ? Avait-on créé une économie socialiste en Russie ou croyait-on même à la possibilité d'une prochaine « création » de ce type ? Non, ce n'est pas cela le contenu du bolchevisme. C'est la revendication de la dictature prolétarienne comme forme **universelle** du pouvoir de classe, même dans les cas « particuliers » de la Russie ou de la Chine ; l'affirmation que cette forme de gouvernement était non seulement possible, mais nécessaire dans les pays arriérés connaissant un faible dévelop-

pement de l'économie « nationale ». Ce que Mao accordait en 1945 à l'URSS comme un privilège national grand-russe, il le revendique aujourd'hui en exclusivité pour la patrie des Hans : non pas la dictature prolétarienne, mais la « construction du socialisme » à travers l'accumulation du capital.

De nombreuses pages du rapport de Mao « Sur le gouvernement de coalition » sont également consacrées à l'analyse des mots d'ordre économiques de Sun Yat-sen :

« La structure économique de la nouvelle démocratie que nous essayons d'instaurer répond également aux principes de Sun Yat-sen. » (p. 325)

Dans le domaine agricole, Sun Yat-sen avait lancé le mot d'ordre repris par le PCC : « À chaque laboureur son propre champ ! » ; dans l'industrie et le commerce, le Manifeste de 1924 réclamait une « limitation du capital »... Mao Tsé-toung formule ainsi son programme :

« Certains pensent que les communistes chinois sont contre le développement de l'initiative individuelle, contre le développement du capital privé, contre la défense de la propriété privée. Il n'en est rien. L'oppression que font peser l'étranger sur la nation et le joug féodal à l'intérieur du pays freine lourdement le développement de l'initiative individuelle des Chinois, le développement du capital privé, et ruine l'avoir de larges couches de la population. Or, la tâche du système de la nouvelle démocratie que nous nous efforçons d'instaurer, consiste précisément à éliminer ces freins, à mettre fin à cette ruine, à assurer à la masse des Chinois la possibilité de faire preuve, librement, de leur initiative individuelle dans la société, de développer librement l'économie capitaliste privée, laquelle, toutefois, "ne doit pas tenir dans ses mains la vie du peuple", mais au contraire lui être utile, et enfin à assurer la protection de toute propriété privée acquise par voie légale. » (pp. 325-326)

Le moment n'est pas encore venu de juger la Chine maoïste sur la réalisation de son programme bourgeois. Cette question sera traitée ultérieurement. Il s'agit seulement ici de dénoncer les phrases « socialistes » dont se pare ce programme. L'axiome politique du réformisme était : on ne peut passer au socialisme que par la démocratie. Son axiome économique se résume en ces termes : le développement du capitalisme « national » est une condition absolue de la « construction socialiste ». Nous avons vu comment la stratégie révolutionnaire de l'Internationale Communiste envisageait le rapport entre pays arriérés et pays capitalistes avancés dans la perspective universelle d'un assaut prolétarien au pouvoir bourgeois. La gloire de Trotsky dans la question chinoise ne fut pas seulement de défendre **la tactique des bolcheviks** : hégémonie du prolétariat et dictature de classe. Trotsky a encore lutté pour **la stratégie révolutionnaire mondiale** sans laquelle le bolchevisme n'aurait aucun sens :

« La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable

que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes, c'est-à-dire à l'intérieur des guerres civiles et à l'extérieur des guerres révolutionnaires. » (« Thèses sur la révolution permanente », 1929)

En saluant le développement du capitalisme chinois et sa rivalité avec Moscou connue une victoire de la révolution permanente, les pitoyables « trotskystes » d'aujourd'hui montrent jusqu'à quel point le stalinisme et le progressisme bourgeois se sont emparés de leur esprit. C'est un fait qu'en se développant le capitalisme creuse sa tombe. Il peut créer en Chine toutes les conditions favorables que l'on veut pour la croissance physique et la reprise politique du prolétariat. Mais c'est contre son gré. Tout ce que le prolétariat peut en attendre, c'est qu'il donne à l'antagonisme entre le capital et le travail sa forme la plus pure, la plus violente, la plus dénuée d'illusions réformistes et petites bourgeoises. Sous ce rapport les mérites du « socialisme chinois » furent nuls dans la période révolutionnaire. Ils ne sont pas plus grands depuis que le parti de Mao est devenu un parti de gouvernement. On sait que Pékin, dans la stricte tradition stalinienne abandonnée par Moscou, ne nie pas l'existence d'antagonismes de classes en Chine. Voici pourtant ce qu'en pense Mao toujours d'après son rapport de 1945 :

« Il va de soi qu'il continuera d'exister des contradictions entre ces classes et que celle qui se manifesterà de la manière la plus nette sera la contradiction qui oppose le travail au capital. C'est pourquoi chacune de ces classes aura ses revendications propres. Voiler ces contradictions, voiler ces revendications propres serait une hypocrisie, une faute. Mais, pendant toute la phase de la nouvelle démocratie, ces contradictions, ces revendications particulières, ne sortiront pas du cadre des revendications générales et l'on ne doit pas permettre qu'elles en sortent. » (Ibid., p. 323)

Ainsi l'Etat de « démocratie nouvelle » se fait le champion de la collaboration de classes ; il entend régler par en haut, au-dessus des classes, l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail ; réduire les « revendications particulières » du prolétariat aux intérêts « généraux » de l'Etat bourgeois. De toute évidence, ce que le prolétariat chinois gagnera dans le régime de « démocratie nouvelle », il le gagnera en luttant contre lui, en se préparant à l'enterrer ! Ce n'est, comme dit Marx, que « dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonismes de classes » que « les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques ».

Il n'y a donc rien de « nouveau » dans la démocratie chinoise. Et l'étude du développement du capitalisme en Chine en sera une confirmation ultérieure. De même, il n'y a rien de « particulier » ni « d'original » dans la révolution chinoise, sinon la défaite complète et durable de l'internationalisme prolétarien en Asie comme dans les vieilles métropoles.

Partie 4

(Parue dans «programme communiste», n° 31, avril-juin 1965)

Nous avons vu précédemment la place qu'occupe la question nationale et coloniale dans la théorie marxiste. La constitution d'un Etat national, le développement d'une économie nationale ne peuvent en aucun cas représenter pour le prolétariat le but de ses luttes politiques, ni l'aboutissement de ses aspirations sociales. Le stalinisme a renié à tel point la révolution d'Octobre qu'il n'y voit plus aujourd'hui qu'un simple prologue à l'accumulation du capitalisme en Russie. Il rejoint en cela les socialistes de la Deuxième Internationale qui s'efforçaient de circonscrire l'explosion révolutionnaire de 1917 et de la réduire à une révolution bourgeoise. Mais les bolcheviks n'étaient pas des jacobins égarés. En fondant l'Internationale Communiste, en appelant le prolétariat mondial à la guerre de classe, ils ont su donner une autre résonance à l'effondrement de l'Empire des tsars. Comme Marx et Engels l'avaient prévu, la révolution à Saint-Petersbourg précipita l'Europe bourgeoise au bord de l'abîme.

Les fondateurs du marxisme avaient envisagé les mêmes « chocs en retour » de la révolution chinoise. Nous avons montré pourquoi cette attente a été déçue. Le prolétariat a combattu sans direction de classe ; l'Internationale de Moscou lui a imposé comme un carcan la stratégie nationale du Kouo-Min-Tang. Mao Tsé-toung n'a pas « redressé » cette politique, il en est l'héritier. Suivant l'exemple de la Russie stalinienne, la Chine prône son modèle de construction économique comme le plus grand succès et l'unique perspective du « socialisme ». Dans les métropoles capitalistes, tout ce que « l'Internationale » de Pékin s'est contentée de créer se ramène à des « sociétés d'amis de la Chine » recrutant des bourgeois libéraux, amateurs de thé et de belles estampes. La nouvelle « patrie du socialisme » n'a même pas rafraîchi la formule moscovite du « socialisme des patries ! ».

On nous reproche souvent de nous retrancher dans les condamnations globales d'un dogmatisme borné. Nous sommes fiers de ces accusations ! On nous dit encore que nous demandons à l'Histoire de réaliser l'impossible et mille « réalistes » affirment avec Mao la nécessité d'un développement capitaliste avant tout « passage au socialisme » dans un pays isolé. On déclare notre position de la question nationale et coloniale « utopique », voire « dangereuse » : n'accusait-on pas les bolcheviks d'isoler la révolution russe et de favoriser le retour du tsarisme ? n'a-t-on pas invoqué les menaces de l'Angleterre pour persuader les ouvriers chinois de rendre leurs armes aux troupes de Tchang Kaï-chek en 1927 ? Ces « arguments » sont au-dessous de toute critique. Mais si le socialisme n'est jamais sorti de l'utopie pour devenir la science de la révolution sociale, c'est pour ne pas avoir repoussé les illusions petites-bourgeoises sur le « développement » du capitalisme.

Nous voulons montrer dans la prochaine partie de ce travail comment **les positions stratégiques et**

tactiques du prolétariat dans la question nationale et coloniale reposent sur l'analyse et la prévision des antagonismes économiques déchaînés par le Capital. C'est en créant le marché mondial que les métropoles capitalistes se sont constituées des colonies ; c'est dans le marché mondial que celles-ci ont trouvé les conditions de leur émancipation ; et c'est encore l'épreuve du marché mondial qui décide de leur « développement » capitaliste. Aucune forme d'indépendance, aucun rideau de fer ne peuvent franchir une économie « nationale » de la dure loi du marché. S'il trouve dans l'Etat national son meilleur instrument de domination, **le système capitaliste est mondial.** Il est né et il vit du perpétuel bouleversement des rapports entre les hommes, les peuples, les continents. L'étude de ces rapports anarchiques et de leurs points de rupture, en même temps que le reflet de ces antagonismes sur les rapports entre les classes, sont à la base de toute position marxiste de la question nationale et coloniale.

Le marxisme est donc loin de l'histoire apologétique des Etats ou de la glorification de leur « développement » économique. La Chine prolétarienne aurait pu détenir l'une des clés de la révolution sociale en Occident. Mais la Chine bourgeoise (pas plus qu'un autre pays, aussi « développé » soit-il) ne peut déterminer le sort du monde capitaliste, ni même son propre destin.

V. Le développement du capitalisme chinois et la domination impérialiste

Il s'est écoulé un siècle entre l'ouverture de la Chine au commerce mondial (ou plutôt à la piraterie anglaise) et la fondation de la « démocratie populaire » qui a consacré dans ce pays le triomphe sans partage du mode de production capitaliste. Nous n'avons pas l'intention ici de broser une histoire de cette période, ni même de relever toutes les falsifications de l'historiographie nationale. Nous ne sommes nullement étonnés de voir les manuels les plus sérieux de la Chine maoïste passer sous silence les pages les plus significatives de Marx, Engels ou Lénine : elles partent de préoccupations qui ne sont pas celles des mandarins de la Chine nouvelle. Nous avons déjà dénoncé leur « réfutation » de la théorie marxiste du mode asiatique de production. Il s'agit maintenant d'illustrer le développement du capitalisme en Chine en repoussant l'interprétation qui fait de la victoire du Capital la fin dernière de tout le mouvement social et le gage de tous les « progrès ».

Ce qu'on appelle « l'accumulation primitive »

Le Premier Livre du « Capital » part de l'étude de l'argent, du capital et de la plus-value, tels qu'ils se présentent dans une société capitaliste développée, l'Angleterre du XIX^e siècle, pour en faire la genèse et remonter jusqu'aux secrets de « l'accumulation primitive ».

« Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (previous accumulation, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie. » (« Le Capital » Livre I, chap. XXVI, Éditions sociales, tome III, p.153)

Après avoir percé le mystère de la forme argent et découvert l'origine de la plus-value, Marx remonte donc à ce « péché originel » de l'économie « nationale ». Mais non pour l'en absoudre ! Il dénonce au contraire la facilité avec laquelle le capitalisme mûr oublie ses péchés de jeunesse, comme Khrouchtchev « oublie » Staline et Kossyguine « oublie » Khrouchtchev dans leurs hymnes à une société de « Bien-Être » et de profit. Marx fait ainsi l'histoire de la colonisation pour rafraîchir la mémoire aux bourgeois anglais. Pouvait-il penser que les colonies de la vieille Albion, un siècle plus tard, brandiraient le drapeau du socialisme, non pour le planter sur la Tour de Londres, mais pour camoufler les misères de leur propre accumulation primitive ? Aujourd'hui, le « péché originel » des capitalismes russe ou chinois, yougoslave ou indien, s'appelle « construction du socialisme ».

Et Marx en démasque d'abord le caractère soi-disant « pacifique » et « harmonieux » :

« Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. À leur dire, il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle. » (Ibid., p. 154)

Marx consacre de nombreuses pages du « Capital » à décrire l'expropriation des paysans, la législation contre le « vagabondage », prélude indispensable à l'asservissement salarié. Mais il ne fait pas seulement œuvre d'historien. Ce qui pouvait paraître un passé éloigné pour l'Angleterre du XIX^e siècle, il en

montre la sanglante réalité dans ses colonies. Marx n'est pas obnubilé par la « patrie du capitalisme », par les mirages de « l'économie nationale » et de son « développement ». Il nous présente comme un **phénomène mondial** et contradictoire la révolution opérée par le Capital. Et c'est le pillage de l'univers par l'Angleterre bourgeoise qui se dresse sur les ruines de l'Inde, qui s'enrichit de la traite des Noirs, de l'exploitation de l'Amérique et de l'effondrement des empires rivaux :

« Aussitôt après, éclate la guerre mercantile ; elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres d'opium contre la Chine.

Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVII^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. » (Ibid., p. 193)

Il n'est pas, aujourd'hui encore, d'ancienne colonie d'Afrique ou d'Asie dont la bourgeoisie ne prêche l'enrichissement par le « travail » et par le « droit » dans le respect et l'idolâtrie de l'Etat national tout-puissant. C'est l'ABC du stalinisme. Derrière les formules du « droit au travail » ou de « la terre à ceux qui la travaillent ! » se cachent les expropriations en masse, la transformation de centaines de millions d'hommes en prolétaires : de l'Afrique à l'Asie, de la Russie à la Chine. Et même si ces méthodes de « développement » ne reposent pas toutes sur l'emploi direct de la force, comme dit Marx, « toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat » afin de « précipiter violemment » le passage à la domination du capital. De même que l'Angleterre réussit à combiner les différentes méthodes de ses prédécesseurs, les nouveaux concurrents du XX^e siècle se sont efforcés de combiner toutes les méthodes du capitalisme à son déclin : la coopération avec la propriété paysanne, le marché mondial avec le système protectionniste, le « socialisme » avec... l'exploitation du travail salarié.

Dans son entreprise de démystification de l'économie politique, Marx aborde les théories de la colonisation et en particulier celle de Wakefield, dite « colonisation systématique » (cf. « Le Capital », Livre I, ch. XXXIII). Il s'agit là de montrer combien la réalité de l'accumulation capitaliste correspond peu à l'enseigne apologétique que la société bourgeoise s'est donnée en inscrivant sur ses drapeaux les « droits de l'homme et du citoyen ». Mais en yregar-

dant de plus près, nous ne serons pas étonnés de découvrir dans les idées de la « colonisation systématique », visant à la « fabrication de salariés dans les colonies », l'embryon de tous les « systèmes socialistes » de nos modernes décolonisateurs.

« À la société capitaliste déjà faite, l'économie applique les notions de droit et de propriété léguées par une société précapitaliste, avec d'autant plus de zèle et d'onction que les faits protestent plus haut contre son idéologie. Dans les colonies, il en est tout autrement.

Là le mode de production et d'appropriation capitaliste se heurte partout contre la propriété, corollaire du travail personnel, contre le producteur qui, disposant des conditions extérieures du travail, s'enrichit lui-même au lieu d'enrichir le capitaliste. L'antithèse de ces deux modes d'appropriation diamétralement opposés s'affirme ici d'une façon concrète, par la lutte. » (Ibid., p. 206)

Marx dégage ici une donnée très importante dans la question nationale et coloniale : la possibilité pour les masses d'exploités dans les colonies de prendre conscience des contradictions de l'idéologie bourgeoise et de la rejeter, comme seule peut le faire l'avant-garde du prolétariat dans les métropoles capitalistes. C'est précisément la lutte ouverte et sans fard de la bourgeoisie « nationale » et de l'impérialisme mondial pour l'expropriation de ces masses paysannes qui peut favoriser leur prise de conscience et les placer momentanément sur le terrain du prolétariat. Ainsi, quelle différence entre la fin du *yeoman* anglais au XVII^e siècle et celle du *moujik* russe, soldat de la révolution d'octobre !

« Le même intérêt qui pousse le sycophante du capital, l'économiste, à soutenir chez lui l'identité théorique de la propriété capitaliste et de son contraire, le détermine aux colonies à entrer dans la voie des aveux, à proclamer bien haut l'incompatibilité de ces deux ordres sociaux. Il se met donc à démontrer qu'il faut ou renoncer au développement des puissances collectives du travail, à la coopération, à la division manufacturière, à l'emploi en grand de machines, etc., ou trouver des expédients pour exproprier les travailleurs et transformer leurs moyens de production en capital. Dans l'intérêt de ce qu'il lui plaît d'appeler la **richesse de la nation**, il cherche des artifices pour assurer la **pauvreté du peuple**. Dès lors sa cuirasse de sophismes apologétiques se détache fragment par fragment, comme un bois pourri. » (Ibid., p. 206-207)

Nous sommes loin des éloges sino-russes du « développement industriel », des déclamations sur la « liberté », « l'indépendance économique » et la « propriété fondée sur le travail ». Marx montre dans le pillage colonial la vérité de l'accumulation capitaliste et dans la théorie de la colonisation de Wakefield le **nec plus ultra** de nos modernes théories du « développement économique » et autres « constructions du socialisme ». Précisons tout d'abord que les idées de Wakefield devaient s'appliquer aux Etats-Unis d'Amérique et y résoudre une contradiction apparemment insoluble qui freinait tout son développement : la nécessité que la terre reste propriété du peuple pour attirer de nouveaux colons et la nécessité non moins

grande pour le Capital que la propriété de la terre soit arrachée au petit producteur libre. Nous reviendrons sur ces « difficultés » lorsque nous aurons étudié les recettes bourgeoises de Mao Tsé-toung. Relevons seulement que ce ne sont pas les « idées » de Wakefield qui ont résolu le problème du développement capitaliste aux Etats-Unis, mais des bouleversements d'une tout autre ampleur.

Ce qui intéresse seulement ici ce sont les prémisses, le point de départ de la « colonisation systématique ». Wakefield nous y donne une version originale du « contrat social » :

« L'Humanité adopta une méthode bien simple pour activer l'accumulation du capital : elle se divisa en propriétaires de capital et en propriétaires de travail... Cette division fut le résultat d'une entente et d'une combinaison faites de bon gré et d'un commun accord. » (Cf. « Le Capital », Livre I, chap. XXXIII, p. 208)

Pourquoi, dans les pays en voie de développement ne pas renouveler un tel « contrat » en améliorant ses clauses ?

« Après cela, commente Marx, ne serait-on pas fondé à croire que cet instinct d'abnégation fanatique dût se donner libre carrière précisément dans les colonies, le seul lieu où se rencontrent des hommes et des circonstances qui permettraient de faire passer le contrat social du pays des rêves dans celui de la réalité ! »

Et ce n'est pas que « l'idée » de l'honorable Wakefield. C'est aussi celle des Staline, Mao Tsé-toung, Ben Bella, et de tout le « socialisme national » à la mode voulant nous faire croire, comme dit Marx, que « la masse de l'humanité s'est expropriée elle-même en l'honneur de l'accumulation du capital ! »

Des guerres de l'opium aux « grands bonds en avant » de la Chine maoïste, il n'en fut jamais ainsi.

« L'ouverture » de la Chine : commerce et opium

Afin de bien marquer la différence entre l'historiographie nationale et notre conception du développement historique, ouvrons un moment le manuel d'*Histoire générale de la Chine* publié en 1958 aux éditions de Pékin « sous le patronage de la Société chinoise d'Études historiques ».

Les auteurs y ont choisi la date « républicaine » de 1911 pour diviser l'histoire moderne de la Chine. Avant le renversement de la dynastie mandchoue, ils placent « l'époque de la révolution démocratique de type ancien ». Après 1911, c'est « l'époque de la révolution de démocratie nouvelle et le passage de la démocratie nouvelle au socialisme ». Mais si, encore éblouis par ce tour de passe-passe, nous essayons de distinguer entre la démocratie de « type ancien » et la démocratie « nouvelle », nous découvrons aux démocrates bourgeois du type de Sun Yat-sen une paternité inattendue : celle du « socialisme » de Mao. La division même de l'histoire en « Ancien » et « Nouveau » Testaments ne laisse pas de nous surprendre. Nous y voyons la démocratie croître et se

multiplier jusqu'à la révélation du « socialisme ». Nous y voyons la courbe paradoxale d'une bourgeoisie « nationale » toujours plus « révolutionnaire » au fur et à mesure que s'affirme la domination du Capital. Et toute la différence entre la démocratie de « type ancien » et la démocratie « nouvelle » se résume en ceci : tandis que les bourgeois compradors trahissaient les intérêts de la patrie par leurs compromis avec l'impérialisme étranger, les bourgeois de la « démocratie nouvelle » sont enfin devenus des bourgeois « nationaux ».

Mais laissons la chronologie dynastique et républicaine. L'histoire du développement capitaliste en Chine nous présente un tableau sensiblement différent. C'est tout d'abord « l'ouverture » de la Chine par les canonnières anglo-françaises, les trafiquants d'opium et les missionnaires en tout genre. Cet âge d'or du capitalisme européen débouche vite sur l'impérialisme et l'apparition de nouveaux concurrents en Chine : le Japon et les USA. Le traité de Shimonoseki, après la guerre sino-japonaise de 1895, marque le début de cette nouvelle phase de partage de la Chine en sphères d'influence pour l'exportation de capitaux. Et cette date, en même temps que celle de la révolte des Boxers, constitue un jalon beaucoup plus important dans les rapports entre l'impérialisme mondial et le mouvement national en Chine. Mais aux yeux de nos mandarins, elle doit trop s'aligner sur « L'Impérialisme » de Lénine : elle doit trop rendre compte des grands courants de l'histoire universelle et pas assez de celle des... Empereurs de Chine !

À la page 107 de l'« Histoire générale », nous lisons encore ceci :

« À travers les deux guerres de l'opium, les forces féodales réactionnaires s'étaient peu à peu associées avec les capitalistes étrangers venus dépouiller la Chine, conjuguant avec eux leurs efforts pour étouffer le mouvement révolutionnaire du peuple chinois. Ils obstruèrent la voie du développement indépendant de la société féodale vers le capitalisme dans lequel la Chine devait s'engager, la vouant infailliblement au sort tragique de pays semi-colonial et semi-féodal. » (C'est nous qui soulignons – N.D.L.R.)

Ainsi, après les « voies nationales au socialisme », Pékin découvre les « voies nationales au capitalisme ». Ces dernières paraîtront moins « originales », car l'Etat national est typique du capitalisme. Mais une telle représentation n'en est pas moins fautive. L'historiographie nationale de Mao entre d'abord en contradiction avec elle-même, avec ses principes sacrosaints. Quel pouvait être, en effet, la « voie d'un développement indépendant de la société féodale vers le capitalisme » dans la Chine de la « démocratie de type ancien » ? Nous n'en voyons qu'une : celle de la bourgeoisie compradore liée aux intérêts de l'impérialisme mondial. Les historiens de la « démocratie nouvelle » l'ont toujours dénoncée comme « capitalisme bureaucratique ». Par contre, il est une autre voie, ouverte par la victoire de Mao Tsé-toung, et qui prétend justement être « indépendante » : c'est celle qui porte le nom de « construction socialiste ». Faut-il voir là un aveu ?

Mais l'idéologie nationale bourgeoise qui refait à sa manière l'histoire des Etats, tout comme elle ima-

gine l'idylle d'un « contrat social » pour légitimer un pouvoir de classe, entre aussi en contradiction avec la réalité du développement capitaliste. Marx nous l'a déjà montré pour l'Angleterre, « patrie du Capital », qui n'a pu asseoir sa domination que sur le bouleversement et l'exploitation de tout l'univers. Cette dépendance du marché mondial et de la politique mondiale n'en est que plus forte pour les pays coloniaux victimes de l'impérialisme et aspirant à leur tour à un « développement indépendant ». L'histoire apologétique falsifie complètement le rôle joué par le capitalisme européen dans le réveil de l'Asie au siècle dernier. Loin d'avoir « obstrué » son développement, il l'a au contraire amorcé, portant un coup décisif au vieux mode asiatique de production.

Devenue « l'atelier du monde », l'Angleterre bourgeoise ne pouvait plus continuer à importer les cotonnades et les soieries du petit artisanat domestique chinois. Elle ne pouvait pas davantage se passer d'un marché aussi vaste pour sa production industrielle, alors que de nouveaux concurrents se présentaient en Europe. De son côté, la dynastie mandchoue défendait jalousement son pouvoir, se défiant à juste titre des commerçants occidentaux. En 1737, un décret interdit la pénétration des étrangers en Chine et les confina dans les « factoreries », sortes de quartiers réservés. Longtemps le port de Canton demeura le seul port ouvert au commerce extérieur dont une guilda de marchands détenait le monopole.

En 1833, date qui marque la fin du monopole de l'*East India Company* sur le commerce avec la Chine, les résultats de la révolution industrielle anglaise ne s'étaient pas encore faits sentir sur les échanges sino-britanniques. Circonstance aggravante, le déficit de la balance commerciale anglaise allait croissant. Les importations du thé chinois, produit qui prit la place du lait dans le maigre breakfast de l'ouvrier, s'accroissent dans des proportions considérables. Et ce déficit devait être comblé en lingots d'or ou d'argent !

On sait ce que l'Angleterre inventa pour faire cesser cette hémorragie de métaux précieux. Jusqu'au XVIII^e siècle l'opium n'était utilisé que comme médicament. Mais en 1773, les dirigeants de l'*East India Company* eurent l'idée de développer la culture du pavot en Inde et de porter le trafic de la drogue en Chine. Vendu fort cher, l'opium compensa les achats de thé et la suppression du monopole commercial de la compagnie en facilita encore la contrebande. La résistance des autorités chinoises, la saisie et la destruction à Canton de milliers de caisses de stupéfiants déclenchèrent la première guerre de l'opium (1839-1842). Le traité de Nankin (1842), confirmé par celui de Tien-Tsin (1858) lors de la seconde guerre de l'opium, inaugurerait la longue série des « traités inégaux » imposés à la Chine par les puissances impérialistes. La Chine dut ouvrir de nouveaux ports au commerce étranger, abandonner Hong Kong à l'Angleterre et surtout renoncer à toute politique douanière indépendante : les droits d'entrée des marchandises ne devaient pas dépasser 5 pour cent de leur valeur, taux qui sera ramené à 3 pour cent à la fin du siècle. Les marchands anglais jubilaient, alléchés par la perspective de débouchés illimités. Ils furent vite déçus.

Dans un de ses premiers articles sur les événe-

ments en Chine, Marx montre le lien entre la guerre de l'opium et la révolte des Taiping. La dégradation de l'autorité impériale, la ruine de l'artisanat domestique concurrencé par les produits de l'industrie anglaise, l'aggravation des taxes pesant sur la paysannerie, tous ces facteurs ont mis fin à la stabilité millénaire de la Chine :

« La surpopulation en progrès lent, mais régulier, avait depuis longtemps rendu insupportable à la grande majorité de la nation les rapports sociaux existants. Vinrent les Anglais qui obtinrent par la force la liberté des échanges dans cinq ports chinois. Des milliers de navires partis d'Angleterre et d'Amérique voguèrent vers la Chine qui fut rapidement submergée par des produits industriels bon marché. L'industrie chinoise reposant sur le travail manuel succomba à la concurrence des machines. L'inébranlable Empire du Milieu subit une grave crise sociale. Les impôts n'entraient plus, l'Etat se trouva au bord de la faillite, la population tomba en masse dans le paupérisme, commença à se révolter, malmena et tua les mandarins et les bonzes. Le pays en pleine décomposition est menacé aujourd'hui d'une révolution violente. » (Marx : « Premier tour d'horizon international », *Neue Rheinische Zeitung*, février 1850)

Nous sommes loin de la manière maoïste d'écrire l'histoire ! Marx considère l'entrée de la Chine dans le marché mondial, non du point de vue de son « développement indépendant », mais comme un résultat de l'expansion du Capital et un gage de nouvelles crises et de nouvelles révolutions. Sans se faire d'illusions sur le « socialisme » chinois des Taiping, il s'interroge sur les chances d'une révolution bourgeoise en Chine qui viendrait faire obstacle aux convoitises de l'impérialisme blanc et donnerait une autre secousse révolutionnaire à la vieille Europe :

« Le socialisme chinois n'a peut-être pas plus de rapport avec le socialisme européen que la philosophie chinoise avec la philosophie hégélienne. Mais il faut se réjouir qu'en huit ans les balles de coton de la bourgeoisie anglaise aient conduit l'empire le plus ancien et le plus solide du monde à la veille d'un bouleversement social dont les conséquences seront de toute manière extrêmement importantes pour la civilisation. Quand nos réactionnaires d'Europe, dans leur fuite imminente vers l'Asie, arriveront enfin à la Muraille de Chine, aux portes de la citadelle archi-réactionnaire et archi-conservatrice, qui sait s'ils n'y liront pas l'inscription :

“République chinoise.

Liberté, Égalité, Fraternité!”. »

Marx écrivait ces lignes en février 1850, au moment où éclatait la révolte des Taiping. Il aura fallu exactement un siècle avant que la Chine puisse afficher une telle inscription. Et, malgré un vernis de « socialisme », celle-ci n'a pas effarouché nos réactionnaires d'Europe et d'Amérique ; elle n'a pas entraîné leur faillite. Bien au contraire ! Le 6 Janvier 1950, le gouvernement de l'Angleterre archi-conservatrice « reconnaissait » la République populaire chinoise et garde la place de Hong Kong. Le 14 février, c'était au tour de l'archi-réactionnaire Vychinski de signer à Moscou un « traité d'alliance, d'amitié et d'aide mutuelle » avec la Chine.

Si Marx ne s'attendait pas au milieu du siècle dernier à une révolution prolétarienne en Chine, il espérait d'une révolution bourgeoise des conséquences aussi funestes pour l'Occident capitaliste : contraction du marché, crise commerciale et révolution sociale en Europe. Mais il ne rattachait pas cette perspective à celle d'un « développement indépendant » du capitalisme chinois et d'échanges « fructueux » avec l'étranger.

Marx et la Chine

Dans une série d'articles publiés par le « *New York Daily Tribune* » entre 1853 et 1860, Marx a étudié la situation chinoise après la première guerre de l'opium et pendant la seconde. L'article « Révolution en Chine et en Europe » (14 juin 1853) présente comme les maillons d'une même chaîne l'expansion britannique en Asie, la révolte des Taiping et les risques d'une nouvelle crise en Europe :

« Quelles que soient les causes des révoltes chroniques qui se sont succédées depuis près de dix ans pour se fondre aujourd'hui dans une révolution formidable, quelle qu'en soit la forme – religieuse, dynastique ou nationale – il est certain que cette explosion a été provoquée par les canons anglais qui imposèrent à la Chine la drogue soporifique nommée opium. Face aux armes britanniques, l'autorité de la dynastie mandchoue s'émietta ; la foi superstitieuse en l'éternité de l'Empire Céleste reçut un coup mortel ; l'isolement barbare du monde civilisé fut rompu ; et l'on inaugura des rapports d'échange qui se sont depuis rapidement développés sous l'influence attrayante des mines d'or de Californie et d'Australie [...]

Un isolement complet était la condition première de tout conservatisme en Chine. Maintenant que l'Angleterre a mis fin par la force à cet isolement, la dissolution doit venir aussi fatalement que celle d'une momie soigneusement conservée dans un cercueil hermétique et mise au contact de l'air. Mais dès lors que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, une question se pose : quelle influence aura cette révolution sur l'Angleterre et, à travers elle, sur le continent européen ? »

Pour répondre à cette question, Marx fait une étude minutieuse du commerce sino-anglais à partir de 1842. Et il conclut à une faillite inévitable des espoirs démesurés conçus par les industriels britanniques à « l'ouverture » du marché chinois. La conquête de la Chine, la découverte de l'or en Californie, dit Marx, ont ouvert une nouvelle phase de « prospérité » bourgeoise en Europe, mais on peut en prévoir la fin dans les limites mêmes de l'économie de marché :

« À la chute de Napoléon, après l'ouverture du continent européen, les exportations britanniques furent si disproportionnées aux capacités d'absorption du nouveau marché que le “passage de la guerre à la paix” représenta une catastrophe plus grande encore que le Blocus Continental. De la même manière, la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles par Canning contribua à déclencher la crise de 1825. Les marchandises destinées au méridien de Moscou avaient été envoyées au Mexique

ou en Colombie. Enfin, de nos jours, l'Australie n'a pas évité davantage le sort commun à tous les nouveaux marchés et elle s'est trouvée encombrée de produits pour lesquels manquaient les consommateurs et des moyens de paiement disponibles. En Chine, la caractéristique du marché est que depuis son ouverture, à la suite du traité de 1842, l'exportation de produits chinois comme le thé ou la soie en Grande-Bretagne a sans cesse augmenté, tandis que l'exportation de produits industriels britanniques est restée stationnaire dans l'ensemble [...] » (Marx : « Le traité anglo-chinois », « New-York Daily Tribune », 5 octobre 1858).

Marx a montré cette évolution jusqu'en 1857. Mais nous pouvons compléter ce tableau avec des chiffres plus récents pour examiner les tendances du commerce extérieur chinois à la veille du partage du pays en sphères d'influence et du passage du capitalisme à son « stade suprême » : l'impérialisme. Ainsi, l'« Histoire moderne de la Chine » de Fan Wen-lang (T. I, ch. 5) nous fournit des chiffres qui ont l'avantage d'exclure les importations d'opium :

Tableau V
Commerce extérieur chinois (en milliers de liangs)

Source : « Histoire moderne de la Chine », Fan Wen-lang (T.I, ch.5).

Années	Importations	Exportations	Excédent
1864	51293	54006	2713
1870	69290	61682	-7608
1876	70269	80850	10581
1887	102263	85860	-16403
1890	127093	87144	-39949
1894	162110	128997	-33113

Négligeable avant 1880, le déficit de la balance commerciale chinoise s'aggrava rapidement après cette date. Mais jusque-là nous pouvons considérer avec Marx que « l'ouverture » du marché chinois n'a pas justifié les espoirs de l'Angleterre victorienne. Dans un nouvel article publié en décembre 1859 vers la fin de la seconde guerre de l'opium, Marx tirait les conclusions de son étude :

« À une époque où avaient cours les opinions les plus absurdes sur l'impulsion que le commerce américain et britannique aurait dû recevoir de l'ouverture, comme on disait alors, des portes du Céleste Empire, nous avons montré, par une analyse minutieuse du commerce extérieur de la Chine depuis le début du siècle, que ces prévisions optimistes n'avaient aucune base solide.

En dehors du trafic de l'opium qui augmente, comme nous l'avons montré, en raison inverse des ventes de produits manufacturés d'Occident, nous avons découvert que l'obstacle principal à un rapide accroissement des importations en Chine réside dans la structure économique de cette société basée sur la combinaison de la petite agriculture et de l'industrie domestique...

Cette même combinaison de l'agriculture et de

l'industrie domestique a longtemps été et reste encore un obstacle à l'exportation de marchandises britanniques aux Indes Orientales : mais là cette combinaison était basée sur un régime de propriété que les Anglais, comme propriétaires suprêmes du sol, ont pu saper et détruire, transformant par la force une partie des communautés indiennes en farms pures et simples produisant opium, coton, indigo, chanvre et autres matières premières en échange des marchandises britanniques. En Chine, les Anglais n'ont pas encore un tel pouvoir et il est peu probable qu'ils ne l'aient jamais. » (Marx : « Le commerce avec la Chine », « New-York Daily Tribune », 3 décembre 1859)

Cette dernière prévision de Marx s'est entièrement vérifiée : la Chine n'est pas entrée dans l'histoire comme colonie de l'Angleterre, mais comme « colonie de tout le monde » selon l'expression de Sun Yat-sen. Les difficultés de l'Angleterre à conquérir le marché chinois ne furent surmontées ni par le trafic de l'opium, ni par la « politique de la canonnière », ni par la multiplication des « traités inégaux ». Il fallut que la première phase d'expansion coloniale en Asie débouche sur l'impérialisme, qu'à l'exportation des marchandises succède celle des capitaux, pour que la résistance du vieux mode asiatique de production s'effrite et laisse la place à ce que les historiens maoïstes appellent la « voie du développement indépendant » de la Chine.

Nous reviendrons sur cette comparaison de l'Inde et de la Chine, sur la place particulière qu'occupe cette dernière à la limite de deux époques dans l'histoire coloniale. Relevons simplement combien les préoccupations de Marx et son analyse du développement économique chinois tournent le dos à celles de l'école maoïste. Si le trafic de l'opium, nécessaire pour forcer les portes du Céleste Empire, est devenu un obstacle à l'élargissement du marché chinois, Marx n'y voit pas le frein essentiel à l'essor d'une économie de marché. Il ne se met pas, comme nos historiens maoïstes, en quête d'une voie nationale au capitalisme. Il en montre au contraire les difficultés : la résistance des vieilles structures économiques et l'absence d'un pouvoir national ou colonial (l'Inde) susceptible d'impulser par la force l'accumulation du capital. La révolte des Taiping fut incapable de créer un tel pouvoir. La bourgeoisie compradore n'a fait qu'en jeter les bases. Seule, la démocratie populaire a pu solidement l'établir en Chine. On comprendra que les nouveaux mandarins refassent à leur manière l'histoire de la Chine !

Il faut encore souligner de quel point de vue, non pas national, mais internationaliste, Marx considère les limites objectives du marché chinois. Il ne nourrit pas l'espoir « ultra-impérialiste » d'une aide au développement industriel de la Chine ; il ne prêche pas davantage la version petite-bourgeoise de ce programme : un commerce « égal » et « réciproquement avantageux ». Marx attend seulement de la contraction du marché chinois une crise révolutionnaire en Europe ; et il redoute sans plus de l'élargissement de ce marché un retard de la révolution prolétarienne en Occident. Qu'on en juge d'après cette lettre à Engels du 8 octobre 1858 :

« On ne peut nier que la société bourgeoise ait vécu

une seconde fois son dix-septième siècle, un dix-septième siècle qui, je l'espère, sonnera son glas comme le premier l'a appelée à la vie. La vraie tâche de la société bourgeoise est de créer le marché mondial, au moins dans ses grandes lignes, ainsi qu'une production basée sur ce marché. Comme la terre est ronde, il semble qu'avec la colonisation de la Californie et de l'Australie, l'ouverture de la Chine et du Japon, cette tâche soit achevée. La question difficile pour nous est la suivante : sur le continent [européen], la révolution est proche et prendra immédiatement un caractère socialiste. Mais ne sera-t-elle pas inévitablement brisée sur ce petit coin de terre, si dans une aire beaucoup plus vaste la société bourgeoise poursuit encore un mouvement ascendant ? »

Marx répond à cette question par la négative. Tout comme Lénine répondra à Kautsky. Tout comme nous répondons aujourd'hui aux différents Khrouchtchev, Mao Tsé-toung et autres propagandistes du « mouvement ascendant » de la société bourgeoise. Dans sa lettre à Engels, Marx s'appuie sur son étude du marché chinois pour montrer les contradictions de ce « mouvement ascendant ».

Dans sa réponse à Kautsky, Lénine met l'accent sur les contradictions encore plus graves déchaînées par l'impérialisme triomphant dans les pays arriérés, et il cite en particulier l'exemple de la Chine divisée en sphères d'influence pour la plus grande efficacité des exportations de capitaux. Dans notre réponse d'aujourd'hui aux « progressistes » bourgeois, nous pouvons reprendre l'histoire des crises économiques et des antagonismes sociaux en Asie ; nous pouvons jeter à la face des renégats les glorieuses batailles des prolétariats russe et chinois ; mais nous devons affirmer que si les ouvriers de l'Orient ont été vaincus, si la société bourgeoise a poursuivi dans cette aire géographique son « mouvement ascendant », c'est parce que les prolétaires d'Occident n'ont pas accompli leur devoir de classe en s'emparant des forteresses traditionnelles du capital. Seule, la victoire du prolétariat européen au cours des guerres et des crises impérialistes du XX^e siècle n'était pas « inévitable ». Par contre, faute de cette victoire, l'accumulation du

capital en Russie ou en Chine devenait une nécessité pour le développement du marché mondial.

À cause de sa situation politique et économique, la Chine fut le premier pays colonial où se manifestèrent les tendances de l'impérialisme moderne. Le renversement de la balance commerciale aux environs de 1880 reflète en partie ce changement. On se mit à cultiver l'opium en Chine et le thé en Inde, de sorte que ces produits perdirent beaucoup de leur importance dans le commerce extérieur chinois. Par ailleurs, le déficit croissant des échanges fut provoqué par des achats de biens d'équipement ou de matières premières pour l'industrie nationale ou pour les entreprises construites dans les concessions par les capitalistes étrangers.

L'école de Mao s'efforce de minimiser le rôle de la bourgeoisie compradore comme pionnier du capitalisme national. Elle désire aussi présenter la Chine du début de ce siècle comme un simple réservoir de matières premières pour l'impérialisme mondial et un marché pour les produits manufacturés de l'Occident. L'histoire des rapports entre l'impérialisme et la bourgeoisie compradore ne colle pas du tout à cette conception du patriotisme petit-bourgeois. Et les apologistes du « capitalisme national » ont souvent du mal à camoufler la réalité. Il en est ainsi du recueil statistique publié à Pékin en 1955 sous le titre « Histoire du développement économique de la Chine » (1840 – 1948).

Dans la troisième section de cette étude, nous trouvons différents tableaux illustrant cette tendance, en dépit de trucs grossiers qui nous empêchent de saisir les changements survenus dans la structure du commerce extérieur chinois.

Nous reproduisons le tableau 55 de cette histoire indiquant les achats et les ventes de coton brut et de cotonnade ci-dessous (tableau VI).

Tableau VI
Coton et cotonnades dans le commerce extérieur chinois (1873 – 1947)

Source : « Histoire du développement économique de la Chine » 1840 – 1948, Pékin, 1955 (Tableau no 55).

	1873	1883	1893	1903	1910	1920	1930	1936	1947
Coton brut (milliers de quintaux)									
Exportations	15	13	348	459	754	227	499	368	-
Importations	122	127	32	35	124	1017	2090	406	1212
Excédent des exportations (+) ou des importations (-)	-107	-114	316	424	630	-790	-1591	-38	-1212
Filés de coton (milliers de quintaux)									
Exportations	-	-	-	-	-	42	199	89	34
Importations	41	137	593	1656	1380	801	98	6	-
Excédent des exportations (+) ou des importations (-)	-41	-137	-593	-1656	-1380	-759	101	83	34
Tissus de coton (milliers de dollars)									
Exportations	58	153	1005	1497	3006	7711	15258	8969	-
Importations	24716	25256	39720	92783	99497	251624	202165	12089	-
Excédent des exportations (+) ou des importations (-)	-24658	-25103	-38715	-91286	-96491	-243913	-186907	-3120	-

Sauf entre 1893 et la première guerre mondiale, nous voyons un excédent régulier des importations de coton brut à l'usage de l'industrie textile chinoise. Parallèlement, les importations de filés de coton qui vont croissant jusqu'en 1903 baissent ensuite régulièrement au point que la Chine devient exportatrice dès 1930. La tendance est identique bien que moins nette pour les tissus de coton.

Les tableaux 48 et 49 du même recueil seraient encore plus significatifs si en présentant la part de différents produits dans le commerce extérieur chinois de 1871 à 1947 ils ne laissaient une rubrique mystérieuse intitulée « Autres marchandises » et dont le pourcentage passe de 21,9 % en 1871-1873 à 63 % en 1936. Cette rubrique ne comprend-elle pas les biens d'équipement importés par la bourgeoisie compradore et par les entreprises des capitalistes étrangers ? Nous sommes tentés de le croire. Toujours est-il que dans le chapitre des importations la part de l'opium est passée de 37,7 % en 1871-1873 à 0,05 % en 1919-1921 ; celle des tissus de coton est passée de 30,2 % à 18,4 % pendant la même période pour décroître encore jusqu'en 1947.

Comment interpréter ces données ? Les obstacles au développement du marché chinois que Marx avait décelés au milieu du XIX^e siècle ont été surmontés quelques décennies plus tard. De quelle manière ? Par la substitution à la vente des produits manufacturés de l'exportation de capitaux, ou mieux, par l'exportation pure et simple du mode de production capitaliste dans les pays arriérés.

L'impérialisme et la bourgeoisie compradore

Lorsqu'il était encore marxiste, K. Kautsky sut faire une analyse rigoureuse de l'impérialisme qui contrasta d'une façon saisissante avec ses affirmations ultérieures et avec les conclusions politiques qu'il en a tirées à l'époque de la III^e Internationale, conclusions qui sont devenues celles du stalinisme russe ou chinois.

Dans sa brochure « Le chemin du pouvoir » publiée à Berlin en 1910, Kautsky écrivait :

*« Pendant longtemps l'expansion du capitalisme n'avait presque pas apporté de changements à l'état de choses existant. Dans les régions situées hors de la civilisation européenne (à laquelle il faut rattacher aujourd'hui l'Amérique et l'Australie), les capitalistes n'exportaient d'abord que les **produits** du mode de production capitaliste et non la **production capitaliste elle-même**. De plus ils se limitaient aux régions proches des voies fluviales et des côtes. Mais au cours des dernières décades et en particulier ces vingt dernières années, un brusque revirement s'est produit. Une nouvelle ère a commencé dans la politique des conquêtes d'outre-mer, et l'exportation des produits par les Etats industriels dans les pays arriérés s'est transformée en une **exportation des moyens de production et des moyens de transport** de l'industrie moderne.*

Nous avons vu combien s'est rapidement déve-

loppée pendant cette période la construction des voies ferrées surtout en Orient (y compris la Russie). Tout aussi vite s'y est développée une industrie capitaliste : textile, métallurgique et minière. [...] Dans la première moitié des années 1880, l'industrie capitaliste semblait incapable de progresser et cela se vérifiait dans le domaine de l'exportation des produits industriels. Mais l'exportation des moyens de production, prémisses d'un nouvel et brillant essor, ne fut possible que parce qu'elle assurait le développement du mode de production capitaliste dans des pays se trouvant hors de la sphère de la civilisation européenne et parce qu'elle y avait rapidement détruit les rapports économiques hérités du passé. »

Ces tendances se sont particulièrement affirmées dans les pays que le capitalisme européen n'avait pas encore réussi à transformer en colonies constituant une chasse gardée pour la métropole. Tels furent l'Amérique du Sud et surtout la Russie tsariste et la Chine. Il a fallu la fin de la seconde guerre mondiale et les « grandes victoires du socialisme » moscovite pour que les vieilles colonies européennes d'Afrique et d'Asie puissent accéder à part entière à la politique bénie de l'impérialisme russo-américain : l'exportation des capitaux et du mode capitaliste de production. Mais on jugera du caractère explosif des contradictions accumulées dans ces régions par ce qu'on appelle le « néocolonialisme », si on les étudie à la lumière des expériences russe et chinoise qui les ont précédées. Ce n'est pas par hasard que la Russie et la Chine se sont trouvées, au début du siècle, au centre des plus puissantes irruptions révolutionnaires. Elles ont été alors la terre d'élection des capitaux de l'Occident, l'Eden des « plans de développement ». Montrer comment tous ces « plans » se sont effondrés, c'est déjà illustrer les futures crises dans les pays récemment annexés à l'impérialisme mondial.

Après la seconde guerre de l'opium et la révolte des Taiping, une fraction de la classe dirigeante chinoise comprit la nécessité de réformes. La même révélation avait frappé le tsarisme, lors de sa défaite de 1855 dans la guerre de Crimée. En Chine, l'initiative du mouvement qui porte le nom « d'occidentalisme » et qui s'inspira du mot d'ordre « La Chine forte par elle-même », revient aux seigneurs de la guerre Tseng Kouo-fan et Li Hong-tchang.

Leur but était d'abord de doter la Chine d'une armée moderne en imitant celles de l'Occident. Li Hong-tchang fit construire des arsenaux et des chantiers navals en utilisant du matériel étranger et des capitaux de l'Etat. Mais rapidement cette politique s'étendit à toute une série d'activités : services publics, industries mécaniques et textiles, etc.

« Ces seigneurs de la guerre, nous dit l'Histoire générale de la Chine (p. 117), mirent la main également sur la navigation et l'industrie minière ; l'entreprise la plus célèbre de ce genre fut la China Merchant Steam Navigation Co, fondée par Li Hong-tchang en 1872. Cette compagnie, bien qu'elle eût absorbé aussi des actions privées à côté du capital fourni par le gouvernement, était complètement con-

trôlée par les seigneurs de la guerre et les compradores, tandis que les actionnaires ordinaires étaient en réalité dépourvus de voix délibérative dans l'administration de la société. »

Dans toutes ces entreprises le contrôle de l'Etat était strictement observé. Mais avec quelle compassion les historiens maoïstes s'arrêtent sur le sort des « actionnaires ordinaires » auxquels le Fils du Ciel n'accordait même pas de voix délibérative dans les premières sociétés capitalistes chinoises ! Nos auteurs ne respirent visiblement mieux que lorsqu'ils voient naître et prospérer le capitaliste individuel :

« Pendant la décade de 1870 à 1880, des capitalistes privés commencèrent à fonder individuellement de petites usines de travail des métaux, des papeteries, des fabriques d'allumettes et des filatures de soie à Shanghai, Hankéou, Woutchang, etc. Ce qui représente la nouvelle industrie capitaliste nationale, la première de ce genre en Chine. » (Ibid., p. 117 – 118)

Voilà la marque du « socialisme » chinois : la fabrique d'allumettes du capitaliste individuel, l'arrière du petit paysan, ça c'est le « progrès », le « capitalisme national » et la « démocratie nouvelle » ! Mais les arsenaux de Li Hong-tchang avec du matériel américain, des capitaux d'Etat et des ouvriers salariés, c'est la « réaction », le « capitalisme bureaucratique », la négation même de toute « voie nationale » au capitalisme !

L'« Histoire du développement économique de la Chine » que nous avons déjà citée nous donne une série d'indications sur la corrélation entre capitaux privés, publics et étrangers dans la phase initiale de l'accumulation capitaliste. Du tableau 62 nous tirons les chiffres suivants :

Tableau VII
Entreprises créées en Chine entre 1872 et 1911 avec un capital égal ou supérieur à 10 000 yuans
Source : Ibid. (Tableau no 62).

Périodes	Entreprises privées		Entreprises d'État ou mixtes		Entreprises avec participation de capital étranger	
	Nb	Capital milliers de yuans	Nb	Capital milliers de yuans	Nb	Capital milliers de yuans
1872-1894	54	4805	19	16003	1	629
1895-1911	345	76840	47	27574	30	25432

Aussi limitées que soient ces indications (elles ne concernent que les industries minières et de transformation), nous y voyons nettement que le capitalisme industriel chinois est né étatique et a grandi, à partir de 1895, avec l'aide des capitaux privés et de l'impérialisme mondial. Comme nous l'avons déjà dit,

l'entrée en force des capitaux étrangers en Chine peut être datée assez précisément. Jusqu'en 1895, la majorité des entreprises occidentales ou japonaises situées dans les grands ports chinois bornaient leurs activités aux services requis par les nécessités du commerce extérieur : constructions et réparations navales, industries de luxe dans les concessions. Avec le traité de Shimonoseki, le Japon obtint un privilège qui s'étendra bientôt aux autres grandes puissances. Il s'agit du droit pour les étrangers d'installer des usines en Chine et d'importer librement des machines de toute sorte. Cette clause du traité sino-japonais de 1895 marque une nouvelle phase dans « l'ouverture » de la Chine : le passage de l'exportation de produits manufacturés à l'exportation des capitaux.

Une nouvelle série de « traités inégaux » ajoute aux avantages conquis à l'époque des guerres de l'opium ceux qui découlent de la domination impérialiste. C'est ainsi que J. Chesneaux a pu écrire dans « Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927 » que :

*« Certains de ces privilèges, les plus anciens, correspondent aux nécessités de l'ère commerciale et ne cherchent qu'à garantir le mouvement des marchandises et celui des négociants (concessions, extraterritorialité, limitation des tarifs douaniers), alors qu'une seconde série de privilèges (contrôle des finances, territoires à bail) reflètent à partir du **break-up** le souci des Puissances de garantir leurs investissements sur le sol chinois et de les protéger. »*

Pour mieux comprendre les rapports entre le capitalisme national chinois et l'impérialisme étranger ainsi que le rôle de la bourgeoisie compradore, examinons quelques-unes des réalisations d'avant-garde de la période qui s'est ouverte pour la Chine avec le traité de Shimonoseki. Et tout d'abord les constructions de voies ferrées.

Comme l'on sait, celles-ci occupent une place importante dans la soumission de la Chine au capital étranger, dans l'aggravation des rivalités impérialistes et dans le partage du pays en sphères d'influence et en concessions et territoires à bail. Elles n'en représentent pas moins un jalon indispensable à la création du marché national. Dans son « Plan industriel » Sun Yat-sen posait comme une tâche urgente du développement économique chinois l'ouverture de 100 000 milles de voies ferrées. La démocratie maoïste est encore fort loin de réaliser un tel programme. Il est vrai que Sun Yat-sen ne le croyait pas non plus réalisable par les seuls moyens nationaux chinois. On ne s'étonnera donc pas, dans la statistique publiée ci-dessous, de voir que la Chine « socialiste » n'a pas battu les records du capital bureaucratique lors des deux grandes phases d'expansion ferroviaire : 1895 – 1911 et surtout 1932 – 1937.

Tableau VIII
Longueur des voies ferrées construites entre 1876 et 1958 (en km)
Source : Ibid.

(Voir page suivante)

Années	Longueur totale	Longueur	Longueur moyenne
		par période	par an
1876	15	-	-
1877 – 1894	864	364	20
1895 – 1911	9618	9253	544
1912 – 1927	13040	3422	214
1928 – 1931	14239	1198	299
1932 – 1937	21036	6797	1133
1938 – 1948	24945	3909	355
1949 – 1958	31193	7157	715

L'histoire du réseau ferré chinois illustre fort bien la faiblesse de la bourgeoisie nationale. Les périodes d'essor (1895 – 1911 et 1932 – 1937) furent pour le « capitalisme national » des périodes de défaite ou de stagnation (l'écrasement des Boxers et l'occupation japonaise). Inversement, entre 1912 et 1927, lors du plus grand développement des entreprises privées de la bourgeoisie nationale, la Chine n'a construit que 214 km de voies ferrées par an.

Mais la faiblesse de cette bourgeoisie apparaît encore plus, si l'on considère la masse des emprunts souscrits par l'Etat pour la construction du réseau de chemins de fer et le contrôle exercé par l'impérialisme sur celui-ci. La construction de voies ferrées fut un des grands supports de l'exportation de capitaux. En 1914, l'Etat chinois n'avait construit par ses propres moyens que 3,8 % du réseau existant, et les voies n'étaient rachetées par ses soins que pour renforcer les garanties exigées des prêteurs de capitaux. « Histoire du développement économique de la Chine » nous offre le tableau suivant de l'exploitation du réseau ferré :

Tableau IX
Contrôle de l'impérialisme sur le réseau ferré (pourcentage de sa longueur totale)

Source : Ibid.

Années	Sous administration chinoise	Exploité directement par l'impérialisme	Sous contrôle étranger
1894	21,1	-	78,9
1911	6,9	39,1	54,0
1927	8,0	33,2	58,8
1931	15,7	30,4	53,9
1937	9,3	46,6	44,1
1948	65,6 (1)	8,8	25,6

(1) Ce chiffre comprend les lignes de chemins de fer construites sous l'occupation japonaise ainsi que celles de Formose.

Un autre signe de faiblesse de la bourgeoisie nationale se révèle dans l'orientation de ses investissements. Les entreprises qui demandent d'importants capitaux (chemins de fer, industries extractives) sont presque entièrement contrôlées par l'impérialisme étranger. La bourgeoisie compradore limite ses ambitions à l'industrie légère : textile, alimentaire. Sur 521 entreprises fondées par la bourgeoisie nationale entre 1872 et 1911 avec un capital de 160 millions de yuans, le recueil de statistique déjà cité nous donne la répartition que voici :

Tableau X
Source : Ibid.

	Nombre d'entreprises	Capital d'entreprises
Industries minières et métallurgie	72	41,4
Constructions mécaniques	3	0,8
Industries textiles	193	40,8
Industries alimentaires	100	17,7
Autres industries	153	59,3

La plus grande partie de l'industrie lourde se trouve par contre aux mains des étrangers. Les mines de charbon de Fouchéou appartiennent au Japon, celles de Kailan à l'Angleterre. La presque totalité du minerai de fer produit en Chine est contrôlée par des entreprises japonaises.

Les tableaux 75, 80 et 88 du manuel de statistiques chinoises nous donne les chiffres reportés dans le **tableau XI** page suivante, colonne de gauche.

Ce tableau des faiblesses de la bourgeoisie chinoise reléguée aux industries de transformation, dépendant des capitaux et des matières premières aux mains de l'impérialisme, ne serait pas complet si l'on ne mentionnait aussi les différentes mesures de contrôle direct dans le domaine financier et politique. En 1854, la direction des douanes chinoises fut livrée à un inspecteur général anglais ; avec l'accroissement des emprunts extérieurs la Chine a pratiquement hypothéqué ses douanes à l'étranger qui a pris l'habitude d'y voir une garantie à ses prêts. Inutile de dire dans quelles conditions s'est trouvée l'industrie nationale face à la concurrence étrangère. Circonstance aggravante : une douane intérieure, créée à l'époque de la révolte des Taiping vint en plus frapper les marchandises chinoises circulant d'une province à l'autre. Cet impôt (le «likin»), qui s'élevait à l'origine à 1 %, est passé dans certaines provinces à 5 et même 20 %. Dans les « Trois principes du Peuple », datant de 1924, Sun Yat-sen définit en ces termes la situation des douanes chinoises :

« Dernièrement, on a commencé à se servir de coton chinois et de machines européennes pour filer et pour tisser. Ainsi, à Shanghai, il y a de très grandes filatures et de grands tissages. En fait, avec ces fila-

tures et ces tissages on pourrait faire échec aux marchandises européennes. Mais, parce que les douanes sont encore entre les mains des Etrangers,

Tableau XI

Source : *Ibid.* (Tableaux 75, 80 et 88).

Années	Charbon (1)		Fer	
	Production totale (millions de t)	Sous contrôle étranger (%)	Production totale (millions de t)	Sous contrôle étranger (%)
1912	9,1	52,4	0,2	100
1913	12,9	55,4	0,4	100
1914	14,2	50,4	0,5	100
1915	13,5	56,5	0,6	100
1916	16,0	47,6	0,6	100
1917	17,0	49,0	0,6	100
1918	18,4	46,6	1,0	100
1919	20,1	48,1	1,3	100
1920	20,1	50,9	1,3	100
1921	20,5	49,4	1,0	100
1922	21,1	52,2	0,9	100
1923	24,5	54,8	1,2	100
1924	23,8	54,8	1,3	100
1925	24,2	54,2	1,0	100
1926	23,0	53,1	1,0	99,0
1927	24,2	56,0	1,2	99,3
1928	28,0	56,1	1,5	99,3
1929	25,4	57,7	2,0	99,7
1930	26,0	57,8	1,8	99,7
1931	27,2	53,5	1,8	99,4
1932	26,4	59,0	1,8	99,3
1933	28,4	64,9	1,9	99, 1
1934	32,7	62,8	2,1	99,2
1935	36,0	56,0	2,9	99,4
1936	39,9	55,7	2,9	99,2
1937	37,2	61,1	3,4	99,7
1938 (2)	27,4	-	-	-
1939	36,6	-	4,5	-
1940	44,5	-	5,3	-
1941	56,3	-	7,5	-
1942	59,2	-	9,9	-
1943	50,1	-	10,6	-
1944	48,3	-	7,9	-
1945	23,9	-	0,4	-

(1) Pour le fer, la statistique ne porte que sur la production mécanisée. Pour le charbon, elle comprend aussi la petite production artisanale, ce qui en réduit le pourcentage sous contrôle étranger.

(2) À partir de 1938, les chiffres cités ne comprennent que ceux des quatre provinces du nord-est occupées par les Japonais (tab 88).

ceux-ci perçoivent encore de lourds droits sur notre toile indigène. Et non seulement les douanes maritimes perçoivent de lourds droits, mais quand une marchandise entre à l'intérieur des terres, on perçoit encore le *likin*. Donc, non seulement la Chine n'a pas de tarif protecteur, mais les droits qui pèsent sur les marchandises indigènes vont protéger les marchandises européennes. »

Dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, ces contradictions entre la bourgeoisie « nationale » et l'impérialisme éclatèrent avec force. En l'absence d'une puissante concurrence étrangère pendant les hostilités, les entreprises chinoises connurent un certain essor : entre 1914 et 1921 le nombre des filatures de coton appartenant à des Chinois est passé de 7 à 23 pour un total de broches allant de 160 900 à 508 746. Mais ce progrès, toujours limité à l'industrie légère, s'est vite heurté à un retour des capitaux européens et à un renforcement considérable des positions japonaises qui s'est exprimé, dès 1915, par les « Vingt et une demandes » du Japon au gouvernement chinois.

Ainsi, nous avons vu comment l'impérialisme s'est développé tendant à substituer à l'exportation des produits manufacturés des métropoles l'exportation des capitaux et du mode de production capitaliste lui-même. Nous avons montré en même temps les contradictions de ce développement et ses limites : faiblesse de la bourgeoisie nationale malgré l'essor de la grande industrie et l'extension d'un réseau moderne de voies de communication, difficultés à constituer un marché national dues aussi bien aux pressions extérieures qu'à la stagnation de la petite agriculture, enfin, croissance rapide d'un prolétariat indigène fortement concentré et prenant très tôt conscience de ses buts spécifiques de classe. Nous reviendrons ultérieurement sur ce dernier point.

Avant d'examiner les forces du prolétariat chinois, il s'agit de dénoncer deux conceptions aujourd'hui triomphantes qui ont pour seul objectif d'embellir le rôle de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale en niant les contradictions du développement capitaliste dans les pays arriérés. Apparemment opposées, ces conceptions se rejoignent dans une même négation des tâches révolutionnaires du prolétariat et de son indépendance de classe. La première de ces conceptions porte le nom de Kautsky et répand l'illusion d'un développement harmonieux et sans crise de l'impérialisme dans les pays arriérés ; la seconde, formulée par Sun Yat-sen dès le début du siècle, en est la version « sous-développée » et recherche dans l'Etat, dans les nationalisations, dans la création d'un marché national unique, non seulement le gage d'un rapide développement capitaliste, mais encore la meilleure garantie qu'un peuple arriéré puisse apporter à l'exportation des capitaux par les puissances impérialistes.

L'une et l'autre de ces théories prétendent fausement s'inspirer du socialisme ; l'une et l'autre ont été depuis longtemps démenties par l'histoire et ne doivent qu'à la contre-révolution mondiale de traîner une misérable existence dans les rangs clairsemés du prolétariat.

Partie 5

(Parue dans «programme communiste», n° 33, octobre-décembre 1965)

Nous avons vu comment l'impérialisme européen a tiré la Chine de son isolement pour la jeter dans les contradictions et les crises de l'histoire moderne. Processus ni « pacifique », ni « harmonieux », ni même purement « national ». Rappelons-en les principales phases :

- 1840 – 1860, « ouverture » du marché chinois par les manufacturiers anglais à la recherche de nouveaux débouchés ; la politique de la canonnière et du trafic d'opium trouve sa réplique dans la révolte des Taiping incapable toutefois de se transformer en une révolution bourgeoise ;

- 1860 – 1880, apogée de la libre concurrence en Europe et naissance des premiers cartels (surtout après la crise de 1873) ; parallèlement se développe en Chine une bourgeoisie compradore rêvant d'instaurer un capitalisme d'Etat à l'ombre de la dynastie mandchoue ;

- 1880 – 1914, les monopoles dominent l'ensemble de la vie économique, les grandes puissances achèvent le partage colonial, le capitalisme atteint sa phase impérialiste ; en Chine, celle-ci est marquée par la guerre sino-japonaise qui inaugure la politique d'exportation des capitaux et du partage en sphères d'influence ;

- la première guerre mondiale a vu en Asie un recul de la domination européenne contrebalancé par un certain développement du capitalisme national et surtout par une entrée en force d'impérialismes plus jeunes : Japon et USA.

Petit historique du réformisme anti-impérialiste

Nous avons montré par l'analyse économique comment la Chine est devenue la « colonie de tout le monde » lorsque le capitalisme mondial est passé à sa phase impérialiste substituant à l'exportation des marchandises industrielles celle des capitaux. Avec la première guerre mondiale et la faillite du vieux système colonial européen, l'idée naquit d'une « internationalisation des colonies » qui permettrait leur exploitation en commun par le capital financier des grandes puissances. Cette conception défendue par K. Kautsky et contenue dans les propositions de paix du président Wilson, servit en fait de drapeau à l'impérialisme américain à la conquête des vieux marchés coloniaux. Souvent partagée par la bourgeoisie nationale des pays arriérés en lutte pour leur indépendance ou à la recherche de capitaux pour leur industrialisation, cette conception est au centre de l'opportunisme actuel, aussi bien chinois que russe. Qu'il se veuille « ultra- » ou « anti-impérialiste », ce « kautskisme » doit être dénoncé en bloc, comme un seul et même système reniant

les objectifs et les méthodes spécifiques de la lutte de classe prolétarienne, et faisant l'apologie d'un développement « harmonieux » et sans crise de la société bourgeoise.

Au lieu de faire ici un historique des conflits inter-impérialistes en Chine depuis la « paix » de Versailles jusqu'à la victoire de Mao Tsé-toung, nous avons préféré souligner la profonde **unité idéologique de « l'ultra-impérialisme »** bourgeois. Le lecteur voudra bien se rappeler seulement que si la Chine a été la première à faire naître chez les grandes puissances les projets d'investissements « concertés » et autres banques internationales tellement en vogue de nos jours, elle a aussi donné l'exemple de la faillite de tous ces « plans de développement ». Pour une grande part, les rivalités impérialistes sont à l'origine de l'anarchie politique et des luttes intestines qui ont déchiré le pays entre les deux guerres. Situation analogue à celle de l'Afrique Noire aujourd'hui.

Aux sources de « l'ultra-impérialisme » : J. A. Hobson et la Chine

Bien avant Kautsky et nos modernes khrouchtchéviens, un économiste libéral anglais, J. A. Hobson, avait formulé la « théorie » selon laquelle le capital financier des principales puissances impérialistes devrait pouvoir s'unir à l'échelle internationale pour une exploitation « pacifique » des colonies. Cette idée a trouvé depuis d'innombrables développements, tant théoriques que pratiques, mais il n'en est jamais sorti la paix entre les nations et le progrès social dont rêvent jour et nuit les démocrates petits-bourgeois.

L'idée de J. A. Hobson avait d'ailleurs une portée plus limitée. Dans son livre de 1902 sur « l'impérialisme » il déclarait :

« Pendant que la classe ouvrière discutait sur la collaboration des travailleurs, le capital réalisait déjà la collaboration internationale. C'est pourquoi, dans la mesure où cela concerne les grands intérêts financiers et commerciaux, il est très probable que la future génération sera le témoin d'une si puissante unification du capital international que les guerres entre pays occidentaux deviendront presque impossibles. »

Pour être fautive, cette « théorie » n'en avait pas moins une supériorité sur ses versions plus récentes et mille fois démenties par les faits : elle se fondait sur une communauté d'intérêts matériels du capitalisme mondial et sur l'enchevêtrement inextricable des rapports économiques entre les Etats. Tout en reflétant les mêmes intérêts et les mêmes liens tissés par le marché mondial, la fable khrouchtchévienne selon laquelle les guerres peuvent être évitées dans le système actuel est

tombée à un niveau beaucoup plus bas, celui de l'idéologie. Pour tout argument, on se contente de faire appel à « l'équilibre des forces » et aux jérémiades des petits bourgeois pacifistes.

S'il aspirait à une paix européenne (qui n'excluait pas d'ailleurs des guerres coloniales « civilisatrices »), J. A. Hobson a su ramener cette perspective à de plus justes proportions :

« La situation est trop complexe, écrit-il, le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter, pour rendre "très probable" telle ou telle interprétation à sens unique de l'avenir. Mais les influences qui régissent l'impérialisme de l'Europe occidentale, à l'heure actuelle, vont dans cette direction ; et, si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, elles travailleront dans le sens d'un achèvement de ce processus. »

On le voit, Hobson définit seulement une tendance du capital financier et admet de plus l'action des forces contraires qui résident pour nous dans l'explosion d'antagonismes économiques et sociaux inhérents au mode de production capitaliste. C'est pourquoi Lénine (voir « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » et les « Cahiers sur l'impérialisme » dont nous tirons les extraits du livre de Hobson) ajoute ce commentaire : il ne fallait, pas dire « théorie » mais « perspectives ». Une « théorie de l'ultra-impérialisme », poursuit-il, n'aurait pas plus de sens qu'une « théorie de l'ultra-agriculture » déduite de l'alimentation par pilules et de la culture en laboratoire. Comme « théorie », l'ultra-impérialisme est une sottise et ne peut être qu'une apologie : celle d'un progrès indéfini et pacifique du capitalisme. Hobson ne cherche pas à faire cette apologie. En bon libéral bourgeois, il se borne à observer les derniers développements du capitalisme tels qu'ils se présentent au début du XX^e siècle. Et par là, malgré son esprit de philistin apeuré par les conséquences qu'il peut entrevoir, il se montre bien supérieur à Kautsky et à ses modernes disciples.

Mais Hobson a d'autres mérites. Tout en envisageant les « Etats-Unis d'Europe » pour une exploitation commune de l'Asie, il se rend bien compte que là commencera le « véritable drame » :

« Malgré l'égoïsme et l'avidité de la politique actuelle [Notez cette caractéristique de tout "l'anti-impérialisme" petit-bourgeois : les "mauvais côtés" de la domination du capital financier lui apparaissent comme le fait purement occasionnel de "cliques" intéressées et "avidés" !], le véritable drame commencera lorsque les forces du capitalisme international représentant la culture d'un monde chrétien unifié seront utilisées pour l'assimilation pacifique de la Chine. C'est alors que surgira le "péril jaune". »

Et l'économiste anglais ne s'embarrasse pas de considérations raciales ou démographiques. Il ne nous présente pas ce péril comme la guerre des ventres creux contre les ventres pleins à la manière de nos petits bourgeois qui se croient « révolutionnaires » en désignant la faim comme la plus grave menace à la « paix » du monde, à la « justice sociale » et à la... tranquillité de leur conscience. Il ne s'inquiète pas plus d'un « socialisme » de village qui viendrait du fond de l'Asie inspirer le prolétariat européen. Pour J. A. Hobson, le « péril jaune », c'est la concurrence

d'une Chine bourgeoise « renversant l'ancien mouvement des capitaux » et soumettant l'Europe à son contrôle économique :

« Il n'y a rien d'impossible à ce que la Chine rende la monnaie de leur pièce aux pays industriels d'Occident et, utilisant leur organisation et leurs capitaux ou, ce qui est plus vraisemblable, leur substituant les siens, elle inonde leurs marchés des produits de son industrie. »

Et le démocrate anglais épouvanté par une telle perspective s'écrie :

« C'est alors seulement que nous comprendrons tous les risques et toute la folie de cette entreprise, la plus grandiose, la plus révolutionnaire de toute l'histoire humaine. »

Faut-il décerner à J. A. Hobson un brevet de marxisme à la mode pékinoise ? Avoir trouvé comme limites à « l'ultra-impérialisme » blanc le développement d'une Chine moderne et puissante, avoir jugé comme « plus vraisemblable » la solution qui consiste, pour « l'anti-impérialisme » jaune, à substituer ses propres capitaux à ceux de l'Occident, c'est aujourd'hui assez pour mériter le nom de « marxiste ». Mais Hobson serait bien étonné de voir baptiser « socialiste » le programme de « guerre économique » que la Chine vient à peine de lancer contre les vieux impérialismes. « Rendre la monnaie de leur pièce » aux Occidentaux, « utiliser leur organisation et leurs capitaux » ou mieux « leur substituer les siens », c'est marcher sur la voie de leur développement capitaliste qui, malgré « tous les risques et toute la folie de cette entreprise », se présente au vieux libéral Hobson, aussi bien qu'au « socialisme » risqué des maoïstes, comme « la plus grandiose » et « la plus révolutionnaire de toute l'histoire humaine ». Ainsi l'impérialisme engendre le capitalisme jaune, le capitalisme jaune menace l'impérialisme blanc et cet enchaînement de crises et de révolutions bourgeoises apparaît naturellement aux idéologues de la bourgeoisie, depuis J. A. Hobson jusqu'à Mao Tsé-toung, comme l'œuvre « la plus grandiose », « la plus révolutionnaire » et surtout **la plus définitive** de l'histoire.

Rendons à Hobson ce qui lui revient. Devant les menaces (encore toutes verbales et potentielles) du concurrent chinois l'impérialisme russo-américain d'aujourd'hui conçoit les mêmes craintes que le vieux libéral anglais. Et « l'assimilation pacifique » s'est transformée en un boycottage économique et politique de la Chine pour retarder l'heure de son entrée en lice. On ne saurait cependant reprocher à Hobson d'avoir sous-estimé le rôle réactionnaire de l'impérialisme. Sa perspicacité l'a conduit à penser que si les impérialistes réussissaient à « s'entendre », ce ne serait pas pour le « développement » de la Chine, mais pour son pillage et son démembrement :

« S'il est inutile, déclare-t-il, d'attendre de la Chine qu'elle se pénètre d'un patriotisme qui lui donnera la force de chasser les exploités occidentaux, cela signifie qu'elle est vouée à une décomposition qu'il sera plus juste de définir comme "démembrement" de la Chine, plutôt que comme son "développement". »

Telles sont donc les conclusions auxquelles est arrivé J. A. Hobson :

1. L'association du capital financier et les formes politiques qui en dérivent (« Etats-Unis d'Europe », « Société des Nations », etc.) représentent « le développement le plus légitime des tendances actuelles et donneraient les plus grands espoirs de paix durable sur la base de l'inter-impérialisme ».

2. Cette tendance ne saurait manquer de développer en Asie de nouveaux foyers de capitalisme, car « l'histoire de l'impérialisme, à la différence du colonialisme, illustre la tendance à forcer les indigènes à exploiter leurs terres à notre profit » ; et peut-être alors, dit le philistin anglais, « les peuples occidentaux comprendront-ils qu'ils ont permis à un petit groupe de spéculateurs de les entraîner dans un impérialisme où tous les frais et tous les dangers de cette politique aventuriste seront cent fois accrus ».

3. Mais devant « l'égoïsme » et « l'avidité » de ces « spéculateurs » menaçant de dépecer la Chine, seul le « patriotisme », c'est-à-dire l'essor d'un mouvement national-révolutionnaire, pourra sauver le pays du démembrement et lui ouvrir la voie d'un véritable développement capitaliste.

Sun Yat-sen « réfute » Marx...

Si nous avons cité si longuement l'étude de Hobson, c'est afin de montrer tout ce qu'un bon libéral anglais peut dire et comprendre en matière d'impérialisme et d'anti-impérialisme, sans se fourvoyer sur le terrain du marxisme révolutionnaire. Il en résulte un mélange, nullement paradoxal, de maoïsme et de khrouchtchévisme. Tant il est vrai que la ligne de démarcation idéologique entre la Chine et la Russie n'est pas une ligne politique de classe mais une simple frontière nationale pour défendre la cause du « patriotisme » chinois, point n'est besoin d'aller chercher Lénine, ni de lancer des invectives contre le « kautskisme » russe. Il suffit de s'appuyer (comme le fait parfois la diplomatie chinoise) sur les analyses et les sages réflexions du bon vieux libéralisme anglais. La question de la paix ou de la guerre, des alliances plus ou moins durables constituées par le capital financier, n'est pas la question fondamentale dans la critique marxiste de l'impérialisme, dans la lutte de classe du prolétariat. La paix ou la guerre, la constitution de tel ou tel bloc d'États bourgeois se prévalant d'une idéologie « ultra-impérialiste » ou « anti-impérialiste », belliqueuse ou pacifiste, « fasciste » ou « démocratique », sont l'affaire des tendances profondes qui dominent à un moment ou à un autre le marché mondial.

Le « kautskisme » (qui est aussi bien chinois que russe et unit dans une même pensée Hobson, Staline, Khrouchtchev et Mao) n'est pas seulement le stérile calcul des probabilités d'une paix impérialiste ou d'une guerre impérialiste, ni les espoirs démesurés que l'on place dans une Banque mondiale ou une quelconque « Société des Nations » chargées de garantir le développement « harmonieux » et « pacifique » de tous les peuples. Dans ses « Cahiers sur l'impérialisme », Lénine écrit que le livre de Hobson est très utile car « il aide à découvrir le mensonge fondamental du kautskisme », et Lénine explique :

« Éternellement, l'impérialisme engendre à nou-

veau le capitalisme (à partir de l'économie naturelle des colonies et des pays arriérés, il engendre à nouveau le passage du petit capital au grand capital, d'un faible échange de marchandises à un échange développé, etc., etc.).

Les kautskistes (K. Kautsky, Spectator et Cie) citent ces faits d'un capitalisme « sain », « pacifique », fondé sur des « rapports pacifiques », et les **opposent** au pillage financier, aux monopoles bancaires, à la collusion des banques et du pouvoir d'Etat, à l'oppression coloniale ; ils les **opposent** comme le normal à l'anormal, le désirable à l'indésirable, le progressiste au réactionnaire, l'essentiel à l'accidentel.

C'est un nouveau proudhonisme. Le vieux proudhonisme sur un nouveau terrain et dans une forme nouvelle. Le réformisme petit-bourgeois est pour un capitalisme propre, léché, modéré et correct. »

Telle est l'essence du réformisme qui rend compte aussi bien de « l'ultra-impérialisme » russe que de « l'anti-impérialisme » chinois, du désir des grandes puissances de s'entendre pour une exploitation systématique de l'univers et de la volonté des pays arriérés d'accéder à leur propre développement capitaliste. Leur dénominateur commun, c'est d'essayer d'atténuer les antagonismes inévitables du système capitaliste, c'est de faire croire qu'une exploitation rationnelle et concertée de l'univers est devenue possible sous la domination du capital financier, c'est de répandre l'idée que les pays arriérés peuvent connaître un développement rapide et harmonieux en utilisant les capitaux et la technique de l'Occident ou en « comptant sur leurs propres forces », sur leurs propres capitaux.

Plus que toute autre, l'histoire de la Chine moderne apporte un démenti formel à ces conceptions. Qu'est-il resté du consortium de grandes puissances dont Sun Yat-sen attendait les investissements nécessaires à l'industrialisation de la Chine ? Qu'est devenue la politique de la « porte ouverte » que Washington défendit dans les conférences internationales qui suivirent la première guerre impérialiste ? Qu'est devenue enfin la « grande collaboration » entre Moscou et Pékin sur laquelle Mao Tsé-toung croyait pouvoir fonder ses plans quinquennaux ? Tous ces « plans », tous ces projets « ultra- » ou « anti- » impérialistes ont livré la Chine à l'anarchie sanglante et au démembrement qui furent l'œuvre « commune » de l'Angleterre, de l'Amérique et du Japon ; puis, lorsque le patriotisme chinois eut raison de ses ennemis, ce fut le boycottage et le « cordon sanitaire » organisés d'abord par l'impérialisme américain, enfin par la Russie elle-même.

Poussons cependant plus loin l'identification des « théories » de l'ultra et de l'anti-impérialisme petit-bourgeois. Sun Yat-sen, dont les « Communistes » chinois ont toujours revendiqué les principes, nous en fournit le meilleur moyen.

Dans la deuxième partie de son ouvrage sur le « Triple Démisme », qui fut la Bible du Kouo-Min-Tang réunifié avec le PCC, Sun Yat-sen s'arrête longuement sur le « socialisme d'Etat » bismarckien et lui donne une approbation digne de Proudhon ou de Lassalle :

« Les socialistes, écrit-il, demandaient la réforme sociale et la mise à exécution de la révolution économique. Bismarck, sachant qu'il ne pouvait les anéantir

par la force politique, se mit à pratiquer une sorte de socialisme d'Etat pour endiguer le socialisme des marxistes. [...] Il nationalisa tous les chemins de fer. Les grandes industries furent mises entre les mains de l'Etat. Quant aux ouvriers, il réglementa les heures de travail, instaura les pensions de vieillesse et les assurances. Tout cela était dans le programme que les socialistes voulaient pratiquer. Mais Bismarck eut la vue longue. Il se servit de la force de l'Etat pour le faire lui-même. » (Sun Yat-sen : « Le Triple Démisme », Shanghai, 1930, p. 258-9)

L'exemple de Bismarck, Sun Yat-sen veut l'appliquer à la Chine. Mais il lui faut auparavant trouver une « réfutation du marxisme ». C'est l'objet de la troisième partie de son livre intitulée « Le Démisme vital ou économique ».

On sait déjà comment Sun Yat-sen s'y prit en 1923 pour faire reconnaître par Joffé, le représentant des Soviets, que « la Chine n'était pas mûre pour le bolchevisme ». Le fondateur du Kouo-Min-Tang n'attendit pas en tous cas pour le « réfuter », puisque son livre conçu dès 1922 fut rédigé et exposé en 1924 lors d'une série de 16 conférences que le docteur Sun fit à Canton. Curieuse « réfutation » du bolchevisme qui passe par Lassalle et Bernstein ! Sun Yat-sen part d'abord en guerre contre le matérialisme de Marx qu'il résume par cette formule lapidaire : « La matière est le centre de gravitation de l'histoire » (p. 362). Bernstein ne fit pas autrement pour vulgariser le matérialisme historique. Mais Sun abandonne Bernstein en chemin. Il ne le suit pas dans son « retour à Kant » et autres divagations philosophiques du vieux réformisme occidental. Sun Yat-sen reste **un révolutionnaire bourgeois**. Et comme il est avant tout un révolutionnaire chinois, il fait cette découverte : « la subsistance du peuple est le centre de gravitation de l'évolution sociale » (p. 363).

Après avoir ainsi défini sa philosophie de l'histoire et fondé son « socialisme » sur une théorie de l'abondance et de la répartition équitable de biens, Sun Yat-sen s'efforce de « réfuter » le marxisme dans son propre domaine : l'analyse du mode de production capitaliste et l'interprétation de la lutte des classes. Le père du nationalisme chinois veut bien admettre que le mode de production capitaliste et ses contradictions intimes soient le moteur de la lutte de classe du prolétariat. Mais, selon lui, « l'évolution sociale » **conduirait à l'extinction de ces antagonismes**. Raisonement typique du réformisme. À son appui Sun Yat-sen invoque, comme un quelconque Bernstein :

1. « l'amélioration de la société et de l'industrie » (accroissement de la productivité du travail, etc.) ;
2. « la nationalisation des moyens de transport et de communication » ;
3. « les impositions directes sur le revenu » ;
4. « la socialisation de la répartition des biens » (p. 365).

Un peu plus loin, Sun cite ces quatre moyens comme la recette du « socialisme » chinois qui devrait permettre de **sortir de la « pauvreté »** et **éviter « l'inégalité »** (p. 387). « Ces faits, conclut Sun Yat-sen, montrent que la lutte des classes est, non pas la cause, mais la maladie de l'évolution sociale. Marx est donc

un pathologiste et non un physiologiste de la société » (p. 368). Formule on ne peut plus classique du réformisme qui se donne pour tâche de soigner les maux de la société bourgeoise et non de l'enterrer !

Sun Yat-sen ne se contente pas seulement d'emprunter aux réformistes de la Deuxième Internationale leurs « analyses » de la société occidentale et leurs « critiques » du marxisme. Il les condense en des formules tranchantes qui doivent leur force à la résolution avec laquelle il entend rejeter le marxisme dont se couvrent aujourd'hui si hypocritement ses héritiers spirituels, les « communistes » à la Mao. La démarche de Sun Yat-sen n'est pas seulement parallèle au mouvement réformiste occidental parce qu'elle met l'accent sur l'amélioration du système de répartition et non sur les antagonismes du mode de production capitaliste. Il y a au cœur même du « populisme » chinois les conceptions fondamentales du « nouveau proudhonisme » :

- négation des buts spécifiques de la classe prolétarienne et de l'opposition radicale entre le Capital et le Travail, travestie en une lutte des masses « populaires » contre une poignée d'avidés « usurpateurs » ;
- espoir d'atténuer par toutes sortes de recettes (coopératives, nationalisations, organisations internationales, etc.) les inévitables contradictions du système capitaliste.

Citons à cet égard un dernier passage de Sun Yat-sen :

« Même dans un pays où l'industrie est développée, si les intérêts économiques de tout le pays ne s'harmonisent pas, si des oppositions naissent, amenant la lutte, il n'y a pas lutte entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, mais **lutte entre les éléments utiles et influents de toute la société, qui constituent la majorité et la classe capitaliste**. Comme ces éléments utiles et influents cherchent tous à subsister et à éviter les conflits économiques [!?!], il faut **recourir à la répartition des biens par l'Etat, à l'augmentation des impôts directs sur les revenus des capitalistes et sur les héritages, de manière à développer les entreprises de transport et les moyens de communication de tout le pays, à arriver ainsi à améliorer la vie de l'ouvrier et le travail des usines et à faire que les intérêts économiques s'harmonisent.** » (p. 372)

Mao Tsé-toung contre Togliatti ?

On nous dira que les idées de Sun Yat-sen n'ont plus rien à voir avec celles du « communisme » chinois et qu'en tout cas la lutte menée depuis quelques années contre le « révisionnisme moderne » suffit à blanchir Mao Tsé-toung de toute accusation de réformisme. Voyons justement ce qu'il en est d'après les critiques contenues dans le livre « D'où proviennent les divergences ? » (Ed. La Cité, Lausanne, 1963) qui reproduit in extenso l'article intitulé : « Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous » (n° 3-4 de la revue « Hongqi », 1963).

La revue théorique du PC chinois laisse d'abord Togliatti définir sa conception de la « voie italien-

ne » vers le socialisme :

- « *Aujourd'hui, dit Togliatti, la question de faire ce qui a été fait en Russie ne se pose pas aux ouvriers italiens* » qui peuvent « *s'organiser, dans, le cadre du régime constitutionnel, en classe dirigeante* ».

- Par un « *élargissement effectif des pouvoirs du Parlement sur le plan économique* », il est possible, « *de briser et d'abolir la propriété monopoliste des grandes forces productives, de la transformer en propriété collective* ».

- Enfin, « *en participant à l'élaboration et à l'application de la politique de planification, réalisant pleinement ses propres idéaux et son autonomie* », la classe ouvrière peut faire de cette politique « *un instrument pour satisfaire les besoins des hommes et de la collectivité nationale* » (op. cit., pp. 135-137).

Contre ces théories du « **passage pacifique au socialisme** » et des « **réformes de structures** », Pékin fait donner la formidable artillerie du marxisme, depuis le « Manifeste des Communistes » jusqu'à « l'État et la Révolution » en passant par « Socialisme utopique et socialisme scientifique » où Engels montre que « ni la transformation en sociétés par actions et en trusts, ni la transformation en propriété d'État ne supprime la qualité de capital des forces productives ». Après s'être appuyé sur ces « autorités » pour critiquer le « crétinisme parlementaire » de Togliatti, on en vient à ces conclusions :

« *Les marxistes-léninistes doivent dénoncer l'hypocrisie des constitutions bourgeoises, mais ils devraient, en même temps, se servir de certains articles [?] de ces constitutions comme d'une arme contre la bourgeoisie.* » (p. 154)

On lit encore :

« *Le camarade Togliatti prétend que ce qu'il préconise ce n'est pas seulement "un parlement qui fonctionne", mais aussi "un grand mouvement populaire". Réclamer "un grand mouvement populaire", c'est fort bien. Et les marxistes-léninistes ne peuvent que s'en réjouir.* » (p. 162)

Là-dessus, Mao Tsé-toung n'a plus qu'à donner un coup de chapeau final à Togliatti :

« *Il faut reconnaître qu'il y a actuellement en Italie un mouvement de masse très vaste, et que le Parti communiste italien a fait beaucoup de travail dans ce domaine. Mais il est regrettable que le camarade Togliatti limite le mouvement de masse au cadre établi par le Parlement.* » (p. 162)

Ne nous demandons plus « d'où proviennent les divergences ? » mais « où sont les divergences ? ». Togliatti et Mao placent également leurs espoirs dans un « grand mouvement populaire », c'est-à-dire non prolétarien, « démocratique », petit-bourgeois. Et que « regrette » Mao ? Qu'un tel « mouvement » tombe dans le « crétinisme parlementaire » et ne sorte pas de la légalité bourgeoise. Mais il ne peut en être autrement ! Comme le prévoyait le « Manifeste », le prolétariat est devenu aujourd'hui **la seule classe révolutionnaire**, la seule force capable de détruire l'ordre bourgeois ; et il n'y a plus dans les constitutions bourgeoises le moindre article qui puisse « servir d'arme contre la bourgeoisie », il n'y a plus dans les rapports

de domination du Capital la moindre hypocrisie démocratique à « dénoncer ».

Les Chinois invoquent parfois contre les conceptions pacifistes des Tito, Togliatti et Khrouchtchev, la nécessité de la dictature prolétarienne. Mais cela reste un vain mot, une belle phrase « socialiste », car ils ne disent rien sur **ce que doit être la lutte du prolétariat** pour atteindre ce but qu'ils repoussent dans un monde idéal et lointain.

« *Dans tout mouvement de masse, comme dans la lutte parlementaire, dit la revue "Hongqi", [il faut] conserver l'indépendance politique du prolétariat, opérer une nette distinction entre ce dernier et la bourgeoisie, fonder les intérêts immédiats et les intérêts à long terme du mouvement, et lier le mouvement du moment à l'ensemble de la lutte de la classe ouvrière et à son but final.* » (p. 162)

Sous son apparence parfaitement innocente, cette formule est en réalité l'expression la plus insidieuse du réformisme. Qu'est-ce que « fonder », « lier » les intérêts immédiats et les intérêts finaux du prolétariat ? Qu'est-ce que « unir la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution dans chaque pays », autre formule chère à nos maoïstes ? **Quel est le rapport entre les intérêts immédiats du prolétariat et ses intérêts finaux, entre les luttes de classe et la lutte pour la conquête du pouvoir ?**

Dans ses « Cahiers sur l'Impérialisme », Lénine cite une formule analogue de A. Pannekoek et fait la remarque suivante :

« *Pannekoek a abordé ici une question de toute première importance, mais il y a mal répondu ou l'a fait d'une façon imprécise. "L'unité de la lutte pour le socialisme et pour des réformes" ou "pour les intérêts immédiats des ouvriers" ? Mais qu'est-ce que la lutte pour le socialisme ? La formule de Pannekoek brouille, efface et fait disparaître la différence entre la gauche et le "centre". À cette formule de Pannekoek même K. Kautsky pourrait souscrire. [...] La lutte pour le socialisme est faite de l'unité de la lutte pour les intérêts immédiats des ouvriers (par conséquent pour des réformes) et de la lutte RÉVOLUTIONNAIRE pour le pouvoir, pour l'expropriation de la bourgeoisie, pour le renversement du gouvernement bourgeois. Il faut unir non la lutte pour des réformes + des phrases sur le socialisme, la lutte "pour le socialisme", mais deux aspects de la lutte.* »

Marx, Engels et Lénine l'ont toujours dit : il n'y a pas de lutte pour des réformes qui ne soit une lutte révolutionnaire, susceptible de se transformer immédiatement en un assaut pour la conquête du pouvoir. Il en fut ainsi dans toutes les luttes menées par les prolétaires d'Europe au siècle dernier : pour leurs droits politiques, pour la réduction de la journée de travail, pour leur droit à l'organisation. Il en va de même dans ces mouvements de réformes bourgeoises que sont les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux : le marxisme y a toujours envisagé la perspective d'une conquête immédiate du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Mais qu'en est-il aujourd'hui dans les vieilles métropoles capitalistes ? Si les luttes pour des « réformes » ne sont plus révolutionnaires, ne se manifestent plus comme des luttes de classe, mais se perdent dans le marais des « mouvements populaires »,

c'est que le système capitaliste n'a plus à être réformé ni perfectionné. Il a déjà un pied dans la tombe. Si les bonzes syndicaux sabotent de leur mieux les revendications immédiates des ouvriers en les noyant dans des « mouvements populaires », c'est que toute lutte de classe sérieuse serait une menace directe à la domination du Capital. Voilà pourquoi Lénine repousse toute idée de « lier », « fondre », « unir » **deux sortes de luttes** qui, plus que jamais à l'époque impérialiste, sont inséparables comme **les deux aspects d'une seule et même lutte révolutionnaire**.

Ce qui chez A. Pannekoek n'est qu'une « formule » malheureuse prend dans les textes chinois l'importance d'un « principe » ou d'une « thèse » : Pékin dit « la thèse de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique de la révolution dans chaque pays » (op. cit., p. 223). Et c'est en effet un « principe » pour le « socialisme » de Mao de **séparer** par toute une « étape » historique **la « lutte » pour des réformes bourgeoises** dans les pays arriérés et **la lutte du prolétariat pour ses objectifs spécifiques**. Nous avons montré ce qu'a représenté la théorie de la « révolution par étapes » dans le mouvement révolutionnaire en Chine : une redite du menchevisme russe. Nous avons vu que le parti chinois a été le premier de l'Internationale moscovite à théoriser les « voies » de la « démocratie nouvelle » ou « populaire ». Togliatti a la bonté de le rappeler :

« Parlant de l'expérience de la révolution chinoise, le camarade Togliatti a déclaré que dans la période de la conquête du pouvoir par le peuple chinois, la ligne politique du Parti communiste chinois "ne correspondait en aucune façon à la ligne stratégique et tactique suivie, par exemple, par les bolcheviks au cours de la révolution de mars à octobre 1917". C'est là une déformation de l'histoire de la révolution chinoise. La révolution chinoise a ses particularités propres, dans les conditions concrètes de la Chine. Cependant, comme le camarade Mao Tsé-toung l'a souligné à plusieurs reprises, la ligne politique de notre Parti a été élaborée en fonction [nous y voilà !] du principe de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise. » (op. cit., pp. 181-182)

Tel est le « principe » qui permet aux Chinois de mettre au rancart la théorie marxiste de la révolution permanente et de substituer aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat les intérêts « nationaux » de la révolution bourgeoise en Chine. Cet appel aux conditions « concrètes » existant dans chaque pays, cette façon de « fondre » les luttes du prolétariat et les « mouvements populaires », suffisent à « unir » le réformisme de Togliatti et celui de Mao.

Un capitalisme « désirable »...

Comme le disait Lénine, la caractéristique du « nouveau proudhonisme » est d'opposer un capitalisme « sain » au capitalisme pourrissant de la phase impérialiste, un capitalisme « pacifique » et « national » au pillage international des grands monopoles. Citons à nouveau J. A. Hobson :

« Appeler l'impérialisme une politique nation-

le, c'est un mensonge honteux : les intérêts de la nation sont contraires à chaque démarche de cette politique. [...]

Le pouvoir des forces impérialistes à l'intérieur du pays leur permet d'utiliser les ressources nationales pour leurs avantages particuliers ; il ne peut être renversé que par l'établissement d'une démocratie authentique, par une politique conduite par le peuple, dans l'intérêt du peuple, et réalisée par ses représentants sur lesquels sera maintenu un contrôle réel. »

Ne vous semble-t-il pas entendre nos staliniens ? En marge de ces citations Lénine a simplement écrit ces mots : « démocrate petit-bourgeois ! »

« Dans la mesure où sont possibles d'authentiques gouvernements nationaux représentant les intérêts du peuple et non d'une poignée d'oligarques, on pourra supprimer les heurts entre nations et un internationalisme pacifique fondé sur la communauté d'intérêts entre les peuples se développera toujours plus. [...] L'espoir d'un futur internationalisme exige avant tout le maintien et le libre développement des peuples indépendants ; car sans cela il ne peut y avoir aucun développement progressif de l'internationalisme, mais seulement une série de tentatives malheureuses de cosmopolitisme chaotique et instable. De même que l'individualisme est nécessaire à toute forme saine de socialisme national, de même le nationalisme est nécessaire à l'internationalisme. »

Il parlait bien, le libéral J. A. Hobson, sage conseiller de sa Majesté britannique et prophète de l'internationalisme des patries contre l'internationalisme prolétarien ! Mais quel est ce « capitalisme désirable » que prêchent en commun libéraux et staliniens, russes ou chinois ? Pékin dénonce bien les « réformes de structures » à la Togliatti et cite Engels pour montrer que les nationalisations ne sortent pas des cadres du capitalisme et ne servent qu'à renforcer la domination du capital financier. Le capitalisme « désirable » et « sain » des petits bourgeois d'Occident est « national », « démocratique » et libre-échangiste, il avoue franchement sa nature réactionnaire en voulant ramener le capitalisme au stade de la libre concurrence, du petit commerce et du protectionnisme. Mais qu'en est-il du capitalisme chinois ? Il y a plus d'un point commun entre ce que Pékin appelle son « programme de transition » et les « réformes de structures » de Togliatti.

Dans son article de 1949 sur « La dictature de démocratie populaire » où Mao Tsé-toung définit une « période de transition » pendant laquelle la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale seront « unies pour former leur propre Etat et pour choisir leur propre gouvernement, de façon à exercer une dictature sur les laquais de l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes bureaucratiques », nous trouvons cette petite phrase, fort digne de Togliatti :

« Lorsque le moment sera venu de réaliser le socialisme, autrement dit de nationaliser les entreprises privées, on poussera plus avant l'éducation et la réforme de la bourgeoisie. »

Mais il y a plus. Tout le mouvement de collectivisation a été présenté comme une « transformation socialiste » de l'agriculture chinoise. Nous y reviendrons

dans une prochaine partie. En fait, comment se présente le fameux « Programme de transition » ?

Le 30 juillet 1955, l'Assemblée populaire chinoise adopta une résolution sur le « premier plan quinquennal de développement de l'économie nationale » (lancé le 1^{er} janvier 1953) qui rappelle en ces termes le préambule de la Constitution :

« La période allant de la fondation de la République populaire de Chine à l'avènement de la société socialiste est une période de transition. La tâche fondamentale de l'Etat dans la période de transition est de réaliser progressivement l'industrialisation socialiste [?] de l'agriculture, de l'artisanat [!], ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes [?!] »

Puisque l'on n'en est pas encore à la « société socialiste », en quoi *l'industrialisation peut-elle être « socialiste »* ? Trois plans quinquennaux seront, paraît-il, nécessaires à « l'avènement du socialisme » qui pour Mao, comme pour Staline, est une affaire purement « nationale » et « populaire ».

Après avoir repris à la Constitution le terme équivoque et contradictoire d'« industrialisation socialiste », la résolution de 1955 semble revenir à la formule non contradictoire, mais cependant équivoque, de Staline : durant la fameuse période de transition, *ce n'est pas le « socialisme » que l'on construira, mais simplement ses « bases », c'est-à-dire le capitalisme* le plus développé, le plus concentré possible. Mao dit : *« faire entrer l'industrie et le commerce capitalistes dans différentes formes du capitalisme d'Etat, afin de jeter ainsi les bases de la transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés »*. Et cette formule est correcte. Le capitalisme d'Etat n'a rien à voir avec le socialisme. Mais le même texte nous donne une autre formule, très significative : la période de transition aurait pour raison d'être de « jeter les bases préliminaires de l'industrialisation socialiste de la Chine ». S'agit-il de *jeter les bases (capitalistes) du socialisme* ou de *jeter seulement les bases de l'industrialisation capitaliste*, c'est-à-dire d'une économie bourgeoise qui n'a pas encore atteint le stade d'un capitalisme développé, *qui se dégage lentement des formes précapitalistes de l'économie paysanne* ? Là est toute la question. Les « communistes » chinois ont souvent prêché non pour « faire entrer l'industrie et le commerce capitalistes dans différentes formes du capitalisme d'Etat », mais pour encourager l'initiative privée, les petits marchés de campagne, etc. Rappelons-nous les mots de Lénine : l'impérialisme engendre en permanence *le passage du petit capital au grand capital, du*

faible échange de marchandises à un échange développé. Le « socialisme » chinois en est là. Le capitalisme d'Etat est encore pour lui un idéal fort éloigné, ce qui lui permet d'en dénoncer les formules chez les faux « communistes » occidentaux. Mais en substance, Pékin se représente lui aussi le « socialisme » comme une forme de propriété collective ou étatique qui ne diffère en rien des formes russes, italiennes ou françaises du « socialisme national ».

Nous avons limité cette étude à l'idéologie du réformisme anti-impérialiste, nous contentant çà et là de quelques indications historiques sur la faillite des rêves « ultra-impérialistes » d'un développement concerté de la Chine bourgeoise. Il convient de faire ici une dernière remarque de caractère historique. L'échec du Kouo-Min-Tang entre les deux guerres tient à sa négligence de deux ou trois facteurs que le parti de Mao a su faire jouer à fond. Par crainte de la révolution agraire, le parti nationaliste s'est refusé à armer la seule force sociale capable de lutter contre l'impérialisme étranger et d'assurer l'unification du pays. Par contre-coup, tout le système de monopoles étatiques et tous les investissements américains en Chine furent inopérants pour son développement capitaliste. Ils n'ont fait que renforcer la domination parasitaire que la bourgeoisie compradore maintenait à la fois sur l'industrie des régions côtières et sur la paysannerie de l'intérieur. Contre ces « capitalistes bureaucratiques », qui furent à la fin du siècle dernier, les initiateurs du capitalisme d'Etat, le partage des terres (ou même la simple liquidation des fermages), la défense de la libre entreprise, de l'industrie et du commerce privés auraient dû ouvrir la voie d'un capitalisme « sain », « normal », « désirable », « progressiste » et « national » : c'était le vœu de tout le « peuple », et par-dessus le marché du président Truman, qui déclarait, le 15 décembre 1945, que les USA seraient prêts à « aider » la Chine si celle-ci réussissait à instituer « un gouvernement largement représentatif » qui donnerait à « tous les éléments politiques principaux du pays une représentation juste et efficace dans le gouvernement national chinois » ; lorsque la Chine aurait ainsi montré sa volonté de paix et d'unité, les USA auraient pu contribuer par des prêts et des crédits au « développement d'une saine économie d'un bout à l'autre de la Chine et entretenir des relations commerciales amicales avec ce pays » (cité par Ph. Jaffé : « Le destin de la Chine », p. 292).

« Ultra-impérialisme » ? « Anti-impérialisme » ? Les prolétaires de la Commune de Canton sont morts pour une autre cause !

Partie 6

(Parue dans « programme communiste », n°35, avril-juin 1966)

Profondément marqué dès 1924 par la dégénérescence de Moscou, le Parti « Communiste » Chinois est devenu, après les défaites prolétariennes de 1927, le champion d'une révolution bourgeoise en Chine. Son

ambition ne fut autre, comme l'a dit Mao Tsé-toung, que de jouer le rôle du « véritable Kouo-Min-Tang » et de réaliser le programme de Sun Yat-sen, si mal amorcé par Tchang Kaï-chek : indépendance nationale, réfor-

me agraire, industrialisation. Il ne nous resterait plus qu'à comparer les mérites respectifs de ces deux partis nationaux et à examiner la façon dont s'est produite cette révolution bourgeoise, livrée à ses propres contradictions, prise dans les fers de l'impérialisme mondial, dépourvue du soutien actif et de la direction clairvoyante d'un prolétariat internationaliste. Mais par une curieuse métamorphose, la réalisation de ces tâches bourgeoises a pris bientôt le nom de « construction du socialisme » et le parti qui a toujours soutenu la plateforme la plus ouvertement bourgeoise dans l'Internationale de Moscou fait aujourd'hui figure de sauveur d'une orthodoxie léniniste depuis longtemps reniée.

Pour la majorité des « communistes » à l'eau de rose qui identifient socialisme et intérêt national, cette métamorphose n'est même pas un problème. On regrette seulement, avec beaucoup d'hypocrisie, qu'elle ait pris une forme « extrémiste ». Et dans l'esprit du philistin russe l'extrémisme chinois fait ressurgir le fantôme du « péril jaune » que l'on croyait relégué dans le subconscient d'un Occident pourri. Mais même les fantômes ont dégénéré ! Au début du siècle, le « péril jaune » traduisait la crainte bourgeoise que ne s'effondrent les spéculations de l'impérialisme occidental sur le marché chinois. Ainsi que Marx le montrait déjà, dans sa fuite vers l'Asie, le capitalisme européen redoutait de voir éclater aux pieds des murailles de Chine une révolution qui menacerait son pouvoir politique en Europe même. Depuis que la Chine s'est mise elle-même à spéculer sur son développement, le « péril jaune » n'est plus peur de la révolution, mais vague inquiétude devant les perspectives encore lointaines d'une concurrence chinoise.

Si Moscou a en quelque sorte sa logique, la confusion atteint son comble dans ce qui reste du « trotskisme ». La « Vérité » (octobre-décembre 1964) présente ainsi le conflit sino-soviétique comme une lutte de Pékin contre le stalinisme russe et voit dans l'histoire chinoise de l'après-guerre une « révolution ininterrompue », « un processus qui, en définitive, redonnera la première place au prolétariat chinois » (p. 23). Parce que le PCC fonda, en 1949, la République populaire contre la volonté de Staline, « on ne peut plus le qualifier de parti stalinien » (p. 22). Certes, là aussi s'est formée une « couche bureaucratique » ; mais « les tâches démocratiques bourgeoises n'ont été résolues en Chine que par la révolution prolétarienne, par la destruction de l'Etat bourgeois, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production » (p. 34). En foi de quoi, « *il faut défendre les conquêtes réalisées par la révolution chinoise, non seulement contre toute tentative de l'impérialisme, mais aussi contre la politique ouvertement contre-révolutionnaire de la bureaucratie russe* » (p. 49).

Cette « défense de la Chine » est une véritable caricature de l'ex « défense de l'URSS ». Ses prémisses même sont absolument fantaisistes. Qui peut affirmer en effet qu'il y a eu en Chine « révolution prolétarienne », « destruction de l'Etat bourgeois », « abolition de la propriété privée des moyens de production » ? Qu'attendre même de l'influence de Pékin sur les mouvements nationaux bourgeois du Tiers Monde ? Certes, la constitution d'un puissant Etat national lui permet de jouer en Asie un rôle de trouble-fête. Mais

par là la diplomatie chinoise ne fait qu'anticiper sur les résultats d'un développement capitaliste qui fera de la Chine un réel pôle d'attraction économique. Elle apparaît donc toujours plus comme une diplomatie bourgeoise et sa spéculation sur les mouvements anti-impérialistes prend déjà la forme de marchandages avec l'impérialisme.

Ainsi, après avoir étudié les traditions politiques du maoïsme, il nous reste à montrer les caractéristiques économiques et sociales des réformes agraires et du développement industriel de la Chine depuis 1949.

Vers la conquête du pouvoir

Au cœur de la révolution de 1924-1927, l'Internationale de Moscou fit un pari sur la bourgeoisie chinoise qui masquait en réalité sa trahison des intérêts de classe du prolétariat. Le pari consistait à dire que la bourgeoisie anticoloniale serait plus « radicale » que la bourgeoisie anti-tsariste russe et pourrait mener « jusqu'au bout » sa propre révolution. Le joug même de l'impérialisme devait la rapprocher du prolétariat qui fut invité à reconnaître l'hégémonie de sa bourgeoisie pendant toute « l'étape » de la révolution démocratique. Le résultat de cette tactique qui tournait le dos aux enseignements de toutes les révolutions passées fut de livrer le Parti Communiste Chinois à la répression de Tchang Kaï-chek.

Lorsque le PCC reprit à son compte le drapeau du Kouo-Min-Tang, il prétendit en réaliser le programme avec toute l'énergie et tout le radicalisme dont il se croyait armé. La bourgeoisie nationale serait-elle devenue « plus révolutionnaire », dès lors qu'à ses représentants classiques (les Sun Yat-sen et les Tchang Kaï-chek) s'est substitué un personnel anonyme issu de la masse populaire : le parti de Mao Tsé-toung ? Nous verrons qu'il n'en est rien. Les multiples péripéties de l'alliance PCC – Kouo-Min-Tang, les faux-fuyants dans la réforme agraire, les compromis avec l'impérialisme russo-américain, les illusions de la « coexistence pacifique » suffisent à démentir les prétentions maoïstes à un radicalisme bourgeois conséquent.

La bourgeoisie chinoise s'est montrée aussi farouche bourreau du prolétariat que ses devancières. Comme la bourgeoisie allemande à l'époque de Bismarck, elle a confié son sort aux généraux réactionnaires du genre de Tchang Kaï-chek plutôt que d'encourir les risques d'une révolution agraire. Comme la bourgeoisie russe, sous Milioukov et Kérenski, la bourgeoisie chinoise se jeta dans les bras de l'impérialisme mondial : japonais, américain, puis russe.

Dès la première révolution bourgeoise qui renversa la dynastie mandchoue, nous avons vu que Sun Yat-sen, mis à la présidence de la République, abandonna le pouvoir à Yuan Ché-kaï, jouissant d'une plus grande confiance de l'impérialisme occidental pour unifier le pays.

Cette leçon cependant ne suffira pas à Staline qui fit tour à tour confiance aux Tchang Kaï-chek et autres Tchang Tso-lin plutôt qu'aux prolétaires de Shanghai.

Dans les conditions de la première guerre mondiale, la bourgeoisie chinoise essaya encore d'obtenir l'indépendance au rabais. C'est ainsi que Sun Yat-sen

encouragea Wilson à intervenir en Europe dans l'espoir de se voir rétrocéder les possessions de l'Allemagne en Chine. Espoir vite déçu par le traité de Versailles qui consacra un repartage impérialiste en transférant au Japon les biens allemands. Après la faillite de la politique qui consistait à s'appuyer sur une puissance impérialiste pour se libérer de l'emprise des autres, la bourgeoisie « nationale » s'accrocha aux illusions que fit naître la Conférence de Washington sur la politique dite de la « porte ouverte ». Le plan formé par Sun Yat-sen d'ouvrir l'immense Chine au commerce et aux capitaux de toutes les nations n'allait-il pas connaître un début de réalisation pacifique ? Mais cette perspective ne fit que multiplier les rivalités impérialistes, la division du pays en sphères d'influence et le recrutement de mercenaires locaux à la solde du capital étranger.

Dans l'anarchie intérieure et le démembrement territorial s'ouvrit une nouvelle période pour l'anti-impérialisme chinois : celle de l'alliance avec l'URSS qui avait dénoncé les « traités inégaux » passés avec le tsarisme, mais qui glissait toujours plus sur la pente de la contre-révolution. Par son accord avec Moscou, Sun Yat-sen ne s'attachait pas seulement les services du prolétariat chinois menaçant, et des instructeurs militaires russes qui formèrent si bien les bandes de Tchang Kaï-chek. Il entendait encore mettre la Chine à l'abri des appétits impérialistes, des grandes crises politiques et des catastrophes sociales dont l'issue révolutionnaire devait être fatale à la bourgeoisie chinoise. Pourtant, ni la défaite du prolétariat chinois, ni le soutien de Moscou, ni les alliances successives avec le parti de Mao Tsé-toung n'ont pu sauver la bourgeoisie chinoise. C'est sa fonction sociale qui a déterminé sa destinée historique. Incapable d'armer la paysannerie, car elle vivait de son exploitation usuraire, elle ne put réaliser sous son égide l'unification du pays. Incapable de s'opposer à l'impérialisme, dont elle ne faisait que placer les capitaux en Chine, elle ne pouvait être l'instrument politique d'une puissante accumulation capitaliste. Et c'est ainsi que la seconde guerre mondiale a fait ce que Moscou avait toujours redouté, ce que Mao Tsé-toung n'avait jamais préconisé : elle a balayé du continent, avec bon nombre de mandarins, les représentants classiques de la bourgeoisie chinoise.

Parce que, depuis 1927, le parti de Mao Tsé-toung avait compris la nécessité de soulever le paysan chinois pour réaliser l'unité nationale, il était déjà devenu le « véritable Kouo-Min-Tang », le seul porteur drapeau d'une révolution bourgeoise. Cela ne l'a pas empêché de manifester les mêmes inquiétudes que le Kouo-Min-Tang devant les « excès » de la paysannerie. Le lecteur pourra se référer aux oscillations de la politique agraire du PCC jusqu'en 1947 (seconde partie de la présente étude). Nous verrons de la même manière que les réformes agraires entreprises après la conquête du pouvoir sont loin de constituer une « révolution agraire » au sens radical et bourgeois qu'on a voulu leur donner.

Des années durant, le PCC a vécu dans l'espoir de « l'unité » avec Tchang Kaï-chek, faisant appel à son « patriotisme » devant l'invasion japonaise. Ces illusions, qui valent bien celles de Sun Yat-sen en 1911,

ont retardé d'une décade l'avènement de la République populaire et montrent jusqu'à quel point le PCC a pu se renier selon les opportunités. Le 22 septembre 1937, offrant à Tchang Kaï-chek une nouvelle alliance de type « font populaire », le PCC publiait le communiqué suivant :

« Afin de priver l'ennemi [japonais] de tout prétexte à l'agression et de dissiper toute équivoque, le CCE du PCC déclare solennellement ce qui suit :

1. Les trois principes du peuple énoncés par le Docteur Sun Yat-sen représentent la base suprême de la Chine d'aujourd'hui. Notre parti est prêt à faire tout son possible pour les renforcer.

2. Notre parti abandonne la politique visant au renversement du Kouo-Min-Tang ainsi que le mouvement de soviétisation et suspend la confiscation des terres.

3. Notre parti abolit l'actuel gouvernement soviétique et s'engage, afin d'unifier l'appareil gouvernemental de l'Etat, à renforcer la démocratie basée sur les droits du peuple.

4. Notre parti dissout l'Armée Rouge, la réorganise en Armée Nationale Révolutionnaire, la place sous le contrôle direct de la Commission des Affaires Militaires du Gouvernement National et attend les ordres de mobilisation pour pouvoir partager la responsabilité de la résistance à l'invasion étrangère. »

Cette nouvelle alliance avec le « réactionnaire » Tchang Kaï-chek ne fut pas la dernière. Le 28 août 1945, Mao Tsé-toung et Tchang Kaï-chek s'asseyèrent de nouveau à la même table, sous la présidence cette fois du général Marshall, pour conclure un accord en douze points sur le gouvernement futur de la Chine :

« En ce qui concerne la politique fondamentale de reconstruction nationale, il a été convenu de maintenir une étroite collaboration sous la direction du président Tchang Kaï-chek et des mesures ont été prises pour éviter des conflits internes afin qu'une Chine nouvelle, indépendante, libre et prospère puisse être construite et que les trois principes du peuple deviennent une réalité. Les deux parties ont en outre convenu que la démocratisation politique et la nationalisation des troupes, telle qu'elle a été préconisée par le président Tchang Kaï-chek, étaient absolument essentielles pour réaliser la reconstruction nationale dans la paix. »

En janvier 1946, le PCC et le Kouo-Min-Tang tiendront encore une « Conférence politique consultative ». Mais rien ne pouvait sauver le régime décrépi de Tchang Kaï-chek, ni le général Marshall, ni le maréchal Staline qui « conseillait » alors au PCC de s'en tenir à la guérilla dans les campagnes sans vouloir conquérir les villes. Certes, ces dernières tentatives de replâtrage ont pu être imposées au Parti Chinois par l'impérialisme russo-américain : accords de Yalta (11 février 1945), traité « d'amitié et d'alliance » sino-soviétique (14 août 1945) où l'URSS reconnaissait le gouvernement de Tchang Kaï-chek comme seul gouvernement national de la Chine. Néanmoins, les hésitations de Mao Tsé-toung, la politique même du PCC formulée dans le rapport « Sur le gouvernement de coalition » au VIIe Congrès d'avril 1945, constituaient un terrain fertile pour les manœuvres impérialistes du duo Marshall – Staline.

Staline avait cru régler à Yalta le destin de la

Chine (3). Mais il ne suffisait pas de faire reconnaître par Roosevelt et Churchill les « droits » impérialistes que le tsar avait perdus en 1904. Il ne suffisait pas non plus de persuader le PCC de renouer avec Tchang Kaï-chek. Le degré de décomposition du régime Kouo-Min-Tang était tel que le seul « gouvernement de coalition » possible était celui du PCC. Lui seul était capable d'assurer dans l'ordre et le respect des propriétés la jonction du mouvement paysan et de l'agitation prolétarienne dans les villes. L'impérialisme mondial s'en est vite rendu compte. L'URSS et la Grande-Bretagne reconnurent aussitôt la République populaire ; la France en aurait fait autant, si elle n'avait eu des craintes pour l'Indochine. Aux USA même, malgré les engagements pris avec Tchang Kaï-chek et la guerre de Corée, un courant important s'est toujours montré favorable à la « reprise des affaires » avec la Chine.

La période de « reconstruction » : 1949 – 1952

Une semaine avant la capitulation japonaise, l'URSS envahit la Mandchourie et y instaura un « gouvernement populaire » présidé par Kao Kang. Ce fait, ainsi que la dégradation de la situation économique dans l'ensemble du pays, rendaient inévitable l'offensive de Mao Tsé-toung.

En Mandchourie, les troupes soviétiques se livrèrent à un véritable pillage de l'énorme potentiel économique mis en place par les Japonais. La production de charbon qui était en 1943 de 21,5 millions de tonnes, tomba à moins de 5 millions en 1945. La production d'énergie électrique tomba au quart de ce qu'elle était sous le Mandchoukouo. 80 % des locomotives de la Chine du Nord furent soit détruites, soit transportées en URSS. Face à ce démontage des installations industrielles du principal bastion économique de la Chine, Li Li-san déclara au nom du PCC :

« Je pense que ce déplacement de machines n'est pas du tout un problème important. Bien entendu, l'Union soviétique emporte certaines machines, mais pas une grande quantité par rapport à ses pertes de guerre. »

Cela suffisait toutefois pour compromettre sérieusement toute œuvre de « reconstruction » de la Chine, qu'elle soit accomplie par le Kouo-Min-Tang ou par le PCC. En même temps, dans la Chine du Sud, de nombreuses entreprises étaient obligées de fermer leurs portes par suite de la suppression des commandes militaires. Ainsi, le parti de Mao Tsé-toung apparaissait toujours plus comme le seul capable de sauver la Mandchourie des griffes de Staline et d'obtenir des ouvriers chinois les sacrifices nécessaires à la « reconstruction ». C'est donc la situation désespérée dans laquelle se trouvait la Chine entre 1945 et 1949 qui a conduit le PCC à prendre toutes ses responsabilités, à passer de la guérilla dans les campagnes à la conquête des villes, à rompre de façon définitive avec tout espoir de « gouvernement de

coalition » présidé par Tchang Kaï-chek.

En mars 1949, un plénum du CCE du PCC se réunissait pour examiner la situation militaire, mais aussi les tâches politiques du parti à la veille de la victoire. Après avoir souligné que « depuis l'échec de la grande révolution chinoise de 1927, le centre de gravité de la lutte révolutionnaire avait été le secteur rural » et que s'ouvrait une nouvelle période pendant laquelle « le centre de gravité du travail du parti devait être placé dans les villes », la résolution indiquait les moyens de reprendre en mains la masse redoutable du prolétariat urbain :

« La session plénière est d'avis que le point-clé de l'administration et de la reconstruction des villes est la restauration et le développement de la production industrielle :

1. la production des entreprises du domaine public ;
2. celle des entreprises privées ;
3. la production artisanale.

Les autres tâches urbaines, telles que le travail d'organisation du parti, le travail de construction gouvernementale, le travail syndical, le travail des diverses organisations populaires, etc., devraient servir cette œuvre centrale de restauration et de développement de la production industrielle. »

C'était la première fois, depuis les défaites de Shanghai et de Canton, que le PCC reconnaissait la primauté du prolétariat urbain dans la lutte révolutionnaire. Mais ce ne fut pas pour lui montrer le chemin

(3) Rappelons les termes de l'accord de Yalta :

« Deux à trois mois après que l'Allemagne se sera rendue et qu'auront pris fin les hostilités en Europe, l'URSS entrera en guerre contre le Japon, aux côtés des Alliés, à condition :

1. *Que le statu quo soit maintenu en Mongolie extérieure ;*

2. *Que les droits antérieurs de la Russie, violés par la traîtreuse attaque japonaise de 1904, soient restaurés, c'est-à-dire :*

a. *que la partie méridionale de Sakhaline et les îles adjacentes fassent retour à l'URSS ;*

b. *que le port commercial de Daïren soit internationalisé, les intérêts prédominants de l'URSS dans ce port étant sauvegardés, et que la cession à bail de Port-Arthur comme base navale de l'URSS reprenne effet ;*

c. *que le chemin de fer de l'Est-Chinois et le chemin de fer Sud-Mandchourien, qui sert de débouché à Daïren, soient exploités en créant une compagnie sino-soviétique, étant entendu que les intérêts prédominants de l'Union soviétique seront sauvegardés et que la Chine conservera la pleine souveraineté sur la Mandchourie.*

3. *Que les Kouriles seront remises à l'URSS. »*

Lorsqu'en 1964, pour renouer avec Tokyo, Mao Tsé-toung déclara que les îles Kouriles devaient revenir au Japon, il n'y avait pas à crier au « nationalisme » ni au « racisme jaune », comme l'a fait Khrouchtchev. Le conflit sino-soviétique descendait des hauteurs nébuleuses de « l'idéologie » sur le terrain des rapports entre Etats et des souvenirs cuisants de Yalta...

de sa dictature, ni pour venger la commune de Canton. Le PCC lui demandait seulement de s'atteler à la production pour rebâtir une Chine « prospère » et cimenter le « bloc des quatre classes ». De même, Mao Tsé-toung faisait appel à tous les camarades du parti « pour qu'ils conservent leur mode de travail humble, prudent, modeste, calme et dur dans la lutte, afin de déployer de plus grands efforts dans la construction d'une Chine nouvelle après avoir défait les forces contre-révolutionnaires ». Nous ne reprendrons pas ici les textes déjà cités qui définissent le régime de « démocratie nouvelle » (4). Nous voulons simplement montrer que ce régime s'est établi aux dépens du prolétariat et de ses intérêts de classe.

Alors que craquait « l'unité » politique entre PCC et Kouo-Min-Tang, Mao Tsé-toung réalisait, au Congrès de Kharbine (août 1949), la réunification syndicale indispensable pour sauvegarder l'essentiel de la collaboration de classes entre le Capital et le Travail. C'est ainsi que fusionnèrent la « Confédération des Syndicats des régions libérées », patronnée par le PCC, et « l'Association Chinoise du Travail », dirigée par des éléments dissidents du Kouo-Min-Tang. Après avoir reconstitué la « Fédération panchinoise des syndicats », le Congrès de Kharbine recommandait, dans les régions sous domination du Kouo-Min-Tang, « de faire une distinction entre les « trusts capitalistes » et les « capitalistes nationaux ». Enfin et surtout, dans les régions libérées, le Congrès déclarait :

« La contradiction entre les travailleurs et le patronat existe toujours dans les entreprises privées, mais, étant donné qu'ils occupent les postes de direction en tant que maîtres, au point de vue politique, les travailleurs sont garantis contre l'oppression et une exploitation excessive. De plus, l'existence et le développement des entreprises privées productives font aussi profiter la classe ouvrière. En raison de ces nouvelles conditions, le mouvement syndical, dans les régions libérées, devra être guidé par une politique et des principes complètement nouveaux. [...] En tant que membres de la classe politique dirigeante, les travailleurs doivent prendre leurs responsabilités pour développer l'industrie et pour exécuter et dépasser leurs tâches de production. Dans l'industrie privée, les travailleurs ont également la tâche d'exécuter le programme de production élaboré par le patronat, de s'en tenir aux accords conclus entre eux et le patronat et d'exécuter la politique gouvernementale qui a pour but de protéger l'industrie et le commerce privés. »

Devant les difficultés de la situation économique (inflation, désorganisation du marché, fermetures d'usines), le gouvernement prit une série de mesures destinées à redonner confiance aux capitalistes « nationaux » et à museler les revendications immédiates des travailleurs. Des entreprises commerciales d'Etat furent créées pour alimenter les usines en matières premières et lutter contre l'inflation dans les villes. Mais, en même temps, le gouvernement leur demanda de relever leurs prix au détail pour ne pas ruiner le petit commerce. D'après un rapport de Pan Han-nien, adjoint au maire de Shanghai, dès 1950 :

« Les entreprises commerciales d'Etat réduisent le nombre des bureaux de vente au détail, limitent les

catégories de produits destinés à la vente au détail et augmentent la différence entre les prix de gros et les prix de détail (cette différence est portée de 2 à 5 % pour le riz, de 2,5 à 6,5 %, pour l'huile d'arachide, de 2 à 6 % pour le sel et de 12 à 15 % pour le sucre), afin de permettre aux détaillants de réaliser des bénéfices suffisants. Cela démontre, ajoute l'adjoint de Tchen Yi, que tout en combattant la spéculation et l'accaparement, les entreprises d'Etat désirent assurer des bénéfices convenables aux entreprises privées, afin de leur permettre de travailler en toute tranquillité et honnêteté. » (3e Congrès Populaire shanghaien)

Du même rapport nous tirons de précieuses indications sur la « politique ouvrière » du nouveau gouvernement. À Shanghai, un Bureau du Travail réussit à imposer aux ouvriers les baisses de salaires, les licenciements sans indemnité, le travail à mi-temps, lorsqu'une entreprise pouvait démontrer la nécessité de ces mesures :

« Depuis la libération de Shanghai jusqu'à la fin de mai 1950, le Bureau du Travail a été saisi de 9 027 cas de conflits entre le travail et le capital. 4 436 de ces cas ont été enregistrés au cours des sept derniers mois de 1949, et le reste pendant les cinq premiers mois de cette année. Le problème fut assez grave. Mais après la publication des décisions de la Conférence des Directeurs des Bureaux du Travail, convoqués par le gouvernement central populaire, les relations entre le travail et le capital se sont sensiblement améliorées. »

Voici comment :

« Les ouvriers ont réduit les charges de leurs employeurs par l'adoption des méthodes suivantes : réduction de leurs salaires et de leur nourriture, mise en œuvre d'un plan d'austérité, licenciement temporaire ou partiel du personnel, mise en application d'un système de travail par roulement. Ils s'ingénient en même temps à accroître la production et à diminuer le prix de revient, en prolongeant les heures de travail, en redoublant d'activité et en économisant les matières premières. » (Ibid.)

Ce tableau de la façon dont Mao Tsé-toung et son parti ont abordé le « travail dans les villes » serait incomplet si nous n'ajoutions quelques mots sur la supercherie du « contrôle ouvrier ». Dans le rapport présenté au 1er Congrès du PCC de la région du Nord-Est sur la reconstruction économique (13 mars 1950), Kao Kang traite de cette question « en raison des divergences de vues existant entre le Comité de notre

(4) Il s'agit essentiellement de l'article « La Nouvelle Démocratie » datant de janvier 1940 (Mao Tsé-toung, Œuvres, T. 3), du discours « À propos du gouvernement de coalition » (Ibid., T. 4), et du « Programme commun » approuvé en septembre 1949 par la conférence consultative du peuple chinois et qui déclare simplement (article 29) que « l'Etat coordonnera et dirigera l'économie publique, l'économie coopérative, l'économie individuelle des paysans et artisans, l'économie capitaliste privée et l'économie capitaliste publique ».

parti et les syndicats au sujet du contrôle des entreprises ». Ce texte développe deux points litigieux : la « démocratisation de la gestion » et le « contrôle des comptes » dans l'entreprise. La « démocratisation », dit Kao Kang, ne saurait mettre en cause le principe de la responsabilité des chefs d'entreprise :

« Certains de nos camarades estiment que dans une entreprise, le secrétaire du Comité ou une filiale du Parti Communiste peut assumer les responsabilités attribuées au chef d'atelier. Une telle idée est fautive. En effet, le Comité ou une filiale du Parti n'est pas un organe administratif d'une usine, mais un bureau chargé de guider les ouvriers progressistes de l'entreprise où il est affecté (5). [...] La responsabilité qu'assume un chef d'atelier lui est attribuée par une administration gouvernementale supérieure. Chaque usine doit avoir un chef d'atelier responsable, système nécessaire à l'unification du programme économique de l'Etat. »

Cette « responsabilité » que l'Etat « populaire » reconnaît aux capitalistes, et qu'il demande aux ouvriers de respecter, trouve son explication dans les fondements même de l'économie bourgeoise. Et ce n'est pas pour rien que Kao Kang, lointain précurseur des Khrouchtchev et Kossyguine, met en avant le système du rendement et du profit :

« Comme chacun sait, écrit-il, le régime a été, pendant de longues années, celui du Koung Kié Tché [nourriture, logement et habillement assurés par l'Etat, très faibles rémunérations]. [...] Or la situation s'est notablement modifiée à l'heure actuelle. Si, dans l'exploitation de notre économie nationale, et en particulier de nos entreprises modernes, nous ne calculons pas nos recettes et nos dépenses et si nous n'adoptons pas un système d'échelle de salaires conforme au rendement de chacun – en d'autres termes, si nous n'appliquons pas un système strict des comptes et si nous ne calculons pas nos coûts de production –, nous ne pouvons connaître le présent de nos entreprises, ni prévoir leur avenir. »

Il s'est trouvé, à l'époque, plus d'un « théoricien » pour comparer ce passage du Koung Kié Tché à un « contrôle des comptes » au tournant russe de 1921 : du « communisme de guerre » à la NEP. Mais la supercherie est aussi grosse que lorsque nos Liberman et autres économistes de Moscou assimilent à la politique de la NEP leurs sornettes sur la « construction du socialisme » par le système de la libre entreprise et le mécanisme du profit. Lénine n'est le précurseur ni de Kao Kang, ni de Kossyguine. Si le compromis de la NEP traduisait en termes marxistes la faiblesse du capitalisme russe en 1921, la victoire de la libre entreprise exprime tout simplement la puissance des rapports bourgeois dans la Russie de 1966. Quant à la Chine, la disgrâce de Kao Kang, bouc émissaire d'une fautive NEP, ne sera pas suffisante pour que l'on vante quelques années plus tard le « passage au socialisme ». Le retour, à l'époque des communes populaires, au système du Koung Kié Tché – nom chinois du vieux truck-system – a bien montré que la Chine n'était pas allée au-delà du grand capitalisme et de la libre entreprise, mais qu'elle se trouve encore en-deçà.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel dans la NEP de Lénine est la question du pouvoir politique. L'essentiel, dans

toutes les mesures de « contrôle ouvrier » prises par les démocrates petits bourgeois et les faux socialistes, consiste à éluder cette question du pouvoir et à détourner le prolétariat de la lutte immédiate pour l'instauration de la dictature. Dans une situation économique comparable à celle de la Russie en 1917, le PCC a joué, vers la fin de la seconde guerre mondiale, le même rôle que les mencheviks et les populistes à l'égard du « contrôle ouvrier ». Rôle démasqué par Lénine entre février et octobre, en particulier dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». Dans un article de juin 1917, consacré à la conférence des comités de fabriques et d'usines, Lénine soulignait cette différence d'attitude sur la question du « contrôle ouvrier » :

« L'idée fondamentale de cette résolution [la résolution des comités de fabriques inspirée par les bolcheviks] est d'opposer aux phrases des bourgeois et des fonctionnaires petits bourgeois sur le contrôle ouvrier, les conditions d'un contrôle réel exercé sur les capitalistes et sur la production. Les bourgeois mentent en faisant passer pour un « contrôle ouvrier » des mesures de planification étatique qui triplent, sinon décuplent, les profits assurés aux capitalistes. Les petits bourgeois, mi-naïfs, mi-intéressés, font confiance aux capitalistes et à l'Etat capitaliste, en se contentant des plus futiles projets bureaucratiques de contrôle. La résolution prise par les ouvriers met au premier plan l'essentiel :

1. comment faire pour « ne pas préserver » les profits des capitalistes ;
2. pour arracher le voile du secret commercial ;
3. pour que les ouvriers aient la majorité dans les organes de contrôle ;
4. pour que l'organisation du contrôle et de la direction, étant « à l'échelle de tout l'Etat », soit dirigée par les Soviets et non par les capitalistes. » (« La lutte du prolétariat contre la désorganisation », Lénine, Pravda du 17 juin 1917).

Dans le même article, Lénine repoussait l'interprétation « syndicaliste » du contrôle bolchevik et en développait la signification politique :

« Il n'y a pas une trace, chez nous, du passage humoristique des chemins de fer aux mains des cheminots, des fabriques de cuirs aux mains des ouvriers du cuir ; mais il y a contrôle des ouvriers qui se transforme en une complète réglementation par les ouvriers de la production et de la répartition, en une "organisation étatique" de l'échange du blé contre des produits industriels (avec "une large participation des coopératives urbaines et rurales") ; il y a la revendication du "passage de tout le pouvoir d'Etat aux mains des Soviets (6). »

(5) Dans le même texte, Kao Kang avoue franchement que « la mission des comités d'usine consiste à grouper la masse ouvrière, les spécialistes et les employés, à les consulter sur les problèmes importants concernant les usines, à accroître la conscience politique et l'ardeur au travail de tous, et enfin, à **lutter contre les sabotages et contre tout mouvement gréviste** » (souligné par nous – N.D.L.R.)

(6) Voir page suivante

En confinant le prolétariat chinois dans un démocratisme gestionnaire respectueux de l'autorité du chef d'entreprise confirmée par une « administration gouvernementale supérieure » qui aidait ouvertement les capitalistes et leur assurait des « bénéfices convenables », le parti de Mao Tsé-toung a fait du mensonge de « l'autogestion » un instrument de « contrôle » du prolétariat par le Capital. Bien avant Tito et Ben Bella, mais dans la ligne traditionnelle des « ateliers nationaux » de 1848 et de la politique mencheviste de 1917. Ainsi s'est opérée en Chine la conjonction de la guérilla paysanne avec le mouvement social des villes. L'expérience historique du Kouo-Min-Tang avait déjà prouvé que sans une levée en masse de la paysannerie tous les efforts d'unification de la Chine resteraient vains. La lutte armée dans les campagnes, entre 1927 et 1947, démontra à son tour que les seules chances de la révolution reposaient dans la « conquête des villes », dans la direction politique que Shanghai et Canton donneraient à l'ensemble du mouvement. Dans ces forteresses prolétariennes que le Kouo-Min-Tang ne réussissait plus à tenir, devait en effet se jouer le sort de la révolution chinoise. Mais pas une seule mesure, pas même une seule phrase des fondateurs de la « démocratie nouvelle » n'ont été destinées alors à ouvrir la voie à une dictature prolétarienne.

La réforme agraire : 1947 – 1952

Nous venons de voir comment la crise économique et sociale de l'après-guerre, la menace d'un nouveau partage impérialiste ont fait du PCC le champion avoué de la Chine bourgeoise. Si Mao Tsé-toung se décida à prendre le pouvoir, ce ne fut pas pour donner aux conflits de classes leur expression la plus révolutionnaire, en particulier dans les villes, ni pour porter des coups sérieux à l'impérialisme russo-américain, comme il le prétend aujourd'hui. Il s'agissait seulement de limiter les effets de la crise en obtenant des accords internationaux acceptables (comme l'accord Mao – Staline qui mit fin à l'emprise russe sur la Mandchourie), et en essayant de fonder un Etat national, non sur les bases traditionnelles de la finance étrangère, mais sur le travail et l'épargne du paysan chinois. À ce sujet l'article premier de la loi agraire du 28 juin 1950 ne laisse aucun doute :

« Le régime de la possession des terres par la paysannerie sera instauré dans le but de libérer les forces productives de la campagne, d'accroître la production agricole et de préparer le chemin à l'industrialisation de la Chine nouvelle. »

Programme bourgeois, réalisé par des méthodes bourgeoises, et qu'aucune « étape » ultérieure n'a infléchi vers un quelconque « socialisme ». Ses caractéristiques même s'inscrivent en faux contre la légende selon laquelle elle aurait été la révolution agraire la plus « radicale » de tous les temps. Aussi puissant qu'ait été le mouvement paysan dans les campagnes, nous verrons quelle influence déterminante les villes ont exercée sur lui : privée d'une solide direction prolétarienne, l'immense révolution agraire s'est résolue en de maigres réformes.

On se souvient que depuis les débuts de la guerre

sino-japonaise, le PCC était passé de la politique de confiscation des terres à la politique de baisse des fermages qui était en fait celle du Kouo-Min-Tang. À la fin de la guerre, le PCC revint à la confiscation des terres. La poussée des masses la lui imposait. Cette politique fut d'abord appliquée dans la « Région frontière » à partir de mai 1946. Elle se répandit ensuite rapidement du Nord au Sud. Le 10 octobre 1947, le parti publia à sa conférence de Yen-an une loi agraire en 16 articles qui reprenait à peu près les termes de la loi de 1931. Mao Tsé-toung se contenta d'expurger les vieux textes de tout ce qu'il avait qualifié d'extrémiste dans la période précédente. On critiqua en particulier le principe de la répartition égalitaire :

« Ceux qui prêchent l'égalisation absolue et immédiate, disait Mao Tsé-toung dans un rapport aux responsables du Shansi pendant l'été 1948, commettent une erreur. Cette conception répandue aujourd'hui dans les campagnes compromet l'industrie et le commerce ; elle est réactionnaire et arriérée [...] »

La répartition des terres devait tenir compte des moyens de production aux mains de chacun. Ainsi, le paysan moyen capable de produire pour le marché fut favorisé par rapport au paysan pauvre.

Liu Shao-chi, en présentant la loi sur la réforme agraire de juin 1950, déclarera sans ambages :

« Le problème de la pauvreté de la paysannerie ne sera finalement résolu que si la production était grandement améliorée, si l'industrialisation de la Chine nouvelle était menée à bien, si le niveau de vie était relevé sur toute l'étendue du territoire chinois et si la Chine s'engageait finalement dans la voie du développement socialiste. L'application de la réforme agraire seule ne saurait résoudre qu'une partie du problème de la pauvreté paysanne. La réforme agraire doit viser essentiellement et avant tout à l'accroissement de la production. »

Nos « communistes » lâchent ici de solides « véri-

(6) Lénine écrit encore à l'adresse des Strouév russes et des Mao chinois qui repoussent le contrôle ouvrier au nom de l'impossibilité de réaliser le « socialisme » dans un pays arriéré : *« Ces raisonnements sont stupides jusqu'au ridicule, car l'impossibilité objective du socialisme est liée à la petite exploitation que nous ne prétendons pas exproprier, ni même réglementer, ni même contrôler. La « réglementation étatique », dont les mencheviks, les populistes et tous les fonctionnaires parlent pour s'en débarrasser, qu'ils échafaudent pour préserver les profits des capitalistes, qu'ils vantent pour laisser intact le secret commercial, c'est justement d'elle que nous nous efforçons de faire autre chose qu'une tromperie. C'est de cela qu'il s'agit, aimables quasi-marxistes, et non d'"introduire" le socialisme ! Réglementation et contrôle non pas de la classe capitaliste sur les ouvriers, mais inversement. Non pas confiance en « l'Etat », digne des Louis-Blanc, mais revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et semi-prolétaires : telle doit être la lutte contre la désorganisation économique. »*

tés » bourgeoises ! Mais c'est toujours à la manière des réformistes qui font appel aux « impératifs économiques » pour détourner les masses de la lutte sociale. À la campagne comme à la ville, tout est placé sous l'angle de la production ou mieux de la « reconstruction ». L'objet de la « loi agraire » n'est pas de libérer l'énergie révolutionnaire des paysans pauvres, ni de faciliter leur éducation politique en les rapprochant du prolétariat moderne. Il leur suffira de comprendre que l'enrichissement du koulak est plus profitable à l'Etat.

Entre le programme du 10 octobre 1947 et la loi agraire du 28 juin 1950, on peut constater des différences qui vont toutes dans le sens d'une répression des « excès » paysans. C'est ainsi que le premier texte proclame l'abolition des droits des propriétaires fonciers (art. 2). Dans le second, il n'est question que de confisquer leurs « excédents » de terres (art. 2). On déclare encore qu'aucune atteinte ne sera portée à leurs propriétés commerciales ou industrielles (art. 4). Enfin, ils recevront eux aussi un lot de terre égal à celui des autres paysans (art. 10). Le programme de 1947, tout en faisant une distinction entre paysans riches et propriétaires fonciers, n'excluait pas la confiscation des excédents de terres appartenant aux paysans riches. La loi de 1950 l'interdit. Les trois textes de mai 1946, octobre 1947 et juin 1950 constituent les jalons de la lutte menée par le PCC pour réduire l'ampleur du mouvement agraire. En juin 1950, Liu Shao-chi présentait lui-même le bilan de cette « lutte » :

« Entre juillet 1946 et octobre 1947, les masses paysannes et nos cadres ruraux dans beaucoup de régions du Nord, Nord-Est et Shantung n'ont pu, en réalisant la réforme agraire, suivre les directives publiées le 5 mai 1946 par le CC du Parti Communiste Chinois prescrivant, pour l'essentiel, de ne pas toucher les terres et les biens des paysans riches. Ils ont agi à leur idée et ont confisqué les terres et les biens des paysans riches, comme des propriétaires fonciers. Cela est compréhensible, car c'était une période de combats acharnés entre le peuple chinois et les réactionnaires du Kouo-Min-Tang. C'est alors qu'il y eut le plus de déviations dans la réalisation de la réforme agraire : les intérêts d'une partie des paysans moyens furent frustrés, l'industrie et le commerce furent en partie désorganisés dans les régions rurales, et en certains endroits il s'est produit des scènes de bastonnades et de tueries. Ces faits s'expliquent surtout par la tension de la situation politique et militaire du moment, ainsi que par le manque d'expérience en matière de réforme agraire de la majorité de nos cadres ruraux. Ils n'avaient pas su déterminer de façon nette la situation des classes dans les campagnes et ont commis l'erreur de ranger les paysans moyens dans celle des paysans riches. C'est pourquoi, le 10 octobre 1947, le CC a publié le programme de la loi sur la réforme agraire qui trace une ligne de démarcation [...] et l'hiver de 1947 un document sur la distinction de la situation des classes dans les régions rurales. » (Cité par R. Dumont, « Esprit », janvier 1956)

Telles furent les caractéristiques du « Grand Partage » chinois de l'après-guerre : répression des « excès » de la révolution agraire, défense du paysan moyen au nom de la reconstruction économique.

Comme dans les années 30, la politique agraire du PCC contribua à décharger l'atmosphère explosive des campagnes en donnant au paysan sans terre les illusions de la propriété et du bien-être. Ainsi, la statistique officielle chinoise pourra vanter une diminution du nombre des paysans pauvres et un accroissement prodigieux de la catégorie des paysans moyens. Aussi imprécise que soient ces rubriques, elles révèlent bien l'esprit de la réforme de 1947 – 1952 :

Tableau XII
Répartition de la terre avant et après le partage

En 1947		En 1955	
Paysans pauvres et journaliers	70%	Paysans pauvres	20%
Paysans moyens	20%	Anciens paysans moyens	20%
		Nouveaux paysans moyens	50%
Paysans riches	5 - 6 %	Anciens paysans riches	4,5 %
		Nouveaux paysans riches	2%
Propriétaires fonciers	4 - 5 %	Propriétaires fonciers	3,5 %

A ces limites sociales de la réforme agraire il faut encore ajouter d'autres limitations. Limitations dans l'espace, puisque la réforme a été menée progressivement à partir du Nord-Est (1947 – 1949), pour se propager, en 1950, dans le Hopeï et le Chensi, en 1951 dans le Sud et finalement à l'Ouest où certaines régions, comme le Tibet, n'ont même pas été touchées. Limitations dans le temps aussi, puisqu'il a fallu six ans, de 1947 à 1953, pour que l'Etat organise « par en haut », « méthodiquement », les opérations de confiscation et de partage. Ainsi, « la plus grandiose redistribution de terres de notre histoire » prit rapidement l'aspect d'une mesure administrative et d'ordre social.

Quels furent les résultats économiques du partage ? Près de la moitié de la surface cultivée (47 millions d'hectares) fut répartie entre 300 millions de paysans, ce qui représente un peu plus de 15 ares par tête. R. Dumont note que seulement trois millions de bêtes de trait furent distribuées sur une cinquantaine de millions qu'en comptait la Chine d'après-guerre. Faute de moyens de production, faute aussi de terre, le paysan pauvre ne réussit pas à améliorer sa condition. Et Liu Shao-chi devra faire cet aveu au VIII^e Congrès du PCC :

« Etant donné que dans les campagnes il y a peu de terre et beaucoup de monde, que pour l'ensemble du pays chaque paysan ne possède en moyenne que 3 méous [1/5^e d'hectare] et qu'en beaucoup de localités du Sud, il ne dispose que d'un méou et même moins, les paysans pauvres et les couches inférieures des paysans moyens constituent encore 60 à 70 % de

la population. »

Ce sont ces difficultés qui présidèrent à la seconde vague de mesures agraires : la collectivisation. Mais même en ce qui concerne le développement de la production, objectif avoué des dirigeants chinois, le partage conduisit à l'impasse. Certes, les chiffres absolus de l'avant-guerre avaient été atteints. Par rapport à une production céréalière d'environ 140 millions de tonnes avant 1949, on avait eu, en 1949, 103,1 ; en 1950, 125,7 ; en 1951, 135 ; en 1952, 154,4 ; en 1953, 156,9. Cela permit effectivement la « reconstruction » du pays. Mais il est peu probable que la production d'avant-guerre par tête d'habitant ait pu être dépassée. Surtout, le prolétariat des villes a dû faire les frais de cette réforme. En effet, une grande partie de la production agricole provenant de la petite exploitation familiale, les villes restèrent toujours aussi mal approvisionnées. A la veille du mouvement de collectivisation, le « Journal du Peuple » déclarait :

« Par suite de la réforme agraire et en raison de la division des exploitations et du développement consécutif d'une économie de petits paysans se suffisant à eux-mêmes, la quantité des denrées alimentaires mises sur le marché peut diminuer ce qui influencerait sur l'approvisionnement des villes. » (11 avril 1953)

Toutes ces contradictions éclateront lorsque l'on passera de la période de reconstruction à celle du premier plan quinquennal. On se rendra compte alors non seulement que le partage n'avait nullement résolu la question sociale à la campagne, mais même qu'il était incapable d'impulser le développement des forces productives du capitalisme chinois.

La « collectivisation » : 1953 – 1958

Dans son discours du 31 juillet 1955 « Sur la coopération agricole », Mao Tsé-toung déclara :

« Comme chacun l'a remarqué au cours de ces dernières années, la tendance spontanée au capitalisme dans les campagnes grandit de jour en jour, et l'on voit apparaître partout de nouveaux paysans riches. Beaucoup de paysans pauvres manquant de moyens de production suffisants n'ont pas encore échappé à l'étreinte de la misère ; certains ont des dettes ; d'autres sont obligés de vendre ou de louer leur terre. Si on laisse se développer cette tendance, la division de la campagne en deux pôles extrêmes ira inévitablement en s'aggravant de jour en jour. »

Eviter cette aggravation de la lutte des classes à la campagne, tout en essayant d'accroître la production agricole par une plus grande concentration des moyens humains et matériels : tel fut l'objectif de la collectivisation chinoise et ce qu'elle a de commun avec la collectivisation russe des années 30. Mais l'une et l'autre ont encore un trait commun : c'est de ne pas avoir été « planifiées » comme le veut la légende, mais de s'être imposées aux planificateurs avec toute la force des antagonismes économiques.

À l'origine, les projets de collectivisation furent assez modérés et les cadences prévues fort lentes. La résolution d'octobre 1953 du CC du parti prévoyait que

le nombre des coopératives agricoles, qui était alors de 15 000, atteindrait 35 800 à l'automne 1954. Le premier plan quinquennal fixa de son côté l'objectif de 800 000 coopératives pour 1957, ce qui représentait seulement 20 % des foyers paysans. D'autre part, si l'on envisageait la généralisation des coopératives dans la Chine du Nord et en Mandchourie, la progression devait être beaucoup plus modeste au Sud du Yang-Tsé. Ces objectifs furent vite « dépassés » : en mars 1954, il y avait déjà plus de 90 000 coopératives. En octobre 1954, le CC se réunit et fixe pour le printemps 1955 un nouvel objectif de 600 000, lui aussi dépassé. Les autorités furent même effrayées par ce succès et un rapport de Li Fou-tchou au Congrès national populaire de juillet 1955 révisa l'objectif de 50 % des foyers paysans qui devaient être collectivisés en 1957 et le ramena à 33 %. Mais en juillet 1955, dans son rapport « Sur la coopération agricole », Mao Tsé-toung annonçait une nouvelle accélération du processus de collectivisation : au printemps 1958 la moitié de la population rurale devait avoir adhéré aux coopératives, et la collectivisation aurait été totale en 1960. Dans sa préface de janvier 1956 à « La poussée du socialisme dans les zones rurales de la Chine », Mao Tsé-toung écrivait :

« Les quelques trois ou quatre années qui viennent [...] opéreront la transition fondamentale des coopératives de l'étape semi-socialiste à l'étape socialiste intégrale. »

Les choses iront encore plus vite, puisque l'on annonça à la fin 1956 que 96,1 % des foyers paysans et 90 % des terres cultivées étaient entrés dans les coopératives « semi-socialistes » et que dès 1958 le mouvement des communes prétendait passer à « l'étape socialiste intégrale ».

À côté de cette histoire officielle vantant l'avancée triomphale de la collectivisation, légende dorée des bulletins de victoire gouvernementaux, exaltation de la « ligne des masses » véritable « *Sturm und Drang* » du socialisme chinois, l'histoire économique et sociale de la collectivisation reste encore à écrire. Les études les plus « savantes » se contentent de signaler les « bonds » étonnants – en avant ou en arrière – de l'idéologie officielle et des réformes agraires. Le partage de 1950, certes, ne représentait qu'une étape pour les dirigeants de Pékin, mais ils prévoyaient toutefois que cette étape serait beaucoup plus longue. En 1953, Mao Tsé-toung déclarait encore :

« Après la libération, l'enthousiasme des paysans pour la production dans le cadre de l'économie individuelle était inévitable. Le parti comprend parfaitement cette caractéristique des paysans en tant que petits propriétaires et souligne que nous ne devons pas méconnaître ou repousser l'enthousiasme des paysans pour une telle forme de production. » ; et Mao ajoutait : « Pour une période considérable [...] la propriété privée de la terre doit être protégée. »

G. Etienne, qui cite ce passage dans « La Voie Chinoise » (p. 83), s'étonne du tournant brutal de la collectivisation :

« À plusieurs reprises et dans différents domaines, les dirigeants usent de la même méthode : de brusques et soudaines impulsions viennent précipiter un rythme d'évolution relativement lent. On peut se demander si les autorités n'ont pas été les premières surprises de

la rapidité avec laquelle se propagent les coopératives. Ce système, où la houle alterne avec les raz-de-marée, est un des éléments les plus déconcertants dans l'analyse de la Chine. »

Les profondes convulsions économiques et sociales qui marquent la naissance du capitalisme chinois, comme celles qui caractérisent la sénilité du capitalisme mondial, voilà ce qui « déconcerte » les philistins bourgeois. Et la seule explication rassurante qu'ils peuvent trouver de ces phénomènes est encore celle que leur en donnent les « grands hommes » de l'histoire, les Staline, les Mao ou même les Hitler qui disent avoir voulu et préparé ces cataclysmes ! Hitler n'a-t-il pas « voulu » la guerre ? Staline n'a-t-il pas « voulu » la fameuse « dékoulakisation » de 1929 – 1932 ? Mao n'a-t-il pas « lancé » le mouvement des coopératives, puis des communes populaires, comme on lance un navire ou une nouvelle marque de poudre à laver ? Eh bien, pour comprendre quelque chose à la collectivisation chinoise, plus encore qu'en Russie, il faudra se passer de l'interprétation volontariste de l'histoire et de la réclame publicitaire du « socialisme » à l'aide de laquelle on s'est efforcé de la débiter. Mao Tsé-toung n'a pas plus prévu que Staline la marche de la collectivisation.

L'objectif essentiel de la réforme de 1950 était, nous l'avons vu, de libérer les forces productives bourgeoises. Pour différentes raisons, ce processus devait être lent et contradictoire. L'étroitesse des parcelles individuelles, la médiocrité des moyens de production constituaient déjà un grave obstacle. Mais l'on comptait sur « l'enthousiasme » du paysan propriétaire libéré de l'énorme rente en nature ou en argent qu'il versait autrefois à l'usurier de village. Cette abolition des fermages est certainement le plus grand avantage que la paysannerie chinoise ait tiré de la réforme agraire. Et pourtant ce bénéfice s'est rapidement perdu, pour le paysan comme pour l'Etat, dans l'océan de la petite exploitation. La libération des forces productives bourgeoises à la campagne était, dès le début, freinée par le caractère petit-bourgeois des rapports de production. On a estimé, par exemple, à 30 millions de tonnes de céréales, le bénéfice en nature que le paysan chinois pouvait réaliser chaque année par suite de l'abolition des fermages. Apporterait-il ce surplus au marché, créant ainsi les liens d'un développement bourgeois entre la ville et la campagne ? Cette perspective était celle d'un rythme « normal » et lent du capitalisme agraire qui se serait chargé lui-même, par simple expropriation, de « collectiviser » l'agriculture chinoise. Mao Tsé-toung, pas plus que Staline, ne s'en serait pris au « koulak » si les greniers de l'Etat avaient été pleins.

Le malheur, c'est que le paysan chinois a mangé les 30 millions de tonnes de céréales et bien d'autres choses encore ; qu'il est resté replié sur une économie naturelle ; qu'il s'est avéré incapable de subvenir à ses besoins en cultivant son maigre lopin ; et qu'il a finalement retrouvé le chemin de son vieil exploiteur, l'usurier de village. Voilà ce que Mao a dû avouer de lui-même en 1955. La presse chinoise s'est limitée alors à dénoncer tel ou tel fait particulièrement révoltant : ici c'était un koulak prêtant à des taux annuels de 50 et même 100 % ; là des paysans obligés de vendre la terre qu'ils avaient reçue quelques années

auparavant. Le « Journal du Peuple » rendant compte de la Troisième Session de l'Assemblée populaire chinoise (1956), signalait que la collectivisation avait presque mis fin aux ventes de terre et donnait les chiffres suivants : dans 11 districts de la province du Hopeï, les paysans pauvres avaient vendu 7 199 hectares en 1951, 5 714 hectares en 1952, 4 903 en 1953, 2 265 hectares en 1954 et 518 hectares en 1955. Pour combattre l'usure et aider les paysans entrés dans les coopératives, l'Etat organisa le crédit agricole qui prit de grandes proportions en quelques années : le montant annuel des prêts de l'Etat passa de 302 millions de yuans en 1951 à 3 200 millions en 1956.

Ce fait est particulièrement caractéristique. Au moment du partage, les dirigeants chinois ne prétendaient pas résoudre la question sociale à la campagne. Ils pensaient cependant que cette réforme permettrait d'accroître sensiblement la production agricole et de créer les bases de l'industrialisation.

« *Maintenant, disait Mao dès la fin de la guerre civile, le gouvernement est capable d'aider les paysans pauvres à résoudre leurs difficultés, en leur accordant des avances destinées à compenser les désavantages résultant du fait qu'ils possèdent moins de terres que les paysans riches. Il nous faut modifier notre politique à l'égard des paysans riches en transformant la politique de réquisition des terres en une politique de préservation de l'économie des paysans riches, afin d'assurer une prompte reprise de la production agricole, de faciliter l'isolement des propriétaires fonciers et de protéger les paysans moyens et les petits fermiers.* » (Discours au troisième plénum du septième CC du PCC).

Ainsi, la politique qui misait sur la paysannerie moyenne, sur la commercialisation de ses excédents, sur une fiscalité plus lourde (le paysan riche versait à l'Etat, à titre d'impôt, 30 % de sa récolte), n'a pas seulement fait faillite, mais elle conduisit à des résultats diamétralement opposés à ceux que l'on attendait : les surplus agricoles furent absorbés par les paysans et le mouvement des capitaux, au lieu de se produire de la campagne vers la ville, s'est fait en sens inverse sous la forme des prêts consentis par l'Etat au moment de la création des coopératives. Du moins pouvait-on espérer que sous la forme coopérative ces efforts ne seraient pas perdus ?

Si le partage et la reconnaissance du droit de propriété marquent l'aube du capitalisme, la coopération et le travail associé dans l'agriculture comme dans l'industrie sont les signes d'un capitalisme mûr où le développement des forces productives entre en contradiction avec les rapports de production bourgeois. La double supercherie du stalinisme consiste à présenter la collectivisation comme une recette infaillible pour accélérer la coopération dans l'agriculture et comme la forme achevée du « socialisme » à la campagne. Pour nous marxistes, la collectivisation russe ou chinoise n'a pas fait faire un pas de plus vers le travail associé du grand capitalisme aux forces productives de la campagne. Comme telle, enfin, elle n'a rien à voir avec le « socialisme ».

À l'époque du « gouvernement de coalition », Mao Tsé-toung n'envisageait pas d'autres transformations des rapports agraires que celles qu'entraînerait le dé-

veloppement des forces productives bourgeoises :

« Dès que l'on aura procédé à certaines transformations du système agraire, même s'il ne s'agit que de transformations mineures, comme la réduction des fermages et du taux de l'intérêt [et c'est à cela que se ramène le partage de 1950 – N.D.L.R.], l'intérêt qu'ont les paysans à accroître la production augmentera. Si, par la suite, on aide les paysans à s'organiser, progressivement, de leur plein gré, en coopératives de production ou autres, cela entraînera l'accroissement des forces de production. Pour l'instant, ces coopératives de production agricole ne peuvent se présenter que sous la forme d'organisation de travail collectif et d'aide mutuelle, fondées sur les exploitations paysannes individuelles. » (Œuvres, T. IV, p. 351).

Comment devait donc se réaliser la coopération ? Lorsque « l'intérêt » des paysans l'imposera, « progressivement », à la suite d'un accroissement de la production. Dans tout cela, l'Etat n'ordonne pas, ne planifie pas, ne construit pas un quelconque « socialisme » agraire : il « aide les paysans à s'organiser », en un mot, il « aide » le capitalisme à sortir de ses limbes. Il joue ouvertement son rôle d'Etat de classe, il s'intitule franchement « démocratie populaire », il accepte à l'intérieur les gouvernements de coalition et il rêve à l'extérieur d'alliances diplomatiques qui consolideront ses liens avec le capitalisme mondial.

Avec la collectivisation, tout change. On réalisera la coopération en dépit des forces productives et quel que soit le niveau atteint. On construira le « socialisme » en dépit de tout l'univers, dans « un seul pays ».

« L'objectif du mouvement coopératif, écrit Mao dans le texte déjà cité de juillet 1955, est d'amener 110 millions de familles paysannes du mode d'exploitation individuelle au mode d'exploitation collective, et de procéder ensuite à la transformation technique de l'agriculture. »

Notez bien ceci : par un simple décret l'Etat « transformera » 110 millions d'exploitations familiales ; « ensuite » seulement viendra la « transformation technique de l'agriculture ». Ici l'Etat devient demiurge ; il ne se contente plus d'« aider », il prétend « bâtir » de ses propres mains et selon son gré les fondements sur lesquels il repose. Contre le mensonge de la collectivisation russe, Trotsky écrivait déjà dans la « Plateforme de l'Opposition de Gauche » :

« Seul le processus d'augmentation progressive de l'industrialisation de l'agriculture peut créer une base toujours plus large pour la coopération socialiste de production, pour le collectivisme. Sans la révolution technique, même dans le domaine des moyens de production, sans machines agricoles, sans changement dans tout le système de culture, sans engrais chimiques, etc., tout travail profond ayant des chances de succès pour la collectivisation de l'agriculture est impossible. »

Voilà ce qu'écrivait Trotsky en 1927, lorsque Staline misait encore sur le koulak, lorsqu'il n'avait pas encore conçu le projet insensé de la « collectivisation » forcée pour résoudre le problème des rapports entre l'agriculture et l'industrie, lorsqu'il ne rêvait pas encore de « construire le socialisme » dans la seule Russie par simple pendaison des paysans riches. Loin de vaincre et de dépasser la petite exploitation paysan-

ne, la collectivisation stalinienne l'a consolidée pour longtemps dans le cadre du kolkhoze ; elle a fait du kolkhozien la principale figure de l'accumulation capitaliste russe et de la contre-révolution.

En Chine, nous ne parlerons pas de « contre-révolution » : dès le début, le mouvement maoïste s'est présenté sous son véritable drapeau bourgeois. Mais nous aurons à montrer que la collectivisation n'est pas une voie de « passage au socialisme », car le socialisme n'a rien à voir avec la construction d'une économie nationale aussi poussée soit-elle ; enfin nous verrons que la collectivisation ne résout nullement les antagonismes entre l'agriculture et l'industrie, entre les forces productives et les rapports de production bourgeois.

Des coopératives aux communes populaires

Plus en avant dans l'article, nous envisagerons les rapports de la collectivisation chinoise avec les plans quinquennaux et la question du marché mondial. Pour l'instant nous ferons un bilan des réformes agraires de Mao du point de vue des formes d'organisation de l'agriculture chinoise et de leur glorification officielle comme formes typiquement « socialistes ».

Dans le texte déjà cité de 1955, Mao Tsé-toung définit les étapes de la collectivisation chinoise depuis la guerre. Il n'énonce pas un programme, il ne fait que résumer un processus déjà accompli et accoler des étiquettes rouges à chacune des phases parcourues.

« Le premier pas, dit Mao, est d'appeler les paysans, sur la base du libre consentement et du bénéfice mutuel, à organiser des équipes d'aide mutuelle qui ne portent en elles que quelques germes de socialisme [!!!] et dont chacune englobe de quelques familles à plus d'une dizaine de familles. »

Cette première étape, qui s'est vérifiée entre 1947 et 1953, comporte l'échange saisonnier, puis permanent, de force de travail entre paysans qui restent propriétaires de leurs parcelles et de l'ensemble du produit. On s'aide entre familles au moment de la moisson, on se prête mutuellement le peu d'outils nécessaires. « Le pauvre aide le pauvre. » C'est ainsi que l'on traduisait dans la Chine ancienne l'essence de ce type de coopération, forme précapitaliste (et non « socialiste ») de la caution solidaire.

« Le second pas, poursuit Mao, est d'appeler les paysans, en s'appuyant sur ces équipes d'entraide et toujours en respectant le principe du libre consentement et du bénéfice mutuel, à organiser de petites coopératives agricoles de production de type semi-socialiste [!!!], ayant pour traits distinctifs l'apport des terres comme participation et une gestion unique. »

À cette seconde étape (1954 – 1955), le paysan eut le droit de conserver sa parcelle, mais aussi de vendre ou de louer à la coopérative la part de terres et de moyens de production dont il consentait à se débarrasser. On se rendit bientôt compte que ces coopératives de « type inférieur », qui devaient mettre fin à la spéculation des paysans riches, tombaient peu à peu entre leurs mains. Ceux-ci s'opposaient à l'accroissement des fonds indivis, refusaient même aux paysans pau-

vres le droit d'entrer dans les coopératives, élevaient les taux de répartition du produit selon l'apport foncier. En un mot, la spéculation sur la terre se poursuivait dans des proportions toujours plus grandes. À la fin de 1955, il fallut passer à une troisième étape.

« Ce n'est qu'après l'achèvement de ces deux étapes que nous pourrions faire la troisième pas qui consiste à appeler les paysans, en s'appuyant sur les petites coopératives de type semi-socialiste et toujours conformément au principe du libre consentement et du bénéfice mutuel, à s'unir encore davantage pour organiser de grandes coopératives agricoles de production de caractère entièrement socialiste [!!!]. »

Nous sommes encore fort loin du « socialisme » ! La loi garantit la propriété parcellaire. Il fut d'abord permis à chaque paysan de posséder un lopin représentant 5 % de la superficie moyenne qui revenait à chaque membre de la coopérative. Par la suite ce taux fut élevé à 10 % pour remédier à une grave crise de la production de viande de porc qui est à la base de l'alimentation du Chinois. Or, l'élevage du porc, pratiqué essentiellement à l'échelle de la petite exploitation familiale, accusa une baisse liée à la collectivisation : le nombre des porcins qui était de 101,7 millions en 1954 passa à 87,9 en 1955, 84,4 en 1956, pour remonter à 145,9 en 1957. Jusque-là, la Chine avait pu éviter la catastrophe qui frappa le cheptel russe au moment de la collectivisation stalinienne. Mais ce ne fut que par un surcroît de concessions à l'économie petite bourgeoise. En particulier, la coopérative chinoise se distingue du kolkhoze russe par le fait que les paysans riches ont pu lui vendre leurs terres au lieu de prendre le chemin de la Sibérie... La vraie catastrophe économique ne commencera qu'avec les communes.

Le lancement des communes populaires est intervenu à un moment où, en Russie, le groupe « anti-parti » de Molotov posa à Khrouchtchev la question de savoir s'il ne conviendrait pas de proclamer bientôt la « transformation de la propriété coopérative en propriété de tout le peuple ». Molotov tirait ainsi les conclusions ultimes de l'ère stalinienne. Il avouait que le système kolkhozien constituait la tare essentielle de l'URSS dans sa compétition économique avec l'Ouest. Mais justement le caractère de cette compétition interdisait à l'URSS la moindre remise en cause de l'ordre social établi. Molotov fut battu. Khrouchtchev dut se contenter d'importer du blé américain pour remédier à la faible production kolkhozienne. L'on ne parle plus aujourd'hui de « rattraper » les USA, et Kossyguine lance un plan quinquennal pour 1970 qui prévoit des rythmes de développement plus lents de l'économie russe.

Au moment des querelles de la « déstalinisation » (qui fut pour Molotov, comme pour Khrouchtchev, un constat de faillite du stalinisme), les Chinois ne prirent pas ouvertement parti pour Molotov. Leur « internationalisme » excluait l'ingérence dans les affaires « intérieures » d'un pays « frère ». La « construction du socialisme » étant pour eux une simple affaire « intérieure », ils se sont contentés d'opposer les communes aux kolkhozes embourgeoisés et prétendirent avoir trouvé là une recette de passage indolore de la propriété coopérative à celle de « tout le peuple ». Khrouchtchev eut

ainsi la surprise de voir que la compétition « pacifique » de l'URSS et des USA se transformait en une compétition non pacifique de rodomontades « socialistes » entre Moscou et Pékin... Si ces messieurs veulent croire que le « socialisme » est une pure affaire « intérieure » et nationale, le capitalisme, lui, est bel et bien mondial. Et ce sont ses lois inéluctables qui devaient gâcher les rapports sino-soviétiques.

La première résolution du PCC sur les communes populaires date du 29 août 1958. Voici comment elle prétend avoir résolu le problème du « passage au socialisme » :

« Quoique la propriété dans les communes soit encore de caractère collectif, quoique la répartition (jours de travail ou salaires) soit faite sur le principe "à chacun selon son travail" et non "à chacun selon ses besoins", les communes réalisent la meilleure forme d'organisation pour achever l'édification socialiste et passer graduellement au communisme. Elles seront donc l'unité sociale de base de la société communiste. »

Puisqu'il en était ainsi, les communes devaient s'étendre également aux villes et aux grands centres industriels. Il semble que le prolétariat chinois ait manifesté une certaine hostilité à ce type d'organisation. Le 10 décembre 1958, une nouvelle résolution du PCC marquait l'abandon du projet de communes urbaines et réfrénait l'enthousiasme des théoriciens du « socialisme » communal. En août déjà l'on déclarait :

« La création d'une commune n'est pas un motif pour transformer immédiatement la propriété collective en propriété du peuple tout entier. [...] La transformation complète de la propriété collective en propriété du peuple tout entier demandera en certains endroits peu de temps (trois ou quatre ans) et un peu plus ailleurs. »

Les communes n'étaient donc plus définies que comme le cadre d'une transformation progressive des coopératives en entreprises agricoles d'Etat.

La même résolution précisait encore la différence entre communes et fermes d'Etat :

« Il n'y a pas lieu d'en faire des fermes d'Etat ; car ce n'est pas le rôle des fermes d'Etat de s'occuper en même temps d'industrie, d'agriculture, de culture et d'éducation, de commerce et d'affaires militaires. »

Or, de deux choses l'une : ou les communes sont une forme de production et d'organisation supérieure qui doit nous mener au communisme, et alors elles doivent absorber les fermes d'Etat, ou bien elles représentent une forme inférieure, hybride, et elles ne peuvent prétendre constituer « l'unité sociale de base de la société communiste ». À côté des fonctions multiples et vagues de la commune, celles de la ferme d'Etat, par contre, sont claires et nettes : faire produire de la viande, du blé, du riz par des travailleurs salariés. La commune ne va pas si loin :

« Là où c'est possible, on établira un système de salaires. Mais là où les conditions ne sont pas mûres, on maintiendra temporairement le système antérieur de rétribution par journées de travail. »

Donc l'idéal vers lequel s'achemine la commune n'est pas de donner « à chacun selon ses besoins », mais de faire « mûrir » les conditions du salariat. Cela

suffit à démasquer les bavardages sur la distribution gratuite des produits qui a sa place non pas au-delà du salariat, mais en deçà. Dernière caractéristique qui assimile la commune chinoise au kolkhoze russe, on y reconnaît la propriété parcellaire du paysan :

« Quand une commune populaire est créée, il n'est pas nécessaire d'aborder le problème des enclos individuels, des arbres fruitiers isolés, etc. Il ne faut pas agir avec précipitation et il n'est pas utile d'établir des règlements à ce sujet. »

Que furent donc les communes ? Pour l'essentiel, des coopératives qui ont fusionné par région. « Tous les grands regroupements de coopératives seront appelés communes populaires », annonçait Mao Tsé-toung. En fait, elles ne furent rien d'autre. On permit que la réforme s'accomplisse en deux étapes distinctes : d'abord la fusion des anciennes coopératives, puis leur transformation en commune. C'est pourquoi les textes officiels définissent la propriété communale comme une « propriété à trois échelons ». On retrouve à la base l'équipe de production (ancienne équipe d'aide mutuelle) qui groupe 20 à 30 foyers ; puis la brigade coopérative à laquelle sont attribués pour l'année en cours terre et moyens de production ; enfin, coiffant le tout, l'organisation communale ou départementale qui est bien moins une unité de production qu'une entité administrative.

La commune présente une synthèse des réformes agraires successives et un effort pour les rationaliser. Nous étudierons ultérieurement son rôle dans le développement industriel. Parmi ses buts immédiats, il y a certainement celui d'entreprendre les grands travaux d'irrigation si nécessaires en Chine et délaissés par la coopérative à la fois trop faible et trop bornée aux intérêts de la petite propriété. Les communes ont mobilisé entre 1959 et 1961 des dizaines de millions d'hommes pour la réalisation de travaux hydrauliques et artisanaux ; mais elles les ont, de ce fait, détournés de leurs tâches agricoles, modestes peut-être, indispensables malgré tout. Cet énorme déplacement de main-d'œuvre et le caractère rudimentaire des travaux d'irrigation qui n'ont pas résisté aux calamités naturelles sont à l'origine du désastre économique du début des années 60. La Chine ne s'en est pas encore relevée.

L'échec du « bond en avant » a mis en évidence que la commune et tout le mouvement de collectivisation chinoise n'avaient pu surmonter : la petite production agricole et la lenteur de son développement. Dès

1961, un article du « Drapeau Rouge » (no 17) sur les activités auxiliaires dans les communes définissait en ces termes l'attitude des autorités :

« On doit garantir aux membres des communes l'augmentation d'année en année des revenus qu'ils tirent des activités auxiliaires et des parcelles individuelles. »

Encourageant les paysans à exploiter leurs lopins, l'auteur précise :

« Ils le feront en profitant de leurs heures de loisir, de leurs jours de congé et en utilisant les travailleurs auxiliaires afin d'accroître le produit social, d'augmenter leurs revenus, d'animer les marchés ruraux. [...] Tous les produits agricoles et secondaires peuvent être vendus aux marchés après que la tâche fixée par l'Etat ait été accomplie ; ils ne doivent entrer en ligne de compte ni dans la production collective, ni dans la ration, ni pour le paiement des impôts. »

En septembre 1962, le Xe plénum du CC du PCC publiait un communiqué où il confirmait cette orientation et insistait sur l'encouragement à donner aux foires locales, à la production individuelle, sur l'intensification des échanges avec la ville à travers le marché libre et la suppression des réfectoires communaux. Les communes avaient vécu. On a parlé dans la presse occidentale de « décollectivisation », mais c'est beaucoup dire. Il n'y eut jamais de véritable collectivisation. Le tableau des réformes agraires que nous présentons (tableau XIII) peut attester, sous des formes multiples, de la survivance de la petite production.

Chaque « étape » vantée comme un pas en avant n'a fait que reproduire dans la forme « supérieure » les mêmes caractéristiques petites bourgeoises de l'économie parcellaire.

Comme l'on a parlé de « décollectivisation », l'on s'est empressé de proclamer la « faillite du marxisme » incapable de vaincre l'arriération des campagnes russes et chinoises. Dans cette débâcle des forces productives de l'Asie qui a suivi la défaite beaucoup plus grave des forces révolutionnaires du prolétariat mondial, nous voyons au contraire une confirmation du marxisme : la société communiste n'a rien à voir avec l'œuvre de construction d'un Etat ni d'une économie « nationale » !

Tableau XIII

Les formes d'organisation de l'agriculture chinoise

(Voir page suivante)

Formes d'organisation	Types de propriété	Modes d'exploitation	Revenus	Caractéristiques
Équipes d'aide mutuelle (1947- 1953)	Propriété privée	Petits travaux agricoles saisonniers ou permanents 6 à 15 exploitations.	Chaque membre reçoit le produit de sa parcelle	Survivance de l'entraide communautaire de type précapitaliste
Coopératives de type « inférieur » (1954 – 1955)	1) Parcelle individuelle 2) Location ou vente de la terre et de moyens de production.	Travaux agricoles. Occupations auxiliaires 30 exploitations	1) Revenus de la parcelle individuelle. 2) Rétribution au prorata de l'apport foncier et du travail. 3) Fonds indivis.	Maintien de la petite propriété paysanne dans le cadre coopératif
Coopératives de type « supérieur » (1956 – 1958)	Privée et coopérative 1) Achat de la terre et des moyens de production par la coopérative 2) Parcelle individuelle garantie par la loi	Travaux agricoles Occupations auxiliaires Grands chantiers agricoles 150 exploitations	1) Revenus de la vente des terres 2) Rétribution au prorata du travail fourni 3) Revenus de la parcelle individuelle	Le processus de concentration capitaliste passe par l'achat et la vente (collectivisation russe)
Communes populaires	Privée et coopérative Propriété à trois échelons : 1) Commune : fonds versés et activité industrielle 2) Brigade : usufruit du terrain attribué 3) Équipes : parcelles individuelles	Travaux agricoles et artisanaux Occupations auxiliaires Concentration au niveau communal (hsiang) et départemental (hsien).	1) 20 à 30 % salaires en nature 2) Salaire de la brigade 3) Revenus de la parcelle individuelle	Pas de « nationalisation » ; l'ancienne brigade de la coopérative reste l'unité de base de la commune.
Fermes d'État	Propriété étatique.	Culture mécanisée Défrichement des terres vierges.	Salariat La plus-value va à l'État	À l'origine culture par soldats démobilisés Propriété d'État mais non « socialiste ». Rente différentielle

Partie 7

(Parue dans «programme communiste», n°37, octobre-décembre 1966)

Après avoir étudié les contradictions et les impasses de la politique agraire chinoise, il nous reste à examiner les traits spécifiques du développement industriel, c'est-à-dire du développement du capitalisme en Chine.

En effet, ce sont les impératifs de l'industrialisation et de l'accumulation capitaliste qui ont déterminé les « bonds en avant », mais aussi les catastrophes de la collectivisation. Et cela, nous l'avons montré, en dépit

du réformisme petit-bourgeois et des prévisions modestes des dirigeants. La même remarque peut être faite sur la politique du PCC à l'égard des capitalistes « nationaux » : d'abord protégés par le régime de « démocratie nouvelle », ils ont été ensuite « liquidés en tant que classe » et « rééduqués » comme simples employés dans leurs anciennes entreprises. Ainsi, la force irrésistible du Capital entraîne les hommes et les choses.

Or, ce mouvement est glorifié, en Chine aussi bien

que dans la Russie stalinienne, comme une « construction du socialisme » en vase clos. Ces « socialistes » nationaux, en réalité les pires apologistes du Capital, ferment les yeux sur les contradictions de ce mouvement et mettent en exergue les seuls rythmes de développement de l'économie nationale. Pour nous, les contradictions explosives entre une agriculture précapitaliste et une industrie fortement concentrée sous le contrôle d'un Etat qui utilise toute sa puissance pour saigner à blanc la masse des ouvriers et des paysans ; les taux de croissance d'une économie nationale et les obstacles qu'ils rencontrent dans un pays arriéré et sur le marché impérialiste, ont une tout autre signification. Loin de représenter des bulletins de victoire d'une quelconque « construction socialiste », ils prouvent que **les forces productives de l'économie mondiale ont grandi dans de telles proportions que le renversement des rapports sociaux qui dominent l'humanité est devenu une tâche urgente et inéluctable.**

Profondément marquée par ces antagonismes, la Chine ne peut que les traduire dans son langage politique et diplomatique. Mais elle le fait à la manière bourgeoise. En rejetant la Culture et la Paix impérialistes, elle montre bien qu'elle désespère de conduire à bonne fin sa construction nationale dans l'ordre mondial actuel. C'est pourquoi elle ne redoute pas une guerre qui bouleverserait les rapports impérialistes dont elle est victime. Son catastrophisme est un **catas-trophisme bourgeois**. La Chine de Mao ne comprend la guerre impérialiste à venir que comme le heurt de grands blocs étatiques et le signal d'un repartage du monde dans lequel elle serait mieux lotie. C'est dans la perspective de cette curée que la politique chinoise travaille, qu'elle définit sa conception de la « coexistence pacifique », qu'elle esquisse ses projets de « nations unies révolutionnaires », etc.

Cependant, la guerre impérialiste qui remettra en question le partage actuel, **marquera aussi l'ébranlement et la faillite des bases mêmes de la société bourgeoise**. La guerre entre les Etats ne sera que la forme réactionnaire donnée par la bourgeoisie mondiale (y compris chinoise) à la guerre des classes devenue inévitable et qui seule **fera éclater de l'intérieur les plus solides bastions de l'impérialisme**. Que fait la Chine en prévision de cette lutte ? Rien ! Que peut-elle faire ? Rien ! Les intérêts de son développement national, même lésés comme ils le sont aujourd'hui par le condominium russo-américain, ne peuvent que la détourner toujours plus de la cause du prolétariat international.

Le mythe des plans quinquennaux

Le moment n'est pas encore venu de dresser un tableau du développement capitaliste de la Chine moderne. Les seules données sûres dont nous disposons concernent la période de reconstruction (1949 – 1952) et celle du 1er plan quinquennal (1953 – 1957). Mais les objectifs réels du 2e plan quinquennal (1958 – 1962) n'ont jamais été publiés. En 1956, le VIIIe Congrès du PCC fit des « propositions » pour

le futur plan ; elles parurent trop ambitieuses et aucun projet définitif n'était retenu en 1958. Cette année fut, on le sait, la première du « bond en avant » qui devait tenir lieu de plan et pulvériser toutes les prévisions jusqu'au jour où une dépêche de l'agence Chine Nouvelle annonça les pires « calamités naturelles » que le pays ait connues depuis un siècle. À partir de cette date (décembre 1960), il ne fut plus question de plan. Tous les efforts tendirent à rétablir la situation au niveau antérieur. Un 3e plan quinquennal devrait être en vigueur depuis 1963. Il reste tout aussi énigmatique. Enfin, avec la « révolution culturelle » qui pourrait bien être le signal d'un nouveau « bond en avant », l'on s'est remis à parler d'un plan de douze ans lancé par Mao Tsé-toung en janvier 1956, comme « projet de programme national pour le développement de l'agriculture de 1956 à 1967 ». Ce plan qui prévoyait pour 1967 une augmentation de 150 % de la production agricole serait, aux dires mêmes du « Quotidien du Peuple » (27 janvier 1966) encore loin d'être réalisé.

Avant d'entrer dans plus de détails, nous pouvons faire deux constatations d'importance sur les plans chinois. **La Chine, à la différence de la Russie stalinienne, n'a pas réussi à sauver l'orgueilleuse façade de ses plans quinquennaux.** Mais, d'autre part, la crise provoquée par cette accumulation effrénée du Capital semble devoir être **moins grave et moins durable en Chine qu'en Russie** : en effet, si cette dernière a mis plusieurs décades à rattraper le niveau atteint par la production agricole avant la collectivisation, la Chine paraît avoir déjà pansé ses plaies de 1958 – 1960. À ces deux faits nous ne voyons qu'une seule et même explication : le plus grand retard de la Chine.

La production du paysan parcellaire, celle de l'atelier de l'époque manufacturière ne peuvent être planifiées. Il faut tout le développement du machinisme et de la grande industrie pour que la production capitaliste se prête à une certaine « planification ». Nous l'avons déjà dit à propos de la planification stalinienne. Cela s'applique à plus forte raison à la Chine. Face à l'effondrement des plans chinois, les « succès » de Staline sont dus à une moins grande arriération économique qui a permis à la Russie de consacrer de plus forts investissements dans l'industrie lourde et les fameux « grands travaux ». Cela seul peut être « planifié », mais non l'économie paysanne et la production artisanale, même comptabilisée par la « commune populaire » ! Quant à la reprise de la production agricole chinoise peu d'années après sa chute brutale, elle n'est pas due à une prédisposition innée du paysan chinois pour le « socialisme » et encore moins à une « sagesse » supérieure du président Mao : elle révèle aussi **le plus haut degré de résistance d'une structure économique et sociale beaucoup plus arriérée.**

Une comparaison s'impose donc entre la Russie et la Chine à la veille de leurs plans quinquennaux. Dans « La voie chinoise », G. Etienne nous donne le tableau suivant :

Tableau XIV Chine et Russie à la veille des plans quinquennaux

	Chine 1952	URSS 1927
Population (millions d'habitants)	583	147
Ouvriers et employés dans l'industrie (millions)	4	4,1
Surface cultivée (millions d'hectares)	108	112,4
Charbon (millions de tonnes)	63,5	32,3
Fonte (millions de tonnes)	1,9	3
Acier (millions de tonnes)	1,35	3,72
Production électrique (millions de kWh)	7 260	4 205
Ciment (milliers de tonnes)	2 860	1 403
Réseau ferroviaire (milliers de km)	24,2	75,6

Un rapide examen de ce tableau fait tout de suite apparaître que l'écart entre les deux pays serait encore plus grand si l'on tenait compte de la production par habitant. Klaus Menhert nous en donne un aperçu dans son livre « Pékin et Moscou » (p. 360). Comparant l'URSS de 1928 et la Chine de 1952, il montre que l'ensemble du produit social par habitant serait dans la proportion de 4 à 1 au profit de l'URSS. La production respective des deux pays, exprimée en kg/hab. représente pour les céréales (y compris le riz) : 491 contre 270 ; pour le charbon : 273 contre 110 ; pour le fer : 22 contre 3,27 ; pour l'acier brut : 29 contre 2,35 ; pour le ciment : 13 contre 4,87. Une autre indication sur l'énorme retard de la Chine nous est encore fournie par Hugues et Luard dans « Le développement économique de la Chine communiste » (p. 27). Les deux auteurs rappellent qu'en 1937 la Mandchourie sous contrôle japonais produisait à elle seule la moitié du charbon, les deux tiers du fer et les neuf dixièmes de l'acier chinois. La Mandchourie mise à part, ajoutent-ils, la production totale d'acier ne s'élevait qu'à 50 000 t., celle de fonte à 430 000 t., celle de charbon à 20 millions de tonnes et celle d'électricité à 2,5 milliards de kWh.

Cela suffirait déjà à expliquer la faillite des plans quinquennaux chinois et le silence obstiné des statisticiens. On ne pouvait planifier ce qui n'était pas planifiable ! Mais si l'économie chinoise a effectivement rattrapé et dépassé le niveau qui était le sien avant la crise du début des années 60, l'on ne voit pas pourquoi Pékin ne le proclamerait pas hautement, ainsi que les objectifs futurs que la Chine se propose d'atteindre. La réponse à cette question est **doublement politique**. Pour lancer un quelconque plan, il faut être capable de prévoir les ressources en capitaux que l'on pense pouvoir mobiliser à l'intérieur de la nation ou sur le marché mondial. Or nous verrons que cette prévision a toujours constitué un véritable cauchemar pour les dirigeants chinois, même à l'époque du premier plan quinquennal et de « l'aide » soviétique. D'autre part, le problème de la planification (pour Mao aussi bien que

pour Staline) n'est pas celui d'un développement harmonieux des divers éléments de l'économie sociale, mais une simple affaire de mobilisation des masses sacrifiées sur l'autel de la production. Aussi point n'est besoin de « plan » tant que cet effort surhumain ne sera pas à nouveau exigé. Nous touchons là du doigt l'aspect le plus cynique et le plus typiquement capitaliste de cette prétendue planification.

La mystique du plan, les « bonds en avant » de la statistique, l'exaltation des rythmes d'accroissement de la production, tout cela sert cette mobilisation des masses. À la fin d'octobre 1959, le chef du Bureau National de Statistique déclarait devant les statisticiens chinois réunis à Pékin que « la statistique doit être partisane ». Et il poursuivait :

« Nos comptes rendus statistiques doivent être le reflet de la grande victoire de la Ligne Générale du Parti et du progrès marqué par tous les travaux exécutés sous la conduite du Parti. Il ne faut pas en tout cas qu'ils ne soient qu'un simple exposé des faits objectifs. Les comptes rendus statistiques doivent émouvoir le cœur : si donc ils possèdent une signification politique évidente et s'ils sont rédigés en un langage populaire, alors ils seront émouvants. » (« Planification et Statistique », 1959, no 14)

Nous ne saurions dire quelles « émotions » nous prépare la statistique chinoise. Du moins nous affirmons qu'elles n'ont et qu'elles n'auront rien de « socialiste » dans leur exaltation de la productivité. Armés de ses chiffres, nous pourrions tout juste tâter le pouls du jeune capitalisme chinois. Mais la plus ou moins grande rapidité de son développement n'entraînera pas de changement dans la nature de l'ordre social établi. Lorsqu'il écrivit son ouvrage sur « Le développement du capitalisme en Russie », Lénine souligna une fois pour toutes le point de vue des marxistes à ce sujet, point de vue diamétralement opposé à celui des vieux populistes russes et de leurs sous-produits staliniens et maoïstes. Pour nous, la question la plus importante, disait Lénine, n'est pas de savoir **à quelle vitesse** se développe le capitalisme ici ou là, **mais de quelle manière et à partir de quoi** se fait ce développement (cf. Lénine, « Le développement du capitalisme en Russie », ch. V, 9).

Pour répondre à ces deux questions fondamentales, nous nous passerons fort bien des chiffres et des comptes rendus statistiques dont Pékin a voulu chasser tout « objectivisme bourgeois ». Le subjectivisme qui inspire les grandes « campagnes » productives de la Chine moderne est bien plus significatif de la manière dont se déroule la transformation capitaliste d'une des plus vieilles structures économique-sociales.

La compétition Chine - Inde

La comparaison que nous venons de faire entre la Chine et la Russie doit être complétée par une confrontation de la Chine et de l'Inde à la veille de leur premier plan quinquennal. Le premier plan indien a débuté en 1950 - 1951, suivi par un second (1955 - 1956) et un troisième (1960 - 1961). Nous disposons là d'une série de résultats et de prévisions largement diffusés par le gouvernement de New-Delhi. Nous pourrions enfin

constater que les péripéties de l'industrialisation indienne, si l'on tient pour négligeables la famine endémique et le rôle prédominant du capital étranger, laissent loin derrière le « modèle chinois ». Cela aussi pourrait expliquer les silences de la statistique. Sur la toile de fond d'une compétition pour produire plus d'acier, de ciment et d'énergie électrique, les escarmouches frontalières entre la Chine et l'Inde prennent toute leur signification bourgeoise.

D'après les publications officielles (Inde : « The Third Five Year Plan » ; Chine : « La grande décennie »), voici les données initiales des deux pays :

Tableau XV
La Chine et l'Inde à la veille de leur premier plan quinquennal

Sources : Inde : « The Third Five-Year Plan » ; Chine : « La grande décennie ».

	Chine 1952	Inde 1950-1951
Population (millions d'habitants)	583	361
Céréales (millions de tonnes)	154,4	52,2
Charbon (millions de tonnes)	63,5	32,2
Acier (millions de tonnes)	1,35	1
Ciment (milliers de tonnes)	2 860	2 700
Production électrique (millions de kWh)	7 260	6 600
Filés de coton (milliards de mètres)	3,8	3,4

Comme l'on peut en juger, d'après la production par habitant, **la supériorité de la Chine est nette dans le domaine agricole** : 265 kg/hab. contre 145 pour l'Inde. Mais **celle de l'Inde n'est pas moins nette dans la production industrielle** (excepté le charbon). Les chiffres respectifs de l'Inde et de la Chine par tête sont les suivants : charbon : 90 kg contre 110 ; acier : 2,7 contre 2,3 ; ciment : 7,4 contre 4,9 ; énergie électrique : 19 kWh contre 12,5. Même pour les filés de coton l'Inde l'emportait sur la Chine (9,4 mètres contre 6,5), supériorité non négligeable si l'on tient compte que le climat indien est moins rigoureux que celui de la Chine. Ainsi, dès le départ, l'Inde présente une solide avance dans le domaine industriel et un grave retard dans l'agriculture, étalant au grand jour **les plus fortes contradictions de son développement capitaliste qui font d'elle la véritable « poudrière de l'Asie »**.

Or, si nous comparons maintenant les prévisions du 2e plan indien pour 1960 – 1961 et celles du 2e plan chinois pour 1962, nous ne pourrions que constater le « projet » chinois de *dépasser l'Inde dans tous les domaines* :

Tableau XVI
Comparaison des prévisions du IIe Plan chinois pour 1962 avec celles du IIe Plan indien pour 1960-1961

Sources : Ibid.

	Inde 1960 – 1961	Chine 1962
	(estimations)	(projet de plan)
Production agricole (millions de tonnes)	76	245
Charbon (millions de tonnes)	54,6	190 – 210
Acier (millions de tonnes)	4,3 (1)	10,5 – 12
Énergie électrique (millions de kWh)	22 000	40 000 – 43 000
Ciment (millions de tonnes)	8,8	12,2 – 14,5
Pétrole (millions de tonnes)	5,7	5 – 6
(1) Acier laminé.		

Dans leur étude déjà citée, Hugues et Luard soulignaient ainsi l'importance de cette compétition sino-indienne pour le maintien du statu quo impérialiste en Orient :

« Il existe par le monde de nombreux pays attachés dans une situation analogue à celle de l'Inde et de la Chine, essayant de développer une économie industrielle moderne dans le laps de temps le plus court possible. S'ils en viennent à croire que la vitesse du développement en Chine a été, pour une période donnée, plus rapide que celle qui fut réalisée ailleurs sous des systèmes gouvernementaux différents, ils peuvent avoir tendance à en tirer des conclusions idéologiques [sic !] et être tentés d'expérimenter des méthodes similaires à celles qui se sont montrées efficaces en Chine, même si cela signifie pour le peuple le sacrifice de la liberté politique [sic !]. » (*Op. cit.*, p. 232)

Tel était donc l'enjeu politique pour l'impérialisme russo-américain de « l'aide » économique à l'Inde et du sabotage des plans chinois. Il s'agissait d'orienter le développement capitaliste de l'Asie de manière à ce que l'équilibre mondial soit le moins possible ébranlé. Dans ce but, la Russie post-stalinienne a joué tout simplement le rôle d'un agent et d'un mercenaire de l'impérialisme américain. Qui de la Chine ou de l'Inde peut se vanter aujourd'hui d'avoir les rythmes d'accroissement le plus élevé ? Cette question qui devait faire la preuve du « socialisme » chinois risque bien de servir maintenant la cause de l'impérialisme. Et c'est pourquoi aux « grands bonds en avant » qui prétendaient transformer avec une prodigieuse rapidité les vieilles structures économiques chinoises, n'a succédé

jusqu'ici qu'une « révolution culturelle » qui prépare peut-être de futurs efforts productifs, mais qui reste dans l'ordre de la transformation des « idées » et des « mœurs »... Essayons de suivre la compétition sino-indienne :

Tableau XVII
Indices des réalisations et des prévisions des premiers plans quinquennaux de la Chine et de l'Inde

Sources : Ibid.

	Production industrielle	Production agricole	Production de céréales
Inde 1950 – 1951 et Chine 1952	100 (réalisations)	100 (réalisations)	100
Ier Plan quinquennal :			
Inde 1955 – 1956	139	117	126
Chine 1957	229	125	120
IIe Plan quinquennal :			
Inde 1960 – 1961	194	135	152
Chine 1962	330 (prévisions)	155 (prévisions)	162
IIIe Plan quinquennal :			
Inde 1965 – 1966	329	176	192

Comme on le voit, l'écart entre la Chine et l'Inde, qui s'était déjà creusé pendant le premier plan quinquennal, devait s'aggraver pendant le deuxième et donner le leadership au pays de Mao. Même sans les « calamités naturelles » et la crise du « bond en avant », il était d'une urgente **nécessité pour l'impérialisme de briser les reins à l'industrialisation chinoise** au début des années 60. Considérons maintenant les deux dernières lignes de notre tableau. L'on constate que l'Inde n'aurait atteint les niveaux projetés par la Chine pour 1962 qu'à la fin de son 3e plan. Au vu de ses résultats antérieurs, nous pouvons estimer que l'Inde réalisera grosso modo les rythmes prévus. Mais que dire de la Chine ? Rejoindra-t-elle ses objectifs de 1962 ?

Après le tarissement des statistiques chinoises, la dernière source d'information pour juger du développement économique de la Chine fut constituée par les comptes rendus de l'Assemblée nationale. En décembre 1964, Chou En-lai y déclara :

« La production agricole a atteint le niveau des bonnes années passées. On estime que la production de céréales, de coton, de tabac, de canne à sucre, de porcs, de moutons et d'autres produits **dépassera les niveaux atteints en 1957**. [...] On estime qu'en 1964 la valeur totale de la production agricole et industrielle dépassera de 15 % celle de 1963 et sera **nettement supérieure à celle de 1957**. »

Sans nous livrer à plus de conjectures, il faut donc

comprendre qu'en 1964 l'ensemble de la production agricole et industrielle venait à peine de dépasser le niveau de 1957. Autrement dit, non seulement la Chine et l'Inde se retrouvent sur la même ligne, mais la première a certainement pris du retard. **Ce n'était pas l'Angleterre qu'il fallait se proposer de rattraper en 1959, mais son ancienne colonie devenue un champ d'investissement pour les capitaux américains, russes et européens !**

Chanterons-nous les mérites du « socialisme » de New-Delhi ? La supériorité du « modèle indien » sur le « modèle chinois » ? Il est bien évident sur cet exemple si décisif pour le maintien de l'ordre impérialiste en Asie, qu'il n'y a pas de « modèle » ni de recette nationale pour le développement du capitalisme et encore moins pour le socialisme. Ce sont les formes archi-réactionnaires de l'impérialisme mondial et du marché mondial qui déterminent dans la plus grande mesure le sort des pays arriérés aussi « indépendants » et « socialistes » qu'ils se veulent. Contre cette puissance du Capital qui a conduit la Russie à protéger les frontières de l'Inde et livrer à la famine le « frère » chinois, il n'y a pas de « révolution culturelle », ni de « bond en avant » qui vaille. **Seule pourra vaincre l'action révolutionnaire des forces productives mondiales pour détruire les rapports de production bourgeois !**

Entre le monopole russe et l'embargo américain : faillite du « système socialiste mondial »

Outre sa signification politique parfaitement contre-révolutionnaire, la théorie stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays » avait sur le plan économique tous les caractères de l'utopie petite bourgeoise. Croire que derrière ses frontières nationales la Russie pourrait **s'affranchir de la loi et des contraintes du marché mondial** était une absurdité démentie à la fois par les antagonismes économiques et sociaux qui surgissaient de façon immanente sur le terrain du « socialisme national », et par toute la politique « étrangère » de l'État russe, depuis sa participation à la seconde guerre impérialiste jusqu'à son insertion actuelle dans le « monde des affaires » occidental. Insertion qui, avec les réformes tendant à mettre à l'honneur le principe de la rentabilité économique, fut d'un poids décisif dans la rupture sino-soviétique.

Dans sa préface de 1930 à « la Révolution permanente », Trotsky écrivait :

« Les crises de l'économie soviétique ne sont pas seulement des crises de croissance, une sorte de maladie infantile, mais quelque chose d'incommensurablement plus significatif : précisément ce contrôle sévère du marché mondial, celui-là même "auquel, selon les paroles de Lénine, nous sommes subordonnés, auquel nous sommes liés, et auquel nous ne pouvons pas échapper" (XIe congrès du parti, 27 mars 1922). »

Cette remarque, entièrement confirmée par l'évo-

lution de l'économie soviétique, reste vraie pour la Chine d'aujourd'hui qui prétend elle aussi « marcher sur ses deux jambes », construire son propre « socialisme » derrière un rideau de bambou. Mais avant de narguer le marché mondial, la Chine a dû en subir la loi implacable. Et par une ironie dont l'histoire est coutumière, **c'est la Russie soviétique qui la lui a imposée.**

Vers le milieu des années cinquante, lorsque l'URSS mit fin aux sociétés mixtes en Europe orientale comme en Chine, lorsque Khrouchtchev promit à Mao une aide économique substantielle, la Chine crut à la « coexistence pacifique » et aux mirages du « système socialiste mondial ». Dans un texte caractéristique entre mille, voici comment Mme Sun Yat-sen évoquait alors les perspectives des relations sino-soviétiques :

« Les liens fraternels entre l'Union soviétique et la Chine, renforcés par les liens avec les autres pays où le peuple est au pouvoir, nous assurent la satisfaction de nos besoins fondamentaux. Nous pouvons exister indépendamment du marché capitaliste, nous pouvons construire notre économie comme bon nous semble et ce faisant préserver notre souveraineté nationale. C'est une situation nouvelle pour la Chine. Elle a de vastes conséquences pour tout le commerce international. En ces jours où un nouveau marché mondial est né à côté du marché capitaliste mondial, les pays arriérés ont toutes les raisons pour formuler une politique indépendante, étant donné qu'ils ne sont plus contraints de subir de mauvaises conditions commerciales. [...] Au fur et à mesure que les économies nationales de ce nouveau marché se développeront, les plans économiques seront coordonnés et des mesures seront prises pour une plus grande utilisation en commun de nos ressources individuelles. » (« People's China », 1er mars 1955)

Les faits ont démenti ces illusions sur le prétendu « système socialiste mondial », mettant aussi à mal la théorie de la « coexistence pacifique » que Pékin avait cautionnée aux conférences de Colombo et de Bandung. En sabotant l'industrialisation chinoise et en augmentant ses prêts à l'Inde, l'URSS a montré que sa politique économique poursuivait **les mêmes buts** et s'inspirait des **mêmes mobiles** que l'impérialisme américain. Quant aux circonstances de la rupture sino-soviétique, elles révèlent que le « nouveau marché mondial » n'est pas régi par d'autres lois que celles du marché capitaliste. La croissance et les crises des différentes « économies nationales », depuis l'Europe orientale jusqu'à la Chine, ont amplement prouvé qu'il n'existait **pas de « système socialiste mondial » se développant « à côté » et « indépendamment » du marché mondial.** Bien loin de « coordonner leurs plans », conception qui reste encore typiquement bourgeoise, ces pays n'ont même pas su pratiquer à l'égard de la Chine l'élémentaire « solidarité » internationale qu'exercent les blocs impérialistes lorsqu'un de leurs membres est victime de calamités naturelles ou sociales !

Mais ce n'est pas tout que ces illusions petites bourgeoises sur la nature du marché aient été démenties par l'expérience. Elles tournaient carrément le dos à l'idée que Lénine et l'Internationale Communiste s'étaient fait du **rôle de la Russie révolutionnaire au-**

delà de l'Oural. En effet, l'Octobre russe a éveillé l'Asie ! Mais la seule arme qu'il pouvait lui donner pour son émancipation n'était pas économique : c'était le **programme de classe du prolétariat international.** Si la Russie stalinienne a eu le mérite de contribuer dans ces pays arriérés au développement du capitalisme, ce fut après y avoir enterré le mot d'ordre de Petrograd et de Bakou : « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». Si pendant une période historique aujourd'hui révolue, elle a donné une certaine impulsion au Capital dans la « zone des tempêtes », ce fut **après l'avois isolée et coupée des luttes du prolétariat révolutionnaire, après en avoir trahi et bafoué l'internationalisme en Occident comme en Orient.** Aussi « l'extrémisme » chinois, son étroitesse nationale, ses traits « asiatiques » que méprisent de si haut les « socialistes » en smoking du Kremlin, sont-ils bel et bien des sous-produits du stalinisme russe dans toute sa continuité historique.

Est-ce à dire que Mao, qui a bruyamment dénoncé la division du travail en vigueur dans le « camp socialiste », la trahison de ses « frères » en « communisme » et la domination des monopoles russes, ait revendiqué le rôle de sauveur du « système socialiste mondial », en préconisant d'autres liens politiques, économiques et sociaux entre pays « socialistes » que ceux qui relèvent des « intérêts nationaux », du profit commercial ou de la diplomatie bourgeoise ? Bien au contraire ! La politique de Pékin ne traduit que les intérêts nationaux chinois, au même titre que celle de Moscou ou de Bucarest. Dès 1953, le « Quotidien du Peuple » laissait entendre que la « construction du socialisme » en URSS pourrait ne pas aller de pair avec celle du « socialisme » en Chine :

« On doit comprendre, écrivait-il, que la production industrielle et agricole en Union soviétique se développe suivant un taux d'accroissement bien déterminé, que l'Union soviétique ne modifiera pas tout simplement pour prendre davantage de nos produits agricoles, ce qui porterait préjudice à sa propre agriculture, ou pour accroître sa production d'articles de consommation afin de satisfaire notre demande. Au fur et à mesure que la construction socialiste en Union soviétique avance à pas rapides et que le niveau de vie s'élève, la demande pour des biens de consommation augmentera sans cesse en Union soviétique et il ne lui sera pas possible de nous fournir également davantage de ces biens. » (16 décembre 1953)

On le voit, il y a quinze ans, la Chine de Mao comprenait et admettait fort bien « l'embourgeoisement » de l'URSS et ses conséquences dissolvantes sur le « camp socialiste ». Mais elle conservait l'espoir de bâtir d'ici-là une industrie lourde qui lui permettrait de se développer « comme bon lui semble » et de jouer son propre rôle sur le marché mondial. Or, c'est tout autrement que se présente aujourd'hui la brutale confrontation du capitalisme chinois avec ce marché. Non seulement la Chine s'y retrouve **plus faible** que prévu, mais encore pour y être admise elle doit engager une véritable **épreuve de force** contre l'impérialisme américain. Certes, les nombreuses entorses faites à l'embargo par les pays d'Europe occidentale lui ont ouvert de nouveaux espoirs de financement et des ambitions de grande puissance. Mais ce rôle mondial, comme la

fin de tout embargo, **elle doit le conquérir ou le marchander aux Etats-Unis** qui détiennent en outre dans leur poche la clé du commerce avec le Japon, chose si importante pour la Chine.

Sur la toile de fond de cette confrontation avec les lois implacables du marché mondial, la « révolution culturelle » et la guerre du Vietnam prennent un relief tout particulier. Par la première, Pékin manifeste envers et contre tout la volonté de poursuivre sa construction nationale. Que le mouvement des « gardes rouges » annonce une mobilisation de masse pour un nouveau « bond en avant », qu'il se borne à liquider des dirigeants « révisionnistes » accusés de vouloir céder aux pressions économiques et politiques de l'impérialisme, ou qu'il ne soit qu'une exaltation platonique du « socialisme » national, cela ne change rien à l'affaire. Car, d'autre part, les rythmes du développement capitaliste en Chine ne dépendront pas seulement du degré d'exploitation des ouvriers et des paysans chinois. La Russie stalinienne a sacrifié le prolétariat mondial à ses plans quinquennaux. La Chine pourrait bien faire de même avec les héroïques guérilleros vietnamiens. Et nous avons montré qu'elle n'a pas hésité à le faire en 1954 à la conférence de Genève sur l'Indochine (cf. « Le Prolétaire » no 23 : « Ce que furent les accords de Genève »). Mais quel est le prix du sang vietnamien à la Bourse de New York ? Peut-il se comparer au massacre et à l'asservissement du prolétariat révolutionnaire de tous les pays perpétrés jadis par la Russie stalinienne ? Vaut-il l'ordre maintenu en Inde et le contrôle exercé par les USA sur l'économie japonaise ? Tels sont les termes du « marché » ! Et nous pouvons assurer que de part et d'autre **il ne sera pas conclu « librement », mais sous l'aiguillon de la crise.**

Si le conflit sino-russe a révélé la toute-puissance de la loi du marché dans le prétendu « système socialiste », la confrontation de la Chine avec les problèmes de son développement ultérieur prouve une fois de plus que la seule issue réside dans le renversement des rapports de production qui dominent l'économie mondiale. Mais pour cela il faudra en finir avec le système qui consiste (au Vietnam, en Chine, comme ailleurs) à **vendre un mouvement révolutionnaire contre un milliard de dollars, le programme du prolétariat contre « l'aide » du Capital !**

La loi du marché mondial : affamer la Chine

On a dit que l'Histoire est une mère affectueuse qui choisit toujours plus le dernier de ses enfants. En ce qui concerne la Chine, il semble bien qu'elle ait plutôt joué le rôle d'une marâtre. En effet, **nous ne nous étonnons nullement d'enregistrer en Chine des rythmes d'accumulation capitaliste encore inédits dans les annales mondiales.** Car il serait « normal » que le dernier-né bénéficie de l'expérience, de la richesse, de la technique, en un mot de tout le patrimoine « culturel » de la famille. C'est ainsi que l'entendait le révolutionnaire bourgeois Sun Yat-sen, rêvant de transformer l'Empire du Milieu en une « nouvelle Amérique ».

Mais il n'en est rien et cela prouve que les rapports de production et d'échange à l'échelle mondiale sont devenus une entrave insupportable à tout progrès de l'humanité. L'Histoire, à l'époque impérialiste, ressemble toujours plus à cette divinité de la mythologie qui se nourrissait en dévorant ses propres enfants...

Pourtant, dans leurs nombreux griefs adressés à Moscou, les dirigeants chinois se sont contentés de dénoncer la « rupture de contrats commerciaux », les « abus d'une position de monopole » sur le marché « socialiste » et autres vilénies répréhensibles du point de vue du Droit bourgeois, de la Morale bourgeoise. **Mais Pékin n'a jamais mis en cause les fondements même de l'économie de marché** sur lesquels devaient reposer les « liens fraternels » des pays soi-disant « socialistes ». Dans la tradition de l'anti-impérialisme bourgeois, l'on s'en est toujours tenu à condamner les « excès » trop voyants, les anomalies criantes de l'impérialisme. Examinons cela de plus près !

« *L'aide soviétique à la Chine consista principalement en transactions commerciales* », écrivait au PCUS le CC du PCC. Et dans cette lettre de février 1964, Pékin s'efforçait de minimiser « l'aide » russe et de montrer qu'elle ne fut jamais un cadeau.

« *La Chine, poursuivait ce texte, a payé et paie en marchandises, en or et en devises convertibles tous les biens d'équipement et toutes les marchandises qui lui ont été fournis, y compris ce qu'elle a obtenu par ouverture de crédit. Il est nécessaire d'ajouter que les prix de nombreuses marchandises importées par nous de l'Union soviétique étaient bien plus élevés que ceux du marché mondial.* » (« Pékin-Information », 11 mai 1964)

Deux constatations s'imposent sur le caractère du commerce sino-soviétique mis en lumière par ce passage. C'est, d'une part, le faible pourcentage des prêts de capitaux à long terme et la nécessité pour la Chine de les rembourser par un solde positif de son commerce extérieur, malgré certains « accommodements » soviétiques au moment de la grande crise agricole. D'autre part, les Chinois ont mis tout récemment en relief la disproportion entre les prix du marché « socialiste » et ceux du marché mondial, dénonçant la position monopoliste de l'URSS. Nous avons déjà montré comment les fluctuations du marché mondial de la canne à sucre ont déterminé l'évolution des rapports « idéologiques » entre Moscou, Pékin et La Havane (cf. « Programme communiste » no 36, « Questions de l'impérialisme »). Voyons ce qu'il en est des prix de monopole russes.

Depuis longtemps, la différence entre les cours mondiaux et le prix des achats russes à la Chine est un fait connu. En 1959, une étude de la « Documentation française » (Notes et Documents no 2 542) en avait établi la comparaison pour 1955 – 1956. Voici quelques prix (en dollars US) tirés de cette étude :

Tableau XVIII Comparaison des prix russes à la vente en dollars US

Source : « La Documentation française », Notes et document no 2542, 1959.
(Voir tableau page suivante)

Charbon (la tonne) :

Ventes de la Chine à l'URSS	9,8
Ventes de l'URSS à la Finlande	18,4
Ventes de la Pologne à l'URSS	16,7

Fonte (la tonne) :

Ventes de la Chine à l'URSS	45
Ventes de l'URSS à la RDA	50,5
Ventes de l'URSS à la Hongrie	52,5

Riz (la tonne) :

Ventes de la Chine à l'URSS	140
Ventes de la Birmanie à l'URSS	97,5
Ventes de l'URSS à la Mongolie	173

Œufs (la dizaine) :

Ventes de la Chine à l'URSS	0,27
Ventes de la Bulgarie à l'URSS	0,37

Mais ce n'est pas la simple et « libre » comparaison des cours sur le marché « socialiste » et sur le marché mondial qui a eu raison des « liens fraternels » entre la Russie et la Chine ; et ce n'est pas non plus le « scandale » des prix de monopole, ni la « politique impérialiste » de tel ou tel dirigeant qui a rompu ces liens. À l'époque des fameuses sociétés mixtes sino-soviétiques, Staline ne fut-il pas plus féroce en affaires qu'un quelconque Khrouchtchev ou Kossyguine ? Ce n'est pas pour rien que Souslov rappelait dans son rapport de février 1964 la phrase prononcée par Mao en 1957 : « Sur la question chinoise, le mérite de la liquidation des malentendus [sic !] appartient à Khrouchtchev » !

En réalité, **les lois les plus « naturelles », le fonctionnement le plus « normal » de l'économie de marché ont suffi à créer les prix de monopole et les « difficultés » sino-soviétiques.** La différence des cours signifie-t-elle que l'URSS n'a pas fait payer le « juste prix » pour ses produits ? Ou qu'elle a utilisé sa position de monopole pour abaisser ses prix d'achat à la Chine ? Tant que domine une économie de marché, il est « juste » de tenir compte de la **productivité du travail** qui reste plus faible en URSS qu'en Occident ; il est « normal » de défalquer du prix d'achat des matières premières chinoises les coûts élevés du **transport par transsibérien** comme l'ont toujours fait les Russes. L'étude citée plus haut évaluait la différence à 20 dollars la tonne pour tout produit soviétique ou chinois traversant les steppes de l'Asie : 20 dollars de plus à la facture qu'ont dû payer les ouvriers et les paysans chinois !

Bien avant la rupture sino-soviétique, Pékin s'était heurté à ce problème. La grande ambition du premier plan quinquennal était de développer, avec l'aide de l'URSS, les immenses possibilités de la Chine continentale. Jusqu'alors, seule la partie du pays facilement accessible par mer avait connu un début d'industrialisation. La Chine de Mao entendait en finir avec cette **géographie économique héritée de l'impérialisme** et

réaliser en même temps le rêve millénaire des conquérants chinois : unir par les mêmes liens politiques, économiques et culturels les déserts de l'Ouest et la côte industrielle et surpeuplée. N'était-on pas en droit d'attendre ces réalisations du capitalisme hautement développé qui s'est seul montré capable de conquérir à la civilisation l'immense plaine américaine et, dans une moindre mesure, les vastes étendues de l'ex-empire des tsars ?

C'était compter sans les coûts de production russe, sans la loi du marché « socialiste », sans la sénilité des formes économique-sociales du capitalisme actuel. Dans leur chapitre sur « la nouvelle géographie économique » de la Chine, Hugues et Luard doivent reconnaître :

« Ces plans ont été modifiés. De récentes déclarations ont affirmé avec insistance que, le développement de l'intérieur devant se poursuivre, l'importance des provinces côtières ne devait pas être négligée. » (op. cit., p. 127)

Aussi Shanghai et Canton, quelques temps délaissés au profit des grands combinats de la steppe, ont-elles repris un nouvel essor industriel.

Cet exemple tiré du pays arriéré le plus « indépendant » politiquement des diktats de l'impérialisme mondial ne prouve-t-il pas que les crises et les contradictions de son développement n'ont rien à voir avec les crises de croissance d'un organisme jeune et sain, mais reflètent, comme disait Trotsky, **la crise sénile d'un mode de production condamné par l'histoire.** Dans le texte que nous citons précédemment, Trotsky écrivait encore :

« Afin de comprendre ce qui se passe maintenant dans le vaste territoire que la révolution d'Octobre a éveillé à une nouvelle vie [et cette interprétation de la vie et des antagonismes économiques de la Russie stalinienne s'applique parfaitement à la Chine d'aujourd'hui – N.D.L.R.], nous devons toujours clairement nous représenter que, aux vieilles contradictions ravivées récemment par les succès économiques, il s'est ajouté une nouvelle et énorme **contradiction entre le caractère concentré de l'industrie soviétique qui ouvre la possibilité d'un rythme de développement sans précédent, et l'isolement de l'économie soviétique, qui exclut la possibilité d'une utilisation normale des réserves de l'économie mondiale.** La nouvelle contradiction se superposant aux anciennes, conduit au fait qu'à côté de succès exceptionnels, s'élèvent des difficultés très pénibles. Celles-ci trouvent leur expression la plus immédiate et la plus forte, éprouvée chaque jour par chaque ouvrier et chaque paysan, dans le fait que **les conditions de vie des masses travailleuses non seulement ne suivent pas la montée générale de l'économie, mais empirent même maintenant à la suite des difficultés alimentaires.** Les crises aiguës de l'économie soviétique rappellent que les forces productives créées par le capitalisme ne sont pas adaptées à un cadre national et qu'elles ne peuvent être coordonnées d'une manière socialiste et harmonisées qu'à une échelle internationale. » (Trotsky, préface à « La révolution permanente »)

Il nous reste donc à voir maintenant comment les vieilles contradictions d'une économie arriérée se sont aggravées sous la férule d'un État tout-puissant, lan-

çant les forces productives de la nation à la poursuite de bruyants « succès économiques » obtenus au prix de catastrophes sociales et de disettes en tout genre.

Le prix de « l'indépendance » économique

En un quart de siècle la Chine aura connu trois bouleversements complets de son commerce extérieur qui ont tous marqué profondément l'allure de son industrialisation. Avant la guerre, la plus grande partie du commerce chinois se faisait avec le Japon, les Etats-Unis et l'Europe ; la part de l'URSS dans ses échanges ne représentait même pas 1 %. Avec la fondation de la République populaire et l'embargo américain consécutif à la guerre de Corée, la tendance s'est renversée et les pays de l'Est ont échangé avec la Chine jusqu'à 80 % de la valeur globale de son commerce extérieur. Enfin le conflit sino-russe a entraîné un nouveau bouleversement qui voit baisser d'année en année la part prise par l'URSS dans le commerce chinois et croître celle de l'Occident. Il faut ajouter également que la nécessité de procéder à des achats massifs de produits agricoles en Australie, au Canada et en France a amené la Chine à faire toujours plus d'entorses au principe de l'équilibre des balances bilatérales et au système du troc qui devait la préserver contre tout danger d'asservissement aux grandes places financières.

Il s'agit donc de suivre cette évolution en montrant **le rôle de l'Etat centralisé dans l'aggravation des antagonismes qui ont fait éclater non seulement les « liens fraternels » entre la Russie et la Chine, mais encore les crises internes de la « collectivisation » et des « communes populaires ».**

La première tâche du gouvernement chinois fut d'instaurer le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, de « régler le flot des échanges de marchandises entre le marché national et le marché étranger de manière à lui faire servir les intérêts de la construction socialiste » (déclaration du ministre du commerce Yeh Chi-chuang, « Quotidien du Peuple », 22 septembre 1959). Mais la politique protectionniste a-t-elle quelque chose à voir avec le socialisme ? Napoléon par le blocus continental, Bismarck par le Zollverein, Staline par le « rideau de fer », ont-ils construit le « socialisme » ou assuré dans leurs pays respectifs la formation du Capital et le développement du marché ? En Chine même, le contrôle étatique du commerce extérieur se présente comme l'achèvement de la politique de Sun Yat-sen et de Tchang Kaï-chek pour qui le fin mot de la révolution bourgeoise résidait dans l'abolition du **likin**, des douanes intérieures et extérieures, qui se trouvaient aux mains de l'impérialisme étranger.

Ce monopole une fois établi, la politique de l'Etat en matière d'échanges tourne encore plus nettement le dos au socialisme. Elle peut se résumer en deux points :

1. le commerce extérieur doit **servir l'industrialisation** de la Chine ;
2. il ne peut être qu'un commerce bilatéral basé sur

la réciprocité afin de sauvegarder « l'indépendance politique » et la « sécurité économique » du pays.

En conséquence, bien loin de demander des crédits extérieurs pour le financement de ses importations, la Chine devra les repousser et **payer tous ses achats de biens d'équipement par ses exportations de produits agricoles et de matières premières industrielles**. Autrement dit, l'Etat s'est chargé lui-même d'affamer la nation pour sauver son « indépendance » et, faute de mieux, il fait passer pour « orthodoxie marxiste » toutes les rigueurs de l'orthodoxie financière :

« En dehors d'une partie de crédits à bas intérêt que l'URSS avait accordés à notre pays aux premiers temps de la fondation de la République, son aide s'est exercée surtout par des échanges réciproques dans le cadre de relations commerciales basées sur l'égalité et l'avantage mutuel. La part que représentent les emprunts à l'étranger dans l'ensemble des ressources financières du pays ne s'est élevée qu'à 2 % dans toute la période des dix dernières années [N.D.L.R. : 1949 – 1959] et ces emprunts ont été contractés aux premiers temps de la fondation de la République. Nous nous sommes appuyés, pour l'essentiel, sur l'accumulation intérieure et sur nos propres forces pour résoudre la question des fonds de construction. » (« La grande décennie », article de Li Sien-nien)

Il nous reste à voir comment, sur cette base, devaient inévitablement se détériorer aussi bien les rapports sino-soviétiques que, à l'intérieur de la Chine, la condition sociale des masses surexploitées. Examinons la structure du commerce sino-soviétique :

Tableau XIX Structure du commerce sino-soviétique (1955 – 1961) (Voir tableau page suivante)

En 1955, la Chine apparaît comme un pays exportant un fort pourcentage de produits agricoles (52,6 %) et de matières premières (36,8 %) contre des biens d'équipement (45 %). Par la structure de son commerce avec l'URSS, elle illustre assez bien le schéma classique des rapports entre pays arriérés et pays capitalistes développés. Jusqu'en 1960, l'année du départ des techniciens russes, les importations chinoises ont fait une part toujours plus grande aux moyens de production et aux produits industriels de base en provenance de l'URSS (maximum : 81,8 %). Cet accroissement est encore mieux mis en lumière si l'on examine la part des installations industrielles complètes dans le total des importations : elle passe de 18,9 % en 1955 à 45,7 % en 1960.

Dans la colonne des exportations, nous voyons au contraire une forte tendance à la baisse de la part des produits agricoles qui passe de 52,6 % à 28,2 % entre 1955 et 1960. Sans même envisager les répercussions qu'ont eues sur ce chapitre des exportations chinoises les « calamités naturelles » de 1959 – 1961 (chute à 8,2 % en 1961), nous notons une tendance régulière à vendre plus d'articles textiles et moins de produits agricoles de 1955 à 1960. Et cette tendance peut s'expliquer de deux manières : soit qu'elle reflète les progrès de l'industrie légère chinoise, soit qu'elle

A – Importations chinoises en provenance de l'URSS (% du total des importations)			
Années	Produits industriels et biens d'équipement	Installations industrielles complètes	
1955	45	18,9	
1956	61,1	29,7	
1957	71,4	38,5	
1958	73,3	26,2	
1959	79,5	41,9	
1960	81,8	45,7	
1961	72	21,5	
B – Exportations chinoises à destination de l'URSS (% du total des exportations)			
Années	Produits agricoles	Articles textiles	Minerais divers
1955	52,6	10	36,8
1956	47,8	13,7	29,2
1957	40	19,9	33
1958	37,2	26	17,8
1959	32,6	36,8	19,2
1960	28,2	45,5	21,2
1961	8,2	59,4	24,7

marque un plafonnement insurmontable sous peine de graves disettes, de la production et des exportations agricoles. Sans exclure la première explication, la seconde rend compte des « bonds en avant » et des crises de la collectivisation et des communes.

Quoi qu'il en soit, le développement du commerce sino-soviétique sur la base du troc devait placer les deux partenaires devant ce problème délicat : **Comment la Chine paierait-elle ses importations croissantes de biens d'équipement ?** Lui était-il possible d'augmenter encore ses prélèvements sur les rations alimentaires déjà bien maigres de la population ? D'un autre côté, l'URSS aurait sans doute continué à acheter des produits agricoles chinois ; mais pouvait-elle importer plus d'articles manufacturés et en particulier de textiles, alors que toutes les réformes économiques de Khrouchtchev, Liberman et Kosyguine poursuivaient le but unique de rendre l'industrie légère soviétique **rentable et compétitive** sur le marché ? L'isolement économique de la Chine s'accroît encore par la liquidation du troc dans les échanges orientaux et par **la création d'une banque internationale « socialiste » pour couvrir les déficits des diverses balances commerciales.**

Examinons maintenant à la lumière de ces tendances du « marché socialiste » les lignes de faille du commerce sino-soviétique.

Tableau XX

Évolution du commerce sino-soviétique (1949 – 1965) (en millions de nouveaux roubles)

Années	Total des échanges sino-soviétiques	Importations chinoises	Exportations chinoises	Solde du commerce sino-soviétique
1949	308	179	129	-50
1950	522	350	172	-178
1951	729	431	298	-133
1952	872	499	373	-126
1953	1 056	628	428	-200
1954	1 205	684	521	-163
1955	1 253	674	579	-95
1956	1 350	660	690	30
1957	1 155	490	665	175
1958	1 320	571	749	178
1959	1 850	859	991	132
1960	1 498,7	735,4	763,3	+ 27,9
1961	826,9	330,6	496,3	+ 165,7
1962	674,8	210,1	464,7	+ 254,6
1963	540,2	168,5	371,7	+ 203,2
1964	404,6	121,8	282,8	161
1965	375,5	172,5	203	+ 30,5

Comme pour le précédent tableau, nous avons obtenu les chiffres de celui-ci à partir des annuaires soviétiques du commerce extérieur. Jusqu'en 1959 les statistiques indiquent la valeur des échanges en anciens roubles que nous avons convertis en roubles « lourds » suivant le rapport : 1 rouble nouveau = 4,44 roubles anciens. Nous n'aurons donc, jusqu'en 1959, que des chiffres arrondis, mais ils ont l'avantage de présenter une série continue qui illustre assez fidèlement l'évolution des échanges. De ce tableau, nous retiendrons deux dates cruciales : 1956, première année où les exportations chinoises dépassèrent le montant de ses importations, et 1959 qui marque l'apogée du commerce sino-soviétique avec un total de 1 850 millions de roubles. Après 1956, l'excédent des exportations chinoises se maintient et c'est avec des cris de triomphe que Pékin a annoncé depuis lors s'être libéré de sa dette envers Moscou. Après 1959, le volume des échanges baisse d'une façon régulière et vertigineuse : en 1965 il dépassait à peine le niveau de 1949. C'est donc à juste titre que nous pouvions parler d'un bouleversement complet des relations extérieures de la Chine maoïste, bouleversement dont il faudra suivre les conséquences non seulement à l'intérieur, mais encore dans les rapports de la Chine avec le monde capitaliste.

Concluons pour l'instant sur ce chapitre. Nous avons déjà dit que la rupture sino-soviétique est un constat de faillite du prétendu « système socialiste mondial ». Cette faillite traduit des antagonismes bien plus profonds que les « divergences politiques » par lesquelles on a voulu l'expliquer. Mais la forme qu'elle a prise d'un conflit entre États rivaux, entre diplomaties concurrentes, exprime une réalité non moins impérieuse. **Le rôle de l'Etat comme gardien des intérêts capitalistes et de « l'indépendance » nationale, ne**

peut qu'aggraver les contradictions de ce mode de production jusqu'à leur point de rupture. Rupture des liens nécessaires avec l'économie mondiale, mais aussi rupture du front intérieur de la production, gaspillage et massacre des forces productives saignées à blanc sur l'autel de la Patrie et du Plan.

Dans l'article que nous avons déjà cité, Li Sien-nien écrivait :

« Parallèlement au renforcement continu de nos finances, nous sommes déjà en mesure de poursuivre notre édification en recourant uniquement à l'accumulation intérieure. Ces faits démontrent que nos finances sont de caractère socialiste [!!!], qu'elles se fondent sur le développement de la production et la prospérité de l'économie, qu'elles contribuent au bonheur du peuple et évoluent vers un essor toujours grandissant. » (« La Grande Décade »)

Ainsi, comme Staline jadis, Mao fait de nécessité vertu : **il appelle « socialisme » l'isolement passager de l'économie chinoise**, développant les termes de « populisme » qui dans la pensée du révolutionnaire bourgeois Sun Yat-sen étaient nés de la déception à l'égard du grand capital américain et japonais. Nous ne discuterons pas des chances et des rythmes probables du développement de la Chine, si celle-ci ne devait compter que sur « l'accumulation intérieure ». Ceci est, avons-nous dit, un faux problème. Nous demanderons seulement, puisqu'il y est question de socialisme : **Est-ce bien là le programme de la dictature prolétarienne dans un pays isolé ?** Trotsky, encore une fois, nous en a donné la réponse immuable pour la Russie d'hier, comme pour la Chine soi-disant « socialiste » d'aujourd'hui, ou pour tout pouvoir qui demain revendiquera la dictature prolétarienne non en paroles, mais en faits :

« Le programme réaliste d'un Etat ouvrier isolé ne devrait se proposer ni de parvenir à "l'indépendance" par rapport à l'économie mondiale, ni encore moins de construire une société socialiste nationale "dans le plus bref délai". Sa tâche est de rechercher, non des rythmes maxima abstraits, mais les rythmes les meilleurs qui dérivent des conditions économiques intérieures et mondiales, qui affermissent les positions du prolétariat, qui préparent les éléments nationaux de la future société socialiste internationale, et, en même temps et avant tout, qui améliorent systématiquement le niveau de vie du prolétariat et consolident son union avec les masses non exploiteuses des campagnes. Cette perspective reste valide pour toute la période préparatoire, c'est-à-dire jusqu'au moment où la révolution victorieuse dans les pays avancés libèrera l'Union soviétique de son isolement actuel. » (Préface à « La Révolution permanente »)

« L'homme, le capital le plus précieux »

Nous avons déjà dit quelles furent les difficultés de la planification chinoise. Même en ce qui concerne le premier plan, Hugues et Luard ont pu écrire :

« Il n'y eut jamais de premier plan quinquennal dans le vrai sens du terme ; il y eut plutôt un plan de

deux ans et demi formulé au cours de la première moitié de 1955 et annoncé en juillet de cette même année. » (« Le développement économique de la Chine communiste », p. 55)

Aussi n'est-ce pas un hasard si la version définitive de ce plan n'a suivi que de quelques mois la visite faite en Chine par Khrouchtchev, Boulganine et Mikoïan en septembre-octobre 1954. C'est après cette visite que fut annoncée, dans une déclaration commune, la liquidation des sociétés mixtes sino-soviétiques, et que l'URSS octroya des crédits supplémentaires pour la construction d'usines dont le nombre fut porté de 141 à 211. Cette « aide » a effectivement constitué l'ossature du premier plan et lui a donné sa physiologie définitive : priorité à l'industrie lourde et à la construction de « grands projets » comme les combinats sidérurgiques d'Anshan (Mandchourie), Paotow (Mongolie intérieure) et Wuhan sur le Yang-Tsé.

Mais les conditions du commerce sino-soviétique que nous définissions plus haut (paiement à court terme en matières premières, produits agricoles ou devises), ont entraîné une avalanche de mesures économiques et politiques visant à pressurer le pays pour rembourser Moscou. En effet, 1955 ne fut pas seulement l'année de « l'aide » soviétique et de l'impulsion nouvelle qu'en a reçu le plan ; elle ne fut pas seulement l'année qui inspira à M^{me} Sun Yat-sen la page dithyrambique que nous citons précédemment sur les avantages du « nouveau marché mondial » qui se créait entre pays « socialistes ». L'année 1955 fut aussi l'année décisive de la « collectivisation » avec le rapport Mao de juillet « Sur la coopération agricole » (cf. « programme communiste » n° 35) ; sans parler du mouvement de « rééducation » des capitalistes nationaux qui étendit le contrôle de l'Etat à toutes les entreprises privées.

Un an plus tard, la machine économique sous pression dut faire marche arrière. La proportion des investissements dans la section A et dans la section B qui était de 26,6 % contre 73,4 % en 1949 ; de 35,6 % contre 64,4 % en 1952 ; passa en 1957 à 48,4 % contre 51,6 %. Au VIII^e Congrès du PCC, on dénonça une politique de surinvestissements, le « forçage » de la main-d'œuvre au nom des objectifs du plan et Chou En-lai soulignait dans son rapport la nécessité de « régler d'une façon appropriée les rapports entre l'industrie lourde et l'industrie légère, entre la production industrielle et la production agricole, entre la construction économique et le développement culturel ». C'est au début de 1957 que Mao avouait, dans un discours resté fameux, l'existence de « contradictions au sein du peuple » et prétendait en avoir trouvé la « juste solution ». Ce fut l'époque des « Cent fleurs »... Mais en 1958, à la faveur d'une bonne récolte, le cycle infernal reprenait de plus belle avec le mouvement des « communes populaires » qui promettait de résoudre tous les problèmes de la Chine : vaincre la faim et industrialiser le pays avec les moyens du bord. Comme nous l'avons vu, 1958-1959 marquèrent une forte reprise du commerce sino-soviétique et, dans le volume des échanges, la part des biens d'équipement atteint de nouveaux sommets. Cependant, l'extrême tension des forces productives devait remettre le

pays au bord de la faillite. En avril 1960, le commissaire à la planification, Li Foutchoun, admettait publiquement, comme un trait caractéristique de la croissance économique chinoise, ce développement par bonds en avant et en arrière qu'elle connaît depuis 1955 :

« *Le cours du développement de l'économie nationale, disait-il, passe toujours de l'instabilité à la stabilité et de la stabilité à l'instabilité. Chaque fois que ce processus se renouvelle, il fait passer la production à un niveau plus élevé et l'économie nationale, par ces mouvements ondoyants, progresse de façon continue.* » (cité par Hugues et Luard, p. 234)

Ainsi, nous pensons avoir montré que toutes les difficultés de l'économie chinoise ne proviennent pas uniquement de la « **rupture des contrats commerciaux** » avec Moscou, mais des **conditions du marché « socialiste » comme du marché mondial**. Après une brève période de reconstruction, l'Etat chinois s'est trouvé confronté à ces problèmes et a tenté de leur donner une « solution » nationale bourgeoise. La politique de « construction du socialisme » en Chine, avec les hauts et les bas de la collectivisation, avec les poussées et les replis consécutifs de la production, date effectivement de 1955. Et les différentes « solutions » qui lui ont été données s'inspirent toutes du même souci : **Comment accélérer l'industrialisation du pays sans recourir à des emprunts extérieurs, sans compromettre la sacro-sainte indépendance nationale ?** Ce tournant-là remonte à 1955.

En effet, cette année marque bien un accroissement de « l'aide » russe, mais en même temps le caractère des échanges sino-soviétiques se transforme, en relation avec tous les changements, latents ou s'affirmant au grand jour, de l'économie russe et du « camp socialiste ». C'est à partir de 1955 que les crédits extérieurs du budget chinois (crédits en majorité russes) diminuent, alors que s'accroissent les livraisons soviétiques de biens d'équipement. Le tableau ci-dessous en fournira la preuve :

Tableau XXI - Évolution des crédits extérieurs obtenus par la Chine et des livraisons soviétiques de biens d'équipement (1950 - 1957) - (en millions de dollars US)

Source : « Le commerce extérieur de la Chine populaire et les relations sino-soviétiques », La documentation française, 26 mai 1959.

Années	Crédits extérieurs du budget chinois	Exportations soviétiques de biens d'équipement	
		Total	Dont usines complètes
1950 - 1952	300	304	70
1953	175	162	45
1954	354	229	93
1955	663	198	141
1956	47	305	217
1957	9	272	209

Des « crédits » et « prêts » ultérieurs voici ce que diront non pas les Chinois, mais les Russes eux-mêmes. Au XX^e Congrès, Khrouchtchev déclare :

« *Nous fournissons à la Chine des biens d'équipement pour une valeur globale de 5,6 milliards de roubles. En échange de ses fournitures, l'URSS reçoit de la Chine des articles représentant un intérêt pour notre pays.* »

En avril 1956, lorsque Mikoïan signe un nouvel accord augmentant de 2 500 millions de roubles la valeur de l'équipement soviétique livré à la Chine, l'on précise dans un communiqué : « **le remboursement de cet équipement s'effectuera par la voie commerciale** ».

Face à ces difficultés, l'Etat chinois n'est pas resté passif et la « pensée » de Mao s'avéra fertile... Mais **dans quel sens** a œuvré la force incontestable du pouvoir ? Avant de répondre à cette question, il faut bien se représenter la force d'inertie et la résistance des vieilles structures sociales.

Dans sa recherche des capitaux nécessaires à l'achat de biens d'équipement, l'Etat se heurta à une réalité au moins aussi grave que la menace d'asservissement au capital étranger : **l'évolution lente du rapport entre la croissance démographique et la production agricole**. On s'en rendit particulièrement compte lorsque furent connus les résultats du recensement de 1953. L'accroissement annuel moyen de la production agricole ne dépassait pas 4 à 5 %. Et il fallait faire face avec cela aux besoins d'une population totale augmentant chaque année de près de 2 %. Il fallait en outre sur ces maigres ressources financer les importations de l'industrie qui augmentaient chaque année de près de 10 %... Malgré une baisse de la part des produits agricoles dans l'ensemble des exportations chinoises au cours du premier plan quinquennal, les données du problème depuis 1957 n'ont certainement pas beaucoup évolué du fait des diverses « calamités » qui se sont abattues sur l'agriculture chinoise. Contentons-nous cependant d'en fournir les seuls éléments statistiques certains : ceux des années 1953 - 1957.

**Tableau XXII
Rythme de la croissance économique chinoise (1953 - 1957)**

	1952	1957	1953 - 1957 (moyenne annuelle)
Population totale	100	111	2
Population urbaine	100	128	5,7
Production industrielle et artisanale	100	219	17
Commerce extérieur	100	160	10
Production agricole totale	100	125	4,5
dont aliments de base	100	120	4

En mars 1957, le ministre de la Santé commentait

ces chiffres devant le Congrès National Populaire :

« Avec un taux d'accroissement [de la population] aussi démesuré, l'augmentation de notre production agricole et industrielle, si rapide soit-elle, ne parviendra pas à satisfaire de manière adéquate les besoins essentiels du surcroît de population. » (cité par G. Etienne : « La voie chinoise », p. 62)

À la même session, une loi fut votée autorisant l'avortement et la stérilisation, et encourageant la diffusion des méthodes contraceptives. Cette politique pourtant ne fit pas long feu : Mao avait découvert la formule du nouveau Malthus qui devait assurer le triomphe du « socialisme » à travers les campagnes productives de masse. Dans son discours du 27 février 1957 « Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple », il avait déclaré :

« En établissant nos plans, en traitant de nos affaires ou en pensant à nos problèmes, nous devons partir du fait que la Chine compte 600 millions d'habitants. [...] C'est un fait objectif et c'est notre capital. »

Formule encore plus cynique que celle prononcée en 1935 par Staline devant une assemblée de « cadres » soviétiques ! En effet, lorsque Staline annonçait que « l'homme est notre capital le plus précieux », il déclarait en même temps que l'URSS avait surmonté la période de pénurie technique des premières années de l'industrialisation et parlait déjà au passé de cette période de l'accumulation capitaliste où les forces productives étaient immolées sans vergogne en faveur des moyens de production les plus rudimentaires. En prédisant des « temps meilleurs », Staline repoussait dans un passé « tsariste » les massacres « inhumains » de l'industrialisation.

Au contraire, la « pensée » de Mao est allée plus vite en besogne : soit qu'elle ait tiré profit des « enseignements de Staline », soit qu'elle ait été stimulée par le plus grand retard de la Chine. Pékin a proclamé aussitôt que le « capital des 600 millions de Chinois » devrait **remplacer la technique avancée du monde capitaliste**. Pour ces millions d'hommes, le seul « fait objectif » de la révolution chinoise, ce n'est pas de s'être déroulée dans un monde super-industrialisé dont seul le prolétariat international pouvait gérer et répartir le patrimoine technique, mais dans un pays arriéré esclave de sa propre misère et des fétiches bourgeois de « l'indépendance » économique et de l'Etat national. D'autres que nous ont chanté « l'épopée » de millions de Chinois remontant à dos d'homme le limon des vallées pour fertiliser les montagnes. D'autres se sont extasiés devant la plus vaste mobilisation de forces productives qu'ait jamais réalisé un Etat national centralisé pour déclencher une « révolution sans précédent dans l'histoire agraire du monde » (R. Dumont). La Chine n'annonçait-elle pas avoir irrigué en quelques années et même en quelques mois plus d'hectares qu'en deux millénaires, presque le double des terres irriguées aux États-Unis pendant un siècle et avec d'autres moyens matériels ?

De même que « la plus grande révolution agraire de

tous les temps » ne recourut qu'à la seule **force physique** du paysan chinois, de même les « bonds en avant » de l'industrie se sont produits à **l'échelle de la petite manufacture et des modestes fourneaux campagnards**. Cette autre « solution » aux antagonismes du développement capitaliste en Chine fut elle aussi suggérée par les crises de surinvestissement qui ont éclaté à l'époque de « l'aide » soviétique. Dès le VIII^e Congrès du PCC, Chou En-lai indiquait le tournant qui allait s'accomplir dans la politique économique de Pékin :

« Pour chaque branche en général, disait-il, il devrait y avoir quelques grandes entreprises tenant lieu de structure de base et **beaucoup de petites et moyennes entreprises venant appuyer les grandes.** » (Rapport Chou En-lai au VIII^e Congrès, 1956)

Le bilan des succès et des défaites de l'Etat chinois **du point de vue de son « indépendance » économique** n'a finalement qu'un intérêt limité. Ainsi que le disait Trotsky dans sa préface à « la Révolution permanente » :

« La division internationale du travail et le caractère supranational des forces productives modernes, non seulement conservent toute leur importance, mais encore ils la multiplieront par deux et par dix pour l'Union soviétique [et demain pour la Chine – N.D.L.R.], en fonction du niveau atteint par son ascension économique. »

Plus significatif et irrécusable apparaît au contraire le bilan politique et social de la construction nationale chinoise. Nous l'avons vu, il n'est pas de contradiction ni de catastrophe récente qui n'ait été provoquée et attisée par **la loi du marché mondial s'exprimant au cœur même du « système socialiste »**. Pourtant les crises chinoises ne sont pas dues à la simple rupture des liens économiques avec l'URSS, mais à la nature de ces liens, tels qu'ils se sont instaurés entre les deux partenaires dès 1956. À cette occasion, **le rôle de l'Etat chinois s'est révélé dans toute la clarté de ses objectifs de classe**. Ainsi que le rappelait Trotsky contre Staline, le marxisme n'a jamais considéré le pouvoir d'Etat comme un reflet passif du processus économique, et c'est pourquoi la dictature prolétarienne dans des pays aussi arriérés que la Russie ou la Chine n'était pas une aberration historique. Mais ses seules chances de succès résidaient dans l'évolution de la politique mondiale et le renversement des rapports de production à l'échelle mondiale. Or, dès 1956, la tâche la plus urgente de l'Etat chinois a été **d'imposer, à l'intérieur comme à l'extérieur, la formule de « l'indépendance » économique et des campagnes productives de masse, la recette de l'isolement national baptisée « construction du socialisme »**. C'est par là justement que ce pouvoir a prouvé qu'il n'avait **rien de socialiste**, malgré sa « volonté » de changer d'étiquette et la demande des « gardes rouges » de remplacer la constitution « démocratique » de 1954 par une « constitution » de la dictature prolétarienne !

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le

renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a acquis le pouvoir.

